

Une Cause civile célèbre

devant la Chambre des Lords

A LA FIN DU XIX^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 12 Juillet 1922, à 14 heures

PAR

JEAN FOUILLAND

Président : M. LAMBERT, professeur.

Suffragants { *MM. PICARD, professeur.*
ANTONELLI, professeur.

PARIS

MARCEL GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1922

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

PROFESSEURS HONORAIRES

- MM. APPLETON (Charles), *, **Q**, I.
GARRAUD, *, I. **Q**, *, Correspondant de l'Institut.
BOUVIER-BANGILLON, *, **Q**, I.

DOYEN

- M. JOSSERAND, *, **Q**, I.

ASSESEUR

- M. HUVELIN, *, **Q**, I.

PROFESSEURS

- MM. PIC (Paul), * O., I. **Q**, professeur de Droit international public.
APPLETON (Jean), *, **Q**, I. *, professeur de Droit administratif.
LAMBERT, professeur de Droit comparé.
BOUVIER, **Q** I., professeur de Science financière et de Législation française des Finances.
LAMEIRE, **Q** I., professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.
JOSSEAND, *, **Q** I., professeur de Droit civil.
HUVELIN, *, **Q** I., professeur de Droit romain.
LEVY, *, **Q** I., professeur de Droit civil.
GONNARD, *, **Q** I., professeur d'Economie politique.
PICARD, **Q** A., professeur de Droit civil.
ANTONELLI, *, *, **Q** I., professeur d'Histoire des doctrines économiques.
PERROUD, *, **Q** I., professeur de Procédure civile.
COHENDY (Georges), **Q**, A., professeur de Droit commercial général.
GARRAUD (Pierre), *, Professeur de Droit criminel.
LEFÈVRE *, agrégé, chargé du cours d'Histoire en droit.
BECQ (Joseph) **Q** I., secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

Président : M. LAMBERT, professeur.

Assesseurs : MM. PICARD, professeur.

ANTONELLI, professeur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

Une Cause civile célèbre

devant la Chambre des Lords

A LA FIN DU XIX^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 12 Juillet 1922, à 14 heures

PAR

JEAN FOUILLAND

Président : M. LAMBERT, professeur.

Suffragants { MM. PICARD, professeur.
ANTONELLI, professeur.



PARIS

MARCEL GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1922

INTRODUCTION

Peu de problèmes juridiques ont été aussi attentivement étudiés depuis un quart de siècle par la jurisprudence anglaise que ceux que suscitent les efforts faits par les organisations syndicales, tant patronales qu'ouvrières, pour imposer leurs règlements et leurs directions, non plus seulement à leurs membres et à ceux que vise leur propagande de recrutement, mais aussi aux organisations rivales ou concurrentes, et même aux véritables neutres, à ceux que leur situation économique destine à conserver indéfiniment l'attitude habituelle de neutralité. Les individus que viennent frapper les peines économiques dont la puissance d'intimidation sert aux trade-unions à protéger leurs monopoles de fait ou à plier les neutres à leurs vues de politique commerciale ou industrielle — le boycottage sous ses formes variées, l'inscription sur les listes noires, la mise à l'index, la mise en interdit ou en quarantaine — sont, en Angleterre et en général dans les pays Anglo-Saxons, beaucoup plus portés que chez nous à faire appel, pour les défendre contre ces mesures souvent redoutables de contrainte, à la protection judiciaire qu'une vieille tradition de race les a habitués à considérer comme le palladium et de leurs droits civiques et de leurs libertés économiques. En sollicitant des juges, soit la délivrance d'injonctions pour

empêcher la réalisation de ces menaces de châtiments économiques, soit l'octroi de dommages-intérêts pour compenser le préjudice causé par l'application de ces peines privées, les victimes de mise en interdit et de boycottage ont fourni aux tribunaux anglais des occasions répétées d'apprécier la valeur légale de ces actes de proscription économique, et de rechercher dans quelle mesure ils peuvent être prévenus ou réprimés par l'emploi des actions ou des remèdes judiciaires que fournit la théorie traditionnelle des *torts*, *wrongs* ou délits civils (1).

Mais c'est surtout pendant ces quatre ou cinq dernières années que le jeu naturel de la litigation a ainsi multiplié

(1) JENKS, *History of English Law*, 323, constate que les premiers emplois du boycottage et de la liste noire apparaissent de bonne heure dans l'histoire économique de l'Angleterre. On les rencontre, d'après lui, dès avant la première charte de libertés ouvrières de 1824. Et il rappelle que l'un des inspirateurs de cette réforme, et l'un des grands précurseurs du syndicalisme anglais, Francis Place, fut lui-même victime de la seconde de ces pratiques. Aussi le problème de la défense judiciaire contre ces peines économiques n'a-t-il pas attendu la fin du XIX^e siècle pour se faire jour. Mais il s'est posé d'abord dans le champ du droit pénal, sous le couvert de la théorie des conspirations ou coalitions criminelles qui, en tant qu'instrument de compression de celles des activités syndicales qui ne se heurtent pas aux principes généraux du droit pénal, a été reléguée pratiquement dans le domaine de l'archéologie juridique par la réforme de 1875 et par les consolidations données à cette réforme dans le *Trade Disputes Act* de 1906 et le *Trade Union Act* de 1913. En Angleterre, comme chez nous, c'est au moment où la voie de la repression pénale a commencé à se fermer, que la détermination des effets juridiques du boycottage, de la mise à l'index ou des listes noires est devenue l'un des problèmes d'actualité du droit civil et l'un des chapitres les plus neufs et les plus mouvants de la théorie générale des *torts* ou *wrongs*. C'est dans les années qui suivent la promulgation du *Conspiracy and Protection of Property Act* de 1875, que la jurisprudence anglaise va façonner, pour remplacer les armes pénales disparues ou émoussées, les instruments civils de résistance aux progrès de la domination syndicale que constituent, d'une part, le délit civil de provocation d'autrui à rompre ses contrats, et, de l'autre, la théorie de la *civil conspiracy*.

les occasions de suivre la réfraction des règles classiques de la responsabilité civile au travers des problèmes que soulève l'activité corporative des organisations syndicales. Ce foisonnement de décisions judiciaires récentes indique assez que les cours de justice anglaises n'ont pas encore réussi à se créer en cette matière une doctrine et une ligne de conduite définitives. Leur attitude à l'égard des multiples formes de la « conscription des neutres » en général, et du boycottage, en particulier, reste tout aussi variable que celle des cours américaines, dont on connaît assez l'instabilité et la faible cohésion (1). Elle demeure influencée par les hasards de la composition du banc et se plie trop aisément aux modifications qui peuvent se produire dans les vues personnelles de politique sociale et économique de la majorité des juges. La pratique judiciaire anglaise est depuis vingt ans tiraillée entre deux courants inverses de jurisprudence. La Cour d'appel et les diverses divisions de la haute Cour se trouvent depuis vingt ans en présence de deux directions opposées qui leur sont tracées en termes également impératifs par deux décisions souveraines de la Chambre des Lords, l'arrêt rendu le 14 décembre 1897 dans l'affaire d'*Allen contre Flood* (2), et l'arrêt émis le 5 août 1901 dans le cas de *Quinn contre Leathem* (3).

Les efforts les plus subtils de la casuistique judiciaire

(1) Pour l'analyse des grandes lignes de l'évolution de la jurisprudence américaine dans ce champ de la législation ouvrière et industrielle, nous renvoyons à l'esquisse tracée par M. EDOUARD LAMBERT dans son *Gouvernement des juges*, p. 160-176 et aux travaux américains cités par lui, en particulier aux monographies de WOLMAN, *The boycott in American Trade Unions*, dans *Johns Hopkins University Studies*, 1916, et de GROAT, *Attitude of American Courts in labor cases*, dans les *Columbia University Studies in History, Economics...*

(2) *Law Reports* (1898), *Appeal Cases*, 1-181.

(3) *Law Reports* (1901) ; *Appeal Cases*, 495-543.

sont restés manifestement impuissants à réconcilier autrement qu'en apparence ces deux arrêts de principe où la grande cour régulatrice anglaise a exprimé en réalité des vues successives et contradictoires. Historiquement, la décision de *Quinn v. Leatham* apparaît comme une revanche, prise à la faveur des transformations intervenues dans la composition du personnel judiciaire de la Chambre des Lords et de revirements dans les inclinations économiques de quelques-uns de ses membres, par la minorité combative et résolue qui en 1897 avait été battue dans le cas d'*Allen v. Flood*, et qui, en 1901, est devenue une majorité assez compacte pour imposer ses vues à l'unanimité de la Cour. La même Cour suprême qui, en 1897, avait affirmé son intention de s'abstenir de toute ingérence dans les luttes entre les organisations syndicales et les individualités qu'elles aspirent à assujettir à leur tutelle, et qui s'était alors refusée à ouvrir les voies de recours judiciaires aux victimes de ces luttes économiques, a proclamé en 1901 la volonté d'inaugurer une politique de contrôle sur les relations intercorporatives ou les relations entre *trade-unions* et individualités restées isolées, dans laquelle elle s'est engagée d'ailleurs avec plus d'énergie pendant les années suivantes (1) et qu'elle a poursuivie avec persévérance jusqu'au moment où le *Trade Disputes Act* de 1906 (2) est venu calmer son zèle et limiter étroitement son champ d'action.

(1) Cf. notamment, les arrêts de la Chambre des Lords, du 22 juillet 1901 dans *Taff Vale Railway Co v. Amalgamated Society of Railway Servants*. L. R. (1901) ; *Appeal Cases*, 426 ; — du 14 avril 1905 dans *South Wales Miners' Federation and others v. Glamorgan Coal Co* (1905), A. C. 239.

(2) 6 Edward 7, ch. 47. En accordant l'immunité de responsabilité civile aux membres des bureaux des *trade-unions* pour les actes ac-

Mais ce changement de politique à l'égard de la mise en quarantaine ou du boycottage et des autres variétés de la mise hors la loi économique ne pouvait pas être ouvertement avoué par la Chambre des Lords qui, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, a définitivement affirmé ses prétentions à l'infailibilité et, dans des arrêts comme *Beamish v. Beamish* (1) ou *Darley Main Colliery Co v. Mitchell* (2), s'est déclarée liée par ses propres décisions, même dans le cas où elle reconnaîtrait après coup qu'elles sont fondées sur des motifs ou des raisonnements erronés (3). En vertu de ce dogme, qui est devenu l'une des règles fondamentales de la théorie de l'autorité du cas jugé, les décisions de 1897 et 1901, malgré leur contradiction intime, sont nécessairement considérées comme douées de la même force impérative. Et les juridictions subordonnées, la Cour d'appel, les diverses divisions de la Haute Cour, se trouvent avoir le choix entre deux tendances ou, pour reprendre l'excellente expression d'un des arrétistes de *Law Quarterly Review* (4), entre deux écoles ; l'école abstentionniste d'*Allen v. Flood* et l'école interventionniste de *Quinn v. Leathem*. Les inconvénients de cette lutte prolongée entre deux doctrines rivales ont

complis dans la poursuite ou en contemplation de conflits du travail « entre employeurs et ouvriers, ou entre ouvriers et ouvriers », cet acte a limité, mais non détruit l'application de la politique de *Quinn v. Leathem*, comme l'a suffisamment montré la décision de la Chambre des Lords du 29 avril 1915 dans *Larkin and others v. Long* (1915) ; *Appeal Cases*, 814-846.

(1) (1861), 9. H. L. C. 274. Cf. *Mersey Docks Trustees v. Gibbs*, 1866. L. R. 1. H. L. 93-123. — *Houldsworth v. City of Glasgow Bank* (1880). 5 App. Ca. 317-335.

(2) 11 *Appeal Cases*, 127-134.

(3) POLLOCK, *First Book of Jurisprudence*. Partie II, ch. 6.

(4) Octobre 1921, p. 395.

été lumineusement exposés, au cours des débats de *Ware and de Freville v. Motor Trade Association* (1), par le Lord Justice Scrutton qui, dans son jugement, émettait le vœu que la Chambre des Lords puisse enfin faire un choix définitif entre le principe d'*Allen v. Flood* et celui de *Quinn v. Leathem*. Mais comment les membres actuels de cette haute juridiction pourraient-ils procéder à cette option officielle, sans méconnaître le rôle constitutionnel qu'ils revendiquent pour la Chambre des Lords dans le dégagement et la fixation de la loi et sans avouer que leurs prédécesseurs se sont trompés, soit en 1897, soit en 1901 ?

Il y a donc lieu de croire que, comme le prévoit M. Edouard Lambert (2), cette dualité de tendances jurisprudentielles risque de persister longtemps encore en Angleterre. Mais le courant d'*Allen v. Flood* est dès aujourd'hui celui qui attire la majorité des décisions des cours subordonnées, — les listes d'autorités dressées par les juges de *Ware and de Freville v. Motor Trade Association* le montrent assez, — et il est probable qu'il prendra dans l'avenir une prédominance encore plus marquée, parce qu'il aboutit à mettre la politique judiciaire en harmonie avec l'orientation si vigoureusement imprimée à la politique législative par le *Trade Disputes Act* de 1906 et les *Trade Unions acts* de 1913 et 1917, et avec la marche générale d'évolution de nos sociétés où l'activité, tyrannique, mais disciplinée, des groupements syndicaux tend de plus en plus à se substituer au jeu libre, mais anarchique, des initiatives individuelles comme propulseur principal de la vie économique. Tant par la résistance qu'il a offerte à la réaction

(1) L. R. (1921), 3 *Kings' Bench*, 40-92, aux pages 61 et 66.

(2) *L'information juridique du commerce extérieur* dans *Bulletin de la Société de législation comparée*, janvier-mars 1922, p. 73.

dont il fut l'objet de 1901 à 1906 que par le nombre constamment croissant des adhésions judiciaires qu'il a reçues dans ces dernières années, le principe posé dans l'arrêt du 14 décembre 1897, s'affirme comme devant être l'une des principales lignes directrices de la jurisprudence industrielle anglaise de l'avenir (1).

(1) Ce texte fondamental de la jurisprudence anglaise n'a guère attiré en France l'attention que d'enquêteurs économiques, comme MANTOUX et ALFASSA, *La crise du trade unionisme*, Paris, 1903, qui ont reporté sur lui une faible partie de l'intérêt que leur inspirait l'arrêt plus bruyant rendu en 1901 par la Chambre des Lords dans le *Taff Vale Case*. MORIN, *La condition juridique des trade unions en Angleterre*, thèse, Caen, 1907, n'est qu'un démarquage de ce volume, de la Bibliothèque du Musée social et les lignes qu'il consacre à une prétendue analyse d'*Allen v. Flood* (p. 102), en ont été tirées presque sans y changer un mot. La lecture, à défaut du report, de ses sommaires ou *headnotes*, eut montré à l'auteur que les affirmations juridiques de ses garants méritaient être contrôlées. Ni l'un ni l'autre ne sont des légistes. On s'en aperçoit déjà à la lecture de cette simple phrase de Maurice Alfassa, p. 75 : « Pas plus en Angleterre que dans les autres pays, les juges ne sont astreints à se conformer à la jurisprudence » ; qui suppose la négation ou l'oubli du trait le plus franchement spécifique de la méthode anglaise d'élaboration de la loi, de celui qui différencie de la façon la plus irréductible les droits anglosaxons des droits latins ou continentaux : la doctrine du *stare decisis*. On s'en aperçoit encore mieux quand on confronte avec les jugements d'*Allen v. Flood*, que nous allons mettre sous les yeux du lecteur, le résumé étrangement déformateur qu'en donne Paul Mantoux (p. 23, et à sa suite, Morin) dans les lignes suivantes : « Les Lords, il est vrai, cassèrent ce jugement (l'arrêt de la Cour d'appel qui avait admis l'action en dommages-intérêts de Flood et Taylor). Mais ce fut uniquement parce que les deux ouvriers ayant été engagés à la journée, on avait pu les renvoyer sans violer aucun droit reconnu. De ce jugement, comme du précédent (*Temperton v. Russell*), il résultait que toute mesure, concertée en vue d'obtenir au détriment d'un tiers la rupture d'un contrat, tombe sous le coup du Conspiracy Act. » Après avoir lu les « opinions » des « law lords » de la majorité dans *Allen v. Flood*, on se demandera sans doute comment on a pu arriver à en déduire les deux conclusions ainsi posées, mais surtout la seconde, et à transformer en un hommage rendu à la doctrine de *Temperton v. Russell* les six vigoureux réquisitoires prononcés contre elle par lord Herschell et ses associés. En prêtant à *Allen v. Flood* la paternité des théories

Mais c'est surtout à un second point de vue que l'arrêt d'*Allen v. Flood* se recommande à l'attention des historiens du droit comparé. Il a fourni, pour la première fois, aux juges suprêmes anglais l'occasion d'entreprendre, à la lumière de nos conceptions contemporaines de la moralité commerciale et du bon ordre économique, une révision, au point de vue de leur adaptabilité aux conditions sociales nouvelles créées par le développement du trade-unionisme, des principes fondamentaux de la doctrine classique de la responsabilité civile et en particulier de ceux de ces principes qui, pendant les *xviii^e* et *xix^e* siècles, ont constitué le fond d'idées commun à la fois au *common law* anglo-américain et aux jurisprudences filiales du droit romain. Et cette enquête a été, en même temps que la première, la plus complète, la plus fouillée et surtout la plus franchement contradictoire de toutes celles auxquelles la jurisprudence anglaise a procédé en ce qui concerne la conciliation des règles anciennes de cette doctrine de la responsabilité et des franchises ou immunités indispensables au développement et à la croissance régulière du syndicalisme ouvrier ou patronal.

que *Quinn v. Leatham* a substituées aux siennes, et en présentant ces deux précédents contradictoires comme s'inspirant d'une parfaite communauté de vues, on ne rend pas seulement incompréhensibles les difficultés économiques qui naissent aujourd'hui de la lutte entre les deux courants opposés de jurisprudence auxquels ces précédents ont donné l'impulsion première. On fausse aussi, en le simplifiant, le rôle joué par les tribunaux pendant la crise de croissance du trade unionisme de 1900 à 1906. Les lacunes et les inexactitudes juridiques de l'enquête, si attentive à tous autres égards, que MM. Mantoux et Alfassa ont faite sur place, au sujet de cette crise, montrent assez que l'exploration économique ne peut se passer du concours de l'exploration juridique et que celle-ci risque d'être décevante ou trompeuse pour l'économiste quand elle est faite sans une consultation directe des textes des *law reports* aussi bien que des textes du *statute law*.

Ce problème juridique, clairement dégagé dès le début par le verdict du jury, fut, au cours du procès de Flood contre Allen, abordé déjà avec quelque attention, en 1895, dans la Division du Banc de la Reine par le juge Kennedy (1) et, dans la Cour d'appel par le Maître des Rôles, Lord Esher, et par les deux Lords Justices Lopes et Rigby (2). En 1897, à l'audience de la Chambre des Lords il fut successivement retourné sous toutes ses faces, par les plus hautes et les plus compétentes personnalités de la magistrature anglaise. Il y fut jugé assez grave pour légitimer le recours à une procédure d'exception. La Chambre convia à assister à ses délibérations avec voix consultative huit des membres les plus renommés du personnel des cours subordonnées : Hawkins, qui peu après devait être appelé à prendre place au banc de la Chambre des Lords sous le nom de Lord Brampton, et à y coopérer au revirement de *Quinn v. Leatham* (3), Lewis William Cave, Alfred Wills (4), William Grantham (5) John Compton Law-

(1) *L. R.* (1895), 2 *Queens Bench Division*, 24-34.

(2) *L. R.* (1895), 2 *Q. B. D.*, 36-42.

(3) *L. R.* (1901) ; *Appeal Cases*, 515-531.

(4) Le juge Wills est resté une des physionomies marquantes de la période de réaction judiciaire contre le trade-unionisme, qui s'est déroulée de 1901 à 1906 sur le terrain de la responsabilité civile, à raison de l'attitude juridique adoptée par lui dans les instructions données au jury, comme juge de la division du Banc du roi, à la fin de 1902, lors du retour devant cette juridiction de l'affaire de la compagnie de chemins de fer Taff Vale, à la suite de la fameuse décision rendue par la Chambre des Lords dans son arrêt du 22 juillet 1901 (Cf. MANTOUX et ALFASSA, *La crise du trade-unionisme*, p. 60-75).

(5) Les propensions économiques de Grantham s'affirmèrent depuis avec une particulière clarté dans son jugement d'*Howden v. Yorkshire Miner's Association* (*L. R.*, 1903, 1 ; *K. B.* 308). Il y façonna pour la première fois l'un des plus efficaces instruments de lutte judiciaire qui ait jamais été employé contre les trade-unions — instrument adopté à sa suite par la Cour d'appel et la Chambre des Lords (*Yorkshire Miner's Association v. Howden*, *L. R.*, 1905 ; *A. C.*, 256), — en admettant,

rence, Robert Samuel Wright, James Charles Matthew (1) membres comme lui de la division du Banc de la Reine, et North, juge de la Division de Chancellerie (2). Après avoir écouté pendant six longues séances l'exposé des moyens des deux parties, et examiné pendant deux mois entiers la valeur respective de ces moyens, les huit juges dont la Chambre avait requis les avis préliminaires lurent à l'audience du 3 juin 1897 des consultations soigneusement élaborées dans lesquelles ils passèrent en revue tous les précédents cités de part et d'autre en les discutant tant au point de vue de leurs bases légales qu'au point de vue de leur opportunité économique. Et, à leur tour, après

contrairement à la lettre apparente de la section 4 du *Trade Union Act* de 1871, la recevabilité de l'action introduite par un unioniste, passé dans le camp des employeurs et soudoyé par eux, en vue de faire interdire par injonction des distributions de salaires de grève comme contraires aux statuts de l'association.

(1) Matthew fut l'un des trois Lords-Justices qui, dans la Cour d'appel, en 1903, confirmèrent la décision précitée de Grantham au sujet des subsides distribués aux grévistes des houillères de Denaby et Cadeby. Cf. MANTOUX et ALFASSA, *l. c.*, 77-82. Ce qui ne l'a pas empêché de se prononcer dans le cas d'*Allen v. Flood* en faveur de la thèse libérale et abstentionniste.

(2) Les vues du juge North sur la question posée par les *law lords* pouvaient aisément être préjugées. Car il avait pris position à cet égard au cours de la première phase — demande d'injonction interlocutoire — d'une cause — *Lyons v. Wilkins*. L. R., 1896, 1, Chancery, 811-836 — qui se relie étroitement à celle d'*Allen v. Flood*, parce qu'elle a subi dans chacune de ses étapes le contre-coup des décisions successives rendues dans notre espèce, et qui, dans sa seconde phase, — demande d'injonction perpétuelle pour interdire, en même temps qu'un *picketing* pacifique, un boycottage secondaire, L. R., 1899, 1, Chancery, 255-274, — a ménagé la transition entre *Allen v. Flood* et le revirement de *Quinn v. Leathem*. La sentence émise par le juge North, le 20 février 1896, dans *Lyons v. Wilkins*, n'était d'un bout à l'autre qu'un commentaire apologétique des opinions développées par lord Esher dans *Temperton v. Russell* et des doctrines appliquées dans l'arrêt de la Cour d'appel déferé par Allen à l'examen de la Chambre des Lords.

avoir, pendant six mois, médité les suggestions de ces juges des cours inférieures et vérifié les autorités et les arguments invoqués à l'appui de chacune de ces suggestions, neuf dignitaires judiciaires de la Chambre des Lords ont, dans la séance du 14 décembre 1897 développé successivement leurs vues, six d'entre eux, — les lords Watson, Herschell, Macnaghten, Shand, Davey et James of Hereford — dans le sens du refus de l'action en dommages-intérêts aux ouvriers entravés dans le libre exercice de leur métier par une mise à l'index fortifiée par des menaces de grève, et les trois autres, le chancelier lord Halsbury (1), lord Ashbourne et lord Morris, — en faveur de l'octroi de cette action.

A l'occasion de l'appel élevé contre la décision rendue par la Cour inférieure en faveur des deux victimes de la mise en quarantaine, la Chambre des Lords a ouvert ainsi un véritable tournoi scientifique où dix-sept grands juges anglais, partagés en deux camps presque numériquement égaux (2), ont déployé toutes les ressources de leur expérience professionnelle, les uns pour défendre et les autres pour renverser la doctrine émise par la Cour d'appel. Leurs dix-sept dissertations forment, par leur rassemblement dans le report d'Allen *v. Flood*, les éléments d'une enquête vrai-

(1) Il est à peine utile de rappeler que le chancelier de cette époque, le futur comte de Halsbury, s'est depuis taillé une place respectable dans la littérature juridique, non seulement par les « opinions », qu'il a délivrées dans la Chambre des Lords, mais aussi et surtout en attachant son nom à l'importante encyclopédie de droit anglais — *Laws of England* — dont une nouvelle édition est actuellement en cours de publication.

(2) Neuf — les trois lords de la minorité et six juges inférieurs — ont défendu l'arrêt de la Cour d'appel ; huit, — les six lords de la majorité et deux des juges inférieurs, Matthew et Wright — l'ont combattu.

ment exhaustive sur le problème de l'application possible de l'ancienne action *on the case*, — cet équivalent anglais de l'article 1382 de notre code civil, — à la défense des tiers ou des neutres contre les atteintes portées à leur liberté de travail ou d'activité commerciale par les développements de l'organisation syndicale. Leurs discussions, si pleinement contradictoires, n'ont laissé de côté aucun des facteurs susceptibles d'entrer en jeu dans la solution de ce problème : la notion du préjudice, le concept de la faute et la place qu'y tient l'intention ; les limites du droit individuel dans son exercice au préjudice d'autrui et l'attitude à prendre à l'égard des revendications de morale économique qui ont donné naissance en France, en Allemagne ou en Suisse à la théorie de l'abus des droits ; l'application de cette théorie aux droits acquis et aux expectatives de droits ; la détermination de la valeur et la portée des divers droits publics subjectifs, comme le droit à la liberté du travail, à la liberté du commerce, à la liberté de contracter, ainsi que des remèdes judiciaires qui les protègent tout en imposant à chacun d'eux les restrictions nécessaires à l'exercice des droits similaires et rivaux des autres citoyens ; l'influence exercée, soit par la contrainte morale ou économique et par les menaces de violence, soit par la captation ou la séduction sur la formation des délits civils ; les complications introduites dans la notion de l'imputabilité civile par l'apparition des forces économiques nouvelles que sont les syndicats : aptitude ou inaptitude des membres des bureaux ou des fonctionnaires des trade-unions à engager, soit leur responsabilité personnelle, soit la responsabilité de l'association par les actes accomplis dans la poursuite des fins syndicales ; remise sur le chantier de la liste des causes légales d'excuse ou de justification qui

rendent licites, parce qu'accomplis dans l'exécution d'un devoir moral ou légal, des actes qui par eux mêmes seraient de nature à constituer des *wrongs* ou délits civils ; examen critique des prétentions des représentants des trade-unions à bénéficier de ces immunités de responsabilité personnelle dans la mesure où ils remplissent leurs tâches statutaires et leurs obligations syndicales, etc. On peut dire que cette première enquête judiciaire a dégagé, en même temps que les éléments qui ont servi à l'édification de la doctrine d'avenir formulée par l'arrêt du 14 décembre 1897, tous les arguments, tant d'autorité que d'opportunité sociale, auxquels recourra la Chambre des Lords en 1901 pour justifier le revirement et la réaction de *Quinn v. Leathem*.

Le report d'*Allen v. Flood* est l'un des textes écrits du *common law* contemporain qui peuvent le mieux nous révéler le tempérament propre de la jurisprudence anglaise, nous faire saisir les faits essentiels par lesquels ses méthodes de travail se différencient de celles de la jurisprudence française et nous expliquer l'action prépondérante que le reportage de loi exerce en Angleterre, et sur l'élaboration technique du droit, et sur le développement de l'éducation et de la culture professionnelles du juriste. Nous allons l'étudier avec la méthode qui convient à l'étude des documents historiques, en suivant son texte d'aussi près que peut le permettre la translation d'une langue à l'autre, et en reléguant nos commentaires dans les notes du bas de nos pages. Il convient toutefois de rappeler d'abord dans un premier chapitre, qui formera une sorte d'introduction d'éditeur, les origines du conflit que la Chambre des Lords a eu à résoudre dans l'arrêt du 14 décembre 1897 et les précédents qui ont préparé ou influencé sa décision (1).

(1) J'ai puisé les premiers éléments de cette étude dans les confé-

Nous n'aurons plus ensuite qu'à reproduire, dans un second chapitre, les « opinions » des juges dissidents et, dans un troisième chapitre celles des membres de la majorité, en rayant seulement çà et là quelques éléments de phraséologie judiciaire, dénués de signification pratique et dont la répétition risquerait de fatiguer le lecteur. Mais l'ampleur du report d'*Allen v. Flood*, qui occupe 181 pages, — dont près d'une cinquantaine en caractères très fins et fort compactes — en tête du volume consacré aux *cas d'appels* de 1898 dans la collection du *Council of Law Re-*

rences qui, en 1921-1922, ont été faites à l'Institut de Droit comparé de Lyon sur la jurisprudence anglaise et la jurisprudence américaine des *restraints of trade*. Les précédents judiciaires de notre arrêt, que j'ai seuls mentionnés dans mon premier chapitre, eussent sans doute gagné à être rapprochés d'autres faits contemporains de l'histoire du trade-unionisme. Mais cette prospection économique du sujet a été faite, et de main de maître, dans une enquête qui reste un modèle insurpassé d'enquête individuelle, et qu'il serait téméraire de vouloir résumer en quelques pages : l'enquête consignée par Webb dans trois livres écrits pendant que se déroulaient les longs débats d'*Allen v. Flood : History of Trade-unionism*, 1894 ; *Industrial Democracy*, 1897, et *Problems of modern industry*, 1898. Rarement arrêt de justice a trouvé, au moment même de son émission, pour éclairer et justifier sa thèse hardie et libérale, un commentaire de pareille envergure. Ce commentaire a été popularisé chez nous par la traduction que M. Métin a donnée de la plus ancienne de ses parties constitutives. Nous voudrions rendre accessible aussi au public français le texte juridique commenté dans cet exposé de motifs économique, l'arrêt qui, dès 1897, avant que ne commence la dernière des grandes luttes de la loi anglaise contre le trade-unionisme, a dégagé les moyens de réalisation juridique de l'idéal économique tracé par Webb et formulé un programme de libre développement des forces et des activités syndicales, tant ouvrières que patronales, qui depuis a fait son chemin au travers des statuts de 1906 et de 1913, dont on peut peut-être entrevoir le triomphe complet pour un avenir plus ou moins prochain, mais qui n'est pas encore aussi pleinement réalisé, dans le domaine de la jurisprudence, que le feraient croire les déclarations optimistes de M. et Mme Webb dans l'Introduction (p. viii) placée en tête de l'édition de 1920 de leur *Industrial Democracy*.

porting, nous obligera à sacrifier les « opinions » des huit juges inférieurs conviés aux séances de la Chambre, qui, a raison de l'intervention purement consultative de leurs auteurs, n'ont qu'une valeur de documentation doctrinale, et non d'autorité légale. Nous devons nous résigner à ne donner qu'une analyse extrêmement sommaire de ces consultations dont les éléments essentiels ont d'ailleurs été utilisés ou discutés dans les jugements des divers membres de la Chambre des Lords. Nous avons, en revanche, placé en tête du jugement de chacun des lords un sommaire où nous nous sommes efforcé de faciliter au lecteur l'identification immédiate des questions traitées, en substituant, toutes les fois que cela a été possible, aux rubriques anglaises, les rubriques en usage dans notre littérature juridique.

CHAPITRE PREMIER

Origines et précédents d'*Allen v. Flood*

Résumons d'abord, d'après les reports de *Flood v. Jackson* dans la Cour d'appel (1) et d'*Allen v. Flood* (2) devant la Chambre des Lords, les circonstances d'espèce qui ont posé devant les tribunaux anglais la question de droit que devait trancher l'arrêt du 14 décembre 1897. Les détails s'en préciseront et la signification juridique s'en dégagera à mesure que nous avancerons dans l'étude des discussions critiques qu'en ont données les divers juges.

SECTION I

LES FAITS DE LA CAUSE

L'industrie de la réparation des navires. — Conflit de compétence entre ouvriers du fer et ouvriers du bois. — Peines économiques employées par les premiers pour établir leur monopole. — Renvois provoqués par des menaces de grève. — Appel à la protection judiciaire. — Les promoteurs du procès et les figurants. — Le verdict du jury.

Le procès est né d'une querelle du travail entre membres

(1) L. R. (1895) ; 2, Q. B. D., p. 22-24.

(2) L. R. (1898) ; *Appeal Cases*, p. 2-4. Nous ajoutons seulement à ces deux résumés quelques indications empruntées aux jugements de lord Watson et de lord Ashbourne ou à la consultation du juge Hawkins.

de corporations ouvrières rivales occupées sur un même chantier et qui se rattache elle-même à un conflit plus général entre les deux corporations quant à la détermination de leurs cercles respectifs de compétence professionnelle et d'occupation ouvrière. Le 12 avril 1894 une firme de constructeurs et réparateurs de navires de Londres, la Glengall Iron Company, occupait une quarantaine d'ouvriers métallurgistes, de « gens du fer », à la remise en état du *Sam Weller* qui venait d'être placé sur l'une des calles sèches de ses docks de Millwall, sur la Tamise. Ces ouvriers appartenaient à une trade-union, l'*United Society of Boilermakers and Iron and Steel Shipbuilders*, (Fédération des ouvriers en chaudières et constructeurs de navires en fer et acier), dont le siège social était à Newcastle sur Tyne, où résidaient son président Jackson et son secrétaire général, Robert Knight, mais qui était aussi représentée à Londres par un délégué de district, Thomas Francis Allen (1). Ce syndicat interdisait à ses adhérents

(1) Dans leur *Industrial Democracy* (p. 28-32 de l'édition de 1920), dont le texte originaire parut l'année même de l'émission du jugement de la Chambre des Lords sur l'appel d'*Allen v. Flood*, Beatrix et Sydney Webb signalent cette fédération des constructeurs de chaudières et de navires de fer, dont l'origine remonte à 1832 et qui comptait, en décembre 1896, 40.776 membres répartis dans tous les ports anglais de constructions maritimes, comme l'une des plus puissantes et des mieux administrées d'entre les trade-unions du Royaume-Uni, et notamment comme celle qui a pratiqué avec le plus de ténacité et de succès la politique de limitation du nombre des apprentis et l'interdiction à ses adhérents de travailler avec les non-unionistes. A l'époque où a surgi le procès que nous allons étudier, elle obéissait à la direction autoritaire, mais d'une remarquable habileté, de Robert Knight — l'un des défenseurs à l'action devant le Banc du roi et la Cour d'appel — qui, pendant les vingt ans passés au secrétariat de l'Union des Boilermakers, a fourni, au témoignage des juges d'exceptionnelle compétence que sont M. et M^{me} Webb, l'un des plus beaux, sinon le plus bel exemple de carrière constamment heureuse d'« homme

de se livrer sur les chantiers de construction ou de réparation de navires à d'autres travaux que les travaux du fer, mais considérait, en revanche, toute autre main-d'œuvre que la leur comme non qualifiée pour ces besognes (1). Dans cette même journée du 12 avril 1894 la compagnie Glengall embaucha également sur le Sam Weller, mais uniquement pour les travaux du bois, deux ouvriers charpentiers, William Cridge Flood et Walter Taylor, qui appartenaient à la *Shipwright's Provident Union* (Union de prévoyance des charpentiers de marine) (2). Ce syndicat autorisait ses mem-

d'état » ouvrier qu'on puisse relever dans l'histoire du trade-unionisme ancien, l. c., p. 30-31.

(1) Le juge Hawkins constate, au début de son « opinion » (L. R. (1898) ; A. C., p. 11), que les prétentions de l'union des ouvriers en chaudières étaient sur ce point conformes aux usages les plus courants dans le pays : « Dans les ports du nord de l'Angleterre, dit-il, les travaux du bois et du fer sont presque universellement faits par des groupes séparés d'ouvriers. La même pratique prévaut dans quelques-uns des docks de Londres, parmi lesquels ceux de la Compagnie Glengall. Mais il y a d'autres docks de Londres, comme ceux de Mills et Knight, où le travail du fer et le travail du bois sont habituellement faits par les mêmes charpentiers maritimes. »

(2) Comme le conflit économique sur lequel s'était greffée la querelle particulière du Sam Weller, le procès suscité par l'issue de cette querelle mettait aux prises, par dessus les personnalités secondaires de Flood et Taylor, d'une part, et d'Allen, de l'autre, deux associations ouvrières qui, comme le constatent plusieurs des membres de la Chambre des Lords, faisaient les frais de la poursuite et de la défense. Associations de forces très inégales. A l'énorme fédération des Boiler makers, qui disposait alors d'un fonds de réserve de plus de 175.000 livres (WEBB, *Industrial democracy*, p. 23), se heurtait, sous le couvert de Flood et d'Allen, un groupement local et dissident, l'Union de prévoyance des charpentiers de construction navale, qui ne comptait que 1.400 membres, tous du port de Londres (WEBB, *Histoire du Trade-unionisme*, traduction Métin, p. 471 et la consultation d'Hawkins J., p. 12) et restait complètement étranger à la fédération nationale des *Shipwrights*. M. et Mme Webb ont décrit dans leur *Industrial Democracy* (p. 73-74) les longues et difficiles luttes que cette fédération, l'*Associated Shipwrights' Society*, qui date du milieu du XIX^e siècle, mais n'avait encore été entre 1850 et 1860 qu'un groupement assez

bres à s'employer aussi bien aux travaux du fer qu'aux travaux du bois, ce qui apparaissait assez naturellement à l'*Iron Shipbuilders Union* comme une in correction et un acte de déloyauté au point de vue des relations inter-syndicales. S'inspirant de ces directives de leur Union, Flood et Taylor avaient fait dans diverses maisons de Londres l'apprentissage de certaines des besognes revendiquées comme leur monopole par les « gens du fer » en même temps que celui de leur profession principale. Et au cours même de l'année 1894 ils avaient été occupés quelque temps au service d'autres propriétaires de calles sèches, Mills et Knight, qui, sur leurs docks de Rotherhithe sur la Tamise, avaient l'habitude de confier aux ouvriers charpentiers les réparations du fer en même temps que les réparations du bois.

Les « gens du fer », travaillant sur le Sam Weller, ayant eu connaissance de ces infractions aux lois de la discipline syndicale — telles que les concevait leur union — antérieurement commises par les nouveaux compagnons que l'employeur prétendait leur adjoindre, ses préoccupèrent de les réprimer et d'en empêcher la répétition. Dans ce but, ils tiennent un meeting où ils décident de ne pas tolérer la présence de Flood et Taylor sur leur chantier, et, pour ob-

lâche et quelque peu instable, a dû soutenir pendant une trentaine d'années contre la tendance des charpentiers de la plupart des ports à créer entre eux des associations locales à visées étroitement monopolisatrices qui, en refusant de s'ouvrir aux ouvriers n'ayant pas fait leur apprentissage dans le port, amenaient ces derniers à former à leur tour sur place des organisations rivales. L'association, qui inspirait, dirigeait et finançait la poursuite de Flood et de Taylor, était l'un des petits groupements s'obstinant à faire cavalier seul que le secrétaire de l'*Associated Shipwrights' Society* visait dans cette phrase plus dédaigneuse que sévère de son rapport de 1894 (citée par WEBB, *Industrial Democracy*, 74) : « Dans ces temps de firmes mammoths, à vastes capitaux, l'utilité des sociétés locales a pris fin. »

tenir le congédiement de ces indésirables, de se mettre en grève, comme ils en ont le droit, n'étant engagés, comme le sont aussi les charpentiers, qu'à la journée et pouvant eux-mêmes être renvoyés sans préavis à la fin de chaque jour.

L'un d'eux, Elliott, télégraphie au délégué de l'*Iron Shipbuilders Union* pour le district de Londres, Allen, qui s'empresse d'accourir aux docks de Millwall. Aux ouvriers en chaudières du Sam Weller qui, par la bouche d'Elliott, lui faisaient part de leur intention de quitter le travail à l'heure du diner, Allen rappelle que, d'après les statuts du syndicat, ils ne peuvent pas se mettre en grève sans autorisation préalable du conseil exécutif ; il les avertit que, dans le cas où ils enfreindraient ces prescriptions salutaires des règlements, il userait de son influence près du Conseil de la société pour obtenir qu'ils soient privés des bénéfices de l'organisation syndicale, tels que les subsides de grève, et les faire mettre à l'amende. Il leur demande de lui laisser d'abord tenter un arrangement amiable avec les patrons et obtient d'eux qu'ils attendent le résultat de ses démarches avant de passer à des mesures effectives de coercition.

Allen a le 13 avril un entretien avec le directeur de la compagnie Glengall, Halkett, en présence du contremaître Edmonds, dont le récit a naturellement été rapporté en des termes quelque peu différents au cours des débats judiciaires par Allen, d'une part, et par les témoins des demandeurs de l'autre, mais dont les éléments à la fois essentiels et incontes'tés peuvent se résumer ainsi. Allen a fait savoir au directeur et au contremaître que les ouvriers adhérents à son Union étaient bien déterminés à ne pas travailler sur le même chantier que Flood et Taylor parce qu'ils avaient appris que ces charpentiers s'étaient livrés aux travaux

du fer dans les docks de Mills et Knight, et que, si ces derniers n'étaient pas congédiés le jour même, tous les membres de son association quitteraient le travail. Il a ainsi « prévenu » les patrons qu'ils « n'avaient d'option » qu'entre le renvoi immédiat de Flood et Taylor et la mise en grève des « gens du fer ». Le contremaître ayant esquissé une résistance et invoqué qu'il était injuste de « faire expier à la compagnie Glengall les péchés de Mills et Knight », Allen mit fin à la discussion en constatant que les mesures projetées par ses camarades n'étaient pas dirigées contre l'employeur, mais uniquement contre les ouvriers charpentiers ; qu'elles seraient reprises et exécutées sur tous ceux des chantiers maritimes de la Tamise où ces hommes viendraient à se faire embaucher ensuite, parce que c'était le seul moyen efficace pour les « gens du fer » de mettre un terme à la pratique des ouvriers du bois de s'employer aux travaux du fer. A la suite de cette conversation, et afin d'éviter la désorganisation de son chantier et l'interruption de son industrie par le départ en masse de ses ouvriers en chaudières, le directeur Halkett se résigna à signifier leur congédiement à Flood et Taylor.

Ceux-ci portent alors devant la Division du Banc de la Reine une action en dommages-intérêts contre trois des membres de l'*Iron Shipbuilders Union*, Jackson, Knight et Allen pour avoir « malicieusement et injustement (1)

(1) Ce n'est que par des termes à la fois généraux et imprécis qu'il convient de traduire les mots « *maliciously* » et « *wrongfully* » qui font traditionnellement partie du rituel de présentation des actions en responsabilité civile, et dont l'indécision naturelle a été fort bien mise en lumière au cours des discussions de notre cas dans la Chambre des Lords. « *Wrongfully* » a pris dans le rituel moderne du « *statement* » de l'action la place occupée par la vieille expression française « à tort » dans le vocabulaire des anciens *pleadings* oraux.

provoqué et amené (1) la Glengall Iron Company à les congédier de leur emploi et à ne pas les réengager ou réemployer ». Action peut-être quelque peu téméraire — et ne pouvant s'expliquer que par le désir de faciliter l'application des règles relatives aux conspirations — en ce qui concernait Jackson et Knight qui, résidant à Newcastle, n'avaient pas eu connaissance du conflit du travail qui s'était produit au dock de la compagnie Glengall à Londres et à qui Allen n'avait ni adressé de rapport, ni demandé de consultation à ce sujet.

En vertu des règlements de la *Society of Boilermakers and Iron Shipbuilders* (2) l'Union était gouvernée par un conseil exécutif siégeant à Newcastle, élu par les diverses branches et se choisissant lui-même un président parmi ses membres. Le secrétaire général, qui devait être un membre de la corporation, était élu directement par l'ensemble des adhérents et avait le devoir de conduire les affaires de la société d'après les directions données par le conseil exécutif. Sur la demande des trois quarts des branches composant un district, la société pouvait élire un délégué de district, pour agir sous la surveillance d'un

(1) Nous traduirons le plus souvent par cet équivalent approximatif les mots techniques anglais « procuring » et « inducing ».

(2) La constitution en vigueur dans cette union au temps d'Allen v. Flood a été décrite dans un document contemporain, l'*Industrial Democracy* de Webb (p. 31-32), comme le plus parfait modèle de la constitution fortement centralisée du trade-unionisme ancien. Ces auteurs le présentent comme un des facteurs qui ont le plus contribué à permettre à Robert Knight, en assurant la permanence et la stabilité de son gouvernement, de constituer autour de lui un « cabinet » expérimenté et tout un personnel de fonctionnaires syndicaux plié à ses méthodes et à ses vues. C'est seulement en 1895 que, sous la poussée d'un désir de contrôle des groupes locaux, ces anciens règlements ont été remplacés par une nouvelle constitution qui n'est d'ailleurs entrée en application qu'en 1897 (WEBB, *l. c.*, p. 31, note 1).

comité de district, le comité de district et le délégué de district restant l'un et l'autre sous le contrôle du comité exécutif. En vertu de la règle 33, sect. 4, du règlement, quand un conflit s'élève dans une maison ou sur un chantier, les ouvriers de cette maison ou de ce chantier doivent le faire savoir à la branche la plus proche, et les officiers de cette branche doivent s'efforcer de régler ce conflit ; si le conflit ne peut pas être arrangé à l'amiable par la branche ou par le comité de district il devra en être référé au conseil exécutif, qui donnera des instructions à son sujet. Cette même règle prévoit en outre que, dans aucun cas, les membres n'auront droit aux bénéfices de l'union, et notamment à la réception de salaires de grève, avant que le conflit ait été sanctionné et approuvé par le conseil exécutif. Il n'y avait point dans les règlements de la société de disposition qui réglât la conduite du délégué de district en cas de querelle du travail ; mais le défendeur Allen déclara dans son témoignage que, dans les cas secondaires, le conseil exécutif laissait les choses à sa discrétion ; que pour les conflits de moindre importance il n'en référerait point à son comité de district, et que, dans l'espèce, il avait considéré qu'il se trouvait dans un de ces cas d'importance secondaire.

Le juge de la Division du Banc de la Reine, Kennedy, posa au jury chargé de juger les faits de la cause les questions suivantes : 1^o Le défendeur Allen a-t-il malicieusement amené la Glengall Iron Company à renvoyer les plaignants ou l'un d'eux de son service ? Réponse : Oui. 2^o Le défendeur Allen a-t-il malicieusement amené la Glengall Iron Company à ne pas embaucher les plaignants ou l'un d'eux ? Réponse : Oui. 3^o Les défendeurs Jackson et Knight ou l'un d'eux ont-ils autorisé le défendeur Allen à

agir comme il l'a fait ? Réponse : Non. 4^o Le règlement de la dispute était-il une matière à la discrétion d'Allen — c'est-à-dire rentrant dans ses pouvoirs syndicaux — ? Réponse : Oui. Le jury trouva aussi que les plaignants avaient subi un dommage montant pour chacun d'eux à 20 livres et fixa à ce chiffre les réparations à leur accorder.

Le verdict du jury mettait hors de cause la responsabilité individuelle — au moins du chef de leur fait personnel — des membres du conseil exécutif de l'Union, et constatait, en même temps que la relation de cause à effet entre les actes d'Allen et le congédiement de Flood et Taylor, la qualité syndicale en laquelle Flood avait accompli ses actes. Il posait ainsi nettement le problème de droit sur lequel auront à statuer les juridictions successivement saisies : En provoquant le renvoi des deux ouvriers charpentiers et en les empêchant de retrouver du travail, Allen a-t-il, d'après les principes traditionnels qui sont à la base de la théorie anglaise des *wrongs* aus-i bien que l'article 1382 de notre Code civil, commis une faute l'obligeant à la réparation du préjudice que le verdict du jury constate avoir été causé par l'effet de cette initiative à chacun des demandeurs ? La question n'était pas absolument nouvelle et les cours anglaises avaient eu l'occasion de statuer sur quelques rares hypothèses qui déjà l'impliquaient ou, tout au moins, mettaient en jeu quelques-unes de ses données principales. Il ne sera pas superflu de passer en revue les arguments d'autorité que les défenseurs des deux thèses en présence pouvaient trouver dans les précédents jurisprudentiels.

SECTION II

LES PRÉCÉDENTS FAVORABLES A LA DEMANDE DES OUVRIERS BOYCOTTÉS

Le délit civil de provocation de tiers à rompre des contrats. — Ses origines. — Ses développements dans la jurisprudence de la cour d'appel. — L'intention de nuire comme ingrédient de ce délit civil. — La doctrine du Temperton Case.

Les faits reprochés à Allen se ramenaient finalement à une intervention couronnée de succès auprès de la compagnie Glengall pour l'amener à rompre son contrat d'engagement de services avec Flood et Taylor, ou plutôt à ne pas le continuer ou le renouveler. Ils rentraient, comme l'indique le choix et la position des questions soumises au jury, dans une catégorie d'actes déjà prévue et qualifiée par un petit nombre de décisions antérieures, qui toutes émanaient d'ailleurs de cours subordonnées à la Chambre des Lords: la provocation et l'incitation malicieuses de tiers à rompre leurs contrats ou s'abstenir de contracter avec une ou plusieurs autres personnes. Le délit, qui consiste à « procurer », au sens qu'avait ce mot dans notre ancienne langue — la rupture de son ou de ses contrats par un tiers, a trouvé de nos jours un terrain d'acclimatation plus particulièrement propice dans la branche américaine du *common law*, grâce à la résistance énergique et passionnée que les cours américaines ont opposée de tout temps aux efforts du trade-unionisme pour généraliser l'organisation syndicale. M. Lambert a décrit dans quelques-unes des pages de son

Gouvernement des juges (1) les curieuses excroissances de cette notion d'une protection due au contrat contre les empiètements des tiers qui ont conduit les juges américains à attribuer au droit des industriels et des commerçants au maintien ou même au développement de leurs relations contractuelles la dignité et les effets, non pas seulement d'un droit réel, mais même d'un droit de propriété. Elle n'a pas donné naissance en Angleterre à des constructions doctrinales aussi amples et aussi stables ; mais elle y a joué un rôle assez important comme fondement, soit d'actions en responsabilités, soit surtout d'injonctions judiciaires dans les querelles du travail. Grâce à elle, la politique anglaise du travail est passée elle aussi par sa période de « gouvernement par injonctions » (2) pendant les six années qui ont précédé la promulgation du *Trade Disputes Act* de 1906 (3). Et, quoique ce statut ait été traité par les juges anglais avec un respect de sa lettre, sinon de son esprit, qui contraste avec l'attitude dédaigneuse des cours des Etats-Unis (4) à l'égard des textes correspondants de la législation fédérale américaine, il n'a pas rayé complètement de la liste des *wrongs*, au point de vue de l'application aux querelles

(1) P. 170 et s.

(2) Sur le « gouvernement par injonctions » américain, cf. les monographies citées par M. LAMBERT, *Gouvernement des juges*, p. 37, note 1 et p. 171, note 1.

(3) Le xix^e siècle anglais avait connu antérieurement d'autres périodes, de « gouvernement des juges », et de gouvernement énergiquement répressif des activités trade-unionistes, comme celle qui se lie au nom de sir William Erle et au souvenir des célèbres « *rulings* » de R. v. Rowlands en 1851 (5 Cox., p. 4) et de R. v. Duffield (*ibid.*, 431). Mais c'est une autre arme, la « criminal conspiracy of common law », qui avait alors servi aux juges à maîtriser le syndicalisme.

(4) Cf. LAMBERT, *Gouvernement des juges*, p. 164 et s.

industrielles, le délit de provocation de tiers à rompre leurs contrats (1).

Ce type nouveau de délit civil ne s'est vraiment détaché qu'à une date assez tardive, en 1853, et sous une forme encore confuse et rudimentaire, du tronc général de l'action *ex delicto*, avec le cas de *Lumley v. Gye* (2), cas dont la doctrine novatrice s'est dégagée sous l'action d'antécédents judiciaires fort complexes, et assez obscurs, parmi lesquels il faut peut-être compter l'influence d'un précédent des premières années du XVIII^e siècle — *Keeble v. Hickeringill* (3), qui pouvait sembler faire de l'intention de nuire l'un des facteurs possibles de la responsabilité civile et a contribué à orienter plus tard une jurisprudence passagère vers l'admission d'une théorie de l'abus des droits. Mais l'action sortie de *Lumley v. Gye* se présente surtout comme la transformation ou la résurrection dans un esprit nouveau de remèdes judiciaires jadis donnés aux maîtres pour leur assurer la conservation à l'encontre d'une concurrence déloyale de tiers des offices domestiques de leurs serviteurs. Remèdes antiques et désuets, issus de la mise en œuvre judiciaire d'une réglementation étatique du travail inaugurée au milieu du XIV^e siècle, par les *Statuts des Laboureurs* (4) qui, après avoir subi elle même diverses transfor-

(1) C'est ce que montre notamment l'arrêt rendu le 29 avril 1915 par la Chambre des Lords dans *Larkin v. Long*. (L. R., 1915 ; *Appeal Cases*, 814-846.)

(2) 2 *Ellis et Blackburn*. Q. B., 216 ; — 22 *Law Journal*, Q. B., 463.

(3) 11 *Modern*, 74, 171 ; — 11 *East*, 574, note.

(4) 23 Edw. III (1349), c. c. 1-8 ; 25 Edw. III (1350), st. 1 ; — 34 Edw. III (1360), c. c. 9-11 complétés un siècle ou un siècle et demi plus tard par 11 Hen. VII (1494), c. 22, ss. 1-4 et 6 Hen. VIII (1514), c. 3, ss. 1-3. Les statuts initiaux d'Edward III avaient été promulgués au lendemain de la peste noire, pour remédier à la crise de raréfaction de main-d'œuvre et aux menaces de famine créées par la dépopulation. Ils organisaient une fixation statutaire des salaires de chaque sorte

mations au cours des siècles, a ménagé la transition entre le régime manorial ou la sujétion économique féodale et le régime de travail libre des temps modernes (1). *Lumley v. Gye* est antérieur à la date de 1865, où commence l'unique collection des *Law Reports* anglais que possède la bibliothèque de l'Institut de droit comparé, et la consultation directe de son texte nous est, par conséquent, fermée. Mais, formant le point de départ de tout un chapitre, et du chapitre le plus vivement discuté, de la théorie anglaise de la responsabilité civile, il est analysé dans les

de serviteurs, soumettaient à un régime de travail obligatoire les hommes et les femmes physiquement capables et au-dessous de l'âge de soixante ans, autres que les marchands, les artisans spécialisés ou les personnes vivant sur leurs propres terres, et confiaient la mise à exécution de ces dispositions aux « juges de paix », faisant entrer ainsi les relations entre maîtres et serviteurs dans le champ du droit pénal auquel la législation régressive du *Master and Servant Act* de 1867 les maintiendra liés jusqu'aux réformes du *Conspiracy and Protection of Property Act* de 1875. Ce régime de réglementation et de fixation uniforme des prix par l'Etat ne pouvait fonctionner qu'à la condition d'être protégé contre les manœuvres de concurrence, qui le fausseraient, par l'application d'une série de pénalités. D'où le statut de 1548 qui fait un délit, sévèrement puni, pour les vendeurs de produits alimentaires de se coaliser pour hausser les prix et, pour les ouvriers ou journaliers, de s'entendre pour ne travailler qu'à un certain prix ou à certains jours ou certaines heures seulement, etc. C'est du même régime d'organisation du travail qu'est née l'action civile dont l'action de *Lumley v. Gye* se présente historiquement comme un dernier et très tardif rejeton : l'action donnée au maître, en cas de détournement de son serviteur, contre le concurrent qui a séduit, engagé ou hébergé ce serviteur ; forme particulière de bref que Fitzherbert, qui en donne le modèle dans son *De natura Brevium*, fiff 167 B-168 B., fait clairement dériver du statut de 1349. Cf. JENKS, *Short history of English Law*, 320-322 ; HOLDSWORTH, *History of English Law*, II, 383-387 et III, 171-173.

(1) Transition fort longue. Car la réforme réalisée en 1562 par le statut d'Elisabeth n'a fait que retoucher le système de réglementation introduit par le statut des Laboureurs et en a prolongé l'existence en y apportant quelques rajeunissements.

diverses « opinions » délivrées à l'occasion de *Flood v. Jackson* et d'*Allen v. Flood*. La lecture de ces analyses permettra d'en reconstituer, tant bien que mal, les lignes générales. Il nous suffit, pour l'instant, d'en dégager la conclusion.

La Cour était appelée à statuer sur une action en dommages-intérêts intentée par un directeur de théâtre, Lumley, contre un autre entrepreneur de spectacles qui, dans le désir de nuire à un concurrent ou dans un but de lutte commerciale, avait amené par ses démarches une chanteuse d'opéra, Miss Johanna Wagner, à rompre — ou plutôt à ne pas exécuter, — le contrat d'engagement qui la liait pour plusieurs années à Lumley. Incontestablement, Miss Wagner avait commis une faute, génératrice de dommages-intérêts dans la mesure où elle entraînait préjudice, en s'affranchissant ainsi de ses obligations contractuelles. Mais, en lui persuadant de commettre cet acte illicite, Gye avait-il lui-même commis un *tort* ou *wrong* et engagé ainsi sa responsabilité civile envers Lumley ? L'un des juges, sir John Coleridge, s'efforça d'écarter cette responsabilité de l'agent provocateur en montrant qu'il ne convenait pas d'étendre par l'interprétation et d'appliquer à des hypothèses voisines les précédents fournis par l'application de l'action *on the case* à la « séduction » ou à « l'hébergement » des serviteurs d'autrui, dont l'origine remontait au régime de travail obligatoire et de réglementation légale des salaires sorti des antiques *Statuts des Laboureurs*. Les trois autres juges admirent, au contraire, l'existence d'une cause d'action, mais sans bien s'entendre, semble-t-il, sur la *ratio decidendi* de cette solution qu'ils expliquaient, tantôt comme une extension par identité de raisons de l'action contre le détournement de serviteurs au détournement d'employés, tantôt par une communica-

tion à l'acte du provocateur du caractère d'illégalité de l'acte accompli par la personne provoquée, tantôt enfin par une responsabilité découlant directement de l'intention vicieuse et malfaisante qui avait poussé le provocateur à agir. D'où une incertitude sur la portée de cette décision. Pouvait-elle être transportée des cas, comme celui de Gye et de Miss Wagner, où la persuasion était exercée pour amener la rupture d'un contrat en cours, au cas où elle s'exercerait en vue d'empêcher la continuation d'un contrat arrivé à terme ou résoluble à tout instant, ou la conclusion de nouvelles conventions ? Pouvait-on l'étendre de la rupture du louage de services à la rupture des autres contrats ? Et cette incertitude sur la signification de *Lumley v. Gye* dégénéra vite en une incertitude sur son autorité parce que, pendant les vingt-huit années qui suivirent, les Cours supérieures anglaises n'eurent pas d'occasion de vérifier et confirmer cette autorité (1).

C'est seulement en 1881, dans l'affaire de *Bowen v. Hall* (2) que l'occasion s'en présenta enfin. Un patron briquetier, Bowen, se plaignait qu'un certain George Pearson

(1) C'est la constatation qui ressort de la liste même que le conseil du demandeur dressait, dans *Bowen v. Hall* (L. R. 6, Q. B. D., p. 336, n. 2), des autorités qu'il prétendait être dérivées de *Lumley v. Gye*. En dehors de deux prétendues applications anglaises : *Evans v. Walton* (L. R. 2, C. P. 615) et *Cattle v. Stockton Waterworks Company* (L. R. 10, Q. B. 453), que les juges ne s'attardèrent pas à discuter, parce qu'il s'agissait en réalité de décisions tendant à un tout autre objet, le conseil ne put invoquer que des textes comme *Haskings v. Royster*, 16 American Reports, 780), *Burgess v. Carpenter* (16 Am. Rep., 643), *Bixby v. Dunlap* (22 Am. Rep., 475), *Bryan v. Slate* (44 Georgia 328) et *Walter v. Cronin* (107 Mass. 555), empruntés à la jurisprudence des Etats-Unis qui a été de tous temps et qui est restée la terre principale de culture de la doctrine juridique née de *Lumley v. Gye*.

(2) L. R. 6, *Queen's Bench Division*, 333-344.

qui, par un contrat du 18 juin 1877 s'était engagé pour une durée de cinq ans à fabriquer pour lui des briques d'après un procédé de vernissage connu seulement dudit Pearson et d'un petit nombre d'autres spécialistes, eut été malicieusement détourné de son service pour le faire passer au leur par deux concurrents établis dans le voisinage, Hall et Fletcher, qui désiraient s'initier aux méthodes de manufacture pratiquées par cet ouvrier. Il réclamait, en même temps que des dommages-intérêts pour les préjudices déjà subis, la délivrance d'une injonction pour interdire aux défendeurs d'employer Pearson avant l'arrivée à expiration du contrat de louage de services du 18 juin 1877. Il formulait sa demande dans des termes qui rappelaient les rapports historiques du précédent de *Lumley v. Gye* avec la vieille action née du régime de demi servitude économique établi par les *Statuts des Laboureurs*. Ils reprochait aux défendeurs d'avoir fait fuir (*enticing away*) et de détenir (*Keeping*) le dit Pearson, de l'avoir à tort et contrairement au droit, reçu et hébergé (*receiving and harbouring*) après avoir eu connaissance de sa qualité de « serviteur » du plaignant, et de l'avoir illégalement et contre la volonté du plaignant fait partir de son service. Debouté de ses prétentions par le juge de la Division du Banc de la Reine, il les porta devant la Cour d'appel.

Le juge dissident de 1853, devenu Lord Coleridge et Chief Justice d'Angleterre, reprit, pour essayer de faire écarter la demande de Bowen, tous les arguments que sir John Coleridge avait opposés, vingt-huit ans avant, à la doctrine qui avait triomphé devant la cour et avait fait admettre l'existence d'une cause d'action pour provocation malicieuse d'autrui à rompre son contrat, en dehors de cas où existait la relation de maître à serviteur au sens

strict du mot (1). Pour démontrer à ses collègues qu'ils n'étaient pas liés par l'autorité de *Lumley v. Gye* et pouvaient la renverser par une décision en sens contraire, il fit valoir que cet arrêt, en étendant le délit civil de séduction et hébergement des serviteurs d'autrui en dehors du cercle des relations domestiques, s'était écarté des traditions séculaires de la jurisprudence anglaise ; qu'il était resté isolé et qu'on ne pouvait trouver dans les reports (2) aucun cas qui eut été décidé sur son autorité ou l'eut suivi dans la consécration des mêmes nouveautés ; qu'il avait été rendu par une cour divisée ; que, loin de recevoir l'assentiment unanime de la profession, il y avait éveillé plus de critiques que d'approbations et que les livres de doctrine qui le mentionnaient parmi les « autorités » avaient soin de faire précéder cette mention d'un « *semble* » (3). Cette invitation à abandonner ou réformer la jurisprudence de *Lumley v. Gye* fut énergiquement repoussée par les trois autres juges de la cour d'appel, qui, pour résister à l'attaque de Lord Coleridge, durent toutefois préciser, et modifier quelque peu, la position prise par leurs prédécesseurs de 1853 en coupant les liens compromettants qui rattachaient la doctrine de *Lumley v. Gye* aux antiques remèdes donnés au maître contre le détournement de ses serviteurs.

(1) 6 Q. B. D., 341-344.

(2) Ce qui était exact pour les reports anglais, mais non pour les reports américains. Mais ces derniers n'ont pas la force d'autorité en Angleterre.

(3) Ce mot emprunté à l'ancien vocabulaire français de la loi anglaise est le terme technique qui, dans la classification des décisions judiciaires au point de vue de leur autorité, désigne les opinions que les juges ont esquissées ou laissé entrevoir, sans les dégager avec précision, et qui fournissent seulement des arguments, et non des preuves, en faveur de la fixation de la jurisprudence dans un sens ou dans un autre.

Dans une « opinion » délivrée, tant en son nom personnel qu'au nom du Chancelier, le Lord Justice Brett qui devait devenir plus tard le maître des Rôles Lord Esher (1), fut

(1) 6 Q. B. D. 337-340. Le juriste, à forte et originale personnalité qui, pendant le dernier tiers du XIX^e siècle, a joué un rôle de premier plan sur la scène jurisprudentielle sous les masques successifs du juge Brett et du Maître des Rôles lord Esher, se présente comme le véritable constructeur de la doctrine dont nous allons suivre la marche de formation, et pour l'édification de laquelle le précédent de *Lumley v. Gye* ne pouvait fournir que des matériaux informes et instables. C'est lui qui, — guidé, il est vrai, par les suggestions des quelques précédents américains déjà cités, — a dégrossi, fixé et assemblé ces matériaux en une construction aux lignes fermes et arrêtées. C'est sous son action personnelle et par la force de sa propagande près de ses collègues, que s'est opéré chacun des progrès, chacune des extensions de cette théorie de la provocation de tiers à la rupture de contrats qui a tendu à bouleverser simultanément le jeu antérieur des principes de la responsabilité civile et la conception traditionnelle limitant les effets obligatoires du contrat aux parties et à leurs ayant-cause. En forgeant cet instrument de lutte judiciaire contre les débordements de l'activité syndicaliste, dont les cours anglaises devaient faire plus tard un large usage, après le revirement jurisprudentiel de 1901, et qui est devenue, de nos jours, l'arme préférée des juges américains, lord Esher s'est montré fidèle aux conceptions de philosophie sociale et économique qui ont dominé et dirigé toute son activité judiciaire. Il ne faut pas oublier, en effet, que c'est le juge Brett qui, au lendemain de la promulgation de cette charte de liberté qu'avait été pour les organisations du travail le *Trade Union Act* de 1871, trouva le moyen d'en paralyser partiellement les effets en ressuscitant, sous une nouvelle forme, la doctrine de la « conspiration criminelle de *common law* » dont le juge Erle s'était déjà servi, en 1851, pour réagir contre les libertés conférées aux trade-unions par cette autre charte ouvrière qu'avait été l'acte de 1824 (5 Geo IV, c. 95), et qu'il nécessita ainsi une nouvelle intervention du législateur en 1875, par le *Conspiracy and Protection of Property Act*, pour mettre fin aux poursuites criminelles dirigées contre les membres de trade-unions à raison des actes d'activité syndicale accomplis à l'occasion de conflits du travail entre patrons et ouvriers. Ce fut lui qui, en 1872, par ses instructions au jury dans l'affaire de *R. v. Bunn* (12 Cox. 316), arriva, par une interprétation du *Criminal Law Amendment Act* de 1871 en éclatante contradiction avec l'esprit du *Trade Union Act* de 1871, à ériger en conspirations criminelles de *common law*, même en dehors de la présence d'éléments de violence, les ententes entre ouvriers pour « contrôler

ainsi amené à opter entre les diverses *rationes decidendi*, quelque peu contradictoires, auxquelles les juges de 1853 avaient cumulativement recouru comme fondement de leur décision. Il concède à Lord Coleridge que, dans l'espèce présente aussi bien que dans l'espèce de 1853, le contrat pour lequel le demandeur sollicite protection, s'il est un contrat de services personnels, n'établit pas pourtant, au sens strict — c'est-à-dire domestique — du mot, la relation de maître et serviteur entre le plaignant et son cocontractant. Il est d'accord aussi avec Lord Coleridge pour reconnaître que tous les débats de l'affaire se ramènent finalement à la question suivante : la décision de *Lumley v. Gye* doit-elle être confirmée ou renversée ? Où étaient la vérité et la correction juridique en 1853 ? Du côté de la majorité, ou du côté du juge dissident ? Il admet même, avec son contradicteur, que la réponse à cette question doit être cherchée dans une analyse critique des motifs qui dictèrent la décision de la majorité. Mais cette décision s'appuyait sur une double chaîne de raisonnements, et c'est naturellement à la plus faible de ces deux chaînes que s'attaque Lord Coleridge, celle qui tend à faire tomber le contrat en question dans le champ d'application du *Statut des Laboureurs*, en disant que, dans ces hypothèses voisines, le même mal qu'a voulu conjurer le statut est produit par l'emploi des mêmes moyens et doit comporter

la volonté » des patrons, ou amener d'autres ouvriers à faire grève, et, par conséquent, rompre leurs contrats, pour obtenir la réintégration de camarades congédiés. Et il ne faut pas oublier non plus que, lors des débats du *Mogul Case*, en 1889, devant la Cour d'appel, lord Esher proposa, quoique sans succès, de soumettre les coalitions du capital aux mêmes mesures de contrôle et de combat que les coalitions du travail. Les doctrines, que ce robuste continuateur des traditions économiques de sir William Erle a cherché à glisser dans le *common law*, constituaient un bloc d'une parfaite homogénéité.

le même remède. Si, dit Brett (1), pour justifier *Lumley v. Gye*, il avait été nécessaire d'adopter cette proposition, nous aurions hésité à nous ranger à son autorité. Le raisonnement de Lord Coleridge sur ce point nous semble presque, sinon complètement, conclusif. Mais il n'est nullement indispensable de faire reposer la solution du cas sur ce fondement fragile. Sans doute c'est un de ceux qu'ont invoqués les juges de 1853. Mais il n'y a pas lieu de les suivre sur ce point et, en acceptant leur décision d'espèce, il est préférable de l'appuyer sur une justification différente et de plus large portée.

La doctrine de la majorité dans *Lumley v. Gye* a été aussi basée, — et c'est là qu'il faut en chercher la véritable raison d'être — sur la chaîne suivante de raisonnement qui prend comme point de départ, quoique en l'exprimant plus verbeusement, la formule de l'article 1382 de notre Code civil : « Quand un homme fait un acte, qui en droit et en fait est un acte fautif, et que cet acte peut, par ses conséquences naturelles et probables, causer dommage à autrui, et que dans le cas particulier il cause effectivement dommage, il y a ouverture à action... Quand ces conditions sont remplies, l'action n'en subsiste pas moins, quoique la conséquence naturelle et probable de l'acte incriminé soit un acte fait par une tierce personne, ou quoique l'acte de cette tierce personne soit la violation par elle d'un devoir ou d'un contrat, ou un acte illégal de sa part, ou un acte qui par ailleurs engage la responsabilité personnelle de ce tiers. »

Appliquant cette définition générale de la responsabilité civile, le Lord Justice Brett s'attachait ensuite à

(1) *L. c.*, p. 340.

démontrer que, dans l'espèce soumise à la Cour comme dans celle de *Lumley v. Gye*, on rencontrait les trois éléments constitutifs du *wrong* ou délit civil. 1^o L'acte fautif (1). « Le seul fait de persuader à une personne de rompre son contrat n'est pas nécessairement fautif... Mais, si cette persuasion est employée dans le but indirect de nuire au plaignant, ou de procurer un bénéfice au défendeur aux dépens du plaignant, c'est un acte malicieux qui, en droit et en fait, constitue un acte délictueux..., et par conséquent un acte générateur d'action quand dommage s'ensuit. » 2^o L'aptitude naturelle de cet acte à causer préjudice à autrui : « on ne saurait soutenir que ce n'est pas la conséquence naturelle et probable de cet acte de persuasion que la tierce personne rompra son contrat. Ce n'en est pas seulement la conséquence naturelle et probable ; mais, d'après les termes mêmes de la proposition qui implique le succès de la persuasion, c'en est la conséquence effective. A moins que quelque doctrine technique ne nous oblige à l'admettre, il est impossible de dire, sans méconnaître les faits, que la rupture du contrat n'est qu'une conséquence indirecte (2) de l'acte des défendeurs ». On a bien soulevé des objections techniques de ce genre. Mais elles ont été écartées par la Chambre des Lords (3) et paraissent d'ailleurs déraisonnables. 3^o La réalisation effective d'un préjudice. Là encore on ne saurait se refuser à tenir compte du dommage causé à Bowen par la rupture du contrat de Pearson, sous le prétexte, définitivement réfuté, qu'il ne découle qu'indirectement des manœuvres de Hall et Fletcher. Toutes les conditions nécessaires à l'exercice de « l'action *on the case* »,

(1) *An act wrongful in law and in fact*, dit Brett L. J.

(2) Littéralement : trop lointaine, *too remote*.

(3) Dans *Lynch v. Knight*, 9 *House of Lords Cases*, 577.

— nous dirions dans notre terminologie française de l'action générale de l'article 1382. c. c., — se trouvent donc remplies dans le cas présent (1).

Ces *dicta* de la majorité dans *Bowen v. Hall*, en même temps qu'ils consacraient la force obligatoire du précédent de *Lumley v. Gye*, débarrassaient la doctrine née de ce cas d'une solidarité gênante avec une conception périmée de la nature des rapports de domesticité pour la faire entrer dans un cadre d'idées modernes qui allait lui permettre les plus larges développements. Il n'y avait plus de raison de la restreindre aux contrats apparentés aux contrats d'engagement de domestiques, ni même aux formes variées du contrat moderne de louage de services. Elle devait naturellement s'étendre à la protection de toutes les relations contractuelles.

Un nouveau pas décisif fut réalisé dans cette direction, une douzaine d'années plus tard, en 1893, dans le cas de *Temperton v. Russell* (2). Avec cette affaire, qui donna lieu successivement devant la Cour d'appel à deux instances (3), dont la seconde seule nous intéresse, nous entrons dans le cercle qui s'est si démesurément étendu — aux Etats-Unis plus encore qu'en Angleterre — de l'application de la doctrine de *Lumley v. Gye* aux conflits soulevés par le développement du Trade-unionisme et du marchandage collectif des clauses et conditions du contrat de travail. Il s'agissait d'une demande dirigée par un maître cimentier et maître maçon de Hull contre les présidents et les secrétaires de trois trade-unions de cette même ville, formées

(1) L. R. ; 6. Q. B. D. 338-339.

(2) L. R. (1893), 1. *Queen's Bench Division*, 715-735.

(3) L'arrêt rendu dans la première de ces deux instances de *Temperton v. Russell* est reporté dans L. R. (1893), 1. Q. B. D. 435-439.

d'ouvriers appartenant à diverses corporations du bâtiment, et en particulier contre le secrétaire d'un comité commun d'action créé par ces syndicats, Russell. Cette demande tendait à l'obtention de dommages-intérêts, et surtout d'une injonction judiciaire pour arrêter un boycottage organisé à l'encontre du plaignant. Le procès de Temperton contre Russell et autres s'était greffé sur une querelle du travail qui avait mis les trois trade-unions aux prises avec une firme d'entreprise de construction de maisons, dirigée par Myers et Temperton, ce dernier frère du plaignant ; querelle survenue à la suite du refus de la firme Myers et Temperton d'accepter les clauses ou quelques-unes des clauses d'un règlement du travail arrêté d'un commun accord entre les trade-unions ouvrières et un certain nombre des entrepreneurs de batisses de la ville de Hull. Après avoir cherché sans grand succès à vaincre la résistance de cette maison au moyen de la grève, les syndicats unis se rabattirent sur la « conscription des neutres ». Ils intervinrent auprès des fournisseurs de Myers et Temperton pour les contraindre, par la menace de représailles économiques, à suspendre tout envoi de fournitures ou de matériaux à cette maison pendant la durée du conflit. L'un de ces fournisseurs, le plaignant Temperton, soit à raison de ses relations de famille avec l'un des chefs de la firme boycottée, soit par solidarité patronale, se refusa à tenir compte de cet ordre. Le défendeur Russell, agissant comme représentant et agent commun des trois trade-unions, se retourna alors contre Temperton et organisa le boycottage de ses marchandises. Il s'adressa notamment à un entrepreneur, nommé Brentano, pour le détourner de prendre livraison des matériaux de construction qu'il avait retenus par un contrat antérieur avec Temperton.

en le prévenant que ses ouvriers recevraient de leurs syndicats l'invitation à s'abstenir d'employer et mettre en place ces matériaux. Il le décida à rompre son contrat en lui procurant, grâce au cautionnement des trade-unions, un autre fournisseur pour exécuter la commande faite à Temperton. C'est alors que Temperton demanda aux tribunaux de mettre fin par une injonction au « boycottage secondaire » ainsi institué pour le contraindre à sortir de la neutralité.

Devant la Division du banc de la reine le jury répondit affirmativement à ces deux questions posées par le juge Collins : 1° les défendeurs — Russell et autres — ont-ils malicieusement amené les personnes nommées (à savoir Brentano, Gibson et autres), ou l'une d'elles à *rompre leurs contrats* avec le plaignant ? 2° Les défendeurs ou deux ou plusieurs d'entre eux ont-ils malicieusement « conspiré » (1) d'amener les personnes nommées ou d'autres à *ne pas conclure de contrats* avec le plaignant et ces personnes

(1) On rencontre ainsi, dès le début, dans la mise en œuvre de ces réclamations juridiques contre le boycottage, le recours simultané, qui se développera de plus en plus tant aux Etats-Unis qu'en Angleterre, à l'action dérivée du précédent de *Lumley v. Gye* et à l'action civile greffée sur l'antique délit pénal de *conspiracy* ou coalition. Sur le curieux rôle que les juges des pays de *common law*, mais plus que tous autres les juges américains, ont fait jouer aux textes anciens sur les *conspiracies* et à la doctrine tirée de ces textes par HAWKINS (*Pleas of the Crown*, 6^e édit., p. 348), dans le freinage ou la répression des activités combatives du syndicalisme, cf. la récente étude critique de FRANCIS B. SAYRE, *Criminal conspiracy* dans 35 *Harvard Law Review*, février 1922, 343, 427, et sur l'histoire générale de l'évolution de cette théorie : WRIGHT, *History of Law of criminal conspiracies*, Londres, 1873 et WINFIELD, *History of Conspiracy and abuse of legal procedure*, 1921. C'est par la combinaison de ces deux notions de conspiration et d'incitation malicieuse de tiers à rompre leurs contrats qu'on tentera, en 1901, de justifier la réaction de *Quinn v. Leatham* contre la doctrine d'*Allen v. Flood*.

ont-elles été par là amenées à ne pas faire ces contrats ? Il estima le préjudice subi par le plaignant à 50 livres pour le premier de ces chefs d'action et à 200 pour le second. En conséquence de ce verdict le juge Collins accorda au plaignant, en même temps que les dommages-intérêts ainsi arbitrés, une injonction interdisant aux défendeurs d'inciter des tiers à se refuser à prendre ses marchandises et de chercher à amener d'autres personnes à rompre leurs contrats avec lui. Mais Russell et quelques autres d'entre les défendeurs, le président et le secrétaire de la Société des ouvriers briquetiers, se pourvurent contre cette décision devant la Cour d'appel.

Entre autres arguments, les défendeurs critiquaient la légitimité de la seconde des questions qui avaient été posées au jury et niaient qu'elle fût de nature à lui être soumise. En supposant, disaient-ils, que la provocation de tiers à rompre des contrats existants puisse fonder une obligation à réparation, en dehors du cercle traditionnel des rapports de maître à serviteur, il n'en saurait être de même d'une intervention pour amener ces tiers à ne pas conclure de nouveaux contrats ou ne pas renouveler des contrats arrivés à terme.

En ce qui concerne le premier de ces deux chefs d'action, — provocation à la violation de contrats non arrivés à terme — la Cour se déclara à l'unanimité liée par le précédent de *Bowen v. Hall*. « Je pense, dit le Lord Justice Lopes, que le cas qui doit gouverner notre décision quant à ce premier chef est *Bowen v. Hall* que j'entends comme ayant proclamé le principe général que la personne qui amène la partie à un contrat à rompre ce contrat, *en cherchant ainsi à nuire à un tiers ou à se procurer à elle-même un bénéfice*, commet un délit générateur d'action. Tel me paraît être

l'effet de cette décision... rendue en 1881... et qui ne semble pas avoir été depuis contestée. Je présume que le principe en est celui-ci : à savoir que le contrat confère des droits certains (nous dirions dans notre langue technique : des droits acquis) à la personne avec laquelle il est fait, et n'oblige pas seulement par l'obligation qui y est conclue les personnes qui y sont parties, mais impose aussi à tout le monde le devoir de respecter cette obligation contractuelle » (1). Même constatation dans le jugement du Maître des Rôles, Lord Esher (2), qui reproduit intégralement le passage antérieurement analysé de l'« opinion » qu'il avait lui-même émise, au temps où il n'était encore que Brett L. J. dans *Bowen v. Hall*, et en détache, avec la même insistance que son collègue Lopes, cette phrase essentielle : « Si la persuasion est employée dans le but indirect de nuire au plaignant ou de procurer un bénéfice au défendeur aux dépens du plaignant, c'est un acte malicieux..., et, par conséquent, un acte qui donne ouverture à action s'il entraîne un dommage ». Enfin le troisième membre de la Cour, le Lord Justice Smith, attesta, lui aussi, son adhésion à cette même formule en citant avec approbation la version qu'en avait donnée le jugement de Collins J. dans la Cour inférieure (3).

(1) L. R., 1893 ; 1. Q. B. D., 730.

C'est la formule initiale d'où les juges américains ont fait dériver toute leur conception du droit à l'exécution des obligations contractuelles envisagé comme un droit réel, puis comme un droit de propriété.

(2) L. c., p. 728.

(3) L. c., p. 732. C'est un acte délictueux, disait Collins, que « d'amener une personne qui a fait un contrat à rompre ce contrat, afin de causer un mal à la personne avec laquelle il a été fait, ou la gêner dans son commerce, ou lui imposer une pression indue, ou se procurer à soi-même quelque avantage indirect ».

En même temps qu'elle consacrait ainsi l'extension définitive de la doctrine de *Lumley v. Gye* à la protection de tous les contrats sans exception, la Cour s'accordait sur le choix d'un critère à proposer pour permettre de distinguer les interventions illicites des interventions licites auprès de tiers pour leur faire rompre leurs contrats. La plupart de ces interventions échappent évidemment à la critique de la loi. Il en est même qui se présentent comme l'exécution de devoirs moraux. C'est le cas des conseils, même accompagnés d'actes de pression, qui sont adressés par des parents, des tuteurs ou des hommes de loi à leurs enfants, leurs pupilles ou leurs clients. La Cour constata que ces actes de sollicitation ou de provocation ne sont jamais en eux-mêmes et intrinsèquement d'une nature perverse et condamnable, et qu'il fallait, par conséquent, renoncer à chercher en cette matière un critère objectif de distinction entre ce qui peut être permis et ce qui doit être défendu. Et elle se rallia au critère, d'ordre subjectif, déjà suggéré par *Bowen v. Hall*, que pouvait fournir la recherche du mobile qui, dans chaque espèce, a dicté l'intervention auprès du tiers, et elle proclama que cette intervention pour pousser à la rupture d'un contrat, qui en elle-même est licite, devient illicite quand elle est motivée par la volonté de nuire à autrui (1).

(1) Même réduite à cette première formule, d'apparence bénigne et raisonnable, qu'on retrouve dans les arrêts de notre jurisprudence française en matière de conflits du travail, une doctrine de l'abus des droits fondée sur ces bases subjectives, pouvait permettre aux juges de paralyser pratiquement entre les mains des ouvriers le droit de grève que leur avait reconnu la législation de 1824 (5 Geo. IV, c. 5. s. 2). La démonstration saisissante de ce danger ne tarda pas à être donnée par une décision contemporaine des jugements du Banc du roi et de la Cour d'appel dans *Flood v. Jackson* ou *Allen v. Flood*, la fameuse sentence qui, dans *Trollope and others v. London Building*

Mais ce critère de l'intention de nuire risquait fort de rester, dans l'espèce de *Temperton v. Russell*, impuissant à légitimer l'admission de la première cause d'action au profit du demandeur. Les actes de Russell tendaient sans doute, par leur effet naturel et immédiat, à causer un préjudice pécuniaire à Temperton. Mais ce n'était pas leur destination finale. Ils n'étaient, dans sa pensée, qu'un moyen de pression employé pour contraindre le demandeur à « plier les genoux » devant les trade-unions, à se ranger de leur côté dans la bataille économique contre la firme Myers et Temperton, et à aider ainsi les membres de ces syndicats ouvriers à conquérir divers avantages économiques prévus par leurs réglemens, comme la suppression du travail à la tâche. Pour prévenir cette objection, la Cour d'appel a dû admettre, à côté de l'intention de nuire, un second facteur subjectif d'illégalité : le désir chez celui qui provoque la rupture d'un contrat de réaliser un bénéfice personnel au détriment de la victime de cette violation de la foi due au contrat. Mais, si ce second critère déjà

Trade Federation, condamna à 500 livres de dommages-intérêts les auteurs de la publication d'une liste noire signalant aux blâmes de leurs camarades ceux des ouvriers qui s'étaient refusés à prendre part à une grève, et interdit par une injonction perpétuelle la continuation de ces manœuvres, en invoquant qu'elles étaient inspirées par l'intention de nuire et par le désir de vengeance. Décision qui, par ses répercussions immédiates, frappa plus vivement l'attention des cercles économiques (*Mantoux et Alfassa, l. c.*, p. 21), que les austères débats juridiques d'*Allen v. Flood*, mais qui a glissé sur la jurisprudence anglaise sans y laisser de traces durables. Ni la sentence du juge Kekewich, ni l'arrêt confirmatif de la Cour d'appel dans ce cas Trollope n'ont été reproduits dans les reports du *Council of Law Reporting*. Ils n'y figurent que sous la forme de sommaires analyses dans les *Weekly Notes*, nos 29 et 45 de 1895, et le *Decennial Digest* de 1891-1900, p. 650, 969 et 2143. Il faut se reporter aux *Law Times Reports*, 72, N. S., 342 pour trouver ces textes qui ont eu leur heure de célébrité, mais de célébrité éphémère.

suggéré par Brett L. J., c'est-à-dire par le futur Maître des Rôles Lord Esher, dans *Bowen v. Hall*, et accepté par tous les juges dans *Temperton v. Russell*, avait définitivement prévalu dans la jurisprudence anglaise, il aurait transformé la doctrine de *Lumley v. Gye* en une mine inépuisable de procès. Car c'est une des formes habituelles de l'activité de tout commerçant que celle qui consiste à étendre le cercle de ses affaires en amenant de nouveaux clients à rompre leurs relations commerciales avec leurs anciens fournisseurs pour les renouer avec lui-même (1).

En ce qui concerne l'existence du second chef d'action que Collins J. avait reconnue tant dans ses instructions au jury que dans son jugement — incitation de tiers à s'abstenir de passer des contrats avec le demandeur, — la Cour d'appel n'arriva pas, dans l'arrêt de 1893, à une aussi complète unanimité. L'un de ses trois membres, le Lord Justice Smith se refusa à prendre parti sur la question : « Il n'est pas nécessaire, disait-il, dans ce cas de décider si cette cause d'action s'applique quand il n'y a pas de contrat en existence et je réserve ce point pour décision ultérieure. Mais les deux autres juges prirent nettement position en faveur de l'affirmative. L'un d'eux, le Lord Justice Lopes, paraissait toutefois n'admettre cette nouvelle ex-

(1) Il eût aussi amené la jurisprudence anglaise à faire de la doctrine de *Lumley v. Gye*, en matière de conflits du travail, des applications encore plus brutales et plus aveugles que celles que lui ont données certaines des jurisprudences d'Etats américains. Car toutes les formes, même primaires, du boycottage, eussent été condamnées par la mise en œuvre de ce critère. Tout boycottage, en effet, consiste, par définition, en une série de provocations de tiers à rompre leurs contrats ou à s'abstenir de contracter, qui sont dictées par le souci chez les organisateurs du boycottage d'assurer aux membres de leurs syndicats des bénéfices au détriment de la personne ou de la firme boycottées.

tension du délit de provocation de tiers à rompre leurs relations contractuelles qu'autant qu'elle pouvait s'encadrer dans le délit plus général de conspiration ou coalition. « La seconde question dans ce cas concerne la provocation de personnes à ne pas conclure de contrats avec le plaignant... Le jury y a répondu affirmativement. Le problème est de savoir si, par cette réponse, il est établi que les défendeurs aient commis un délit civil générateur d'action. Je pense qu'il en est ainsi... Le résultat des autorités me paraît être qu'une coalition de deux ou plusieurs personnes pour en induire d'autres à ne pas faire d'affaires avec un particulier déterminé ou à ne pas passer de contrats avec lui, si elle est formée avec l'intention de lui nuire, est un délit qui ouvre action quand un dommage en résulte (1) ».

Mais le Maître des Rôles, Lord Esher, tout en relevant lui aussi l'existence de la conspiration, et en faisant état de cette coalition entre les défendeurs, justifia, par des motifs assez généraux pour conserver toute leur valeur même en l'absence de tout élément de conspiration ou de coalition, le rejet de la distinction proposée par les défendeurs entre la provocation à rompre des contrats existants et la provocation à s'abstenir d'en passer de nouveaux : « Je ne pense pas, dit-il, que cette distinction puisse prévaloir. *Il y a la même intention délictueuse dans les deux cas, délictueuse parce que malicieuse. Il y a la même sorte de dommage causé au plaignant.* Ce me semble une distinction plutôt subtile de dire que, quand un défendeur persuade malicieusement à une personne de ne pas exécuter un contrat déjà passé avec le plaignant et de lui porter ainsi préjudice, ce défendeur est sujet à action, mais que, quand il

(1) L. R., 1893 ; 1, Q. B. D., p. 731.

cause dommage au plaignant en empêchant malicieusement un tiers de conclure un contrat avec lui, contrat que ce tiers aurait sans cela passé, le défendeur n'est pas exposé à action » (1).

En consacrant cette seconde cause d'action, malgré l'abstention de leur troisième collègue, les juges de la majorité dans *Temperton v. Russell* ouvraient ainsi à la doctrine de *Lumley v. Gye* un champ d'action encore beaucoup plus vaste et plus complexe que celui que lui avait offert en 1881 la décision de *Bowen v. Hall*. De la protection des droits contractuels acquis ils l'étendaient à la protection des simples expectatives de droits contractuels, de la protection de la clientèle existante du patron à la protection de la clientèle en perspective, de la protection de l'emploi actuel de l'ouvrier à la protection de ses chances et occasions d'en retrouver d'autres. Si l'on s'en tenait à ces *dicta* du Maître des Rôles et du Lord Justice Lopes, il devenait difficile, dans l'espèce qui forme l'objet de notre étude, d'écarter l'action de Flood contre Allen. Car il n'était pas douteux que l'attitude d'Allen eut été inspirée par la volonté d'obtenir un avantage pour les membres de son union — la cessation de la concurrence des charpentiers dans les travaux du fer — en infligeant, dans un but d'exemplarité, un châtiment, c'est-à-dire un dommage économique, à Flood. Et, pour justifier la demande de Flood au point de vue de la doctrine de *Temperton v. Russell*, il n'était même pas nécessaire de recourir au raisonnement, à la fois subtil et fragile, que développèrent devant la Chambre des Lords quelques-uns des juges conviés à son audience, en vue de faire sortir du contrat du demandeur

• (1) *L. c.*, p. 728.

avec la compagnie Glengall, par l'invocation des habitudes de la profession ou des usages du chantier, une sorte de demi droit acquis à rester dans son emploi jusqu'à ce que la besogne à laquelle on l'occupait soit terminée ou que les conditions du travail amènent le congédiement spontané par la compagnie d'une partie de ses ouvriers (1). Il suffisait à Flood de relever le fait indiscutable, puisque établi par le verdict du jury, que les manœuvres d'Allen et des membres de l'*Iron Shipbuilder's Union* embauchés sur le *Sam Weller* avaient amené ses patrons à ne pas continuer à l'employer ou à ne pas le réengager, pour bénéficier de la seconde cause d'action reconnue aux victimes de boycottage ou de mise en interdit par le Maître des Rôles et par son assesseur Lopes.

Mais, notons-le, cette dernière extension donnée en 1893 à la doctrine de *Lumley v. Gye* ne s'expliquait, d'après les déclarations même de ses auteurs, que comme l'une des conséquences du fondement juridique qu'ils attribuaient à cette doctrine, fondement tiré de l'intention perverse de l'agent, du placement du mobile d'action sur la liste des facteurs de la responsabilité civile, de l'aptitude d'une volonté perverse à rendre reprehensibles et transformer en *wrongs* des actes qui, en son absence et intrinsèquement, seraient parfaitement licites. Mais par là même, à raison du rôle qu'elle attribuait à l'intention dans la théorie générale du délit civil, cette jurisprudence affirmée par la Cour d'appel dans *Bowen v. Hall* et dans *Temperton v. Russell* était singulièrement difficile à concilier avec les directives d'ensemble que la Chambre des Lords avait données à sa

(1) C'est notamment le raisonnement du juge Hawkins. L. R., 1898 ; *Appeal Cases*, p. 13 et 14.

propre jurisprudence à la veille du jour où elle allait être saisie du litige de Flood et d'Allen.

SECTION III

LES PRÉCÉDENTS DÉFAVORABLES A L'ADMISSION DE LA DEMANDE

La recherche des mobiles d'action et la théorie de l'abus des droits. — Les insuccès de cette théorie devant la Chambre des Lords. — Son exclusion du cercle des relations commerciales par le Mogul Case. — Son exclusion du cercle des droits de propriété par le Bradford Corporation Case.

La Chambre des Lords avait eu deux occasions solennelles, en 1892 et 1895, de prendre parti sur le problème qui reste le noyau central de la théorie française (1), allemande (2) ou suisse (3) de l'abus des droits et qui apparaît comme le point de départ historique de cette théorie dans les systèmes de jurisprudence religieuse, comme le droit musulman, où elle est arrivée à sa plénitude de développement (4) : L'exercice d'un droit peut-il devenir illicite et

(1) Sur les développements de cette théorie dans la jurisprudence française : cf. en dehors du travail fondamental de M. JOSSERAND, *De l'abus des droits*, Paris, Rousseau, 1905, et de ses notes au *Dalloz*, 1906.2.105 et 1908.2.73, la bibliographie d'articles de revues et de thèses de doctorat rassemblée par MAHMOUD FATHY, *La doctrine musulmane de l'abus des droits*, p. 12-13, et, sur ses applications spéciales aux conflits du travail, les renvois de M. PAUL PIC, *Traité élémentaire de législation ouvrière*, 5^e édition (1922), p. 192.

(2) Article 226 du Code civil allemand.

(3) Article 2 du Code civil suisse.

(4) L'extraordinaire extension que cette doctrine a prise dans la

répréhensible quand il est accompli dans le but ou avec l'intention de nuire au prochain ou de se procurer à soi-même un bénéfice au détriment d'autrui ? La question ne se pose pas seulement sous l'angle où on l'envisage d'ordinaire dans la littérature française et allemande, au point de vue de son application aux droits, comme le droit de propriété, les droits réels, les droits nés des divers contrats, que nos codes civils ou commerciaux prévoient individuellement et spécifiquement pour réglementer leur étendue et leurs conditions d'exercice et qui ne sont reconnus par eux qu'à certaines catégories de personnes. Elle se pose aussi, et avec plus de fréquence et d'acuité encore, pour ces droits publics subjectifs, ces pouvoirs et facultés d'action, qui, dans un pays et dans un état de civilisation donnés, constituent les libertés et franchises économiques communes à tous les membres du groupe social et qui, par là même qu'ils sont indistinctement accordés à tous, sont nécessairement limités et conditionnés, au point de vue de leur exercice individuel, par l'existence de droits exactement similaires appartenant à chacun des concitoyens de l'individu qui les invoque et les exerce.

jurisprudence musulmane, où elle a abouti à l'abaissement — naturel dans un corps de droit religieux — des barrières entre la morale et le droit, est peut-être la meilleure démonstration pratique qu'on puisse donner de la légitimité des craintes qui ont poussé la Chambre des Lords à la rejeter. Nous renvoyons sur ce point à la remarquable monographie de MAHMOUD FATHY, *La doctrine musulmane de l'abus des droits*, parue en 1913 dans les *Travaux du Séminaire oriental d'études juridiques et sociales*, publiés sous la direction de M. Edouard Lambert, dont elle forme le premier fascicule, fascicule épuisé et dont la mort prématurée de l'auteur rend la réédition difficile, — ainsi qu'aux savants commentaires critiques que lui a consacrés JOSEF KOHLER, *Die Islamlehre vom Rechtsmissgebrauch* dans sa *Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft*, XXIX, 1913, p. 432-444 et au violent réquisitoire qu'elle a inspiré au romaniste italien, EVARISTO CARUSI, *Il problema scientifico del diritto musulmano*, Rome, 1919, p. 199 et s.

C'est par le second de ces aspects que la Chambre des Lords aborda en 1892 le problème de l'abus des droits à l'occasion du *Mogul Case* (1). Nous n'essaierons pas d'analyser au passage une décision aussi complexe, aussi riche en aperçus féconds, que ce *Mogul Case* qui tient dans l'histoire juridique de l'Angleterre contemporaine une place beaucoup plus importante encore que l'arrêt auquel est consacrée notre étude et qui a laissé son empreinte définitive sur tout l'ensemble de la théorie actuelle des *restraints of trade*, c'est-à-dire sur le chapitre de la jurisprudence anglaise qui détermine l'attitude du *Common law* à l'égard des contrats et des opérations économiques tendant ou aboutissant à restreindre, dans l'un des compartiments de l'activité économique, la liberté du travail ou du commerce. Il nous suffira de rappeler que, de même que dans *Allen v. Flood* des ouvriers métallurgistes se coalisaient pour fermer certains chantiers de réparation de navires à des charpentiers auxquels ils reprochaient d'empiéter de temps à autre sur le domaine naturel d'activité ouvrière de leur corporation, de même dans le *Mogul Case*, des compagnies de navigation maritime, assurant par des lignes régulières et permanentes les services de transport entre la Chine et les ports de l'Europe occidentale, s'étaient unies pour chasser du champ fructueux de commerce du fret qu'offrait la Chine pendant la saison du thé, des compagnies dont les navires vagabonds, les *tramps*, venaient occasionnellement concurrencer pendant cette saison leurs navires réguliers, leurs *liners*. Dans un cas comme dans l'autre, les mesures prises par les défenseurs pour expulser les *outsiders* des terres réservées constituaient

(1) *L. R.* (1892) ; *Appeal Cases*, 26-60.

des démarches près de tiers, et des démarches suivies de succès, pour leur persuader, sinon de rompre leurs contrats avec les demandeurs, tout au moins de ne pas continuer leurs relations économiques avec eux, ou de ne pas en établir de nouvelles.

La similitude de structure juridique générale était encore plus frappante entre l'espèce du *Mogul Case* et celle de *Temperton v. Russel*. Dans *Temperton v. Russell* les ouvriers usaient de leur droit de grève qui, comme le reconnaissait le juge Smith (1), avait été mis hors de contestation au plus tard, — peut-être même avant — par le *Conspiracy and Protection of Property Act* de 1875 (2), pour empêcher les tiers de commercer avec leur adversaire économique, la firme Myers et Temperton. Dans le *Mogul Case* les membres de la *Conference* usaient du droit de choisir librement leurs représentants et leurs intermédiaires en prévenant tous les commissionnaires de Chine qu'ils se verraient retirer l'agence des compagnies organisatrices du *ring* s'ils passaient des contrats de fret pour le compte des *outsiders*. Ils usaient du droit accordé à tous les citoyens de débattre discrétionnairement entre eux les clauses et conditions de leurs contrats en offrant aux expéditeurs des ports de Chine des rabais sur les frets, mais des rabais qui seraient faits sous forme de ristournes à l'expiration d'un certain délai et si pendant ce délai les expéditeurs étaient restés absolument fidèles à la conférence et s'étaient abstenus de faire aucun envoi par les bateaux des compagnies mises à l'index. Ils usaient du droit de mener leur commerce comme bon leur semble et

(1) *L. R.* (1893) ; 1, *Queen's Bench Division*, p. 733.

(2) 38 et 39 *Victoria*, c. 86.

par les moyens qu'ils estiment les meilleurs en pratiquant à Hankeou des tarifs de prix de transport assez bas pour empêcher les *tramps* d'y trouver aucun fret rémunérateur. Mais il était tout aussi clair que dans le cas de *Temperton v. Russell* qu'ils usaient de ces droits naturels et constitutionnels dans le but immédiat de causer un dommage pécuniaire à leurs concurrents, et dans le but final de réaliser eux-mêmes un bénéfice aux dépens de ces concurrents en les amenant, par la gravité et la persistance du préjudice infligé, à renoncer à la lutte commerciale. Dès 1892 le *Mogul Case* a donc posé devant la Chambre des Lords la même question précise que la Cour d'appel devait résoudre l'année suivante par l'affirmative dans *Temperton v. Russel* : L'existence de l'*animus nocendi* chez l'auteur d'un acte, — quand la volonté de nuire est elle-même expliquée et conditionnée par la volonté de faire du mal infligé à une autre personne un moyen de pression sur cette autre personne ou un moyen de se procurer à ses dépens un bénéfice personnel, — suffit-elle à transformer en délit civil un fait qui, en lui-même, se présente comme l'exercice d'un des droits reconnus par la loi ?

La Chambre des Lords se prononça unanimement pour la négative. Les *dicta* présentés en cette occurrence par ses divers membres s'inspiraient, dans leur ensemble, d'un système de philosophie sociale, fondé sur la croyance aux vertus illimitées de la sélection créée par la lutte pour la vie, et qui se place aux antipodes de la conception de morale économique sur laquelle repose la doctrine de l'abus des droits. Ils s'accordaient à proclamer que la marche de progression du commerce est la résultante des efforts faits par chaque commerçant pour attirer à lui la clientèle de ses rivaux ; que cette concurrence bienfaisante doit pou-

voir s'exercer par tous les moyens même les plus brutaux et les plus critiquables au regard de la morale, tant qu'ils ne tombent pas sous le coup d'une interdiction précise de la loi pénale ou de la loi civile. Affirmant qu'il ne rentre point dans la province du juge de tracer une ligne entre la concurrence correcte ou raisonnable et celle qui dépasse les limites du *fair play* commercial, ces *dicta* allaient même jusqu'à fermer l'accès de la jurisprudence anglaise à la théorie de la concurrence déloyale qui depuis devait se frayer une si large route, non seulement dans la jurisprudence française et dans la législation allemande, mais aussi dans le droit fédéral des Etats-Unis d'Amérique (1). A plus forte raison rejetaient-ils, sans la moindre hésitation, la doctrine esquissée par le Lord Justice Brett dans *Bowen v. Hall* et qui prétendait glisser comme facteur d'illégitimité de l'exercice du droit ou des facultés légales, à côté de l'intention de nuire, l'intention de se procurer un avantage au détriment d'autrui.

La question de l'existence de ce critère subsidiaire avait été directement posée par le jugement émis par le Maître des Rôles, à la suite des débats du *Mogul Case* devant la Cour d'appel, en faveur de l'admission de la demande des compagnies chassées par le *Ring* du commerce du trans-

(1) Article 7 de la loi allemande du 7 juin 1909. La loi fédérale américaine du 26 septembre 1914, en faisant de la surveillance et la prévention des pratiques de concurrence déloyale l'une des principales attributions de la *Federal Trade commission* qu'elle institue, a mis en complète opposition à cet égard le droit filial d'Amérique avec la jurisprudence mère d'Angleterre qui reste fidèle aux directions du *Mogul Case*. Cf. LAMBERT, *Gouvernement des juges*, p. 198. Cette opposition a encore été accentuée par le *Webb Export Trade Act* du 10 avril 1918, qui a confirmé et renforcé les pouvoirs de la Commission à cet égard : LAMBERT, *L'information juridique du commerce extérieur*, dans *Bulletin de la Société de législation comparée*, janvier 1922, p. 66.

port du thé, qu'il était seul à préconiser. Lord Esher avait repris, en effet, l'argumentation qui nous est devenue familière. « Il a été proclamé ici comme loi qu'un motif malicieux chez le défendeur peut faire d'un acte, qui ne serait pas délictueux sans la malice, un acte délictueux quand il est fait avec malice... Persuader simplement à une personne de rompre son contrat ne saurait être délictueux en droit ou en fait... Mais si la persuasion est employée dans le but indirect de causer préjudice au plaignant ou de procurer un bénéfice au défendeur au détriment du plaignant, c'est un acte malicieux qui en droit et en fait constitue... un acte fautif et, par conséquent, générateur d'action, s'il est suivi de dommages » (1). Ce sont les termes mêmes du *dictum* du Lord Justice Brett dans *Bowen v. Hall* que l'auteur de ce *dictum* devenu Lord Esher récitait sans y changer un mot et présentait comme l'expression authentique de la loi existante.

Mais la thèse de Lord Esher ne réussit pas à prévaloir, même devant la Cour d'appel. Elle y fut combattue et écartée par ses deux collègues, les lords Justice Bowen et Fry. Pour que l'*animus vicino nocendi*, dit le premier, puisse vicier un acte et le rendre délictueux, il faut qu'il n'existe pas de juste cause ou excuse à cette intention, telle que le souci chez l'agent de développer son commerce ou d'améliorer sa situation économique. La justification légale ne disparaît et l'intention de nuire ne devient répréhensible au regard de la loi des *torts* ou délits civils, que « quand l'acte est fait simplement dans l'intention de causer un mal temporel à autrui sans relation à un gain à réaliser pour lui-même par l'auteur de cet acte ou à l'exer-

(1) *L. R.* (1889) ; 23. *Queen's Bench Division*, p. 608.

cice licite par lui de son propre droit » (1). Infliger un préjudice aux demandeurs, ajoute le second, n'était dans la pensée des défendeurs qu'un moyen d'atteindre un autre but. « L'objet et la fin était l'acquisition d'un gain par les défendeurs. Cela est légal, et je suppose même recommandable, d'après la loi de ce pays, pourvu que les moyens employés soient légaux. Quels sont donc les moyens qu'on a entendu employer ? Ils consistent en l'exclusion de la compétition dans un avenir plus éloigné par une compétition impitoyable dans l'avenir proche ». (2) Chose parfaitement licite. Et c'est à la doctrine ainsi opposée par les Lords Justices Bowen et Fry à celle du Maître des Rôles que se rangèrent sans exception tous les membres de la Chambre des Lords qui prirent part à la décision du *Mogul Case*.

Dans le *Mogul Case* la juridiction régulatrice de la jurisprudence anglaise ne combattait encore que l'interprétation extensive donnée à la notion d'un abus possible des droits par le *dictum* de Brett en 1881 et que devait reprendre la Cour d'appel l'année suivante dans *Temperton v. Russell*. C'est au principe même de cette doctrine qu'elle s'attaqua en 1895 dans un cas, — celui de *Corporation of Bradford v. Pickles* (3) — où la théorie de l'abus des droits se présentait dans la forme sous laquelle on est habitué en France et en Allemagne à l'envisager, dans son application aux droits définis et catégorisés que la loi accorde à certaines personnes sur certaines choses ou à l'encontre de telle ou telle autre personne, et spécialement au

(1) *L. R.* (1889) ; 23, *Q. B. D.*, 613-617.

(2) *L. c.*, p. 624-625.

(3) *L. R.* (1895) ; *Appeal Cases*, 587-600.

plus éminent d'entre eux, le droit de propriété immobilière.

Le procès qui donna lieu à l'arrêt de la Chambre des Lords du 29 juillet 1895 était intenté par une personne morale administrative, la commune de Bradford, pour défendre le fonctionnement régulier d'une entreprise de distribution d'eau aux habitants du bourg, qu'elle avait acquise en vertu d'un traité approuvé par le Parlement, d'une société privée, la *Bradford's Waterworks Company*, elle-même *incorporée*, c'est-à-dire dotée de la personnalité civile, par un statut de 1854. La *corporation* de Bradford tirait toute son alimentation d'eau d'un terrain, qui lui avait été cédé en même temps que le service de distribution d'eau et par le même acte ; — terrain d'où jaillissaient des sources. Cette propriété communale, appelée ferme Trooper, était bornée à l'ouest et au nord par une parcelle de terre appartenant au défendeur Pickles. Le terrain de Pickles était à un niveau supérieur à celui de la terre de la commune et formait le réservoir naturel où se rassemblaient les eaux souterraines qui, en s'écoulant ensuite sur la ferme Trooper, y donnaient naissance au groupe de sources fournissant ses réserves d'eau à la commune. En 1892 Pickles traça au travers de sa terre un chenal qui, en traversant les failles souterraines par lesquelles se produisait l'écoulement antérieur des eaux, dérivait ces eaux dans une nouvelle direction. En même temps il avait commencé à forer un puits sur son terrain, à proximité des sources communales. La corporation de Bradford, constatant que les travaux déjà accomplis avaient troublé la pureté de ses sources en même temps que diminué leur débit et que, s'ils étaient poursuivis, ils ne tarderaient pas à paralyser la distribution d'eaux,

avait cité Pickles devant les tribunaux pour lui faire défendre, par voie d'injonction judiciaire, de continuer l'exécution des travaux ainsi amorcés.

Il était admis que ni la corporation plaignante, ni son auteur, n'avaient acquis du défendeur ou de ses prédécesseurs un titre à l'écoulement des eaux souterraines provenant de sa terre. On avait bien plaidé que les actes accomplis par Pickles sur son propre terrain étaient prohibés par des dispositions formelles, soit du statut d'*incorporation* de 1854, soit du statut ratifiant la cession de la distribution d'eau à la commune, et cette prétention avait été admise en première instance par le juge North qui en avait pris texte pour accorder l'injonction. Mais sa décision avait été réformée de ce chef par la Cour d'appel, et la Chambre des Lords fut d'accord avec cette dernière pour reconnaître l'impuissance des statuts à fournir un point d'appui quelconque à la demande de la corporation. Enfin il était établi par un arrêt antérieur, et faisant pleinement autorité, de la Chambre des Lords (1) qu'il n'existait aucune obligation générale de voisinage qui pût restreindre à cet égard la liberté d'action du défendeur et que, en forant un puits sur son terrain et en détournant les eaux souterraines de leur direction antérieure, il était dans les limites certaines de son droit de propriété.

Les conseils de la corporation de Bradford plaidaient que Pickles, en dérivant le cours de ces eaux souterraines, avait fait un usage déraisonnable de sa propriété et que ce mésusage du droit, constituant un délit civil, était de nature à légitimer le recours à l'injonction pour le prévenir ou l'arrêter. Ils invoquaient en ce sens l'antique (2).

(1) *Chasemore v. Richards*, 7, H. L. C., 349.

(2) Il remonte à l'année 1706.

précédent de *Keeble v. Hickeringill* (1), le célèbre *decoy case* — le cas ou plutôt le principal cas de la canardière (2) — qui semblait bien, en effet, avoir tracé une distinction entre l'exercice d'une faculté légale dans le seul but de nuire à autrui, — exercice abusif et reprehensible, — et son exercice en vue d'en retirer un gain, — exercice normal et licite ; un *dictum* du Chief Justice Tindal qui, vers le milieu du XIX^e siècle, dans un arrêt consacrant le droit du propriétaire à capter les eaux souterraines de son fonds, avait déclaré subordonner ce droit à la condition prévue par le jurisconsulte Marcellus : « *si non animo vicino nocendi, sed suum agrum meliorem faciendi, id fecit* (3) » — enfin un passage de l'opinion de Lord Wensleydale, dans le cas de *Chasemore v. Richards* (4) où il était dit, en se référant plus particulièrement à la loi de l'Ecosse : « Tout homme a un droit naturel aux avantages de son sol... Mais, d'après la règle de raison et la loi *sic utere tuo ut alienum non lædas*, il semble juste d'admettre qu'il doit exercer son droit d'une manière raisonnable avec aussi peu de dommage aux droits de ses voisins qu'il le peut. »

Il eût été facile à la Cour d'éluder la question ainsi posée par la commune de Bradford et de transporter le débat sur le même terrain que dans le *Mogul Case* en constatant que l'intention de nuire au voisin n'avait été ni l'unique, ni l'ultime mobile du défendeur, que cette volonté de nuire

(1) 11 *Modern.*, 74, 131 ; — 11 *East*, 574, note.

(2) Il existe, en effet, un second *decoy case*, cas très postérieur — il date de 1809 — et beaucoup plus confus, celui de *Carrington v. Taylor*, 11 *East*, 571.

(3) *Acton v. Blundell*, 12 *Meeson et Welsby, Exchequer*, 324. La citation de Marcellus est empruntée au fragment 1, § 12 du *Digeste*, livre 39, titre 3.

(4) 7 *H. L. C.*, 349, 387.

trouvait à la fois son explication et son excuse légale dans sa combinaison avec le désir de réaliser un gain. C'est ce que montre assez un passage du jugement de Lord Macnaghten où il relève le fait, en lui-même certain, que l'objet réel de Pickles « était de montrer qu'il était le maître de la situation et de forcer la corporation à lui acheter sa terre à un prix satisfaisant pour lui », et en tire cette conclusion : « Pickles avait quelque chose à vendre ou, en tous cas, quelque chose qui pouvait troubler la jouissance d'autrui à moins qu'il ne fut payé pour y renoncer. Pourquoi donc, a-t-il pu penser, serait-il tenu sans indemnité de garder sa terre comme une chambre d'emmagasinement pour les produits que la corporation distribue, probablement pas gratuitement, aux habitants de Bradford ? Il préfère ses propres intérêts au bien public. Il peut être ladre, égoïste et cupide. Sa conduite peut paraître choquante à un moraliste. Mais où est la malice ? M. Pickles n'a pas de haine contre la population de Bradford et ne nourrit point de malveillance contre la corporation. Elle sera admise volontiers à la jouissance de l'eau et aussi de sa terre si elle veut y mettre le prix » (1). Mais, après avoir signalé l'existence de ce chemin de traverse — l'excuse légale tirée de l'intérêt économique personnel et rendant impunissable l'intention de nuire, — Lord Macnaghten l'abandonne pour s'attaquer au principe même dont se prévalait la commune. « Mais la réponse réelle à la prétention de la corporation est qu'en pareil cas les motifs sont indifférents. C'est l'acte, et non le motif de l'acte, qui doit être envisagé. Si l'acte, en dehors du motif, aboutit simplement à un dommage sans infraction à la loi ou sans

(1) *L. R.* (1895) ; *Appeal Cases*, p. 600. Cf. aussi les dernières lignes de l'opinion du chancelier Halsbury, p. 595.

faute, le motif, quelque reprehensible qu'il puisse être, ne saurait fournir cet élément » (1).

Et tous ses collègues ont tenu comme lui à proclamer nettement, par un arrêt destiné à fixer définitivement la jurisprudence de toutes les cours de justice de l'Angleterre, que la valeur légale des actes qui se présentent comme l'exercice du droit ne saurait être subordonnée à la valeur morale de l'intention dans laquelle ils sont accomplis. « Ce n'est pas là un cas, disait le Chancelier, Lord Halsbury, où l'état d'esprit de la personne qui fait l'acte puisse affecter le droit de le faire. Si c'était un acte licite, quelque mauvais que pût être le motif, elle avait le droit de le faire. Si c'eût été un acte illicite, quelque bon qu'eût pu être son motif, elle n'aurait pas eu le droit de le faire. Motifs et intentions, dans une question comme celle qui est actuellement soumise à vos Seigneuries, me semblent être absolument irrelevants. » (2) Le principal argument de la commune, ajoute Lord Watson « a été basé sur un texte de la loi romaine et aussi, ce qui n'est pas sans me surprendre, sur la loi d'Ecosse. Je m'aventure à mettre en doute que la doctrine de Marcellus fournisse appui à la prétention des appelants dans ce cas : mais il est inutile d'examiner ce point parce que les nobles et savants lords qui ont pris part à la décision de *Chasemore v. Richards* ont déclaré que cette doctrine n'avait pas de place dans la loi d'Angleterre. » Il s'attache ensuite à démontrer qu'elle est également étrangère à la loi écossaise, qui fait, il est vrai, jouer un certain rôle à l'intention de nuire au voisin, mais seulement dans le développement de sa théorie des *nuisances* (3),

(1) *L. c.*, p. 600.

(2) *L. R.* (1895) ; *A. C.*, p. 594.

(3) On trouvera une définition descriptive de la *nuisance*, — au

et il conclut : « La loi d'Ecosse, si elle diffère en ceci, est à tous autres égards la même que la loi d'Angleterre. Aucun usage de la propriété, qui serait licite s'il était dû à des motifs respectables, ne peut devenir illégal parce qu'il est dicté par un motif impropre ou même malicieux » (1). Et Lord Ashbourne reprenait à son tour les mêmes affirmations tranchantes : « M. Pickles a agi dans les limites de ses droits légaux. Et il y aurait lieu de le punir de leur exercice légal parce que certains motifs lui sont imputés. Si ses motifs étaient les plus généreux et les plus philanthropiques du monde, ils ne lui serviraient de rien alors que ses actions seraient illégales. Si ses motifs sont égoïstes et mercenaires, ce n'est pas une raison pour que ses droits soient confisqués quand ses actions sont licites » (2).

La Chambre des Lords avait ainsi affirmé dans ses arrêts de 1892 et de 1895 une conception de la concurrence économique et de ses limites naturelles qui est en opposition absolue avec celle dont la Cour d'appel s'était inspirée dans sa décision de 1893. Mais, avant *Allen v. Flood*, ces deux doctrines judiciaires rivales s'étaient développées dans des champs de litigation distincts et, par conséquent, sans entrer directement en lutte. La première s'était formée en vue de l'application aux conflits entre propriétaires d'immeubles limitrophes ou entre maisons de commerce concurrentes, la seconde en

moins des « nuisances privées », les seules dont il soit question ici — dans LEHR, *Eléments de droit civil anglais* (édition Dumas), I, p. 163-165, § 241. Cette partie de la réglementation des rapports de voisinage a notablement contribué à rendre moins sensibles les inconvénients de l'absence d'une doctrine de l'abus des droits en ce qui concerne le chapitre de la propriété immobilière.

(1) *L. c.*, p. 598.

(2) *L. c.*, p. 599.

vue de l'application aux querelles du travail soulevées par l'activité professionnelle des trade-unions ouvrières. C'était évidemment dans la dernière de ces catégories que rentrait le procès de Flood contre Allen. Le cas de droit qu'il soulevait semblait, à première vue, être couvert par l'autorité de *Temperton v. Russell*, qui s'était prononcé sur la valeur légale d'un boycottage organisé par un syndicat ouvrier, plutôt que par l'autorité du *Mogul Case* qui visait l'usage du boycottage entre organisations patronales et surtout par l'autorité du cas de la *Bradford Corporation*. Mais, si les précédents fournis par les deux grands arrêts de 1892 et 1895 ne s'appliquaient pas aussi directement au cas de Flood et d'Allen que le précédent fourni par l'arrêt de 1892, ils émanaient, en revanche, d'une autorité supérieure qui avait qualité pour réformer, quand le jeu de la litigation lui en donnerait l'occasion, la jurisprudence de *Temperton v. Russell*. Cet état des précédents permettait déjà de présager la diversité des positions qu'allaient prendre, en face du cas de *Flood v. Jackson* ou d'*Allen v. Flood*, les juridictions subordonnées, d'une part, et la Chambre des Lords de l'autre.

SECTION IV

L'ATTITUDE DES JUGES INFÉRIEURS DANS LE PROCÈS DE FLOOD ET TAYLOR

Les membres des juridictions inférieures tranchèrent le cas à la lumière et d'après les principes de *Temperton v. Russell* qui, en vertu des règles constitutionnelles du *judge-made-law* (1), leur apparaissait comme une autorité ayant

(1) En vertu de ces règles, toute décision *réfléchie* ou tout arrêt de principe rendu par la Cour d'appel anglaise lie, en même temps que

aptitude à les lier, et comme celle de ces autorités qui, par sa date, constituait l'expression la plus récente, et par conséquent, la plus autorisée, de l'état de la loi anglaise en la matière.

§ 1.

La sentence de la Division du Banc de la reine (1).

Dans son jugement du 5 mars 1895, le juge divisionnaire Kennedy eut à dégager les conséquences juridiques du verdict affirmatif du jury en ce qui concerne les faits imputés à Allen, puis du verdict négatif quant aux incriminations dirigées contre le président et le secrétaire de la *Society of Boilermakers and Iron Shipbuilders*.

LE CAS D'ALLEN

La protection des droits contractuels erga omnes. — Extension aux droits en espérance. — Le délit d'incitation malicieuse de tiers à ne pas passer de contrats. — Maintien à titre exceptionnel de la théorie de l'abus des droits pour l'application aux conflits du travail.

— « Deux choses, dit Kennedy, ont été expressément décidées par le jugement de la Cour d'appel dans *Temperton v. Russell* qui, en fait, a été rendu postérieurement au jugement de la Chambre des Lords dans le *Mogul Case* et qui est spécialement important quant à sa signification pour le cas présent, non seulement comme

les juridictions qui lui sont subordonnées, cette cour elle-même. Cf. POLLOCK, *First book of jurisprudence*, 1^{re} édition, 1896, p. 306 et s. *Essays in Jurisprudence and Ethics*, 1882, ch. ix, p. 237-260. LAMBERT, *La fonction du droit civil comparé*, 1903, p. 180-191. *L'enseignement du droit comparé. Sa coopération au rapprochement entre la jurisprudence française et la jurisprudence anglo-américaine*, 66-69.

(1) *Flood and another v. Jackson and others*. L. R. (1895) ; 2, *Queen's Bench Division*, p. 24-34.

l'autorité la plus récente dans la Cour d'appel sur cette sorte de question, mais aussi comme étant un jugement sur un état de fait qui, dans divers traits essentiels, ressemble étroitement à l'espèce présente. Ces deux points y ont été décidés :

1^o Que si A amène malicieusement B à rompre son contrat avec C., et que C. subisse par là un préjudice, il a une bonne cause d'action contre A.

2^o Que si A et B conspirent malicieusement de causer préjudice à C en amenant d'autres personnes à ne pas conclure de contrats avec C, et que C subisse par là un préjudice, il a une bonne cause d'action contre A et B. »

« Ce même cas me donne aussi, dans les jugements du Maître des Rôles et des Lords Justices des directions qui ont autorité quant à ce qui constitue la *malice* dans les cas de cette espèce. Il n'est pas nécessaire que le défendeur soit poussé par la haine ou la malveillance personnelle envers la partie lésée, en ce sens que le motif du défendeur ait été le désir de lui nuire ; mais il est suffisant que le désir du défendeur ait été de lui nuire dans son commerce afin de le forcer à ne pas faire ce qu'il a parfaitement le droit de faire ». Et Kennedy cite ou analyse ici les passages essentiels des jugements émis en ce sens par les trois juges de *Temperton v. Russell*.

Puis il reprend : « J'accorde au conseil du défendeur que, dans la mesure où la décision de *Temperton v. Russell* est une décision sur un cas de *conspiration* (coalition) — conspiration qui formait l'une des deux branches de la réclamation du plaignant dans cette action — elle ne peut pas proprement être traitée comme une autorité contre les défendeurs actuels. Car il n'y a pas de verdict — et dans l'état de la preuve il ne pouvait y avoir de verdict — de conspiration dans le présent cas. »

« Au regard de l'autre branche de *Temperton v. Russell*, — la décision de la Cour d'appel que l'incitation malicieuse à la rupture d'un contrat donne une bonne cause d'action à la partie par là lésée —, ce n'est évidemment pas une décision sur les mêmes faits exactement que ceux qui existent dans le cas présent parce que, dans le cas présent, l'incitation malicieuse par le défendeur Allen de la Glengall Iron Company à renvoyer les plaignants et ne pas les réemployer opère sans impliquer une violation de contrat entre cette compagnie et les plaignants ; et j'observe que dans son jugement dans *Temperton v. Russell* A. L. Smith. L. J (1) réserve pour décision ultérieure la question de savoir si cette cause d'action s'appliquerait quand il n'y a pas de contrat en existence. »

« J'ai maintenant à examiner la question ainsi réservée par le Lord Justice et il me paraît que la réponse dépend de ceci : Y a-t-il un principe de loi en vertu duquel, si une personne est lésée par la provocation malicieuse de son renvoi du service de son employeur ou par la provocation malicieuse du refus de l'employer, le droit de cette personne à une réparation en dommages-intérêts contre le provocateur malicieux puisse être considéré comme subordonné à ce que l'injure ait été accompagnée ou infligée par la violation de contrats existant entre elle et la partie ainsi provoquée et persuadée ? »

« Après avoir donné à cette question ma meilleure attention, je pense qu'il n'existe aucun principe de ce genre ; et je suis grandement fortifié dans cette conclusion par le langage de Lord Esher M. R. dans *Temperton v. Russell*. » Suit la reproduction du passage du jugement du Maître

(1) L. R. (1893) ; 1, Q. B. D., p. 733.

des Rôles dans cette affaire que nous avons antérieurement cité (1) ; « Quand il y a un contrat existant qui est brisé par l'effet de la provocation, les dommages subis peuvent être déterminés plus aisément et d'une façon plus satisfaisante. Il existe bien ce degré de distinction entre les deux cas (persuasion de rompre un contrat existant et persuasion de s'abstenir de conclure des contrats). Mais, au regard de la situation légale de la partie lésée dans les deux cas, je ne puis trouver de saine base de distinction. On invoque ici en faveur des défendeurs que ce qu'Allen a fait — même si, comme en déposent les témoins des plaignants, il a persuadé la compagnie de renvoyer les plaignants et de ne pas les réemployer, par la menace de rappeler tous les ouvriers du fer du chantier de la compagnie, — était un acte licite... A mon avis, le fait qu'il aurait pu être licite sous certaines conditions pour Allen de dire ce que, d'après les preuves fournies par les plaignants, il a dit, et d'amener par là le renvoi des plaignants, ne saurait, en présence des constatations faites ici par le jury, aider sa défense. On aurait pu exactement de la même façon invoquer, en réponse à la réclamation du plaignant dans *Temperton v. Russell*, que, même en ce qui concerne l'incitation d'une personne à rompre un contrat avec un tiers, il peut y avoir des cas, comme l'avait déclaré Lord Esher dans *Bowen v. Hall*, où cette incitation n'ouvre pas action. « Le seul fait de persuader à une personne de briser son contrat peut n'être pas délictueux en droit et en fait, dit Lord Esher » C'est le motif malicieux qui rend la chose accomplie délictueuse, et, quand dommage s'ensuit, génératrice d'action. Dans ce cas, comme dans *Tem-*

(1) *Supra*, p. 45.

perton v. Russell, le jury a trouvé que le motif du défendeur était malicieux, et par là établi la présence de cet élément en l'absence duquel la conduite de la partie poursuivie, même si elle produisait une rupture du contrat, ne pourrait être une bonne cause d'action. Je suis d'avis que le principe applicable à tous ces cas est le même, — que toute intervention malicieuse pour troubler autrui dans l'exercice de son métier ou de son commerce, en lui causant dommage, est un tort générateur d'action, qu'elle opère, si je puis me servir de cette expression, en créant la rupture d'un contrat existant, comme dans *Temperton v. Russell*, ou, comme ici, sans créer aucune rupture de contrat, en privant le demandeur de son emploi actuel et existant ou de l'emploi futur qu'il aurait eu autrement. C'est là la violation « injurieuse » (1) et injustifiable d'un droit « profitable » (2).

« Ce n'est pas là un principe nouveau. Il est posé dans le jugement souvent cité de *Keeble v. Hickeringill* ». Suit la reproduction de quelques uns des *dicta* célèbres de ce cas antique, que nous retrouverons souvent cités dans les « opinions » des membres de la Chambre des Lords, et l'invocation d'un passage du traité classique de sir Frederick Pollock sur les *Torts* (3), d'où le juge conclut à l'existence dans le système ancien des *pleadings* (4), d'une

(1) Au sens ancien du mot, avec la signification de : qui cause un dommage injuste et contraire au droit.

(2)* C'est-à-dire qui peut procurer à son titulaire des profits pécuniaires ou économiques.

(3). *On Torts*, 3^e édit., p. 228.

(4) Partie essentiellement formaliste de l'ancienne procédure des brefs ou writs qui précède l'arrivée du procès à l'*issue*, la rencontre des parties sur la détermination de la question de fait à soumettre au jugement du jury, ou de la question de droit à soumettre à la décision de la cour.

application de l'action *on the case* (1) fondée sur le fait d'« avoir troublé un homme dans l'exercice de son métier ou dans l'exercice d'un droit ». Puis Kennedy arrive à la partie ingrate de sa tâche, la réfutation, ou plutôt l'essai de réfutation des objections que la doctrine, qu'il vient de défendre sur la foi de *Temperton v. Russell*, rencontre dans la jurisprudence de la Chambre des Lords, et d'abord dans le *Mogul Case*.

Ce précédent était particulièrement embarrassant. Kennedy s'efforce, par une argumentation qui nous paraît aujourd'hui singulièrement fragile, de démontrer que, si aucun des Lords ne s'est dans cette espèce inspiré de la théorie qu'il vient d'exposer, c'est parce que les circonstances de la cause ne laissent point place à son application. « Les plaignants avaient échoué sur la question de fait ; ils n'avaient pas réussi à montrer une « malice » dans la conduite des défendeurs ; ils n'étaient pas parvenus à prouver que la conférence eut entamé la liberté des défendeurs de travailler pour eux-mêmes. C'est ce qui est proclamé très clairement par Lord Bramwell dans le début de son jugement, à la page 44. « Les demandeurs dans ce cas ne se plaignent ni de *trespass* (2), ni de violence, con-

(1) Sur les origines et le rôle de l'action *on the case* dans le développement de la théorie des torts ou délits civils. Cf. HOLDSWORTH, *History of english Law*, II, 378-379 ; III, 329.337.

(2) *Trespass* (transgressio) apparaît dès le milieu du XIII^e siècle dans la loi anglaise comme un mot générique pour désigner l'ensemble des infractions pénales qui ne montent pas jusqu'à la *félonie* ou crime (POLLOCK et MATLAND, *History of English Law*, livre 2, ch. 8, § 3). Du domaine du pur droit pénal, où elle a eu un rôle historique de premier plan (HOLDSWORTH, *History of English Law*, II, 307 et s. JENKS, *History of English Law*, p. 53-55), cette doctrine a débordé et pris une large extension dans le domaine de la théorie des torts par l'intermédiaire du bref ou *writ* de *trespass on the case* (BLACKSTONE, *Commentaries*, livre 3, ch. 12).

trainte, dol ou violation d'un contrat, ni d'aucun *tort* (ou délit civil) direct, ni de la violation d'un de leurs droits, comme dans le cas de celui qui tire des coups de fusil pour effrayer les oiseaux qui s'approchent d'une canardière (1), ni d'aucun acte dont l'objet ultime soit de leur nuire et qui eût son origine dans la malice ou la malveillance à leur égard. Les plaignants admettent que matériellement et moralement ils sont restés libres de faire de leur mieux pour la défense de leurs intérêts sans aucun empêchement par les défendeurs ».

Le juge Kennedy se servait ici du discours de l'un des Lords dans le *Mogul Case* à la façon dont on se sert trop souvent chez nous des travaux préparatoires des lois, en en détachant une phrase et en l'isolant du contexte qui lui donne sa signification, pour essayer d'infirmar les conclusions qui se dégagent de l'ensemble des débats et de substituer les vues de la minorité ou même d'individualités isolées à celles de la majorité triomphante. Et ce n'était que par un subterfuge qu'il arrivait à couvrir de l'autorité de Lord Bramwell son interprétation trop visiblement tendancieuse de la décision de la Chambre des Lords dans le *Mogul Case*. Car les développements plus techniques et plus précis qui, dans le *report*, suivent les lignes d'exorde ainsi découpées dans l'« opinion » de lord Bramwell, montrent que ce haut magistrat était en parfait accord avec tous ses collègues pour proclamer que l'intention de nuire ne peut vicier un acte en lui-même licite qu'autant que cette intention est le *mobile unique* ou, selon le mot de Lord Bramwell lui-même, *ultime* de l'auteur de l'acte, et

(1) Allusion au cas de *Keeble v. Hickeringill*, 11 East, 574, n ; 11 Modern, 74, 131.

que le désir de réaliser un gain au détriment d'un voisin ou d'un concurrent, au lieu de constituer, comme l'affirme la doctrine que Kennedy emprunte ici à *Temperton v. Russell*, un facteur subsidiaire de responsabilité civile, est au contraire une cause légale d'excuse ou de justification qui fait disparaître l'aptitude de l'*animus nocendi* à fonder cette responsabilité civile.

La rapidité même avec laquelle le juge de la Division du Banc de la reine glisse sur la réfutation de l'argument tiré par le conseil d'Allen du *Mogul Case*, laisse croire qu'il se rend compte de l'impossibilité de concilier, au point de vue de la logique juridique, les *dicta* de ce cas avec ceux de Lord Esher et de ses collègues dans *Temperton v. Russell*. La véritable raison d'être de son attitude en ce qui concerne la valeur de précédent du *Mogul Case* en la matière ressort des premières lignes de son jugement, où il prend soin de rappeler que cet arrêt est antérieur en date à la décision de la Cour d'appel dans le *Temperton Case*, décision qui avait vis à vis de lui la même force impérative que la sentence de la Chambre des Lords du 18 décembre 1892, et qui, dans un système juridique ne reposant pas comme le nôtre sur un ensemble de règles générales, mais constituant un fouillis de cas de lois ou de solutions jurisprudentielles d'espèce (1), devait se présenter à ses yeux comme destinée à limiter, par le moyen classique des « distinctions » (2), l'autorité de la règle du *Mogul Case*.

(1) Cf. LAMBERT, *Gouvernement des juges*, p. 130-137, 205, n. 1.

(2) Le *distinguishing*, c'est-à-dire la brèche apportée à la règle posée par un précédent antérieur en invoquant l'existence de différences de fait entre le cas actuellement soumis à l'examen de la cour et celui à l'occasion duquel la règle a jadis été formulée, n'est pas une pratique particulière à la jurisprudence anglaise ou américaine. C'est

C'est par le recours à cette arme familière du *distinguishing* qu'il se débarrasse de la seconde des objections graves (1) d'« autorité » que les conseils des défendeurs opposaient à la doctrine du *Temperton case* : l'objection tirée de la décision de la Chambre des Lords dans le cas de la *Bradford Corporation*. « Dans ce cas les plaignants réclamaient une injonction contre le défendeur pour lui interdire de construire sur sa propre terre un canal souterrain dont l'effet serait de diminuer, sinon de tarir, l'alimentation des sources qui fournissaient leur distribution d'eaux. Ils alléguaient que le défendeur n'était pas légalement en droit de construire le drain, et en outre, qu'il n'agissait pas *bona fide*, mais avec l'objet de les contraindre à lui acheter sa terre. La Cour tint que le défendeur était, d'après la loi, en droit de construire ce canal, et en outre (et c'est le point pour lequel le précédent a été cité en faveur du défendeur Allen dans ce cas), que, même si son intention en construisant le canal avait été celle que les plaignants alléguaient, elle n'aurait pas donné aux plaignants un droit à injonction... La distinction entre le cas d'un usage de la propriété, malicieux, mais non illégal par lui-même, et

l'instrument principal auquel recourt toute jurisprudence pour réaliser sa propre évolution.

(1) Kennedy traite comme tout à fait accessoire un troisième texte jeté dans ce débat, la décision d'une cour divisionnaire en 1892 dans *Jenkinson v. Nield* (8 *Law Times Reports*, 540), intervenue sur une action portée par un ouvrier tailleur contre le président d'une section de l'Association des maîtres tailleurs, à raison de la publication d'une liste noire de noms d'ouvriers, parmi lesquels celui du plaignant, que les membres de l'association étaient invités à ne pas employer. Cette décision, qui d'ailleurs a été trop superficiellement reportée pour avoir grande autorité, s'explique, dit-il, parce que « il n'y avait pas preuve que les défendeurs eussent été poussés par un autre motif que leur intérêt personnel, et, s'il en était ainsi et s'ils n'étaient pas désireux de nuire au plaignant, leur acte ne pouvait donner lieu à action.

des cas comme celui de *Temperton v. Russell* où le cas présent est, je m'aventure à penser, clairement perceptible, quoiqu'il ne soit pas aisé de l'exprimer exactement par des mots. C'est la distinction présentée par Holt C. J. dans le jugement auquel je me suis déjà référé (le vieil arrêt de *Keeble v. Hickeringill*) (1), entre tirer des coups de feu pour paralyser la canardière de votre voisin et établir une canardière sur votre propre fonds avec le même objet ; entre écarter les écoliers de l'école d'un voisin en les effrayant par des coups de feu, et établir une école rivale pour votre compte (2). La distinction peut, je pense, être correctement, sinon d'une façon adéquate, exprimée en disant que, dans un cas comme *Corporation of Bradford v. Pickles* et dans le second de chaque paire d'illustrations présentées par Holt C. J., l'acte malicieux ne troublait point la partie lésée dans un de ses droits ou l'une de ses libertés... L'acte de la personne qui, sur sa propre terre, construit un canal souterrain ou établit une canardière ou une école rivale, s'il est malicieux dans son motif, ne va pas au delà de l'usage de sa propre propriété par une voie légale ; le voisin qui en reçoit un mal ne peut pas dire réellement que l'acte entrave sa liberté matérielle ou morale (pour emprunter les mots de lord Bramwell) de faire de son mieux pour lui-même. »

Cette partie du raisonnement de Kennedy ne se recommandait évidemment ni par sa clarté, ni surtout par sa solidité. Mais c'était la seule explication qui permit de masquer tant bien que mal l'opposition entre la conception mise en œuvre par la Chambre des Lords dans son arrêt

(1) 11 Modern, 74, 131 ; 11 East, 574 n. Arrêt rendu en 1706.

(2) *Tarleton v. Mc Gawley*, Peake N. P., 270 ; *Garret v. Taylor*. Croke, Elizabeth, 567.

du 29 janvier 1895 et celle dont s'était inspirée la décision de la Cour d'appel dans *Temperton v. Russell*, que les lois même du fonctionnement de l'autorité des cas jugés indiquaient au juge divisionnaire comme constituant le précédent directement applicable à l'espèce qui lui était soumise.

Beaucoup plus simple était l'application des parties négatives du verdict du jury aux défendeurs autres qu'Allen.

LE CAS DU PRÉSIDENT ET DU SECRÉTAIRE DE LA
TRADE-UNION

*La nature des relations juridiques entre les dirigeants de la
Trade-Union et ses adhérents.*

« J'arrive maintenant, dit Kennedy, à la seconde partie du présent cas — la réclamation dirigée contre les défendeurs Knight et Jackson. Knight est, et a été pendant vingt-quatre ans, le secrétaire général de l'union. Il n'est pas membre du conseil exécutif. Il vit à Newcastle où est le siège social enregistré de la société. Jackson est le président de cette société. Lui aussi vit à Newcastle. Il est naturellement membre du Comité exécutif. Tous deux ont pris place au banc des témoins. Dans la présentation de la demande ils ont été accusés d'avoir conspiré avec Allen. De ceci, comme je l'ai déjà dit, il n'y a pas la moindre preuve. »

Ils ne pouvaient en présence de cette constatation du jury et du juge être retenus au procès à raison de leurs propres actes et en vertu d'une responsabilité directe et originaire ; mais ne pouvaient-ils pas l'être à raison d'une responsabilité dérivée, du chef d'une personne, Allen, qui avait aptitude à les engager par ses actes, aussi bien

délictueux que contractuels ? C'est ce que plaidaient les conseils de Flood et de Taylor afin de pouvoir étayer leur demande de dommages-intérêts sur la théorie de la « conspiration » ou coalition en même temps que sur la théorie de la persuasion malicieuse de tiers à rompre leurs contrats où à ne pas en conclure de nouveaux.

On peut être, au premier abord, surpris qu'ils n'aient pas songé à mettre en cause la trade-union elle-même. Ils pensaient sans doute qu'un obstacle décisif était apporté à cette dernière action par le mécanisme général de l'acte qui a constitué la charte de reconnaissance légale et le premier bill efficace d'indemnité en faveur des organisations syndicales anglaises, le *Trade-union Act* de 1871 (1). Il semblait, en effet, que les auteurs de ce statut, qui marque une si importante victoire de la politique de concessions ouvrières du gouvernement de Gladstone, en recourant à la machinerie compliquée du trust pour assurer l'accès limité à la propriété mobilière et la libre disposition de leurs cotisations aux trade-unions dont ils organisaient l'enregistrement et en leur refusant l'*incorporation* et la personnalité civile, eussent voulu, entre autres choses, les préserver du risque d'absorption de leurs fonds de prévoyance par les procès en responsabilité auxquels la concession de la personnalité à ces sociétés eût naturellement ouvert la porte (2). Ce n'est qu'en 1901, au moment où la réaction contre la politique de neutralité et de laisser faire d'*Allen v. Flood* s'affirmera nettement à la Chambre

(1) 24 et 25 Victoria, c. 100. Cf. JENKS, *History of English Law*, 330 et s.

(2) Cf. sur ce point l'argumentation tirée des travaux préparatoires de l'acte de 1871 par les conseils des défendeurs dans *Taff Vale Railway Co v. Amalgamated Society of Railway Servants*. L. R., 1901 ; *Appeal Cases*, 434 et la réponse de lord Macnaghten, p. 437-438.

des Lords par les arrêts de *Quinn v. Leathem* (1) et de *Taff Vale Railway Company v. Amalgamated Society of Railway Servants* (2) que la jurisprudence de cette cour, proclamera, par la seconde de ces décisions, l'admissibilité de l'action en dommages-intérêts à raison de délits civils contre la trade-union envisagée comme une entité juridique, et ouvrira ainsi la période de lutte judiciaire contre les débordements d'activité des syndicats ouvriers qui nécessitera une nouvelle intervention pacificatrice du législateur dans le *Trade Disputes Act* de 1906 (3). Les conseils des demandeurs ne prévoyaient pas sans doute en 1895 la possibilité de cette évolution. A défaut de l'Union elle-même, que son absence de personnalité civile leur semblait rendre inaccessible, ils se retournaient contre ses principaux dirigeants. Que valait cette partie de l'action de Flood et de Taylor ? C'est ce qu'examine Kennedy dans la seconde moitié de son jugement.

« L'office de délégué de district pour la section de Londres, qu'occupe Allen, est un de ceux dont le titulaire est désigné par le vote de la société. Sauf en tant que membres de la société (et s'ils votent à l'occasion de cette élection) ni l'un ni l'autre des défendeurs n'a rien à faire dans la désignation de ce titulaire. Le délégué de district peut être destitué par les votes de la société, mais non par ceux du conseil exécutif, et j'ai posé au jury la question : l'un ou l'autre des défendeurs a-t-il autorisé Allen à faire ce qu'il a fait ? Et le jury a répondu à cette question, comme je pense qu'il était obligé de faire, par la négative. Mais le conseil des plaignants plaide que néanmoins je devrais

(1) *L. R.*, 1901 ; *Appeal Cases*, 495 et s.

(2) *L. R.*, 1901 ; *Appeal Cases*, 426 et s.

(3) 6 Edward VII, ch. 47.

donner jugement en faveur de ses clients en vertu de la réponse du jury à une autre question que je lui ai posée à la requête dudit conseil. Cette déclaration a été que le règlement de la dispute — dispute sur le chantier de la *Glengall Iron Company* — était une matière dans la discrétion d'Allen. La seule preuve à l'appui de cette déclaration du jury peut être très brièvement exposée. La règle 33, section 1, des statuts imprimés de la société prévoyait ; « Quand une dispute se produira dans un atelier ou sur un chantier, les membres de cet atelier ou de ce chantier devront en donner connaissance à la section la plus proche. Les *officiers* (1) de cette section examineront et régleront cette dispute. » Dans le contre-examen dont il a été l'objet Allen a ainsi expliqué cette règle : « Dans les cas de moindre importance le conseil exécutif laissait les choses à ma discrétion ; j'ai considéré ceci comme l'un de ces cas secondaires ». Et au cours d'un nouvel interrogatoire, il a ajouté cette précision : « Dans les cas secondaires je n'en réfère pas à mon comité ». Il faut ajouter que la règle précitée dispose ensuite : « mais s'il s'élève dans un atelier ou sur un chantier une dispute qui ne peut pas être réglée à l'amiable par la section ou le comité de district, il doit en être référé au comité exécutif qui leur donnera (aux officiers des sections) des instructions sur le sujet ». Je n'ai pas besoin de citer le reste de la règle, mais je pense qu'il est clair que l'un de ses effets est que, en aucun cas, la société ne reconnaîtra l'action de membres qui abandonnent le travail sans que la « dispute » qui les amène à

(1) Terme générique qui désigne, non seulement les membres du bureau, mais tous ceux qui occupent un des offices ou remplissent une des fonctions prévues par les statuts et nécessaires à l'exercice de l'activité collective de l'association.

le faire ait été d'abord « sanctionnée » par le conseil exécutif. Etant donné cet état de choses, les plaignants prétendent que, à raison de la déclaration du jury que la dispute était une de celles dont le règlement était laissé à la discrétion d'Allen, Knight et Jackson sont responsables de son acte malicieux comme étant membres de la société, dont les règles lui donnent un pouvoir discrétionnaire dans le règlement des disputes ou, tout au moins, comme membres du conseil exécutif ; parce que le conseil exécutif est le corps gouvernant de la société et que, par là même que ses membres ont laissé à Allen, comme délégué de district, ce pouvoir discrétionnaire, ils sont responsables de ce qu'il lui plaît de faire. On invoque qu'Allen a agi en cette matière dans le champ de son autorité et dans la poursuite de ce qu'il croyait être les intérêts de ses employeurs. Des cas bien connus, dont *Green v. London General Omnibus Co* (1), *Limpus v. London General Omnibus Co* (2), *Abrath v. North Eastern Ry. Co* (3) et *Edwards v. Midland Ry. Co* (4) constituent des exemples, sont cités à l'appui de cette prétention. On a admis en même temps que les relations entre les défendeurs et Allen n'étaient pas celles de maître et de serviteur. Et on a présenté plutôt ce cas comme le cas d'un mandat (*agency*) de régler cette dispute à sa discrétion donné à Allen par chacun des membres de la société qui, ayant par la vertu des statuts confié à Allen un pouvoir discrétionnaire pour régler cette dispute, doit être tenu responsable de tous les actes d'Allen,

(1) 7 *English Common Bench Reports. New Series* (Manning, Granger et Scott), 290.

(2) 1 *Hurlstone and Coltmann*, 526 ; 32 *Law Journal* (Exchequer), 34.

(3) *L. R.*, 11 ; *Appeal Cases*, 247.

(4) *L. R.*, 6 ; *Queen's Bench Division*, 287.

malicieux ou non, quand ces actes ont été faits, dans la croyance d'Allen, pour le compte de la société et en exécution de son devoir de régler une dispute. On a finalement prétendu — et il était nécessaire, au moins pour le cas de Knight, d'aller jusque-là — que le plaignant était qualifié à poursuivre n'importe quel membre de la société pour le dommage causé par l'acte malicieux d'Allen ».

« Je ne puis accéder à ces arguments. En me reportant au témoignage d'Allen et aux déclarations du jury en ce qui le concerne, je ne puis pas admettre que causer malicieusement ce tort aux plaignants parce que, d'après son point de vue et celui des ouvriers en chaudières du chantier, ils étaient, pour reprendre les termes du témoignage du directeur de la Glengall Iron Company, « coupables de s'être livrés aux travaux du fer chez Messrs Mills et Knight », ait été au vrai sens du mot un acte dans le cercle de son autorité ou de nature à être accompli dans la poursuite de ses devoirs, comme délégué de district, en vertu de la règle 33, quant au règlement de la dispute. Allen a témoigné qu'il n'avait jamais menacé la Glengall Iron Company de lui retirer les hommes et qu'il savait que ce rappel des hommes sans l'autorisation du conseil exécutif était contraire aux statuts. Je reconnais qu'il y a des cas où les relations entre le préposant (*principal*) et le préposé (*agent*) et entre le maître et le serviteur, et l'autorité (1) confiée par l'un à l'autre, sont telles que le préposant ou le maître, selon les cas, peut être responsable des méfaits volontaires, ou même malicieux, commis par le préposé ou le serviteur, pourvu qu'ils aient été faits pour le compte du

(1) C'est-à-dire les pouvoirs. Le mot anglais est assez compréhensible, pour qu'il soit superflu de lui substituer cet équivalent technique français.

préposant ou du maître et pour ses fins. Mais cela dépend beaucoup, comme on l'a constaté (Pollock on Torts, 3^e éd. p. 83) de la nature de la matière à l'occasion de laquelle l'autorité a été donnée. Il y a des cas, (c'est-à-dire des précédents judiciaires) où l'autorité donnée au préposé était en apparence très large et où le préposant a néanmoins été tenu ne point être responsable envers les tiers pour les actes fautifs de son préposé faits dans l'accomplissement, d'après ce que croyait le préposé, de son devoir envers son préposant. (Suit l'indication de deux autorités judiciaires en ce sens.)

Dans le cas présent je ne suis certainement pas préparé à admettre que le fait qu'Allen avait autorité comme délégué agissant en vertu de la règle 33 pour régler la dispute soulevée en cette occasion par les ouvriers en chaudières sur le chantier de la Glengall Iron Company, ait la puissance de rendre Knight et Jackson, en tant que membres de la société, ou le défendeur Jackson, comme membre aussi du conseil exécutif, responsables envers les plaignants pour le dommage malicieux que leur a infligé Allen. Et, dès lors, je donne jugement en faveur des défendeurs Jackson et Knight ».

Appel fut formé contre la décision du juge divisionnaire, et par Allen, à raison de la condamnation à dommages-intérêts prononcée contre lui, et par Flood et Taylor, à raison de la mise hors de cause qu'elle accordait au président et au secrétaire de la trade-union. L'affaire revint donc dans son entier devant la Cour d'appel.

§ 2.

L'ARRET DE LA COUR D'APPEL (1)

Rapports entre la théorie des conspirations ou coalitions et le délit de provocation malicieuse à la rupture ou la non-conclusion de contrats. — Les deux cercles d'application de la théorie de l'abus des droits en matière de concurrence ouvrière.

La Cour d'appel n'a apporté aucune contribution nouvelle à l'étude des problèmes soulevés par le cas d'Allen, parce qu'elle les a considérés comme définitivement tranchés par la décision de *Temperton v. Russell*. Sans doute, ses membres différaient d'avis quant à l'appréciation de la valeur scientifique et de l'opportunité économique de la règle dégagée par ce cas. Alors que Lord Esher l'envisageait avec l'œil complaisant d'un père et réussissait à communiquer sa foi à son collègue Lopes, le Lord Justice Rigby la traitait sans indulgence et ne dissimulait pas que, si la question était restée ouverte, il l'aurait résolue en sens opposé. Mais les trois juges s'accordaient à reconnaître qu'ils étaient liés par une jurisprudence établie de leur Cour, que les traditions du *Case-law* judiciaire ne leur permettaient plus de réformer ou de reviser. L'arrêt de la Cour d'appel a toutefois contribué à éclairer la position exacte du problème, en le débarrassant finalement des éléments de confusion qu'y introduisait l'adjonction artificielle des autres défendeurs à l'auteur direct des actes incriminés et en détachant ainsi le point de

(1) *L. R.* (1895) ; 2, *Queen's Bench Division*, 36-42.

droit, qui était véritablement en jeu dans la cause, de la théorie des conspirations ou coalitions dans laquelle les plaignants avaient cherché à l'encadrer (1).

Le jugement du Maître des Rôles Lord Esher.

« C'est une action par deux ouvriers contre les défenseurs pour avoir, en substance, malicieusement et avec l'intention de nuire aux plaignants, amené les employeurs de ces plaignants à les renvoyer de leur emploi et à promettre de ne pas les employer de nouveau. C'est là le nœud de l'action.

Le défendeur Allen était délégué de district de la *Boilermakers and Iron Shipbuilders' Union*, dont le siège central est à Newcastle. Un délégué de district n'est pas nommé par le conseil exécutif, mais par les votes des membres de l'union. C'est pourquoi Allen a été élu de cette façon comme délégué de district. Pour comprendre la position d'un délégué, nous devons voir ce que signifie pareille délégation dans cette trade-union. Il apparaît

(1) C'est ce qui nous dispense de parler, dans cette introduction historique, des applications que les cours anglaises, dans leurs luttes contre les développements du trade-unionisme, ont faites de la théorie des coalitions sous les trois formes successives de la conspiration prévue et punie par les statuts, de la « conspiration criminelle de *common law* » et de la « conspiration civile ». La dernière seule, « la *conspiracy civile* », conserve encore un intérêt d'actualité dans le domaine des conflits du travail, malgré les dispositions du *Trade Disputes Act* de 1906, qui en a si notablement limité le champ d'action. Sa place, dans une étude d'ensemble sur la formation de la jurisprudence contemporaine des *restraints of trade*, est marquée soit sous le *Mogul Case*, au cours des débats duquel cette doctrine fut déjà soulevée et discutée, soit surtout sous le cas de *Quinn v. Leatham* qui constitue son principal texte consécuteur.

qu'Allen a été appelé par certains des membres de l'Union, qui se sentaient offensés par les plaignants, non pas à raison de ce que ceux-ci faisaient dans leur emploi actuel, mais à raison de ce qu'ils avaient fait alors qu'ils étaient au service d'autres maîtres dans un autre lieu. Pour ce motif les membres de l'Union tinrent un meeting et résolurent qu'ils ne travailleraient plus sur le même chantier que les plaignants et que, si les patrons ne renvoyaient pas les plaignants, ils insisteraient pour que le conseil exécutif leur ordonne de s'en aller — c'est-à-dire de quitter leur emploi. Il n'est pas dénié que les hommes peuvent s'en aller quand il leur plaît ; mais la vérité est qu'ils ne désiraient point s'en aller. Ils souhaitaient rester dans leur emploi et ce qu'ils réclamaient en réalité, c'était que les plaignants quittassent le leur. Allen fut appelé pour conférer avec les ouvriers et il prit sur lui de transmettre leurs vœux. Il ne le fit pas parce que les hommes lui ordonnaient de le faire. Ils ne pouvaient pas lui donner d'ordres. C'était lui qui pouvait dans certains cas leur donner des ordres. S'il a entrepris de faire quelque chose qui fût délictueux, il doit en être tenu personnellement responsable. Il a adopté les vues des hommes avec lesquels il avait conféré pour le bien, pensait-il, de l'Union, vues d'où il résultait que les plaignants avaient dans un autre emploi et dans une occasion précédente fait une espèce particulière de travail à laquelle les membres de l'union faisaient objection. Et il s'est rendu chez les patrons, et dans le but de punir les plaignants de ce qu'ils avaient fait antérieurement, il a dit à ces patrons que, s'ils ne renvoyaient pas les plaignants, et ne promettaient pas de ne plus les employer de nouveau, tous les ouvriers en chaudières s'en iraient. Il serait inutile de nous demander de supposer qu'Allen ne

pensait pas faire pression sur les patrons en leur laissant entendre qu'on leur causerait des préjudices s'ils ne cédaient pas à ce qu'il disait. Sa menace — car c'était une menace — n'aurait été vaine que si les patrons n'avaient pas subi de préjudice par le fait du départ de leurs ouvriers en chaudières. C'est sous cette vis de pression qu'il plaçait les employeurs. Il savait que ceux-ci ne pouvaient s'offrir le luxe de laisser les travailleurs du fer s'en aller et il en profitait pour atteindre son but en disant aux maîtres que, s'ils ne renvoyaient pas les plaignants, les ouvriers du fer les quitteraient. Les patrons ont cédé à cette menace et congédié les plaignants.

Si Allen a fait ce que j'ai décrit, il est à mon avis, responsable, qu'il soit ou non un mandataire (agent). On dit qu'il n'a induit (1) personne à rompre un contrat. En réalité, il est clair que le seul fait de persuader à une personne qui a contracté de rompre son contrat ne donne pas de cause d'action du tout. Mais si c'est fait malicieusement, dans le but de nuire à la personne à qui l'avis est donné, ou dans le but de nuire à quelque autre, la personne contre laquelle la malice est dirigée ou exercée a une cause d'action, non pas à raison de la persuasion de violer le contrat, mais à raison de la malice qui a été dirigée contre elle. A mon sens, le résultat est le même que la persuasion s'exerce pour faire rompre un contrat ou pour empêcher sa conclusion. Une personne a parfaitement le droit de conseiller à une autre de ne pas faire un contrat particulier et cette

(1) Le terme anglais *induce* dans cette formule technique « *induce to breach a contract* » trouve, nous semble-t-il, sa traduction exacte dans ce mot « induire » pris dans le sens vieilli ou l'emploi encore Molière dans *Tartuffe*, 1, 1 : « et mon fils à l'aimer vous devrait tous induire ».

autre a la liberté parfaite de suivre cet avis. Mais si la première personne use de cette persuasion dans l'intention de nuire à l'autre ou de nuire à la personne avec laquelle celle-ci est sur le point de passer un contrat, alors l'acte est malicieux, et la malice rend illicite ce qui autrement serait licite. Telle est la loi qui a été proclamée par cette cour dans *Bowen v. Hall* (1), où il est dit que, « quand la persuasion est employée dans le but indirect de nuire au plaignant ou de procurer au défendeur un bénéfice aux dépens du plaignant, c'est un acte malicieux qui en droit et en fait est un acte fautif, et par conséquent un acte délictueux, et par conséquent un acte générateur d'action s'il s'ensuit un préjudice ». La même question est revenue devant la Cour dans *Temperton v. Russell* (2) où le passage ci-dessus fut cité et où la même vue fut exprimée en termes parfaitement clairs. Il est donc établi par une autorité qui lie cette Cour qu'un acte, qui peut être licitement fait au préjudice d'autrui s'il est fait sans malice, est rendu illicite quand il est fait avec malice, et donne un droit d'action s'il est effectivement suivi de dommage. Nous avons été invités à définir la *malice*. On ne peut pas plus le faire qu'on ne peut définir la *fraude* et je ne le tenterai certainement pas. Chacun sait ce qu'on entend par un homme agissant malicieusement. Le seul tribunal reconnu qui puisse décider si un acte est ou non malicieux est le jury. Il y avait ici un matériel de preuves sur lequel le jury a pu arriver à la conclusion que ce qu'Allen a fait constituait une menace aux employeurs des plaignants que, s'ils continuaient à employer les plaignants, et ne s'engageaient pas à ne pas

(1) *L. R.* ; 6, *Q. B. D.*, p. 338.

(2) *L. R.* (1893) ; 1, *Q. B.*, 715.

les employer de nouveau, ils seraient lésés dans leur industrie, et que son motif était de punir les plaignants de ce qu'ils avaient fait antérieurement, et d'entraver leur liberté de gagner leur vie dans l'avenir. C'est pour cela que le jury était en droit de déclarer — et, par ses réponses aux deux premières questions posées par le savant juge, a déclaré — qu'Allen a agi malicieusement. Et c'est pour cela que les plaignants sont qualifiés à triompher dans leur action contre Allen en réparation du préjudice par là causé.

En ce qui concerne la demande contre Jackson et Knight, je n'entends pas enquérir sur la position exacte dans l'union des *officiers* de cette trade-union. Mais il est clair que le seul fait qu'Allen est délégué de district, comme on dit, ne peut en faire le serviteur de qui que ce soit, et, autant que je comprenne les règlements et la pratique de l'union, il n'y est nullement entendu qu'il soit le serviteur d'aucun membre de l'union. Ils visent à faire de lui un protecteur et un conseiller des membres de l'union et il peut donner des ordres à ceux-ci. Sa relation avec les membres n'est pas celle du serviteur avec le maître. On dit alors qu'il est le préposé (*agent*) des membres de l'union, — c'est-à-dire que chaque membre de l'union se trouve dans la relation d'un préposant (*principal*) avec Allen. S'il en était ainsi, chaque membre pourrait mettre fin à la relation à tout moment qui lui plairait. La relation de préposant et de préposé (*principal* et *agent*) doit être établie par le consentement des parties à cette relation et, quand ni l'une ni l'autre des parties ne comprend la relation comme étant celle de préposant et préposé, la relation n'est pas créée. Il est absurde de supposer que tout membre de l'union pense qu'Allen est son préposé, ou qu'Allen veuille être son pré-

posé. Si l'un des deux avait à être le *principal* (1), ce serait Allen qui devrait l'être. Les membres ont à faire ce qu'il leur dit, lui ou le conseil exécutif. En réalité il n'y a aucune relation de ce genre entre eux.

Donc les réponses aux deux premières questions rendent Allen responsable. La troisième question n'aurait pas du être posée au jury parce qu'il n'y a pas de preuve qui l'appuie. Et la quatrième question, que, nous devons le dire, le savant juge a été spécialement sollicité de poser au jury, n'aurait pas dû l'être non plus ; d'ailleurs, je dois confesser que je ne réussis pas à en comprendre la signification. Le résultat est que le défendeur Allen est responsable et que les défendeurs Jackson et Knight ne le sont pas. Les deux appels doivent donc être également rejetés. »

Le jugement du Lord Justice Lopes

« Je suis du même avis. C'est une action par deux charpentiers de navires contre trois défendeurs — Allen, le délégué de district de la *Boilermakers and Iron Shipbuilder's Union* et Jackson, le président, et Knight, le secrétaire général de l'union, pour avoir malicieusement et à tort et avec l'intention de nuire aux plaignants, induit la Glengall Iron Company, qui était à cette époque l'employeur des plaignants, à les renvoyer de son service. Le jury a déclaré qu'Allen avait bien induit la Glengall Iron Company à ce qui est ci-dessus allégué ; mais on prétend que cette

(1) Il est indispensable ici de conserver le mot anglais, car la transposition en équivalents français, comme mandant ou préposant, ferait disparaître l'idée de supériorité qui, dans cette distinction anglaise entre *principal* et *agent*, s'attache au premier des deux termes, et sur laquelle roule cette partie de l'argumentation de lord Esher.

déclaration du jury ne peut pas être maintenue parce qu'il n'y avait aucune preuve de malice, et par conséquent aucune preuve d'un acte délictueux quelconque de la part d'Allen. Il est parfaitement clair, comme il a été dit par le Maître des Rôles, qu'une personne peut conseiller à une autre de renvoyer un serviteur ou de rompre un contrat et qu'elle n'est pour cela rendue responsable à aucun égard. Mais peut-elle conseiller à une autre personne de renvoyer un serviteur ou de rompre un contrat, avec l'intention de nuire à ce serviteur ou à l'une des parties à ce contrat ? A mon avis c'est là une question de droit qui a été tranchée dans le cas de *Bowen v. Hall* et de *Temperton v. Russell*. J'entends le dernier mentionné de ces cas comme posant ce principe général que la personne qui induit la partie à un contrat à le violer, en visant par là à nuire à une autre personne, commet un délit civil générateur d'action ; et je ne vois pas de distinction entre induire une partie à un contrat à le rompre et induire une personne à renvoyer son serviteur, comme dans le cas présent. On dit qu'il n'y a pas preuve de malice, — pas preuve d'aucun acte délictueux. Je ne me propose pas de définir d'une façon exhaustive la *malice* ; mais je dirai, comme s'appliquant au cas présent, que, quand une personne fait volontairement un acte au préjudice d'autrui, sans aucune cause légale, c'est là preuve de malice. Cet état de choses existe-t-il ici ? A mon sens, il ne peut y avoir doute qu'Allen s'est rendu chez les employeurs avec l'intention de nuire aux plaignants. La preuve en est qu'il dit qu'il l'a fait pour punir les plaignants de ce qu'ils avaient fait dans une occasion antérieure. Il me semble donc clair qu'il est allé chez les patrons dans le but de nuire aux plaignants, et qu'il leur a causé un dommage, puisqu'ils ont été congédiés. Y avait-

il une excuse légale ou une cause légitime pour agir ainsi ? A mon sens, aucune. Il aurait pu, s'il l'avait jugé opportun, rappeler les ouvriers du fer, ou les ouvriers du fer auraient pu de leur propre initiative quitter le travail. Mais quel droit avait-il de se rendre chez les employeurs et les induire à renvoyer les plaignants ? Il me semble que, si la proposition que j'ai émise ci-dessus est correcte, ce cas y rentre parfaitement et qu'il existe des preuves abondantes sur le vu desquelles le jury pouvait se prononcer comme il l'a fait. Ceci dispose du cas dans la mesure où il concerne Allen et son appel doit être rejeté.

Au regard de l'appel sur le cas de Jackson et Knight il a été déclaré — et dans mon opinion correctement déclaré — qu'ils n'ont point autorisé Allen à agir comme il l'a fait et, dès lors, il doit être admis qu'ils n'ont pas malicieusement induit la Glengall Iron Company à renvoyer les plaignants. Je ne puis m'empêcher de penser que le juge aurait eu d'excellentes raisons, à la fin du « cas » du plaignant, de décider (lui-même, sans recours au jury) qu'il n'y avait pas de preuve contre Jackson et Knight. Ils étaient tous les deux à Newcastle et n'ont point été en scène quand l'interview entre Allen et les employeurs a eu lieu. Ils n'ont pris aucune part à l'affaire et n'ont probablement rien su de ce que faisait Allen. On dit que, malgré cela, ils seraient responsables et une argumentation légale nous a été soumise à cette fin qui est parfaitement saine, mais qui dépend d'un fait fondamental dans l'établissement duquel les plaignants ont complètement échoué. Elle dépend de l'établissement du fait qu'Allen était un préposé ou un serviteur. Il n'y a aucune preuve pour montrer qu'il l'ait été et je ne crois pas qu'il l'ait été. Le résultat est donc que cet appel doit aussi être rejeté. »

Le jugement du Lord Justice Rigby.

« Je suis du même avis. En ce qui concerne la question de savoir si, dans la classe de cas dont nous avons ici à nous occuper, ce qui autrement serait un acte licite peut être rendu illégal par l'addition d'une intention de nuire à une autre personne, qui, en fait, subit un dommage, j'ai seulement à dire que je considère que nous sommes liés par le cas de *Temperton v. Russell*. Dans les autres branches de la loi au regard de la propriété, il y a des cas bien connus dans lesquels un homme qui exerce son droit de propriété n'est pas rendu responsable pour la raison qu'il a agi en vue de nuire à une autre personne. Ceci est contraire à la loi civile et me paraît être contraire à la loi d'Ecosse, mais dans notre loi c'est bien établi et, si la matière était *res integra*, il pourrait y avoir quelque chose à dire en faveur de l'extension de ce principe à des cas de la présente espèce. A mon sens, toutefois, *Temperton v. Russell* a réglé la question et je n'ai pas la liberté de passer par dessus cette décision.

Au regard du contre-appel, je ne vois pas de principe sur lequel Allen puisse être traité comme l'*agent* ou le serviteur de chaque membre de l'union. Je laisse de côté la position spéciale des membres du conseil exécutif, car je n'y vois rien d'essentiel qui affecte cette question. Je ne vois aucun fondement pour dire qu'Allen puisse être traité comme préposé ou serviteur de chacun des membres de l'union. Il me semble être dans une situation tout à fait différente. La signification réelle des statuts est ceci : que chaque membre abandonnera son opinion privée et que tous choisiront les personnes qui dirigeront l'opinion de la

collectivité. Ils choisiront des personnes qui seront plutôt des maîtres que des serviteurs et ressembleront davantage à des *principaux* qu'à des *agents*. Je ne dis pas qu'ils soient l'un ou l'autre, mais ils ne sont pas *agents* ou *serviteurs*. Si une proposition aussi générale que celle qu'on a avancée était vraie, je ne vois pas de raison pourquoi chaque membre d'un club de Londres ne serait pas personnellement responsable, non seulement des actes du comité, mais de l'acte de tout serviteur du club qui fait une chose quelconque causant dommage injuste à quelque autre personne. J'admets donc que les deux appels doivent être rejetés. »

§ 3.

Les consultations des juges convoqués devant la Chambre des Lords.

Les faiblesses et les dangers de la doctrine de l'abus des droits. — Les deux variétés de l'intention de nuire. — Fin ultime ou moyen d'atteindre un but intéressé. — La délimitation des droits protégés contre l'atteinte des tiers par l'action ex delicto. — Droits acquis et expectatives de droits. Facultés légales et droits privatifs. — Droit à la liberté du travail et du commerce. — Sa nature et ses moyens de défense. — Abus du droit ou empiètement sur le droit d'autrui.

Cet arrêt du 4 avril 1895 ne fut frappé d'appel que par Allen. Les demandeurs s'inclinèrent devant la mise hors de cause prononcée en faveur du président et du secrétaire de l'*Iron Shipbuilders' Union*. Devant la juridiction suprême Allen se trouve donc seul en face de Flood et de

Taylor et son cas se présente désormais dans toute sa netteté et toute sa simplicité. La Chambre des Lords, qui n'était plus liée comme la Cour d'appel par l'autorité de *Temperton v. Russell* et pouvait, selon le mot de Rigby L J, passer par dessus ce précédent, va traiter la question de droit soulevée par ce cas, non pas seulement comme une question encore ouverte, mais comme une question vraiment neuve aux yeux de sa propre jurisprudence. La cause y fut plaidée une première fois, par les avocats des deux parties dans quatre longues audiences, entre le 10 et le 17 décembre 1895, devant le Chancelier Halsbury et les lords Watson, Herschell, Macnaghten, Morris, Shand et Davey. Ces premiers auditeurs l'estimèrent si importante et si délicate qu'il leur parut nécessaire de la renvoyer pour nouvelle audition devant une Cour élargie. Ils se donnèrent ainsi le temps de la réflexion. Une réflexion de près de 18 mois. Car ce fut seulement dans les séances des 25, 26, 29 et 30 mars et du 1^{er} et du 2 avril 1897 que l'affaire revint devant les premiers auditeurs auxquels s'étaient adjoint les Lords Ashbourne et James of Hereford et qui, d'autre part, avaient convié à venir les éclairer des lumières de leur expérience huit des principaux membres des tribunaux subordonnés. Au cours de cette seconde audition la cause fut plaidée à fond, comme le montre le résumé des arguments des conseils des parties donné par le *report* (1). A l'issue, et comme conclusion de ces débats contradictoires, la Chambre posa la question suivante aux huit juges appelés en consultation : « en admettant que la preuve donnée par les témoins des plaignants soit correcte, y avait-il preuve d'une cause d'action propre à être laissée

(1) *L. R.*, 1898 ; *Appeal Cases*, p. 4-11.

à l'examen du jury ? » (1) Au bout de deux mois de méditations, les juges consultants revinrent devant la Chambre des Lords et, dans son audience du 3 juin 1897, donnèrent lecture d'opinions qui, par l'étendue et la profondeur des vues et des discussions techniques qui y sont développées, contrastent avec la brièveté relative et l'allure volontairement superficielle des jugements des trois juges de la Cour d'appel. Leurs dimensions, — elles occupent dans les *Law Reports* (2) 56 pages d'impression très fine et très serrée — ne nous permettraient pas de les reproduire sans doubler l'épaisseur du présent volume. Et nous risquerions fort de trahir l'esprit intime de chacune d'elles en essayant de l'emprisonner dans des formules résumées. Bornons-nous à constater les positions finalement prises par leurs auteurs.

Deux seulement se prononcent pour la négative, c'est-à-dire pour le refus de toute cause d'action aux charpentiers mis en interdit : les juges Matthew et Wright. L'un et l'autre s'attaquent directement à la doctrine même de *Temperton v. Russell* en cherchant à saper les deux fondement sur lesquels elle prétend s'établir. Et d'abord l'affirmation qu'une intention perverse ou malveillante suffit à rendre délictueux l'acte qui, sans cet élément de volonté, apparaîtrait comme parfaitement licite. Alors que Matthew l'écarte principalement par des arguments de raison et en reprenant à son compte les formules que nous avons rencontrées dans les *dicta* du *Bradford Corporation case* (3),

(1) *L. c.*, p. 11.

(2) 1898, *Appeal Cases*, p. 11-67.

(3) *L. R.*, 1898 ; *A. C.*, p. 25 : « Le mot *malice*, dans le langage des actes de procédure civile, est de nature à provoquer des méprises, parce qu'il suggère qu'un acte acquerra ou perdra le caractère délic-

Wright s'efforce de démontrer qu'elle ne trouve pas d'appui réel dans les textes judiciaires antérieurs au *Temper-ton Case* ; que ces textes, dans leur ensemble, non seulement ne se prêtent point à justifier la proposition générale que, quand l'*injuria* n'existe pas ou n'est pas établie, la malice s'ajoutant au dommage suffit à la suppléer comme facteur de responsabilité civile ; mais, à l'exception d'une seule autorité (1), trop ancienne pour tirer à conséquence (2), ne peuvent pas même être invoqués en faveur d'une application de cette doctrine limitée à la défense du commerçant ou de l'ouvrier contre les entraves au libre exercice de leur commerce ou de leur métier (3). Si une proposition aussi naturellement féconde en applications pratiques, concluent-ils, faisait réellement partie du *common law* anglais, il y a longtemps qu'elle se serait

tueux par (la réaction du) motif dans lequel il est fait. Mais aucun motif, quelque méritoire qu'il puisse être, n'excusera l'acte fautif qui prive le prochain de son droit, alors que, d'autre part, l'exercice d'un droit qui entraîne une perte pour autrui ne devient pas générateur d'action par cela seul que son motif est *malicieux* au sens ordinaire du terme. »

(1) L'autorité de lord Holt dont le jugement dans *Keeble v. Hickeringill* (11 Modern, 74, 130 et 11 East, 574, n), contenait ce *dictum* : « Celui qui entrave un homme dans son commerce ou son gagne-pain est sujet à action pour l'avoir ainsi entravé » et mentionnait, parmi les cas où une action peut naître du chef de ces entraves à la liberté du travail, celui « ou un acte violent ou *malicieux* est fait contre l'occupation, la profession d'un homme ou ses moyens de gagner sa vie. » . .

(2) *L. c.*, p. 66-67. « On ne peut pas dire que *Keeble v. Hickeringill* lui-même ait obtenu reconnaissance comme établissant une doctrine générale de la loi. Décidé au temps de la reine Anne, et analysé dès ce moment dans les *reports*, puis d'une façon plus étendue en 1809 dans la note de *Carrington v. Taylor* (11 East, 571), il aurait dû être connu des juristes depuis près de deux siècles. Et pourtant on n'en trouve aucune citation, ni dans les *Leading Cases* de Smith, ni dans les *Precedents* de Bullen et de Leake. »

(3) *L. c.*, p. 64-65.

affirmée en bonne place dans les manuels ou autres livres classiques et qu'elle aurait reçu de fréquentes illustrations dans les recueils des cas décidés (1).

L'un et l'autre s'élèvent encore plus énergiquement peut-être contre l'extension de la doctrine de *Lumley v. Gye* du domaine originel de la provocation de tiers à rompre des contrats existants au terrain nouveau de la provocation à s'abstenir de passer des contrats ou de les renouveler, et travaillent à établir que cette doctrine ne peut servir à protéger que des droits acquis (*vested*), et définis présentant les caractères des véritables « droits positifs », et non des simples expectatives de droit ou des espérances de profits. « Les demandeurs, dit Matthew, se plaignent que le défendeur ait agi malicieusement en vue de « les priver d'un droit », le « droit de poursuivre leur travail et gagner des salaires ». Il est clair que ce prétendu droit « n'est pas né de contrats avec la compagnie *Glengall* ». Mais le jugement attaqué n'a voulu admettre « aucune distinction entre amener la rupture d'un contrat et empêcher un contrat d'être conclu. Il me semble pourtant que la distinction est de toute importance, et, même si le congédiement pouvait être traité comme l'acte du défendeur, je ne vois pas comment les plaignants pourraient le poursuivre comme auteur d'un délit civil. Aucun droit leur appartenant n'a été violé. La perte qu'ils subissent est un *damnum sine injuria* ». Vainement prétend-on que le droit des demandeurs qui aurait été enfreint par le défendeur serait « le droit de se livrer sans entraves à un travail ». On est obligé d'avouer que, si ce droit existe en tant que droit positif, c'est « un droit de nature quelque peu limitée » ;

(1) *L. c.*, pp. 26 et 66-67.

qu'il peut être atteint et entravé par le jeu régulier de la concurrence, par l'activité normale des coalitions du travail et par bien d'autres causes. « Le reliquat de cette prétendue propriété du travail ou de l'occupation, qui subsiste après toutes ces défalcations, est, dit-on, spécialement protégé et favorisé par la loi » et quiconque y porte atteinte « sans juste cause » s'expose à une action en dommages-intérêts ; « mais aucune autorité n'est citée à l'appui de cette prétendue règle. Il semble étrange qu'un principe affectant si profondément toutes les branches du travail soit resté jusqu'ici dormant dans la loi et n'ait jamais reçu la définition d'une autorité judiciaire ». « Je n'ai pas connaissance, conclut-il, d'une autorité quelconque en faveur de la proposition que la loi reconnaisse l'intérêt d'un homme dans son travail, sa profession ou son commerce, comme analogue à la propriété de la terre ou au droit créé par le contrat » (1) Wright reprend le même thème, quoique avec moins d'insistance, (2) et invoque un *leading case* de la première moitié du xix^e siècle (3) pour démontrer que, d'après les traditions de la loi anglaise, celui qui exerce « l'action délictuelle » doit, pour triompher dans sa demande, prouver que l'acte incriminé l'a préjudiciablement affecté dans quelque *droit légal* rentrant, comme les *droits positifs* de propriété, dans le cercle des droits acquis (*vested*), et ne pas se contenter d'établir qu'il a été « lésé dans ses intérêts ».

Les six autres juges se prononcent pour l'affirmative, c'est-à-dire pour la reconnaissance d'un droit d'action aux

(1) *L. c.*, p. 25-26.

(3) *L. c.*, p. 63.

(3) *Rogers v. Rajendro Drutt*, 13. *Moore, Privy Council Appeals*, 209, 237, 241.

ouvriers charpentiers, non pas comme l'avait fait Rigby, sur la foi du précédent de 1893 et par déférence pour ce précédent, mais à la suite d'un examen indépendant et parce que cet examen les a convaincus que la solution est juste en droit et en fait. Et quelques uns d'entre eux recourent, pour la motiver, à d'autres arguments que ceux qu'avait retenus l'arrêt du 4 avril 1895 et se refusent notamment à s'approprier les formules générales empruntées par cet arrêt à *Temperton v. Russell*. L'un d'eux, le juge Cave, croit même nécessaire d'abandonner le terrain procédural trop mouvant sur lequel la Cour d'appel s'était placée à la suite de Kennedy J, et choisit pour arriver au même but une voie sensiblement différente.

« Avant de passer, dit-il, à l'examen de la question que vos Seigneuries nous ont posée, il est désirable de rappeler certains principes qui doivent toujours être gardés à l'esprit. L'un de ceux-ci est que tout délit civil implique la violation ou la perturbation de quelque droit et réciproquement que tout droit est protégé contre la violation ou la perturbation par son action appropriée. L'autre principe est que la malice seule ne constitue jamais une cause d'action ou, en d'autres termes, ne transforme pas en délit civil ce qui autrement ne constituerait pas un délit » (1). Cave justifie ce rejet absolu de la proposition initiale de *Bowen v. Hall* et de *Temperton v. Russell* en invoquant l'arrêt rendu par la Chambre des Lords dans le *Bradford Corporation Case*, et en tire la conclusion que Flood et Taylor ne sont fondés à agir en justice que s'ils démontrent qu'Allen a violé ou troublé l'un de leurs droits.

(1) *L. R.*, 1898 ; *A. C.*, p. 28-29.

« Le premier point à trancher est si, parmi les subdivisions des droits de propriété ou de patrimoine, le *common law* reconnaît le droit d'acquérir des biens (*une property*) — c'est-à-dire le reconnaît comme un droit qui doit être protégé par une action contre la violation ou la perturbation, et non pas comme une simple liberté dont on peut jouir tant qu'elle n'empiète pas sur les droits des autres, mais qui ne sera protégée dans aucun cas par une action » (1). D'une longue revue des autorités invocables en la matière qu'il poursuit retrospectivement, au travers des *reports* et même des antiques *Year Books* jusqu'à 1410 (2), il déduit qu'il ressort indubitablement de l'ensemble de ces autorités judiciaires que celui qui est entravé dans l'exercice de son commerce, ou du métier qui constitue son gagne pain, par les actes malicieux d'un étranger, peut poursuivre contre l'auteur de ces actes la réparation du préjudice subi. Mais, de ce résultat certain, deux explications différentes ont été présentées dans le passé. Il faut opter entre elles :

« En présence de cet état des autorités, la question se pose si *Lumley v. Gye* et *Bowen v. Hall* doivent être fondés sur le principe, pour la première fois appliqué (en 1853) par Erle J. aux droits *ex contractu*, que la provocation suivie d'effet à la violation d'un droit est une cause d'action, ou sur le principe proclamé par Lord Holt (en 1706 dans *Keeble v. Hickeringill*) que celui qui entrave un autre dans son commerce ou le gain de sa vie est sujet à une action pour l'avoir ainsi entravé. Je m'aventure à penser que le principe de Lord Holt doit être préféré à celui de Erle J, parce que ce dernier est anormal et non

(1) *L. c.*, p. 29.

(2) *L. c.*, p. 29-33.

nécessaire et qu'il est à la fois et trop large et trop étroit. Il est anormal, parce qu'il n'y a pas d'autre exemple, autant que je le sache, dans la loi anglaise d'un droit *ex contractu* donnant naissance à un droit *in rem*. Il n'existe pas d'autre cas à ma connaissance, où deux personnes par un accord passé entre elles créent une obligation qui lie tout le reste du monde ». (1) Il n'est pas nécessaire, car sir William Erle lui-même, dans son livre sur les *Trade-Unions* (p. 13), trouve un autre fondement à la décision de *Lumley v. Gye*, en disant : « chacun a le droit de faire ce que bon lui semble de ce qui lui appartient, travail ou capital, dans les limites fixées par la loi ; ce droit implique l'interdiction de tout acte qui le violerait, et cette interdiction implique un remède contre cette violation ». La théorie d'Erle, la « théorie du contrat », est trop étroite, parce qu'elle est impuissante à expliquer les nombreux cas où le droit à la liberté du travail a été défendu par les juges contre les atteintes des tiers, alors qu'il n'y avait pas de contrat (2). Enfin cette théorie fondée sur l'idée de violation d'un contrat est, en même temps, trop large parce qu'elle conduirait à étendre l'action contre le provocateur à des cas dans lesquels elle n'a jamais été admise par la jurisprudence et ne pourrait l'être sans inconvénients, comme le domaine par exemple de la conclusion ou de la rupture du mariage (3). « En gardant à l'esprit les *dicta*

(1) *L. c.*, p. 34.

(2) *L. c.*, p. 35. Il cite notamment parmi ces cas où l'explication par le contrat ne peut plus avoir cours : le *Levet's Case*, (*Croke, Eliz.*, 289) qui remonte à 1593 ; *Garret v. Taylor* (*Croke, Eliz.*, 567) qui date de 1620, et les cas, eux-mêmes déjà fort anciens, de *Tarleton v. Mc Gawley* (1 Peake N. P. C., 270) (de l'année 1794) et de *Keeble v. Hickeringill* (11 East, 547, n.) de l'année 1706.

(3) *L. c.*, p. 35.

précités de Lord Holt et de sir William Erle, et en nous rappelant que les hommes gagnent leur vie par de presque insensibles gradations, en disposant de leur travail seulement, en disposant de marchandises qui doivent la valeur qu'elles possèdent uniquement au travail qui y a été dépensé, en disposant de marchandises dans lesquelles le travail qui y a été employé forme une portion continuellement décroissante de leur valeur, il me semble impossible au temps présent d'admettre qu'il y a une loi pour le comparativement riche marchand et une autre pour le comparativement pauvre ouvrier vivant de son labeur ; et c'est pourquoi je réponds à la première partie de la question qui nous est posée en disant que, à mon avis, Allen, en induisant les employeurs à renvoyer les plaignants de leur emploi, s'est rendu coupable d'une violation de leur droit de disposer librement de leur travail sans molestation et que c'est là un délit générateur d'action, à moins qu'il ne puisse le justifier en montrant qu'il y avait quelque cause ou excuse légale pour ce qu'il a fait. » (1)

« Etant admis maintenant que les plaignants avaient un droit à disposer de leur travail comme il leur plairait, limité seulement par le droit du défendeur de disposer du sien à sa guise, la question qui vient ensuite est celle-ci : Y avait-il quelque preuve de nature à être soumise au jury qu'un trouble ait été *malicieusement* apporté par le défendeur à ce droit des plaignants ? Dans *Bromage v. Prosser* (2), décidé en 1825, il a été dit que *malice* dans son acception populaire signifie malveillance envers une personne, mais dans son sens légal signifie un acte maléfaisant fait intentionnellement sans juste cause ou ex-

(1) *L. c.*, p. 36.

(2) 4 *Barneswall et Cresswell*, 247.

euse » (1). Il suffit donc dans l'espèce, pour qu'on puisse dire qu'il y a malice au sens technique du mot, qu'il soit établi, — et les faits l'attestent assez — que les actes d'Allen qui ont entraîné le renvoi de Flood et de Taylor aient été faits par lui « volontairement et sciemment », c'est-à-dire avec la connaissance et prévision du dommage qu'il allait leur infliger. Allen n'a plus dès lors qu'un seul moyen d'échapper à l'action en responsabilité : établir qu'il avait une cause ou excuse légale pour agir ainsi. Cette cause ou excuse pourrait être fournie par le désir d'améliorer les conditions de travail de ses camarades. Mais il ne saurait en fait l'invoquer. Car il est clair que, s'il a cherché à fermer aux plaignants tous les chantiers maritimes de Londres, c'est dans un but de punition, et non pas de concurrence (2).

Même attitude chez le juge Lawrence qui, parlant après Cave, manifeste sa volonté de faire un choix entre les deux explications de *Lumley v. Gye* et de *Bowen v. Hall* que celui-ci avait mises en opposition, en ouvrant sa consultation par ces mots : « Je pense que les principes sur lesquels ce cas doit être décidé doivent être cherchés dans les *dicta* de Holt C. J. dans *Keeble v. Hickeringill* » (3). Et c'est aussi dans la même direction que s'oriente le juge Grantham, qui croit également qu'il est nécessaire, pour légitimer la reconnaissance d'une cause d'action au profit des plaignants, d'établir qu'un de leurs droits a été violé, mais, qui, au lieu d'aller chercher avec Cave ce droit dans la catégorie des droits de propriété ou du patrimoine, l'envisage comme l'une des ramifications du droit de chaque

(1) *L. c.*, p. 37.

(2) *L. c.*, p. 37.

(3) *L. c.*, p. 58.

individu à l'indépendance de sa propre personnalité. « Son droit de travailler comme bon lui semble est autant un droit personnel de l'individu que son droit de n'être pas molesté dans sa personne ou sa propriété. C'est un droit de liberté personnelle. Personne ne nierait qu'il soit illicite de l'empêcher par force de travailler dans son jardin ; pourquoi ne serait-il pas dès lors illégal de l'empêcher par un acte malicieux de travailler à salaires pour quelque autre qui désire l'employer dans son jardin ?... Peut-on dire que notre loi est telle que, alors qu'il est admis que le fondement du capital est le travail, vous protégerez le capital et l'emploi du capital, mais refuserez de protéger le travail qui le crée » (1) ? Cloturant une revue des arrêts qui se rangent dans la même ligne que *Bowen v. Hall* et *Temperton v. Russell*, Grantham cherche à montrer que, à la lumière de ce principe directeur, ces cas se concilient aisément avec la décision de la Chambre des Lords dans *Bradford Corporation v. Pickles* : Ce que le défendeur faisait (dans cette dernière espèce) c'était d'accomplir sur sa propre propriété quelque chose qu'il avait le droit de faire, quoique en le faisant il voulut nuire et nuisit effectivement aux plaignants et qu'il agit malicieusement envers eux ; mais il n'a jamais été suggéré que, si le défendeur était sorti des limites de sa propriété et s'était ingéré dans la propriété des plaignants, il n'aurait pas été poursuivable » (2).

Deux autres d'entre les six juges favorables à l'affirmative, North et Wills, tout en s'efforçant de concilier et d'utiliser simultanément la justification proposée par Cave

(1) *L. c.*, p. 54.

(2) *L. c.*, p. 57.

et celle qui avait été donnée par Lord Esher dans *Temper-ton v. Russell* et dans l'arrêt du 4 avril 1895, n'acceptent qu'avec des réserves et des limitations les formules générales de ce dernier. « L'acte du défendeur, dit Wills, est un acte de nature et calculé pour infliger aux plaignants une grande perte et de grandes souffrances. Mais il ne s'ensuit pas qu'il ouvre une action. Il n'y a pas de cas (jugé) exactement semblable au présent et quelque discussion de principe est, dès lors, nécessaire. Il y a, naturellement, des actes qui sont des violations indubitables de droits définis, pour lesquels aucune controverse ne peut s'élever et pour lesquels le motif est sans importance. Un bon motif ne les rendra pas moins attaquables ; un mauvais motif ne fera pas qu'ils le soient davantage. Mais il y a, d'autre part, des actes qu'un homme a le droit légal défini de faire et qui, par conséquent, ne peuvent pas donner ouverture à action. Ici le motif est négligeable. Un bon motif n'accroît pas, un mauvais motif ne diminue pas le droit de les faire... Dans ces cas, c'est, me semble-t-il, une loi parfaitement claire que l'addition à l'exposé de la cause d'action de l'épithète « malicieux » et la preuve que la chose a été faite sous l'influence des pires motifs ne rendront pas la chose incriminée génératrice d'action : *Bradford Corporation v. Pickles*. Certes personne n'est plus profondément sensible que moi-même au mal que causerait tout relâchement dans cette règle. Mais il y a une large classe de cas qui appartiennent à une catégorie intermédiaire et dans lesquels on ne peut, ni dire que la chose faite par le défendeur donne un droit indiscutable et absolu d'action quelques soient les circonstances, ni dire que le défendeur a le droit absolu et sans condition de la faire quelles qu'en soient les conséquences pour d'autres.

Ce sont des exercices de liberté personnelle qui sont parfaitement licites en eux-mêmes, mais qui ne pourraient être tolérés sans entraver les exercices rivaux de liberté personnelle d'autres personnes » (1). Dans l'exercice de ces libertés, quand on va au-delà de ce qui est raisonnable, on commet un délit civil. Le critère de ce qui est raisonnable est quelquefois — comme par exemple en ce qui concerne la liberté de faire du bruit — à chercher dans l'élément de degré. Mais souvent aussi, — comme en ce qui concerne la faculté de fournir des renseignements commerciaux ou autres à une personne sur un tiers, — il doit être tiré de l'intention qui fait agir. « Dès lors, la notion qu'une même chose peut être licite ou peut être illicite, peut ou non constituer une cause d'action, selon qu'elle est faite ou non par haine ou malveillance ou pour quelque motif impropre, est fort bien connue de notre loi. Il me semble qu'il n'y a en principe aucune difficulté et aucune incongruité à l'appliquer au cas présent. Sûrement, faire de notre mieux pour priver un autre homme de son gagne pain et y réussir, peut fort bien être une cause d'action, quand c'est fait par pure rancune et pour punir un rival d'avoir concouru avec nous ou nos amis pour un travail qu'il avait autant de droit que nous et qu'eux de se procurer » (2). Et Wills clôture sa consultation en rectifiant encore sur un second point les affirmations de Lord Esher : « *Bowen v. Hall* a, je pense, été justement décidé, et il n'y a qu'un seul point de vue par lequel il me semble être ouvert à la critique. Le Maître des Rôles traite l'objet de procurer un bénéfice au défendeur aux dépens du plaignant comme étant nécessairement dans la phraséologie légale un objet

(1) *L. c.*, p. 45-46.

(2) *L. c.*, p. 47.

malicieux. Avec la plus grande déférence je suis obligé de dire qu'il me semble que c'est aller beaucoup trop loin et je pense que la question de savoir si l'acte incriminé est malicieux dépend de cette autre question : le défendeur a-t-il, en poursuivant ses propres intérêts, agi par des moyens et avec un manque de respect pour son voisinage tels qu'un honnête homme ne doit point s'y laisser aller ? (1) »

North développe à son tour sous une autre forme les mêmes réserves. « Cette proposition a été avancée audacieusement par le conseil des appelants que, quand un homme commet un acte qui n'est pas en lui-même illégal ou fautif, cet acte ne peut pas être rendu générateur d'action par la raison qu'il a été fait dans une intention malicieuse. Je ne comprends pas cette proposition. L'acte malicieux a été défini dans des centaines de cas, et civils et criminels, un acte malfaisant et injuste (*wrongfull*) fait intentionnellement sans juste cause ou excuse ; l'élément de malfaisance et d'injustice (*wrongfullness*) est essentiel, et un acte qui *ex hypothesi* n'est pas malfaisant et injuste ne peut pas, dans une exacte phraséologie légale, être un acte malicieux. Si cette proposition veut dire qu'un acte, en lui-même licite, ne peut pas être rendu générateur d'action, parce qu'il est fait dans un mauvais motif, comme la haine, la malveillance ou la vengeance, ou simplement pour vexer ou ennuyer, je dénie que la proposition soit saine en droit ou *universellement vraie*. Elle est beaucoup trop large. Chaque cas doit être considéré séparément. Dans beaucoup de cas sans doute elle est correcte. » Suit l'exemple emprunté à l'espèce du *Bradford Corporation Case*. « Mais

(1) *L. c.*, p. 51.

il y a beaucoup d'autres cas où l'existence d'un mauvais motif, ou de la malice au sens populaire du mot, rend générateur d'action ce qui en son absence ne le serait pas » (1). Et après avoir énuméré une série d'hypothèses, comme les actes de diffamation, où l'intention malicieuse joue un rôle déterminant, le juge North travaille à démontrer que les actes qui portent atteinte à la liberté du travail ou du commerce d'autrui ont toujours été rangés dans cette dernière catégorie (2).

Un défaut de confiance dans la solidité du fondement donné à l'action des demandeurs par la théorie du contrat et de la protection accordée contre les tiers aux droits nés du contrat perce au travers même de la consultation du juge Hawkins (3), le futur Lord Brampton, qui pourtant l'accepte (4). Il essaye d'abord d'échapper à la nécessité de se prévaloir de l'extension de l'action reconnue par *Lumley v. Gye* pour le cas de provocation à rompre des contrats existants au cas de provocation à ne pas en conclure de nouveaux, en invoquant les méthodes d'embauchage pratiquées sur les chantiers de réparations de navires pour présenter Flood et Taylor comme ayant été atteints dans des droits nés de contrats existants. « Les conditions dans lesquelles les plaignants, aussi bien que les métallurgistes, ont été employés sont les conditions usuelles et coutumières de ces engagements, c'est-à-dire qu'ils ont été loués et engagés pour la besogne (*for the job*), et qu'ils avaient

(1) *L. c.*, p. 40-41.

(2) *L. c.*, p. 42-44. North tente à cette occasion un intéressant essai de conciliation entre la théorie de *Temperton v. Russell*, ainsi dépouillée de ses prétentions à l'universalité, et la doctrine du *Mogul Case*, p. 42.

(3) *L. c.*, p. 11-24. C'est l'une des plus développées et des plus approfondies de ces huit consultations judiciaires.

(4) *L. c.*, p. 21.

le droit de revenir chaque jour jusqu'à ce qu'elle soit finie ou qu'ils soient renvoyés par leurs employeurs, par suite d'un relâchement du travail qui requiert moins de main-d'œuvre ou pour quelque autre juste cause, comme désobéissance ou mauvaise conduite... La besogne sur le Sam Weller a duré encore une quinzaine et il y a toute raison de supposer que les plaignants, sans l'intervention du défendeur, auraient continué à y être occupés jusqu'à ce qu'elle soit finie... » (1)... » C'est pourquoi, dit-il plus loin, je suis d'avis que si le mot « terminer » (le contrat) avait été substitué dans les conclusions (de Flood et d'Allen) à « violer », l'action aurait été justifiable sur ce fondement (provocation à rompre un contrat existant). Car, dans la vue que je prends de ce cas, je ne puis découvrir de différence substantielle entre une incitation injuste à violer un contrat, et une contrainte injuste à le terminer » (2).

Mais Hawkins ne se dissimule pas, sans doute, les objections d'ordre juridique que pouvait soulever cette présentation des faits, et que Mathew ne tarda pas à développer en réponse à sa consultation (3). Car il se rejette immédiatement du terrain de la théorie du contrat sur celui de la protection générale due et accordée par la loi aux libertés individuelles. « Je sais bien qu'on peut me demander : quel est donc le droit légal des plaignants qu'on prétend avoir été envahi ? Ma réponse est que ce droit... est le droit de poursuivre librement leur profession licite. Englobé dans ce droit, et comme une des parties composantes, est le droit au plein bénéfice de l'intérêt économique qu'ils ont dans ce que Lord Ellenborough

(1) *L. c.*, p. 11-12.

(2) *L. c.*, p. 14.

(3) *L. c.*, p. 28.

dans *Pitt v. Donovan* (1) qualifie une *expectative probable* par opposition à un droit acquis (*vested legal interest*) ; un élément essentiel pour assurer le succès et contribuer à la valeur de toute occupation d'où sont tirés les moyens d'existence. L'ouvrier à la journée qui, en affirmant ses qualités de régularité, d'honnêteté et d'habileté professionnelles, a amené son maître, pendant une longue série d'années, semaine par semaine, à renouveler ou continuer son engagement, trouve là le fondement pour sa « raisonnable et probable attente » qu'il peut compter sur la continuation de son engagement dans l'avenir. Ces « expectatives probables » sont également applicables à tous les commerces, grands et petits. Le grand commerçant aspire à faire fortune par une succession d'heureuses aventures qui, jusqu'à ce qu'elles soient réalisées, ne sont plus ou moins que des « expectatives probables ». Le boutiquier, qui dépend d'une succession de clients futurs pour la prospérité de son affaire, n'a aucun droit légal à réclamer leur clientèle ; mais il a l'expectative probable qu'il pourra l'obtenir. C'est analogue à l'achalandage d'une affaire vendu à une nouvelle firme que Lindley L. J. définit « le bénéfice provenant des relations et de la réputation commerciales », (*Lindley, on Partnership* I, p. 441) et Lord Romilly « la probabilité que les anciens clients iront à la nouvelle firme », dans *Labouchère v. Dawson*. (1872 L. R. 13. Eq. 332). Tous comptent sur les « expectatives probables » attachées à leur commerce ou à leur métier et la loi entoure de sa protection chaque homme dans ses efforts honnêtes pour gagner sa vie ». Et Hawkins assemble une série d'arrêts empruntés au domaine de l'expropriation forcée et à divers

(1) (1813), 1. Maule et Selwyn, 639.

autres pour montrer que la protection de la loi est reconnue à cet « intérêt dans l'expectative probable du commerce ou du travail (1) ».

Hawkins sent encore le besoin de renforcer cette argumentation en entrant dans l'analyse technique de la notion de « malice » (2) à laquelle la Cour d'appel s'était refusée et en faisant intervenir, à côté de la malice, comme facteur de faute et de responsabilité à la charge du défendeur, l'élément de menace et de contrainte, (3) ce qui l'amène à développer des vues fort suggestives, mais trop complexes pour que nous puissions le suivre pour l'instant, sur le rôle que la violence morale peut jouer dans la théorie générale des *torts* ou délits civils.

Ces brèves indications ne sauraient donner une idée exacte de la variété et de la richesse des points de vue qui ont été successivement abordés dans ces huit consultations lues à l'audience du 3 juin 1897. Elles suffisent toutefois à montrer que le problème soulevé par le cas d'*Allen v. Flood* y fut étudié d'une façon autrement approfondie que dans l'arrêt de la Cour d'appel du 4 avril 1895 et y forma l'objet d'une discussion vraiment contradictoire entre des représentants particulièrement qualifiés de la magistrature anglaise. En possession de ces consultations, les membres de la Chambre des Lords s'accordèrent six nouveaux mois pour réfléchir et émirent enfin leurs avis définitifs dans la séance du 4 décembre 1897.

Maintenant que nous avons retracé les origines et la marche du procès de Flood et Taylor contre Allen, et rapproché le cas posé par ce procès de la double série de ses

(1) *L. c.*, p. 16-17.

(2) *L. c.*, p. 18.

(3) *L. c.*, p. 17.

précédents, laissons la parole aux juges de la Chambre des Lords et bornons-nous à transcrire aussi fidèlement que nous le pourrons le report d'*Allen v. Flood*. Nous lui ferons toutefois subir une modification de forme. Il donne, selon l'usage, les divers « jugements » dans l'ordre où ils ont été délivrés, entremêlant ainsi les plaidoieries judiciaires présentées à l'appui des deux thèses concurrentes. Il nous a paru désirable, dans un intérêt de clarté, de grouper dans des chapitres distincts, d'abord les opinions dissidentes des trois lords qui, battus en 1897, devaient prendre une éclatante, mais peut-être passagère, revanche en 1901 dans le cas *Quinn v. Leatham*, puis les opinions des six juges de la majorité. Nous croyons aussi devoir pratiquer quelques coupures dans la partie de ces opinions qui est consacrée à l'examen des faits et la discussion des témoignages. Reproduit intégralement dans ses neuf versions successives, cet exposé risquerait de devenir fastidieux pour le lecteur, et il nous sera parfois possible de l'émonder ou de l'abrégier sans nuire aucunement à la compréhension de la véritable partie doctrinale de l'arrêt de la Chambre des Lords dans *Allen v. Flood*.

CHAPITRE II

Les opinions des membres de la minorité

La minorité se composa, on se le rappelle, de trois membres : lord Halsbury, lord Ashbourne et Lord Morris. A raison de sa situation de Chancelier, lord Halsbury fut appelé le premier à exprimer son opinion et la développa avec une particulière ampleur. Il fut en 1897 le principal défenseur des doctrines de combat contre la mise à l'index et les autres mesures de proscription économique mises en œuvre par les trade-unions, comme il sera en 1901 l'un des principaux artisans du réveil victorieux de ces doctrines.

SECTION I

L'OPINION DU CHANCELIER LORD HALSBURY (1)

L'indécision des limites entre la provocation à rompre un contrat et la provocation à ne pas le renouveler. — Rapport de cause à effet entre la communication aux patrons de la menace conditionnelle de grève et le renvoi des charpentiers. — Le droit individuel à la liberté du travail. — Pas de droit sans remède. — Argument d'autorité en faveur

(1) 1898, *Appeal Cases*, p. 67-90.

de l'extension de l'action *ex delicto* à cet office. L'obstruction intentionnelle de la liberté du travail d'autrui engendre responsabilité civile des conséquences de cette obstruction. La doctrine du *Mogul Case* n'est pas incompatible avec cette conclusion. Les deux sortes d'intention de nuire distinguées par elle. En l'absence de l'excuse légale fournie par la recherche d'un gain personnel, l'infliction intentionnelle d'un préjudice aux concurrents économiques devient délictueuse. — Les précédents américains en faveur de cette limitation au libre jeu de la concurrence ouvrière. — L'intimidation ou la violence morale comme ingrédients du délit civil. La contrainte de la menace de grève. — Ses effets par rapport aux victimes indirectes de la violence — Constatation par le verdict du jury de l'absence de l'excuse légale à l'obstruction tirée de l'intérêt personnel. — L'influence du mobile d'action sur la valeur légale de l'acte accompli. Essai de conciliation avec le *Bradford Corporation Case*. — Hypothèses où la loi des torts tient compte de l'intention : poursuites malicieuses ou vexatoires, diffamation. — L'emploi de la force syndicale à des fins malicieuses. — Il ne peut, dans l'espèce, fonder le délit de conspiracy. Mais il rend plus dangereuse la violence morale exercée individuellement par Allen. — Questions de procédure et questions de fond soulevées par l'allégation de manœuvres frauduleuses (*False representations*). — Les dangers sociaux de la doctrine des juges de la majorité.

My lords, dans ce cas les deux plaignants ont poursuivi trois personnes comme défendeurs pour avoir malicieusement et injustement, et avec l'intention de leur nuire, intimidé et contraint leur employeur, à savoir une compagnie appelée la *Glengall Iron Co*, à rompre ses contrats et à ne pas entrer dans de nouveaux contrats avec eux, par quoi les plaignants ont souffert dommage.

J'ai sommairement exposé la cause d'action, telle que

je conçois qu'elle doit être, afin de discuter en lui-même le principal et important principe qui est en jeu dans le jugement de cet appel. Mais je reviendrai sur ce qui concerne les conclusions des parties (1) et la marche de la procédure de vérification des faits (2) devant Kennedy J., parce qu'il me paraît que quelque confusion a été créée en ne tenant pas les objections contre ces parties subordonnées de l'appel séparées de la cause d'appel elle-même telle que je l'ai exposé.

Les deux plaignants sont des charpentiers maritimes et travaillaient à leur métier sur le bateau en réparations appelé le Sam Weller....

Je pense qu'il y a beaucoup à dire sur le doute que soulève Hawkins J. dans son opinion si élaborée et si savante au sujet de l'exactitude de la supposition (ou du point de départ), sur laquelle les parties ont conduit le procès, à savoir qu'il n'y avait pas de relation contractuelle entre les employeurs et les employés de nature à porter dans le débat la question de savoir s'il y avait eu une incitation

(1) Il est difficile de traduire autrement que par un à peu près ces mots du texte anglais : question of pleadings. Dans l'ancienne procédure des brefs ou writs, les *pleadings* ont tenu une place analogue à celle qu'occupe la procédure *in jure* dans la procédure formulaire romaine. Cf. LAMBERT, *L'enseignement du droit comparé. Sa coopération au rapprochement entre la jurisprudence française et la jurisprudence anglo-américaine*, p. 30-31. Dans la langue contemporaine ce mot désigne encore la partie de la procédure qui va de la présentation de la demande jusqu'à l'*issue*, c'est-à-dire la fixation par l'échange des conclusions successives des parties de la question de fait ou de droit à soumettre finalement au jury ou à la cour.

(2) *Course of the trial*. Le mot *trial*, qui dans la vieille procédure des actions individualisées a désigné la phase de l'instance correspondante à ce qu'était dans la procédure formulaire romaine, la procédure *in judicio*, est encore un terme qui n'a pas d'équivalent exact dans notre langue juridique française ; c'est le jugement des faits, et notamment l'épreuve par le verdict du jury.

adressée à la Glengall Iron Co de rompre ses contrats avec les plaignants. Mais pour l'instant j'admettrai qu'il n'y avait pas de contrat par lequel la compagnie fut tenue à garder les plaignants à son service jusqu'à ce que la réparation du bateau fut achevée, mais que, d'autre part, il n'y avait pas de doute raisonnable que, sans ce qui a été fait par le défendeur, ils auraient été gardés au travail jusqu'à l'achèvement des réparations.

My lords, il ne me concerne pas de discuter minutieusement la preuve là où les témoins sont en conflit ou quand on peut prétendre que les témoins, sur lesquels s'appuient les plaignants, ont exagéré ou mal compris ce qui a été dit par le défendeur. Ces questions sont de la compétence du jury et c'est à lui, et non à moi ou à quelque autre personne, qu'il appartenait de décider s'il y avait ici quelque preuve qui lui parût raisonnable.

Les plaignants font preuve que, pendant qu'ils étaient ainsi employés, le défendeur Allen vint trouver le manager responsable de la Glengall Iron Company et lui fit certaines communications (dont je m'occuperai présentement, parce que bien des choses dépendent de la nature de ces communications) et que, en conséquence de ces communications, ils ont été renvoyés de leur emploi. Que l'un soit la conséquence de l'autre, quoique en un certain sens ce soit une question de fait, j'avoue que je suis surpris à un haut degré de l'entendre mettre en doute... L'un des fonctionnaires de la compagnie (1), il est vrai, explique que c'est pour la paix et la tranquillité du chantier que les plaignants ont été congédiés. Mais, quoique son témoignage

(1) Le texte du *report* porte, par suite d'un lapsus apparent, de la « defendant company ». La compagnie Glengall n'était pas en cause dans l'espèce.

ait été accompagné d'expressions telles que celles-là, je n'aurais pas cru que personne eût pu sérieusement mettre en doute que ce qu'il avait entendu dire (et même, je pense, avait effectivement dit, dans l'usage ordinairement intelligible du langage), était qu'il les avait renvoyés, parce qu'il ne pouvait pas laisser interrompre le travail sur son chantier. Je confesse que je suis complètement incapable de comprendre ce qui est énoncé par quelques-unes de vos Seigneuries : que les ouvriers n'ont pas été renvoyés à raison de quelque chose qu'ait dit Allen, et que les chaudronniers (1) auraient cessé de travailler même si Allen n'avait rien dit. Ce n'est pas là (ce qui résulte de) la preuve ; et, ce qui est plus important, c'est en opposition avec la déclaration expresse du jury en réponse à la question de Kennedy J., comme je vais le montrer. Et, en réalité, si c'était exact, il n'y aurait rien à discuter, puisque, dans ce cas, Allen n'aurait rien fait qui ait causé dommage à quelqu'un.

Et maintenant je noterai, d'aussi près que je le puis, le langage qui est allégué avoir été employé par Allen dans ses communications. Je cite d'abord ce qui a été exposé par M. Halkett, qui était le directeur technique de la Glengall Iron Co. Allen a dit « que quelques-uns des ouvriers en chaudières qui travaillaient sur notre chantier lui avaient fait savoir qu'ils désiraient le voir : qu'il se

(1) Les ouvriers du fer employés à la réparation du Sam Weller appartenaient à une corporation d'ouvriers travaillant principalement à la fabrication des chaudières. Grantham déclare dans sa consultation, *l. c.*, p. 53, que les *boiler-makers* n'avaient pris que depuis une date relativement récente l'habitude de s'employer aux travaux généraux du fer, aussi bien qu'à ceux de la chaufferie. Et il en argumente pour établir que les charpentiers n'avaient rien fait d'incorrect, même au point de vue des relations syndicales, en travaillant aux tâches du fer.

rendit près d'eux et eut un entretien avec eux, qu'ils lui dirent qu'il y avait deux charpentiers engagés à notre service qui étaient connus comme s'étant livrés antérieurement aux travaux du fer sur le chantier de Mills et Knight, et que, si ces deux hommes n'étaient pas renvoyés de notre service le jour même, tous les ouvriers du fer appartenant à la société cesseraient le travail ce même jour... » La substance de ce qu'il a dit était (continue M. Halkett) que, *en réalité, ils cherchaient à mettre fin à cette pratique* des charpentiers de se livrer aux travaux du fer... Ce n'était pas par malveillance contre nous-mêmes, contre des ouvriers en particulier, — Flood et Taylor —, (qu'ils agissaient) ; mais qu'ils — les métallurgistes — avaient mis dans leur tête, — ou nous avons mis dans notre tête — que toutes les fois qu'il serait connu que des charpentiers auraient été engagés pour accomplir le travail du fer, les constructeurs de chaudières cesseraient de travailler sur le même chantier et au même service. »

Alors une question fut posée (à M. Halkett) : « Dit-il quelque chose au regard de Flood et de Taylor en ce qui concerne les autres chantiers en dehors des vôtres ? » Et la réponse fut : « Non ; (il ne parla) pas en particulier (de ces chantiers), mais (il dit) d'une manière générale que ces hommes seraient suivis — qu'ils étaient connus, mais il était assez malaisé de les faire connaître —, et que partout où ils seraient employés la même action serait reprise qui avait été exercée dans notre chantier. » Il dit aussi : « Vous n'avez pas d'option... Si vous continuez à employer ces hommes, les nôtres vous quitteront... » Ce fut en conséquence de cela que les hommes furent renvoyés. Ce fut par crainte de la réalisation de la menace que les ouvriers s'en aillent, — les constructeurs de chaudières. Si ces ouvriers

en chaudières avaient quitté ou avaient été rappelés, cela aurait sérieusement entravé notre affaire... Sa menace de débaucher les ouvriers du fer s'étendait à tous les hommes que nous avions à notre service en quelque lieu que ce fut. Il en vint à dire (après une interruption embarrassante) que « la menace était de retirer les ouvriers du fer, au service de la Glengall Iron Co, de toutes les besognes sur les divers bateaux qu'avait assumées la compagnie et auxquelles étaient employés les hommes de leur union. »

M. Edmonds, le contremaître de la Glengall Iron Company, déposa comme il suit : « M. Halkett me fit appeler et quand je fus entré dans son bureau, il me dit : » M. Allen sort d'ici. Il dit que, si ces deux hommes, — c'est-à-dire Flood et Taylor, — « ne sont pas congédiés, tous les ouvriers du fer abandonneront le travail ou seront rappelés. » Je ne suis pas sûr du mot qui a été employé. J'ai demandé à M. Allen pour quelle raison. Il a dit : parce que ces deux hommes ont travaillé chez Messieurs Mills et Knight aux travaux du fer. Je lui ai dit que je pensais qu'il était tout à fait arbitraire de sa part de faire pareille chose. Je lui dis que je pensais qu'il n'était pas juste de nous faire expier les péchés de Messieurs Mills et Knight. »

Question : « Se produisit-il encore autre chose ? »

Réponse : « A raison de ce que nous n'employions pas les charpentiers aux travaux du fer et ne l'avons jamais fait — ce n'est pas l'usage à la Glengall, — il y eut encore pas mal d'autre conversation, mais rien d'essentiel pour ce cas. Il dit que telle était la situation et que, si ces hommes n'étaient pas renvoyés, les leurs « seraient rappelés ou quitteraient ». Je ne suis pas sûr du terme qu'il a employé. Nous échangeames ensuite quelques mots, M. Allen et moi,

mais rien d'important pour l'affaire : Je pense que c'est tout ce qui est essentiel pour ce cas. »

Question : « Fut-il dit quelque chose pour les autres chantiers ? »

Réponse : « Oui. Comme je faisais valoir qu'il n'était pas juste de visiter chez nous les péchés de Mills et Knight, il dit que les constructeurs de chaudières seraient rappelés de tout chantier où ils (Flood et Taylor) se trouveraient —, qu'ils (les deux charpentiers) ne sauraient être autorisés à travailler nulle part sur la rivière à Londres. »

Comme je l'ai dit, en présence de ce matériel de preuve, comment quelqu'un peut-il douter que ce soient les communications faites par Allen qui aient causé le renvoi de ces deux hommes ? C'est là ce que je ne puis comprendre. Et, dans tout ce que j'aurai à dire ensuite, j'admettrai comme prouvé, ou tout au moins comme établi par une preuve propre à être soumise à un jury, que c'est Allen qui a causé le renvoi des plaignants.

La première objection faite au droit des plaignants de recouvrer (des dommages-intérêts) pour la perte qu'ils ont, ainsi indubitablement soufferte est qu'aucun droit de ceux-ci n'a été violé et que le droit invoqué en leur faveur n'est pas un droit reconnu par la loi ou, en tous cas, n'est qu'un droit dont n'importe quelle autre personne est admise à les priver pourvu qu'elle s'abstienne de violence physique ou d'obstruction. Je pense que le droit d'employer leur travail comme ils le veulent est un droit à la fois reconnu par la loi et suffisamment gardé par ses dispositions pour faire de tout empiètement indu sur ce droit un délit générateur d'action civile.

De très anciennes autorités de la loi ont reconnu ce droit ; et, à mon avis, on ne saurait trouver aucune auto-

rité qui le conteste ou le limite. Le maître d'école qui se plaint que ses écoliers aient été assaillis (1), le propriétaire de carrière qui se plaint que ses serviteurs aient été menacés et molestés (2), ont été l'un et l'autre tenus avoir un droit d'action. Et il me paraît que l'importance de ces cas, et le principe qu'ils établissent, n'ont pas été suffisamment pris en considération. Il y est dit que les menaces de violence et la violence effective sont des moyens illégaux. La légalité des moyens sera discutée plus loin. Mais le point sur lequel ces cas sont importants c'est l'existence du droit. Ce n'était pas le maître d'école qui avait été assailli, ce n'était pas le propriétaire de carrière qui avait

(1) Allusion aux *Schoolmasters' Cases*, deux cas d'actions portées par des maîtres d'école à raison d'atteintes à leur clientèle qui se trouvent dans les antiques *Year Books*, et remontent aux règnes, l'un de Edward III, l'autre de Henri IV (11 Hen. IV, 47). Dans le premier de ces cas, où les écoliers avaient été effrayés par des coups de feu et empêchés ainsi de se rendre à l'école, une action avait été admise au profit du maître que cette clientèle avait quitté, tandis que, dans le second cas, l'action fut rejetée parce que le dommage dont se plaignait le demandeur résultait de l'établissement d'une école rivale, et par conséquent du jeu de la concurrence. Il faut croire que les magistrats anglais, qui continuent à citer et à opposer l'un à l'autre ces deux « cas des maîtres d'école », ne se reportent pas directement au texte français devenu difficilement compréhensible. Car, dans la consultation du juge Grantham (*L. R.*, 1898 ; *A. C.*, p. 55), le premier de ces textes est cité de la façon suivante (29 Edw. 3, 18). Sir Frederick Pollock, dans une brève note sous le report du *Council of Law Reporting*, constate qu'à la page des *Year Books* ainsi citée, on ne trouve qu'un seul cas concernant un *trespass* ou une action fondée sur la violation d'un droit, et qu'il y est question d'une atteinte à « un droit de foire », et non à la clientèle d'un maître d'école. Et, de notre côté, nous avons vainement cherché ce texte à la page indiquée de la seconde partie des « reports des cases » de Edouard III dans l'édition en lettres gothiques des *Year Books* de 1679, ainsi que dans la table de ce volume.

(2) Encore une allusion à un cas resté célèbre dans la jurisprudence anglaise et encore fort ancien, — il date de 1620, — le cas de *Garrett v. Taylor*, reporté par Croke, *temp. Eliz.* 567.

été violenté ou menacé ; mais néanmoins le maître d'école fut tenu qualifié à porter action du chef de la perte des écoliers fréquentant son école et le maître-carrier à raison de la perte des ouvriers de sa carrière. Ils étaient des tiers ; aucune violence ou menace ne leur avait été appliquée et la cause d'action qu'ils étaient qualifiés à faire valoir était l'effet indirect sur eux-mêmes des violences et menaces appliquées à d'autres personnes.

My lords, à mon avis, il y a des autorités ayant force obligatoire pour montrer que la question préliminaire, à savoir s'il existe au profit des plaignants un droit de poursuivre leur métier sans molestation, doit être résolue par l'affirmative. La question de savoir quel est le droit qui a été envahi semble avoir été raisonnablement réglée et l'universalité du droit de tous les sujets de Sa Majesté ne me semble pas être un argument contre l'existence de ce droit. Il fait d'ailleurs partie de cette franchise, de cette liberté d'action qui, à notre avis, peut être trouvée à la base de tous les principes de notre loi.

Comme je l'ai dit, je m'occuperai séparément, et du remède contre la violation de ce droit, s'il a été violé, et des moyens par lesquels on allègue qu'il a été violé.

Sur cette partie du cas je désire citer et faire mien le langage du baron Bramwell dans *Reg. v. Druit* (1). « Quand la loi donne ou plutôt reconnaît un droit, elle prévoit un chatiment ou un remède pour la violation de ce droit. C'est une règle cardinale et une règle évidente. La vieille expression qu'il « n'y a pas de tort sans remède » peut être aussi interprétée comme signifiant qu'il n'y a pas de droit sans remède. Le remède est tantôt dans une procé-

(1) 10 Cox. Criminal Cases, 600.

dure criminelle, tantôt dans une procédure civile, tantôt dans l'une et l'autre. Ayant fait ces remarques générales, il faut en faire une autre qui est aussi familière à tout anglais — à savoir qu'il n'y a pas de droit dans ce pays et sous nos lois qui soit aussi sacré que le droit de liberté personnelle. Aucun droit de propriété ou droit au capital, sur lequel il y a eu tant de déclamation, n'est aussi sacré et aussi soigneusement gardé par la loi que le droit de liberté personnelle. On sait assez les peines qu'a pris le *common law*, par le writ, comme on l'appelle, d'habeas corpus, complété par les statuts, pour assurer à chaque homme sa liberté personnelle — (en édictant) qu'il ne pourra être mis en prison sans cause légale et que, quand il l'est, il doit être amené devant un magistrat compétent dans un temps donné et mis en liberté ou soumis au châtiment. Mais cette liberté n'est pas seulement la liberté du corps. C'est aussi la liberté de l'esprit et de la volonté ; et la liberté d'esprit et de volonté pour tout homme de dire comment il disposera de lui-même, de ses facultés, de ses talents, et de son industrie est tout autant sujette à la protection de la loi que la liberté de son corps. En général le procédé par lequel on a cherché à contrôler (et maîtriser) l'opération des volontés des hommes a été d'imposer des contraintes à leurs corps, et c'est pour cela qu'il n'y a pas autant de cas où la liberté d'esprit ait été défendue qu'il y en a pour la liberté du corps. Et pourtant, si un certain nombre d'hommes convenaient ensemble de contraindre cette liberté d'esprit et de pensée par la force et les entraves physiques, ils se rendraient coupables d'une infraction pénale — celle qui consiste à « conspirer » contre la liberté d'esprit et la liberté de volonté de ceux à l'égard desquels ils se seraient ainsi conduits... »

On dit, il est vrai, qu'une action du chef de la transgression de ce droit est une nouveauté ; mais je ne suis pas d'avis que ce le soit, ni que, s'il en était ainsi, ce pût être un argument suffisant. Toute l'histoire de l'action *on the case* (1) depuis 13 Edw. 1. ch. 24 (2) jusqu'au temps présent affirme le principe que, quand il y a des cas qui tombent sous le même droit et requièrent le même remède, de nouveaux précédents doivent être créés.

Ainsi dans *Pasley v. Freeman* (3), par Ashhurst J : « Un autre argument dont il a été fait usage est que c'est un nouveau cas et qu'il n'y a pas de précédent pour cette action. Quand des cas sont nouveaux dans leur *principe*, alors j'admets qu'il est nécessaire d'avoir recours à l'intervention législative afin de remédier aux abus (qui peuvent en résulter) ; mais quand le cas n'est nouveau que dans l'espèce (*instance*) et qu'il n'y a de question que sur l'application d'un principe reconnu dans la loi à ce nouveau cas, il appartient tout autant aux cours de justice d'appliquer le principe à un cas qui peut se présenter au bout de deux siècles qu'il leur appartenait de le mettre en œuvre il y a deux siècles. S'il n'en était pas ainsi, nous devrions

(1) Sur le rôle occupé dans l'ancien système procédural des brefs ou writs par les actions *on the case*, et en particulier par les actions *of tresspass* et *of deceit on the case* : Cf. HOLDSWORTH, *History of English Law*, II, p. 378-379 et III, p. 329 et s.

(2) Il est à peine utile de rappeler qu'il s'agit là du célèbre statut de Westminster II de 1285, qui a formé le point de départ du développement des brefs ou writs *in consimili casu* et, par là, de l'épanouissement en un corps complet de remèdes judiciaires du vieux système de procédure anglaise que Maitland (introduction au tome I de l'édition par la Selden Society des *Year Books* d'Edward II, p. xvii, Cf. LAMBERT, *L'enseignement du droit comparé*, p. 42) a si justement rapproché de la procédure formulaire romaine. (Cf. MAITLAND, *Equity and the forms of Action*, 344-346).

(3) 3 *Term Reports*, p. 63 (1789).

raier de nos livres de droit la quatrième partie des cas qui s'y trouvent ».

On dit d'abord que la compagnie agissait dans les limites de ses droits légaux en renvoyant les plaignants. Sans doute ! Mais cela doit-il affecter la question de la responsabilité de la personne qui l'a amenée à agir ainsi par les moyens qu'elle a employés ? Les écoliers qui avaient déserté l'école avaient le droit de le faire. Les mineurs étaient également en droit de ne pas travailler pour le carrier. Les indigènes étaient en droit d'éviter de courir le risque d'être atteints par des coups de feu (1). Mais la question est : qu'est-ce qui a été la cause de ce qu'ils ont exercé leur droit légal ?

La question doit être si ce qui a été accompli en fait, et ce qui en fait a amené le renvoi du plaignant, était ou non un tort générateur d'action. Je n'ai jamais entendu dire qu'un homme, qui a été congédié de son emploi à raison de quelque diffamation, ne puisse pas soutenir une action contre le diffamateur parce que le maître a le droit légal de le renvoyer.

En traitant la question je ne puis désirer une meilleure exposition de la loi que celle qui est contenue dans le jugement admirablement raisonné du Lord Justice Bowen :

(1) Allusion au cas, constamment cité malgré son ancienneté, de *Tarleton v. Mc Gawley* (1 Peake, *Nisi Prius*, 270) qui nous reporte à l'année 1794 et où fut admise une action en dommages-intérêts contre le maître d'un navire qui, sur les côtes africaines, avait tiré des coups de canon sur des barques, contenant des nègres qui s'approchaient du bateau d'un concurrent commercial, pour les effrayer et les empêcher de trafiquer avec ce concurrent. L'action du concurrent fut admise par ce motif : « Si ç'avait été une chose accidentelle, il n'aurait pas été possible de soutenir une action ; mais il est prouvé que le défendeur a exprimé l'intention de ne permettre aucun trafic jusqu'à ce qu'une créance qu'il avait contre les indigènes eût été acquittée. »

dans le *Mogul Case* (1) dans la Cour d'appel : « Intimidation, obstruction et molestation sont défendues ; de même, l'est aussi le « procurement » (2) intentionnel de la violation de droits individuels contractuels ou autres, en supposant bien entendu qu'il n'y ait pas de juste cause à cela. L'éloignement intentionnel de clients par des démonstrations de violence : *Tarleton v. M. Gawley* (3), l'obstruction d'acteurs en scène par des huées préconçues : *Clifford v. Brandon* (4) et *Gregory v. Brunswick* (5), la dispersion du gibier dans les canardières par le tir de coups de feu : *Carrington v. Taylor* (6) et *Keeble v. Hickeringill* (7), l'éloignement par l'obstruction ou la menace de serviteurs ou d'ouvriers : *Garret v. Taylor* (8) ; la persuasion de personnes engagées dans des contrats personnels à les rompre : *Bowen v. Hall* (9) et *Lumley v. Gye* (10), sont tous des exemples de ces actes défendus ».

Il y a lieu d'observer que, dans ce que dit Bowen L. J., obstruction et molestation, ou « procurement » intentionnel de la violation de droits individuels, contractuels ou autres, (toujours en supposant qu'ils n'aient pas de juste cause) sont présentés chacun individuellement, quand il en résulte un dommage, comme des délits générateurs

(1) *L. R.*, 23 ; *Q. B. D.*, 614.

(2) C'est-à-dire la provocation suivie d'effets d'une autre personne à violer ces droits.

(3) 1 *Peake N. P. C.*, 270.

(4) 3 *Campbell*, 358.

(5) 6, *Manning et Granger*, 205, 953.

(6) 11 *East*, 571. C'est le second « cas de la canardière » qui date de 1809.

(7) 11 *East*, 574, n.

(8) *Croke. Jac.*, 567. Cas remontant à 1620.

(9) *L. R.* ; 6, *Q. B. D.*, 333.

(10) 2 *Ellis and Blackburn*, 216.

d'action. Et de même Sir William Erle, dans un passage cité par le défunt Maître des Rôles (Lord Esher) déclare que « toute personne a le droit en vertu de la loi, dans ses rapports entre elle et ses concitoyens, à une pleine liberté dans la disposition de son propre travail ou de son propre capital d'après sa propre volonté. Il s'ensuit que toutes les autres personnes sont soumises au devoir corrélatif qui en résulte et que leur est interdite toute obstruction à l'exercice le plus complet de ses droits qui soit compatible avec l'exercice de droits semblables par les autres hommes. Tout acte causant une obstruction à autrui dans l'exercice du droit compris dans cette définition, fait, non dans l'exercice du propre droit de son auteur, mais dans un but d'obstruction, sera, quand un dommage est causé par là à la partie victime de cette obstruction, une violation de cette protection » (Erle on Trade Unions, p. 12).

Le lord Justice était un trop fin dialecticien pour ne pas observer que les mots « sans juste cause ou excuse », qu'il a employés, requiéraient explication pour rendre son raisonnement complet et c'est pourquoi il explique dans une autre partie de son jugement la conception qu'il se faisait de la « malice ». Sa Seigneurie décrit ainsi l'état d'esprit qui, à son avis, serait négatif de juste cause ou d'excuse (Mogul Steamship Co v. M. Gregor, (1) « Eh bien, faire intentionnellement ce qui est de nature dans le cours ordinaire des événements à causer dommage et qui, en fait, cause dommage à un autre dans sa propriété ou son commerce, donne ouverture à action, si c'est fait sans juste cause ou excuse. Cette action intentionnelle, quand elle est faite sans juste cause en excuse, est ce que la loi ap-

(1) *L. R.* ; 23, *Q. B. D.*, 613.

pelle un tort malicieux : Voir *Bromage v. Prosser* (1) ; *Capital and Counties Bank v. Henty* (2) par Lord Blackburn ».

My Lords, je dois pour ma propre part repousser l'idée que vous puissiez vous débarrasser d'observations comme celles que contient le jugement du savant juge en disant que ce sont des *obiter dicta* (3). Sans doute, c'est une objection courante, à laquelle nous sommes tous habitués, que telle ou telle opinion exprimée par un savant juge n'était pas nécessaire pour la décision du cas. Mais quand il s'agit de tracer une distinction entre ce qui est licite et ce qui ne l'est pas et lorsque, comme dans ce cas, les observations forment partie du raisonnement par lequel la conclusion est atteinte, il m'apparaît que chacune des voies (doctrinales) par lesquelles la décision a été intégrée dans le jugement est tout autant que les autres une exposition de la loi faisant autorité.

Eh bien, il faut observer que Bowen L. J. déclare que, non seulement les droits contractuels sont compris dans sa vue (des droits protégés par l'action délictuelle), mais aussi les autres droits, comme le droit d'exercer le métier d'acteur ou tout autre.

Il me semble que le principe qui, dans ce même cas, quand l'appel vint dans cette Chambre (4), servit de base à la décision, est un principe important en tant qu'il exclut

(1) L. Barnewall et Creswell, 247.

(2) L. R. ; 7, App. Cas., 714, p. 772.

(3) L'*obiter dictum* (ce qui est dit incidemment, en passant) est une partie de l'opinion du juge qui n'était pas nécessaire à l'établissement du point de droit tranché dans le jugement et qui n'a, dès lors, que la valeur fragile d'une opinion doctrinale quelconque, par opposition au *judicial dictum*, c'est-à-dire à la partie de l'opinion seule indispensable à la décision donnée dans le jugement et qui seule participe de l'autorité du cas jugé.

(4) *Mogul Case*, L. R., 1892 ; *Appeal Cases*, 38.

ce qui est suggéré ici être légal. Je me suis moi-même demandé dans ce cas⁽¹⁾ : « quel est donc le droit légal qui a été envahi ? Quelle est la contrainte ou de l'esprit ou de la volonté ou de la personne qui a été effectuée ? Tous restent libres de commercer dans les conditions qu'ils veulent et rien n'a été fait, sauf par voie de concurrence commerciale, qui puisse être supposé empiéter sur les intérêts des appelants ».

Lord Watson a remarqué que le congédiement des agents (2) au premier abord lui apparaissait comme une matière comportant difficulté, mais qu'après examen il s'était convaincu que cela ne pouvait pas être regardé comme un acte illégal. « En premier lieu, il est impossible qu'un honnête homme puisse impartialement s'acquitter de son devoir de trouver des frets pour des parties qui occupent la position hostile des appelants et des répondants et, en second lieu, les répondants donnent aux agents l'option d'agir ou pour l'un ou pour l'autre (de ces deux groupes : membres de la conférence ou *outsiders*) dans des conditions qui ne mettent pas les appelants en désavantage ». Et il ajoutait : « qu'il n'était ni prouvé ni suggéré que les défenseurs aient usé de dol (3) ou de violence dans le but d'atteindre l'objet de leur coalition » (4).

(1) C'est-à-dire dans le *Mogul Case*, t. c., p. 38.

(2) Dans le *Mogul Case* l'un des procédés, employés par les compagnies maritimes associées dans la Conférence pour chasser les défenseurs du commerce des frets en Chine pendant la saison du thé, avait consisté à menacer les commissionnaires de Han Keou de leur retirer l'agence des compagnies ainsi unies, s'ils traitaient des opérations de fret pour l'une des maisons mises en dehors du *ring*.

(3) Le texte vise littéralement une des branches de notre théorie du dol : l'erreur provoquée par des manœuvres frauduleuses : *misrepresentation* ; *suggestio falsi*.

(4) *L. R.*, 1892 ; *A. C.*, 41-43.

Et Lord Bramwell (1) commence son jugement en disant que les demandeurs dans ce cas (le Mogul Case) « ne se plaignent ni de *trespass* (2), violence ou fraude, ni de rupture d'un contrat, ni d'aucun tort direct ou violation d'un droit des plaignants, comme dans le cas des coups de feu tirés pour effrayer les canards sauvages et les éloigner de la canardière, ni d'aucun autre acte dont l'objet ultime soit de nuire aux plaignants et qui ait son origine dans la malice ou la malveillance envers eux ».

Lord Morris exprima l'intention d'adopter entièrement les principes posés par Bowen L. J. et Lord Macnaghten lut le jugement de Lord Bramwell et s'y rallia.

Lord Field (dans ce même Mogul Case) justifie son opinion en disant qu'elle peut s'appuyer sur les principes dégagés dans *Keeble v. Hickeringill* (3), dont nous aurons bientôt à dire un mot. Mais il en vient ensuite à dire que « tout ce qui a été fait par les répondants a été fait dans l'exercice de leur droit de se livrer à leur propre commerce et a été fait *bona fide*. Non seulement il n'y a eu ni « malice » ni « objet indirect » (4) en fait, mais l'existence du droit d'exercer tout métier licite dément la présomption de malice qui naît quand l'infliction intentionnelle d'une perte ou d'un dommage à autrui ne peut pas être attribuée à une cause légitime et, par conséquent, n'est présumablement due qu'à son objet évident de causer du mal. (5) ».

(1) *L. c.*, p. 43.

(2) Délit consistant à causer dommage à la personne ou la propriété d'autrui, et qui, dans ses origines, a impliqué l'idée de violence.

(3) 11 East, 576, n.

(4) C'est là, en quelque sorte, une formule technique pour désigner l'accomplissement d'un acte en dehors de la destination naturelle et apparente de cet acte, pour une fin dissimulée et illicite.

(5) *L. c.*, p. 51-56.

Et Lord Hannen (1) dit « qu'il considère qu'un cas tout différent se présenterait si la preuve avait montré que l'objet des défendeurs était un objet malicieux — à savoir nuire aux plaignants sans se préoccuper si eux, défendeurs, pourront ou non en retirer un bénéfice ». Et il conclut son jugement en disant « qu'il lui paraît que, dans ce cas, il n'y a rien qui indique une intention de nuire aux plaignants, sauf dans la mesure où ce dommage aura pour les défendeurs le résultat de leur faire obtenir pour eux-mêmes les bénéfices de l'exercice du commerce, en accordant de meilleures conditions aux clients que leurs rivaux, les plaignants, n'étaient disposés à en offrir.

My Lords, j'ai mis grand soin à attirer l'attention sur les opinions des nobles et savants Lords, non seulement parce que je pense qu'il a été fait de la décision du *Mogul Case* un usage qui n'est justifié par rien dans les opinions déliivrées, mais plutôt parce que je pense que, selon les principes que j'ai indiqués précédemment, ces opinions forment un corps considérable d'autorité en ce sens que, si les éléments que chaque noble Lord a relevés à son tour n'avaient pas existé en fait, la décision aurait été inverse.

My Lords, je ne pense pas que le cas de *Keeble v. Hickeringill* soit isolé, quoique, alors même qu'il le serait, en considérant par qui il a été décidé et que certainement dans les temps postérieurs il a été beaucoup cité et commenté et jamais jusqu'à présent, autant que je le sache, critiqué ou contesté, je me contenterais parfaitement de me fier à l'autorité d'un aussi profond légiste que sir John Holt et d'un interprète aussi fidèle qu'il l'a été de l'esprit de liberté qui court au travers de la loi anglaise ; mais j'observerai

(1) *L. c.*, p. 57-59.

aussi que, dans cette Chambre, les Lords Bramwell et Field et, dans la Cour d'appel, le Lord Justice Bowen ont admis qu'il est « bonne loi ».

Il est intéressant de noter qu'il a été reconnu dans les Cours américaines où les questions soulevées par les conflits du capital et du travail ne sont pas rares.

Dans *Walker v. Cronin* (1) on admit l'existence d'une action de *tort* sur un « conte » (2) alléguant que le plaignant était un fabricant de chaussures et que, pour la poursuite de son affaire, il lui était nécessaire d'employer un certain nombre de cordonniers ; que le défendeur, sachant fort bien les résultats qu'il allait atteindre, l'avait illégalement et sans cause justifiable molesté dans l'exercice de la dite affaire, avec le dessein illicite de l'empêcher de l'exercer, et avait volontairement induit divers cordonniers qui étaient à son service, ou d'autres qui étaient sur le point d'y entrer, à l'abandonner sans son consentement et contre sa volonté, et que par là il avait été mis en dépenses. Le second conte alléguait des contrats entre le plaignant et les cordonniers pour transformer ses cuirs en chaussures et que le défendeur en connaissance de cause et avec le dessein illégal de l'empêcher de conduire son affaire, avait induit les cordonniers à retourner les cuirs à l'état brut à la fabrique et à s'abstenir et à refuser de les transformer en chaussures comme ils avaient convenu de le faire. Le troisième conte alléguait que le défendeur avait incité et amené un cordonnier au service du plaignant, qui s'était engagé à faire

(1) 107 Massachusetts's, 555.

(2) Vieux terme technique du langage de la procédure formaliste des brefs ou actions spécialisées, qui désignait la présentation orale de la demande, et qui a survécu à cette procédure pour désigner les conclusions initiales du demandeur.

trois « cases » de chaussures, à quitter le service du plaignant. La déclaration (1) fit l'objet d'un « demurrer » (2), qui fut admis dans la Cour supérieure ; sur quoi le plaignant fit appel. Le juge Wells, après avoir cité le *Digest* de Comyns, (3) au mot *Action on the Case A* : « dans tous les cas où un homme subit une perte temporelle ou un dommage par le tort d'un autre, il peut avoir une *action on the case* pour obtenir réparation en dommages-intérêts », passa en revue dans leur ordre (de succession) *Keeble v. Hickeringill* (4) *Tarleton v. M. Gawley* (5) *Green v. Button* (6), *Gunter v. Astor* (7), *Hart v. Aldrige* (8), *Shepherd v. Wake-man* (9), *Winsmore v. Greenback* (10) et *Lumley v. Gye* (11). Il réforma (l'arrêt qui avait accueilli) le *demurrer*, et, admettant que la « déclaration » alléguait suffisamment, 1^o des actes intentionnels et volontaires, 2^o de nature à causer dommage

(1) Encore un terme du français de la basoche anglaise médiévale qui s'est maintenu après avoir perdu sa technicité, dans l'anglais juridique moderne, et qui désigne ici l'ensemble des conclusions initiales du demandeur.

(2) Nous ne pouvons nous attarder à définir au passage l'incident procédural qu'est le *demurrer*. Bornons-nous à dire que cet incident tend à arrêter la marche de l'instance vers l'issue de fait en posant une question préliminaire de droit que la cour doit résoudre avant qu'on puisse aller plus loin, ou qui peut d'ailleurs mettre fin à l'instance, si l'objection de droit sur laquelle est fondé le *demurrer* est admise.

(3) *Chief Justice* de l'Echiquier, 1695-1740.

(4) 11 East, 574 n.

(5) 1 Peake, N. P. C., 270.

(6) 2 Crompton, Meeson et Roscoe, 707. (Texte emprunté à un recueil de reports qui donne des arrêts de l'Echiquier datant de 1834 à 1836).

(7) Arrêt de 1819. 4 J. B. Moore, 12.

(8) Arrêt de 1774. 1 Cowper, 54.

(9) 1 Siderfin, 79. Les reports de Siderfin s'échelonnent sur 1659-1671.

(10) Arrêt de 1745. Willes, 577.

(11) 2 Ellis et Blackburn, 216.

au plaignant dans un commerce licite, 3^o faits dans le but illégal de causer ce dommage ou cette perte sans qu'il y ait droit ou cause justificative pour le défendeur d'agir ainsi (ce qui constitue la malice), et 4^o dommage effectif et perte en résultant, il déclara que chacun de ces trois « contes » révélait une bonne cause d'action. « Cette décision, continue le savant juge, ne s'applique pas au cas d'intervention par voie d'avis amical honnêtement donné, et elle n'est nullement une dénégation du droit de libre expression d'opinion. Nous n'avons pas ici l'occasion d'examiner ce qui pourrait constituer une cause de justification ».

Brenton v. Prat (1) et *Rice v. Manley* (2) sont deux cas où le défendeur par de faux avis avait amené une tierce personne, qui s'était engagée dans des contrats de vente (dans le premier cas de fromages, dans le second de cochons) nuls en vertu de *Statute of Frauds*, (3) à rompre ces contrats. Une action fut tenue exister dans chacun de ces cas.

Dans *Bixby v. Dunlap* (4) il fut admis que des dommages intérêts à titre répressif pouvaient être recouvrés contre un défendeur qui avait sciemment amené un serviteur à

(1) Vieil arrêt américain de 1829. 2 Wendell's Reports (New-York Supreme Court), 385.

(2) Encore un arrêt de la Cour d'appel de New-York de 1876. 66 New-York (21 Sickels), 82.

(3) 29 Car. II, c. 3. Statut de 1677 dont les dispositions ont formé le point de départ de toute la théorie anglaise de la preuve des contrats et qui écarte notamment, dans un grand nombre de cas, les preuves autres que la preuve littérale.

(4) 22 *American Reports* (Collection de cas choisis), 475. La plupart de ces cas américains sont les premiers symptômes de la politique systématique de répression à l'égard des principales manifestations d'activité des *trade unions* qui a si longtemps dominé, et domine encore dans une certaine mesure, la jurisprudence des cours américaines. LAMBERT, *Gouvernement des juges*, p. 67-91.

quitter un maître qu'il s'était engagé par contrat à servir sans être entré effectivement à son service. *Lumley v. Gye* y est considéré comme ayant posé la loi sur la matière.

Dans *Angle v. Chicago... Ry Co* (1) il fut allégué que les Etats-Unis avaient concédé des terres dans l'état de Wisconsin pour permettre la construction de chemins de fer. L'état de Wisconsin avait accordé une partie de ces terres à la compagnie défenderesse en vue de la construction d'un chemin de fer particulier. Il avait aussi concédé d'autres terres à une autre compagnie, la Portage Company, pour construire un autre chemin de fer quelque peu en concurrence avec le premier. Cette dernière ligne devait être achevée dans un certain temps. Cela ne put pas être fait, et l'état de Wisconsin prolongea ce délai d'achèvement. La Portage Company employa alors le plaignant pour achever la ligne et il poursuivait activement ce travail quand la compagnie défenderesse, « conspirant » avec certains fonctionnaires de la Portage Company, persuada l'état de Wisconsin de révoquer la concession de la Portage Company, ce qui fit perdre au demandeur son occupation. Il introduisit une action de ce chef. La Cour admit, en suivant *Lumley v. Gye* et *Bowen v. Hall*, que la compagnie défenderesse était responsable envers le plaignant.

My Lords, je reviens maintenant à cette partie du cas qui, je le reconnais, doit être attentivement examinée : dans ce que le défendeur a fait pour « procurer » le renvoi des plaignants est-il tombé sous l'une des règles qui ont été posées dans les cas cités ? Eh bien, à mon sens, il a été coupable d'intimidation et de contrainte par intimidation. En usant de ce mot « intimidation », je ne le prends pas dans le sens

(1) Arrêt de la Cour suprême des Etats-Unis de 1893, 151, U. S., 1 et s.

technique que lui donne l'interprétation des statuts sur le sujet. J'expliquerai dans quel sens j'entends ce mot ; mais en passant je dois déplorer le langage qui a été employé pour réduire au minimum l'effet de ce qu'Allen a dit. J'observe qu'on l'a décrit comme un « désagrément » (*inconvenience*). Ce n'est pas ainsi qu'il est décrit par le témoin. Edmonds, le contremaître de la Glengall Company, définit ainsi quel en aurait été l'effet pour l'affaire de la firme. Il dit : « Elle avait surtout besoin à ce moment d'ouvriers de chaudières. Elle en employait trois fois plus que de charpentiers et, si les métallurgistes avaient abandonné le travail, cela aurait complètement arrêté l'affaire de la compagnie à partir de cet instant, et c'était là chose sérieuse pour la firme, et le renvoi des deux charpentiers a eu lieu afin d'empêcher la fermeture des chantiers ».

My Lords, il me semble qu'il n'y a vraiment pas lieu de se demander si la menace de faire ce qui aurait eu un effet tel que celui que décrit le témoin est une contrainte de la volonté ou non. Les deux hommes étaient de bons ouvriers et d'un bon caractère ; ils travaillaient, même d'après la propre façon de voir d'Allen, à leur propre travail de charpentiers ; mais ils avaient travaillé dans une occasion antérieure et pour un autre employeur sur un navire en fer.

Je pense que le mécontentement parmi les constructeurs de chaudières de ce que les deux hommes se soient ainsi employés jadis a été grandement exagéré. L'ouvrier Elliot, qui en fait appela Allen, en rend compte en ces termes. (Suit une reproduction de l'interrogatoire d'Elliot, qui n'offre pas d'intérêt juridique réel et dont nous faisons abstraction).

On observera combien limité est le nombre de ceux à

l'égard desquels l'allégation de mécontentement est formulée, et il faut remarquer que ce témoin répudie entièrement tout souhait d'empêcher que ces hommes soient employés et que ce souhait, en tous cas, est limité au désir qu'ils ne soient pas employés sur le même bateau. Mais peut-être la partie la plus surprenante du cas se trouve-t-elle dans le propre témoignage d'Allen.

Allen dénie qu'il ait jamais dit quelque chose sur le rappel des ouvriers. Il dénie formellement qu'il ait dit que la même chose se reproduirait sur tout chantier où les deux charpentiers seraient employés. Il nie avoir employé ce mémorable langage : « Nous nous sommes mis dans la tête que partout où il serait connu que se trouve un charpentier, qui s'est livré à un moment donné aux travaux du fer, les ouvriers en chaudières cesseraient le travail sur ce chantier ». A l'interrogation qui lui a été posée pour savoir s'il avait souhaité que la conversation aboutit au congédiement des deux hommes, il répond que « il n'a eu aucune pensée de ce genre à flotter dans son esprit à ce moment ». Ceci est naturellement en opposition directe avec la preuve fournie par le directeur et le contremaître de la compagnie Glengall ; mais, comme je l'ai dit, la crédibilité du témoin ne regarde que le jury, et non pas moi.

Et maintenant il importe d'attirer l'attention sur la question exacte qui a été posée au jury. Voici comment le juge Kennedy l'a présentée : « La question à laquelle je désire que vous répondiez est la suivante : si vous trouvez qu'il (Allen) a amené la Glengall Iron Company (à les congédier) par la menace — qui est suggérée par les plaignants — de faire mettre tous les hommes en grève, et qu'il ait maintenu cette attitude pour le cas où l'on tenterait de réengager les deux charpentiers, l'a-t-il fait avec l'intention malicieuse

que j'ai essayé d'expliquer, c'est-à-dire, non pas simplement dans le but de sauvegarder ce qu'il croyait être son intérêt et en tant que délégué d'une union dans une loyale vision de cet intérêt, mais dans le but de nuire aux plaignants et de les empêcher ainsi de faire ce que chacun d'eux était en droit de faire ? » Observons la formule employée « la menace suggérée par les plaignants de faire mettre tous les hommes en grève » et l'affirmation dans ces mots que c'est cette menace qui a induit la compagnie Glengall à congédier les plaignants. Et pourtant on nous dit que la menace d'Allen n'a rien à faire avec le renvoi des charpentiers ! Il faut observer aussi que Kennedy J. tire une distinction entre la conduite qu'il aurait admis être licite de la part d'Allen en accomplissant ce qu'il a fait, s'il l'avait accompli simplement dans le but de sauvegarder ce qu'il croyait être son intérêt comme délégué de son union dans une loyale vision de cet intérêt, d'une part, et, de l'autre, une conduite (qui deviendrait illicite) si ce qu'il a fait avait été accompli par lui dans le but de nuire aux plaignants.

My Lords, il me semble que c'est là une « direction » (donnée au jury) dont le défendeur ne peut pas se plaindre, vu qu'elle pose ce qui est, à mon sens, une alternative trop favorable pour lui. A mon avis la croyance chez lui que ce qu'il faisait était dans son intérêt en tant que délégué de l'union ne le justifierait pas d'avoir fait ce qu'il a fait. Il est allégué, et dans ma pensée et dans celle du jury il est prouvé, que les employeurs ont été poussés par la pression des menaces qu'il a employées à renvoyer les plaignants.

Je ne me suis pas servi du mot « intimidés » parce que j'observe que le savant juge a dit qu'il n'y avait point ici d'intimidation au sens légal du mot. Si, ce qu'il entend par là, c'est qu'ici il n'y a pas eu de violence à la personne ou

à la propriété, c'est vrai ; mais le mot « intimidation » ne doit pas toujours être interprété comme il a été interprété pour l'application de 6 Geo. 4. c. 129. L'interprétation qu'il reçoit sous l'empire de ce statut découle des autres mots avec lesquels le mot « intimider » est associé. Et si, sans employer le mot « intimider » (1), ce qui est tenu avoir causé le renvoi des plaignants, c'est qu'il allait être occasionné (si ce renvoi n'était pas opéré) un arrêt des chantiers tel que l'industrie de la compagnie en souffrirait sérieusement, je penserais que c'est là une chose qui était de nature à produire la crainte des conséquences du maintien par la compagnie des plaignants à son service et qu'une compagnie, qui s'abstenait de les garder à raison de cette crainte, pouvait justement être présentée comme « intimidée ».

Mais l'objection faite par les défendeurs me paraît être que le mot « malicieux » n'ajoute rien ; que, si la chose était licite, elle l'était d'une façon absolue ; si elle n'était pas licite, elle était illicite — ; l'addition du mot « malicieux » ne pouvait faire de différence. La méprise me paraît résider dans la supposition que toute chose doit être absolument licite ou absolument illicite. Il y a maintes choses qui peuvent devenir licites ou illicites selon les circonstances.

Dans une décision de cette chambre, (2) il a indiscutablement été tenu que, quelques puissent être ses motifs, un homme peut creuser sa propre terre et détourner l'eau souterraine qui, s'il n'avait pas traité de cette façon sa propre terre, se serait écoulée sur la terre de son voisin.

(1) Dans le sens que lui donne le statut, sous-entend évidemment lord Halsbury.

(2) Allusion au cas de *Bradford Corporation v. Pickles*, 1895 ; A. C., 587.

Mais c'est parce que le voisin n'a pas le droit à l'écoulement de l'eau souterraine dans sa direction, et que lui a le droit absolu de faire ce que bon lui semble de sa propre propriété. Mais quelle analogie a ce cas avec le fait d'infliger intentionnellement un dommage à la propriété, à la réputation ou à l'occupation légitime d'une autre personne ? Creuser sa propre terre dans les circonstances indiquées ne requiert aucune cause ou excuse. Le propriétaire peut agir par pur caprice ; son droit sur sa propre terre reste absolu tant qu'il n'empiète pas sur les droits d'autrui.

Mais, d'après l'observation du Lord Justice Bowen qui, à mon sens, est tout à fait exacte, « pour justifier la commission intentionnelle de ce qui est de nature, dans le cours ordinaire des événements, à causer dommage et qui, en fait, cause dommage à un autre dans sa propriété ou son commerce », il faut avoir quelque juste cause ou excuse.

Eh bien, le mot « malicieux » me paraît nier l'existence de juste cause ou d'excuse, et, sans tenter une exposition exhaustive du mot en lui-même, il me paraît que, si j'applique le langage de Lord Bowen, il suffit à montrer que cela est au sens de la loi « malicieux ».

Il me semble qu'il ne saurait être donné une meilleure illustration de la distinction, sur laquelle j'insiste en ce moment, entre un acte qui peut être légalement fait et un acte qui ne le peut pas, parce qu'il est teinté de malice, que le colloque entre le représentant du patron et le représentant des ouvriers qui a pu intervenir dans l'occasion qui a donné naissance à cette action. Si le représentant des ouvriers avait de bonne foi et sans un « motif indirect » exposé les inconvénients qui pouvaient résulter de faire travailler ensemble sur le même bateau deux groupes d'hommes

dont les vues sur la question particulière étaient si diverses qu'il était inopportun de les mettre en contact, personne n'aurait pu se plaindre ; mais, si son objet était de punir les hommes appartenant à l'autre union parce que dans une autre occasion ils avaient travaillé sur un navire en fer, il me semble que la différence des motifs fait toute la différence entre la légitimité ou l'illégalité de ce qu'il a fait.

Il me semble qu'il est suggéré par l'une de nos Seigneuries que l'action à raison de poursuites judiciaires malicieuses est supposée être une exception. Je ne suis pas entièrement certain de comprendre quelle est la proposition à laquelle ce serait une exception. Si cela signifie qu'il n'y a pas d'autre forme de procédure connue de la loi où la malice puisse fournir la distinction entre l'acte licite et l'acte illicite, je ne saurais y adhérer. Provoquer malicieusement la mise en faillite d'une personne, présenter malicieusement une pétition à fin de mise en liquidation d'une compagnie ou provoquer malicieusement une arrestation, sont également des cas où l'état d'esprit de la personne qui provoque l'arrestation (1) peut affecter la légalité ou l'illégalité de l'acte accompli.

De même, dans le domaine de la diffamation, le droit pour chacun de préserver contre les attaques sa bonne renommée ou son négoce, me paraît un droit tout aussi vague et tout aussi général que l'est, prétend-on, le droit pour chacun de poursuivre son occupation sans être molesté ; et il ne peut pas être dénié que, dans les deux cas, la légalité ou l'illégalité de ce qui a été dit ou écrit dépend de l'absence ou de la présence de malice.

(1) Ou la mise en faillite ou en liquidation, sous-entend le texte du report.

Sans doute il y a des cas où la simple présence de la malice dans un acte accompli ne donnera pas nécessairement un droit d'action, parce qu'il n'en résulte pas de dommage ; c'est ainsi que, dans cette espèce, si les employeurs avaient défié les menaces d'Allen au lieu de s'incliner devant elles, les plaignants n'auraient pas pu faire aboutir une action, parce qu'ils n'auraient pas été lésés : voir *Quartz Hill Co v. Eyre* (1), *Gibbs v. Pike* (2) et *Jenings v. Florence* (3).

Sur le même principe une action ne sera pas donnée contre un sheriff pour un « faux retour » à un « writ d'exécution » s'il n'a pas été souffert de dommage effectif en conséquence du « faux retour » : voir *Wylie v. Birch* (4).

Je reviens à la marche suivie dans le jugement des faits qui est importante de plus d'une façon. Il est manifeste que, et la forme de la présentation de la demande (5), et la preuve offerte à la vérification du jury étaient destinées à soulever la question du droit des ouvriers en chaudières à user de ce que j'appellerai leur union contre des individus, aujourd'hui plaignants, qui appartenaient à une autre union.

Les plaignants visiblement ont procédé en partant de la supposition que ce qui leur avait été rapporté comme ayant été dit par Allen avait été dit en sa qualité de délégué et en parlant au nom des chaudronniers, et c'est en conséquence de cela que le secrétaire général de cette union, et le président en fonction au temps de ces événements, ont été joints comme défendeurs. S'ils avaient approuvé ou s'il avait été établi qu'ils aient autorisé la marche suivie

(1) *L. R.* ; 11, *Q. B. D.*, 674.

(2) 9 Meeson et Welsby, 351. Recueil couvrant les années 1836-47.

(3) (1857), 2, *Common Bench Reports* (N. S.), 467.

(4) (1843), 4 *Queen's Bench Reports*, 566.

(5) Statement of claim.

par Allen, la question se serait élevée s'ils étaient ou non tous les trois parties à une « conspiration ». Si cette accusation aurait pu ou non être soutenue contre eux, je désire pour l'instant n'en rien dire ; car cette question peut se présenter de nouveau et je désire garder toute ma liberté pour l'examiner quand elle se posera. Mais le président et le secrétaire de l'union ont absolument désavoué tout pouvoir général ou spécial de la part d'Allen et pour menacer les employeurs et pour rappeler les ouvriers. En ce qui concerne le pouvoir spécial, le président a prouvé qu'il n'avait jamais entendu parler de la dispute avant de recevoir la citation dans cette action. Il dit en termes formels qu'il n'a jamais donné mandat à Allen de menacer les employeurs de rappeler les hommes de leur travail ni de faire aucun acte de ce genre qu'il regardait comme une chose trop sérieuse pour qu'un délégué pût la prendre sur lui ; et que, loin d'approuver ce que des témoins ont prétendu sous la foi du serment avoir été dit par Allen, — à savoir que l'union chasserait les deux hommes de tout emploi où elle aurait connaissance qu'ils se trouvent, parce qu'ils ont autrefois travaillé sur un bateau en fer, — il nie avec énergie le droit pour son union de faire quoi que ce soit de ce genre. Voici les mots même qu'il emploie : « Du moment où les charpentiers, après s'être livrés aux travaux du fer, sont partis dans quelque autre endroit, je dis que nous n'avons pas le moindre droit de nous occuper d'eux, à moins qu'ils ne recommencent à s'employer aux travaux du fer. S'ils reviennent aux travaux du bois, nous n'interviendrons à leur rencontre en aucun autre lieu. »

My Lords, je pense qu'il n'est que juste envers la *Boiler makers' Union* de constater avec quelque énergie et quelle

netteté ses « officiers » autorisés (président et secrétaire général) désavouent la pratique ou le principe que, d'après le serment, des témoins, Allen leur aurait attribué ; et, dès lors, aucune imputation et aucune responsabilité ne peuvent proprement être attribuées à la *Boilermakers' Union* ou à ses représentants autorisés. Mais cela peut-il relever Allen des conséquences de ce qu'il a fait ?

Si une action collective concertée pour imposer de force, en enlevant leur occupation aux hommes (qui résistent), la volonté d'un grand nombre de gens à une minorité — que la minorité soit faible ou nombreuse —, est une cause d'action quand elle produit un dommage effectif, ce me semblerait être un bien singulier résultat qu'un individu, qui faussement s'attribue le caractère de représentant d'un vaste corps, emploie le nom de ce large corps pour donner force et support à la menace qu'il profère et cause ainsi dommage à l'individu ou à la minorité, puisse se mettre lui-même à l'abri de la responsabilité en prouvant que le corps, dont il a faussement invoqué le pouvoir et l'influence comme ses points d'appui, ne lui a donné aucune capacité pour (formuler) ses menaces ; de sorte que, si son union l'avait réellement autorisé, elle et lui auraient pu être responsables, tandis que la fausse affirmation qu'il a faite, quoique ayant agi sur l'employeur avec la même pression, parce qu'il y a été attribué foi, et quoique ayant produit le même mal à la personne contre laquelle elle a été dirigée, ne pourrait établir aucune cause d'action contre lui, parce qu'elle est fausse.

My Lords, j'arrive maintenant à la question soulevée au sujet des conclusions des parties (1) — que la fausseté des

(1) *Upon the pleadings*, c'est-à-dire aux objections et moyens d'ordre purement procédural.

allégations d'Allen n'a pas été quotée et retenue. Je m'aventure à penser que cette objection est fondée sur la supposition erronée que l'action doit être portée du chef d'une présentation volontairement inexacte des faits (*false representations*) (1) et que, dès lors, la fausse présentation des choses aurait du être quotée et articulée dans l'exploit introductif d'instance (2). Comme je l'ai dit, je pense que c'est une supposition erronée. L'action est ce qu'elle est : que le défendeur malicieusement et injustement, et avec l'intention de nuire aux plaignants, a intimidé et contraint l'Iron Glengall C^o à ne pas entrer en contrats avec les plaignants, par quoi les plaignants ont subi un dommage.

L'objection peut être traitée comme une objection de forme ou comme une objection de fond. Si on la traite comme une question de forme, je ne pense pas qu'il ait jamais été nécessaire dans les « pleadings » (3), quand la provocation illégale à faire quelque chose est la cause d'action, d'articuler les moyens par lesquels ce quelque chose a été provoqué. Il n'est pas nécessaire, dit le Chief Justice Willes, dans *Winsmore v. Greenbank* (4) « de citer tous les faits (qui seront invoqués) pour montrer comment (et par quoi) la chose qui est alléguée avoir été illégale-

(1) L'une des variétés de l'ensemble de manœuvres dolosives que l'on groupe en France sous le nom de dol et en Angleterre sous le nom de *deceit*.

(2) Le terme technique qui figure au texte, *statement of claim*, ne saurait être traduit par un équivalent exact. La signification actuelle de ce terme, emprunté à l'ancienne procédure des brefs ou writs, est définie par les Rules of the Court de 1883, order XX, qui en ont fixé les formes.

(3) Nous avons déjà remarqué que le mot n'a pas d'équivalent exact chez nous. On peut ici le traduire approximativement par conclusions.

(4) Willes, 577.

ment faite est illicite ; ce serait rendre les « pleadings » (1) intolérables et cela en accroîtrait la longueur et les frais sans nécessité ». Et, même dans un acte d'accusation (2) pour « conspiration », il n'est pas nécessaire d'indiquer les moyens employés : voir *Rex. v. Sterling* (3). *Rex. v. Kinnerley and Another* (4) et *Sydserrf v. Reg.* (5).

(Suit une illustration de cette règle libérale de procédure tirée du cas ancien (1797) de *Rex v. Fuller* (6) et qui amène le chancelier à reproduire et commenter une partie de l'acte d'accusation ou *indictment* par lequel la procédure avait été engagée dans cette affaire).

Si, traitée comme une question de fond, l'objection est qu'on invoque contre lui (Allen) que ce qu'il a dit était faux sans lui avoir donné connaissance de cette imputation et l'avoir spécifiquement soumise au jury, il est presque impossible de suggérer qu'on puisse trouver ici une pareille objection de fond. Qu'avait-il dit par voie de persuasion, menace ou contrainte : telle était en réalité toute la question dans ce cas. Il a témoigné en déniaut ce qui lui était imputé, et, loin de revendiquer pour lui-même le droit d'exercer pour le compte de son union le droit de celle-ci à rappeler ses hommes au cas où la demande de renvoi des deux plaignants n'aurait pas été accueillie, il a dénié absolument qu'il ait jamais agi ainsi, et les autorités compé-

(1) C'est-à-dire l'ensemble des actes de procédure que comporte pour les représentants ou conseils des plaideurs la poursuite de la demande et de la défense devant la cour.

(2) Il faut encore se contenter d'un à peu près pour traduire ce terme technique de la procédure pénale anglaise : *indictment*.

(3) (1664), 1 *Levinz*, 125.

(4) (1719), 1 *Strange*, 193.

(5) (1847), 11 *Queen's Bench*, 245.

(6) 1 *Bosanquet et Fuller*, 180.

tentes de son union, comme nous l'avons déjà remarqué, lui ont refusé tout pouvoir pour émettre des affirmations que les autres témoins ont prouvé qu'il avait émises, et elles ont nié qu'elles aient pris part ou qu'elles eussent consenti à participer à la plus offensive de ses menaces : la « chasse » aux deux charpentiers parce qu'ils avaient jadis travaillé sur des navires en fer. Cette question a été soumise au jury et le jury n'y aurait pas répondu comme il l'a fait, s'il n'avait refusé confiance à l'exposé d'Allen.

C'est pourquoi il me semble que, ni au fond ni dans la forme, aucune objection ne peut être faite à l'argument (car ce n'est qu'un argument à l'appui de la cause d'action, et non la substance de cette cause d'action), qu'il s'est rendu coupable de « fausses représentations » pour fortifier les menaces auxquelles il se livrait. On ne peut guère prétendre que, parce qu'il n'avait pas derrière lui l'autorité dont il se prévalait, parce qu'il ne présentait pas sous leur forme véritable les vœux ou les ordres de son union, cela puisse lui fournir une excuse. Aussi bien pourrait-on prétendre que le voleur de grand chemin n'est pas responsable de la contrainte qu'il exerce sur sa victime en lui mettant son pistolet sous la gorge parce qu'il est établi après coup que ce pistolet n'était pas chargé.

My Lords, je regrette d'être contraint à différer si profondément de quelques unes de vos Seigneuries ; mais mon désaccord est fondé sur la croyance que, en déniaut à ces plaignants un remède, nous allons nous départir des principes qui ont jusqu'ici guidé nos cours dans la préservation complète de la liberté individuelle. Je suis, d'ailleurs, encouragé par cette considération que les vues adverses me paraissent renverser les vues des juges les plus distingués, remontant certainement à environ deux siècles,

que, jusqu'à l'époque où ce cas est venu devant notre Chambre, il y avait un consentement unanime d'opinion, et que, des huit juges qui nous ont donné le bénéfice de leurs opinions, six ont donné leur approbation aux jugements qu'on demande présentement à nos Seigneuries de réformer.

SECTION II

L'OPINION DE LORD ASHBOURNE (1)

L'embauchage à la journée pour une besogne déterminée (for the job). — Sa valeur économique pour l'ouvrier. — Expectatives de gain en résultant. — Effets de la violence morale exercée sur les patrons. — Atteintes portées par elle à la raisonnable et légitime expectation des ouvriers de conserver leur emploi. Existence traditionnelle d'une protection juridique de cette expectation de droit. — Les autorités judiciaires qui la consacrent. — Interprétation du Mogul Case tendant à le placer parmi ces autorités. — Les mérites de la doctrine de Temperton v. Russell. — Les châtimens économiques syndicaux. — Leur nocuité est la même que les pressions sur les tiers par lesquels elles s'exercent tendent à la rupture de contrats, ou au non renouvellement ou à la non conclusion de contrats.

My Lords, la controverse dans ce cas s'élève entre les plaignants, qui sont charpentiers de navires et membres de la Shipwrights' Provident Union, et le défendeur Allen, un membre et le délégué à Londres de l'Independant Society of Boilermakers and Iron and Steel Shipbuilders. Ce n'est pas une dispute entre employeurs et employés, —

(1) *L. R.*, 1898 ; *A. C.*, 109-114. Lu par lord Morris en l'absence de lord Ashbourne.

entre capital et travail — mais plutôt une querelle entre les membres d'une trade-union et ceux d'une autre trade-union ; et sur les faits du cas il y a peu de réel désaccord. La question est maintenant limitée à celle qui a été présentée aux juges de Sa Majesté, dont les opinions apportent une aide de réelle valeur pour former une conclusion dans ce cas.

Les plaignants ont pendant quelques années avant 1894 poursuivi le métier de charpentiers maritimes dans le port de Londres. Ils ont appris à travailler à la fois le bois et le fer dans toutes sortes de navires et ils ont trouvé occupation occasionnelle aux docks Nelson à Rotherhithe où les travaux du bois et du fer sont communément faits par les mêmes charpentiers. Dans le nord de l'Angleterre, le travail du bois et le travail du fer sont faits en général, sinon exclusivement, par des groupes d'hommes séparés et la pratique est la même dans divers docks de Londres, y compris le Regent Dock de la compagnie Glengall. Il y avait apparemment beaucoup de jalousie entre les deux unions ; les travailleurs du fer estimaient que la seule affaire pour laquelle les charpentiers fussent qualifiés était le travail du bois et que les charpentiers qui travaillaient le fer empiétaient sur le domaine d'activité ouvrière de l'union des chaudronniers. Les plaignants avaient été fréquemment employés aux docks de la compagnie Glengall, mais y avaient uniquement travaillé aux œuvres du bois. Ils avaient été pris pour la besogne (*for the job*) le 12 avril 1894 pour aider à la réparation du Sam Weller et le 13 ils se trouvaient au travail des œuvres du bois avec 22 autres charpentiers ; et, en même temps, un grand nombre de chaudronniers étaient engagés au travail du fer.

Les plaignants étaient embauchés par la voie usuelle

et coutumière, pour la besogne (*for the job*), et s'attendaient à revenir chaque jour jusqu'à ce que cette besogne fut finie ou qu'ils soient congédiés par leurs employeurs. Les hommes avaient une raisonnable et probable expectative que leur emploi continuerait jusqu'à ce que la tâche soit terminée et, d'après Allen, ils ne devaient pas eux-mêmes abandonner leur travail « sans raisons tangibles ».

Les plaignants, quelques mois immédiatement avant leur embauchage à l'œuvre du bois sur le Sam Weller, avaient travaillé au dock Nelson, s'y livrant à la fois aux œuvres du bois et à celles du fer. Ce fait, ayant été connu d'Elliot, alors engagé au travail du fer sur le Sam Weller et membre de la société des chaudronniers, celui-ci se mit en communication à ce sujet avec le défendeur. C'est ce que le défendeur fit alors qui a donné naissance à cette action.

Le 13 avril, après avoir vu Elliot, il a eu une conversation avec M. Halkett, le directeur technique de la compagnie Glengall, à son bureau. Il lui dit que, comme les deux plaignants s'étaient rendus coupables de se livrer aux travaux du fer au dock Nelson de Mills et Knight, les ouvriers du fer partiraient si les plaignants n'étaient pas renvoyés ; que les hommes cesseraient le travail sur tout chantier où les plaignants se trouveraient ; que ceux-ci ne seraient autorisés à travailler nulle part dans les docks de Londres ; qu'il n'était pas aisé de connaître les ouvriers (charpentiers qui se livraient occasionnellement aux travaux du fer), mais que les plaignants étaient connus, et que la même action serait reprise partout où ils trouveraient embauchage.

M. Halkett ne voulait pas que le travail du chantier fut arrêté et, s'entendant dire par le défendeur qu'« il

n'avait pas d'option », ordonna à regret que les plaignants soient congédiés à la fin de la journée et ne soient plus réemployés. Les plaignants au moment de leur renvoi travaillaient le bois ; les chaudronniers n'avaient pas à se plaindre de ce qu'ils faisaient pour l'instant et l'action du défendeur tendait à les punir de ce qu'ils avaient fait au cours d'un engagement antérieur sur un autre chantier. Les plaignants furent en conséquence de cette action congédiés et un ban fut mis à leur embauchage ultérieur.

Le résultat naturel des paroles et de l'intervention du défendeur devait être que les plaignants ne seraient plus présentement et dans l'avenir libres d'exercer leur légitime métier — même en se confinant aux œuvres du bois — partout où les chaudronniers seraient employés. Cette action n'était pas un effort pour arriver, par la voie de la concurrence, à permettre aux chaudronniers de s'assurer le travail à l'exclusion des ouvriers poursuivis, mais pour punir les plaignants en amenant l'embauchage d'autres charpentiers à leur place.

Y avait-il là preuve de nature à être soumise au jury d'une contrainte par le défendeur sur la compagnie Glengall pour lui faire mettre fin à l'occupation des plaignants ? Y avait-il là preuve que le défendeur par intimidation et contrainte ait amené la compagnie à ne pas entrer dans de nouveaux contrats avec les plaignants ? Y avait-il preuve que le défendeur avait malicieusement induit la compagnie à ne pas engager les plaignants ? Je ne saurais douter un instant qu'il y ait eu ici ample preuve d'une telle conduite de la part du défendeur et il ne peut pas être contesté qu'elle ait causé un dommage aux plaignants. J'inférerai même des preuves fournies par le défendeur lui-même que les règlements de la société des chaudronniers,

tels qu'ils ont été clairement attestés par son secrétaire général et son président — n'autoriseraient pas à punir les plaignants de leur action passée en provoquant leur renvoi d'un emploi où ils travaillaient dans des conditions échappant à tout blâme. Je déduirai aussi de son propre apport de preuves que le défendeur lui-même à la réflexion n'a pas pu dire que cette conduite soit juste. On lui a posé cette question : « Les hommes avaient-ils raison ou tort, selon votre opinion, de se refuser à travailler avec Flood et Taylor à cause de quelque chose qu'ils avaient fait dans le passé ? » Et sa réponse a été : « C'aurait été à tort, naturellement, d'après les règlements de notre société, qu'ils auraient quitté leur travail ; mais ils ne l'ont pas fait. » Mais la question ne roule point ici sur les règlements de la société ou les opinions du défendeur après réflexion ; elle porte sur le point de savoir s'il y avait preuve de nature à être soumise au jury de la conduite qu'on lui imputait. La question est : les plaignants ont-ils un remède pour la perte qui est déclarée (par le jury) leur avoir été causée par le défendeur ?

Les plaignants, à mon avis, ont un clair droit à poursuivre leur métier légitime, à avoir le plein bénéfice de leur occupation, et le droit de jouir de la légitime, raisonnable et probable expectative de la continuation de leur emploi. Ce serait, je pense, un état insatisfaisant de la loi qu'elle permît à un envahisseur volontaire de ce droit sans juste cause ou justification légale d'échapper aux conséquences de son action —, qu'elle ne le tint pas responsable d'avoir malicieusement causé que des ouvriers se voient refuser leur occupation et leur travail habituels, et qu'elle n'apportât pas à ceux qu'il a lésés des fondements légaux d'action.

La loi est exposée avec précision et vigueur par sir William Erle dans son livre sur les *Trade-Unions* (p. 12) : « Chaque personne a un droit d'après la loi, dans les rapports entre elle et ses concitoyens, à la pleine liberté de disposer de son propre travail ou de son propre capital selon sa propre volonté. Il s'ensuit que chacune des autres personnes est soumise au devoir corrélatif qui en naît et à l'interdiction de toute obstruction au plus complet exercice de ce droit qui puisse être rendu compatible avec l'exercice des droits similaires des autres. Tout acte causant une obstruction à autrui dans l'exercice du droit compris dans cette définition, fait, non dans l'exercice du propre droit de celui qui agit, mais dans le but d'obstruction, sera, si dommage est causé par là à la partie entravée, une violation de cette prohibition, et la violation de cette prohibition même par une seule personne est un délit auquel il peut être remédié, soit par une action civile, soit par une action pénale, selon les cas ».

A mon avis, c'est là une claire exposition de la loi et je ne sache pas que jamais tentative plus satisfaisante ait été faite pour la formuler et l'expliquer. Elle s'appuie, non seulement sur le bon sens et les considérations de justice et de franc jeu qu'on doit trouver dans tout système légal, mais sur une masse d'autorités puissantes. Le Chief Justice Holt, dans le cas si souvent cité de *Keeble v. Hickeringill* (1), a proclamé avec clarté et certitude que « celui qui entrave un autre dans son travail ou le gain de sa vie est sujet à action pour avoir ainsi agi. »

Dans aucune décision subséquente d'aucune Cour un doute n'a été jeté sur l'effet de cette autorité ni la suggestion

(1) 11 East, 574 n.

présentée que les conclusions, d'un si grand poids, du Chief Justice Holt puissent avec avantage pour notre loi être reniées ou rejetées. La raison qui explique que cette décision n'ait pas été contestée, c'est que, telle que je la conçois, elle repose fermement sur le grand principe de *common law* que tout homme a le droit de se livrer à son travail sans être troublé. Le cas de *Tarleton v. Mc Gawley* (1), décidé en 1794, appuie fortement la vue que ce droit était (déjà) la loi établie de ce pays; car il y fut admis qu'une action existe contre le maître d'un navire pour avoir, à dessein, tiré le canon contre les nègres et les avoir empêchés par là de commercer avec le plaignant et il y fut noté que « le défendeur avait exprimé l'intention de ne laisser commercer personne jusqu'à ce qu'une dette qui lui était due par les indigènes eut été acquittée ».

Je n'ai pas besoin d'entrer dans les détails du célèbre cas de *Lumley v. Gye* (2) qui, depuis près d'un demi-siècle, est passé dans le courant régulier d'autorité légale, et qui a été suivi par Lord Selborne et Lord Esher dans *Bowen v. Hall* (3).

Dans le *Mogul Case* (4) il a été apparemment accepté comme une loi non douteuse qu'un commerçant a le droit d'exercer son affaire sans être troublé, autrement que par voie de loyale (5) compétition. Le lord Justice Bowen y a dit :

(1) 1 Peake, N. P., 270.

(2) 2 Ellis and Blackburn, 216.

(3) *L. R.* ; 6, *Q. B. D.*, 333.

(4) *L. R.* ; 23, *Q. B. D.*, 598.

(5) Il est à peine utile de faire remarquer que lord Ashbourne transforme complètement la portée des observations de lord Bowen et de la décision du *Mogul Case* en général en accolant au mot « compétition » ce qualificatif « fair ». Car tout l'ensemble du *Mogul Case* est une protestation énergique contre l'idée d'une distinction juridique

« Aucun homme, qu'il soit commerçant ou non, ne peut être justifié à causer dommage à un autre dans son affaire commerciale par fraude ou tromperie (missrepresentation.) Intimidation, obstruction et molestation sont interdites ; de même aussi le « procurement » intentionnel de la violation de droits individuels, contractuels ou autres, en supposant toujours qu'il n'y ait pas de juste cause à cela. L'éloignement intentionnel des clients par des démonstrations de violence, l'obstruction d'acteurs en scène par des huées préconcertées, la dispersion du gibier des canardières par le tir de coups de feu, l'éloignement par l'obstruction ou la menace de serviteurs ou d'ouvriers, la provocation de personnes engagées dans des contrats à les rompre, sont tous des exemples de ces actes défendus. » Il mérite être noté que ce grand juge se réfère au cas de *Keeble v. Hickeringill* comme à une loi claire et acceptée, comme le firent Lord Bramwell et Lord Field dans cette Chambre.

Le fait que les plaignants ne peuvent élever aucune réclamation contre la compagnie Glengall et que ce que la compagnie a fait n'était pas, dans les rapports entre elle et les plaignants, illégal, ne peut pas, je pense, exonérer le défendeur de la responsabilité de sa propre conduite délictueuse. En ce qui concerne la question de la preuve de la malice chez le défendeur, je ne pense pas qu'il puisse y avoir avantage à rien ajouter à ce qui a été si bien et si complètement dit par mon noble et savant ami le chancelier.

Le dernier cas auquel je désire me référer est *Temper-ton v. Russell* (1), qui fut jugé au point de vue de ses faits

entre la concurrence loyale ou licite, et la concurrence déloyale ou illicite.

(1) *L. R.* (1893) ; 1, *Q. B.*, 715.

devant le juge Collins dont les instructions au jury (1) furent confirmées par la Cour d'appel, dans laquelle Lord Esher donna comme son opinion qu'il n'y avait pas de distinction réelle entre la provocation malicieuse à rompre un contrat et la provocation malicieuse à ne pas entrer dans de nouveaux contrats de service. Les conséquences pour l'ouvrier ainsi traité sont également désastreuses ; car il dépend pour son pain de ses contrats existants ou futurs. Intimider un employeur pour lui faire rompre un contrat avec un ouvrier particulier ou contraindre ou induire malicieusement un employeur, qui par ailleurs y est disposé, à ne pas donner d'emploi à cet individu pour l'avenir, cause également à cet ouvrier un sérieux dommage dans son travail et l'empêche de gagner sa vie. L'objet de celui qui inflige ce mal est le même dans les deux cas. Ici le motif du défendeur était fondé sur la détermination d'infliger un châtement aux plaignants pour leur action passée en les chassant de leur emploi.

A mon avis, il y avait preuve que le défendeur a agi sans excuse légale ou justification en envahissant le droit des plaignants à exercer leur métier sans empêchement ; et il y avait preuve de nature à être soumise au jury qu'il a intimidé et contraint ou malicieusement induit la *Glen-gall Iron Company* à ne pas former de nouveaux contrats avec les plaignants.

Je concours entièrement dans la conclusion du Lord Chancelier et je pense que l'appel doit être rejeté.

(1) *Direction.*

SECTION III

L'OPINION DE LORD MORRIS (1)

Gravité et nouveauté de la règle de droit que va créer la décision de la majorité. — L'engagement for the job : la relation contractuelle de facto rompue sous la pression des menaces de grève. L'existence de cette relation de fait n'était d'ailleurs pas nécessaire à l'ouverture de l'action. — Il suffit qu'il y ait eu obstruction illicite au droit pour l'ouvrier de chercher librement un gagne-pain. — Application dès 1706, dans Keeble v. Hickeringill, de l'ancienne action on the case à la répression de ces obstructions. — Le développement de cette jurisprudence. — Elle n'a pas été abrogée par le Mogul Case. — Les limites légales de la libre concurrence. — L'intention de nuire, critère de distinction entre les obstructions permises et les obstructions réprimées à la liberté de travail ou de commerce d'autrui. — Qualification juridique de l'intervention du délégué de l'union auprès des patrons. — Elle ne se ramène pas à une simple transmission de renseignements. — Il a été l'instrument conscient d'une punition infligée aux plaignants.

My Lords, si nous étions en présence d'un cas ordinaire, je pourrais me contenter d'exprimer simplement mon adhésion au savant et exhaustif jugement du Lord Chancelier, qui traite si pleinement et de la loi et des faits de ce cas ; mais, comme le jugement que cette Chambre est sur le point de rendre, va renverser l'opinion judiciaire prédominante en Angleterre, je me sens obligé à exposer brièvement mes vues sans reprendre l'analyse des faits

(1) *L. R.*, 1898 ; *A. C.*, 154-160.

communs du cas ni entrer dans le détail des preuves, choses qui, l'une et l'autre, ont déjà été si souvent répétées.

La première question qui s'élève est celle-ci : n'y avait-il pas une relation contractuelle *de facto* entre la Glengall Iron Company, employeur, et les plaignants, employés, qui aurait continué sans l'intervention malicieuse du défendeur ? Les plaignants n'étaient que des travailleurs à la journée, mais avec la certitude que leur emploi serait continué de jour en jour pendant un temps considérable. A mon avis c'est un acte générateur d'action que d'amener la cessation d'un contrat qui peut être rompu à tout instant (*at will*) ou même d'empêcher la formation d'un contrat, quand le motif est malicieux et que dommage s'ensuit.

La question (de l'existence) de relations effectives de contrat dans ce cas n'a pas été traitée, parce que dans le cours de l'audition de la cause on est parti de la supposition qu'il n'y avait aucune relation contractuelle existante entre la Glengall Iron Company et les plaignants qui ait été terminée par l'action du défendeur. Je désire, cependant, l'envisager en présence de cette déclaration du jury « que le défendeur a malicieusement induit la Glengall Iron Company à renvoyer les plaignants de leur emploi. »

Sous l'empire du *common law* tout ouvrier a un droit à travailler avec toute personne qui est disposée à l'employer. L'un et l'autre ont un droit à faire commerce du travail aussi bien que de tout autre marchandise (1) et comme bon

(1) Sur les conséquences auxquelles ce principe, présenté par lord Morris comme l'un des postulats fondamentaux du *common law*, a abouti dans la jurisprudence américaine et qui ont provoqué la protestation consignée par la législature fédérale dans la section 6 du

leur semble. C'est là une partie de la liberté individuelle qui appartient à tout homme et, de même que la liberté personnelle, ce droit est le sujet de sauvegardes spéciales et notamment c'est un droit qui, comme celui de liberté personnelle, ne peut pas former objet de troc ou d'échange. Un contrat restreignant le droit de travailler d'un particulier, sauf certaines exceptions qui sont sans intérêt ici, au même titre qu'un contrat de soumission à l'esclavage, est nul et de nul effet. L'un de ces droits aussi bien que l'autre est inaliénable.

L'existence de ce droit de travailler est établi au moins dès le règne de la reine Anne. Dans *Keeble v. Hickeringill* (cas analysé dans une note de 11 *East* p. 574) (1) il fut tenu qu'une action *on the case* existe contre celui qui a tiré des coups de fusil près de la mare qui sert de canardière à une autre personne avec le dessein de causer dommage au propriétaire en effrayant les oiseaux de passage qui y étaient attirés, quand ces coups de feu ont effectivement fait fuir le gibier et causé dommage au propriétaire de la mare. Il y a lieu d'observer que le fait de tirer des coups de fusil est en soi licite. Le fondement du jugement du chief justice Holt est le suivant : « Quand un homme use de son adresse et de son expérience pour s'emparer de ce gibier, le vendre ou en disposer pour son profit, c'est un acte de commerce de sa part (2) ; mais celui qui empêche un autre

statut du 15 octobre 1914 (Clayton Act) : « Le travail d'un être humain n'est pas une marchandise ou un article de commerce. » Cf. LAMBERT, *Gouvernement des juges*, p. 160-165.

(1) Visiblement, au cours de l'affaire d'*Allen v. Flood*, ce cas n'a jamais été envisagé qu'au travers de cette annotation de la collection de reports d'*East* (1801-1814) (sinon de citations plus récentes) et non au travers du report contemporain de 11 *Modern*, 74, 130, qui d'ailleurs était moins développé.

(2) Littéralement : « cela est dans son commerce ».

d'exercer son commerce ou gagner sa vie est sujet à action pour l'en avoir empêché ». Et plus loin il dit : « Il y a deux sortes d'actes pour causer dommage à l'occupation d'un homme qui font naître action. L'un est l'acte dirigé contre le « privilège » (1) de cet homme ou contre sa propriété. L'autre est quand un acte violent ou malicieux est fait contre l'occupation, la profession ou les moyens d'existence de cet individu. Alors il y a action en tous cas. Mais quand on lui cause dommage en usant de la même forme d'activité, — comme si, par exemple M. Hickerlingill avait établi une autre canardière sur son propre fond, et détourné ainsi chez lui le gibier habituel (2) du plaignant — il n'y a pas lieu à action » Pourquoi ? « Parce qu'il est tout aussi libre d'établir une canardière et de s'en servir que le plaignant ».

Ces mots, à mon avis, tracent la distinction entre l'acte en soi licite qui est rendu illicite quand il est fait malicieusement et l'acte par lui-même licite qui demeure licite, quoiqu'il cause un mal à autrui, parce qu'il est fait dans l'exercice du droit de son auteur à commercer et que ce mal résulte de la compétition commerciale.

Le Chief Justice Erle, dans son œuvre sur les *Trade Unions* p. 12, exprime la proposition ainsi : « Toute personne a un droit en vertu de la loi, dans les rapports entre elle et ses concitoyens, à la complète liberté de disposer de son propre travail ou de son propre capital selon sa propre liberté ». Cela suffit pour l'existence du droit. Quelles

(1) C'est-à-dire son droit à la liberté. Le mot est pris dans le même sens que dans la locution technique : *Writs of privilege*. EDWARD JENKS, *History of English Law*, 341-342.

(2) Littéralement *the custom*, la « clientèle » de canards sauvages fréquentant la canardière du voisin.

sont ses limites ? Ou, en d'autres termes, qu'est-ce qui pourra en constituer une violation ? Ceci est clairement exposé par le Chief Justice Erle. « Il en résulte que chaque autre personne est soumise au devoir corrélatif... (Suit la fin de l'extrait du livre d'Erle déjà reproduit dans les jugements du chancelier Halsbury et de Lord Ashbourne).

Dans quelle mesure ces opinions et le jugement de *Keeble v. Hickeringill* ont-ils été combattus ou approuvés dans les procédures judiciaires subséquentes ? Je n'ai pas connaissance d'une expression judiciaire de dissentiment, tandis que les jugements de plusieurs des juges dans le *Mogul Case*, dans la Cour d'appel et dans cette Chambre, les appuient dans leur ensemble. Dans son jugement, si admirablement logique et scientifique, Lord Bowen dit : (1) « Les plaignants ont un droit à être protégés contre certaines sortes de conduite, et nous avons à examiner quelle est la conduite qui excède cette ligne ou limite légale. Eh bien, faire intentionnellement ce qui est de nature dans le cours ordinaire des événements à causer dommage, et cause en fait dommage, à un autre dans sa propriété ou son commerce (*trade*), engendre action, si fait sans juste cause ou excuse. Cette action intentionnelle, quand elle est faite sans juste cause ou excuse, est ce que la loi appelle un tort malicieux. » Et plus loin il dit : (2) « Intimidation, obstruction et molestation sont défendues ; l'est aussi le « procurement » intentionnel de la violation de droits individuels, contractuels ou autres, en supposant toujours qu'il n'y ait pas de juste cause à cela. » Parmi les divers cas qu'il cite est celui de *Keeble v. Hickeringill*. Il arrive à décider en faveur des défendeurs sur ce fondement qu'il

(1) *L. R.* ; 23, *Q. B. D.*, 613.

(2) *L. R.* ; 23, *Q. B. D.*, 614.

y avait une cause ou une excuse en leur faveur. Il ajoute (1) : « Cette justification légale n'existera plus quand l'acte est uniquement fait avec l'intention de causer un mal temporel sans rapport avec un gain licite pour son auteur ou avec la jouissance licite de ses propres droits. Le bon sens du tribunal qui est appelé à décider aura à analyser les circonstances et à découvrir de quel côté de la ligne tombe chaque cas. »

Dans cette Chambre, le jugement de Lord Bramwell, qui fut lu en son absence par Lord Macnaghten, qui exprima son approbation, présenta ce considérant : « Les demandeurs ne se plaignent pas d'un acte dont l'ultime objet soit de nuire aux plaignants et qui ait son origine dans la malice ou la malveillance envers eux ». Et il se réfère d'une façon générale, sans toutefois donner son nom, à *Keeble v. Hickeringill*.

Lord Field dans son jugement dit : « Je pense que cet appel doit être décidé sur les principes posés par Holt C. J. dans *Keeble v. Hickeringill*. » Après avoir montré que « les actes faits par un commerçant dans la voie licite de son affaire, quoique par les résultats nécessaires d'une concurrence effective ils affectent dommageablement le commerce d'autrui, ne sont pas le sujet d'une action quelconque », il continue ainsi : « naturellement il en est autrement, comme l'a montré Holt C. J. si les actes incriminés, quoique faits par la voie ou sous le prétexte de la concurrence ou d'un autre droit légal, sont en eux-mêmes violents ou purement malicieux ou ont pour ultime objet de nuire à un autre par malveillance envers lui, et non dans la poursuite de droits légaux ».

(1) *L. c.*, p. 618.

Dans cette Maison des opinions ont été délivrées (à l'occasion du *Mogul Case*) par sept de ses Lords. Pas un n'a exprimé une désapprobation ou une critique hostile du cas de *Keeble v. Hickeringill*.

My Lords, si le principe de *Keeble v. Hickeringill* est applicable à ces cas, comme c'est mon opinion, je ne réussis pas à voir comment le juge Kennedy aurait pu refuser de soumettre le cas au jury. Dans ses instructions il pose le cas d'Allen au jury sous une forme plutôt favorable. Il dit (en résumé) : « En gardant à l'esprit comment Allen est intervenu, vous avez à examiner si les plaignants ne vous ont pas prouvé uniquement qu'il a décrit aux employeurs ce que les ouvriers travaillant sur ce chantier feraient vraisemblablement, à moins qu'ils ne puissent arriver à quelque règlement amiable, et qu'il a laissé aux employeurs —... le choix de l'action — et je ne pense pas dans ce cas que vous puissiez dire qu'il y a eu incitation... ; qu'il s'est senti dans cette position : je suis un délégué de district ; dans l'intérêt de la poursuite des travaux de l'employeur aussi bien que dans l'intérêt des hommes, il est préférable que j'aie trouvé les employeurs et leur dise ce que sont les faits après avoir dit aux ouvriers de ne pas prendre d'action précipitée — de façon à permettre à l'affaire ou d'être réglée pacifiquement par les employeurs ou, si elle ne pouvait être réglée par eux, d'être portée suivant la procédure régulière devant le conseil exécutif de l'union. »

Les instructions du savant juge me semblent poser le cas favorablement pour Allen ; mais il m'apparaît que quelques-unes de vos Seigneuries se sont mises elles-mêmes à la place du jury en arrivant à la conclusion qu'Allen s'est rendu chez les employeurs simplement pour leur faire connaître (*intimate*), comme on l'a dit, ou leur décrire les

sentiments et les vues des hommes, — pour être leur messenger ou leur porte-parole — ce qui est précisément l'interprétation des faits (case) qui a été niée par le jury. Et même, mon noble et savant ami Lord James, dans son jugement, que j'ai eu l'avantage de lire, a été plus loin. Car il dit : « Pour lui (Allen), communiquer cette intention à la compagnie ne nuisait pas aux demandeurs ». Si cela était correct, il n'y aurait aucune nécessité d'aller plus loin. Les plaignants n'auraient souffert aucun dommage par l'acte du défendeur. A mon avis c'est au jury, le tribunal constitué pour ces cas, et non à vos seigneuries. qu'il appartient de dire si Allen s'est présenté aux employeurs comme pacificateur, fournisseur de renseignements (1), messenger et porte-parole, comme c'est exposé par lui, ou plutôt pour lui par quelques-unes de vos Seigneuries, où s'il est intervenu avec l'objet et dans le but de punir les plaignants des offenses qu'ils étaient allégués avoir commises dans le passé en obtenant qu'ils soient renvoyés immédiatement de leur emploi.

Le défendeur donne un démenti complet à la substance du témoignage de M. Halkett. Le défendeur n'a pas pris dans son témoignage la position qui est actuellement prise pour lui par quelques-unes de vos Seigneuries en le présentant comme ayant été un messenger ou un fournisseur spontané de renseignements. Il était conscient d'avoir fait quelque chose de mal et, pour essayer de se sauver, il a dénié complètement ce que M. Halkett avait prouvé. Le jury s'est refusé à le croire. Son témoignage mensonger donne couleur à sa conduite et à son action qui, à mon avis se ramènent à ceci. Il était un homme du dehors, quoiqu'il eut

(1) Intimator, representer.

été appelé télégraphiquement par Elliott. Il a pris sur lui de menacer les employeurs, pour le cas où les plaignants ne seraient pas renvoyés de suite, d'un débauchage des ouvriers en chaudières qui serait plus dommageable pour l'entreprise. Son objet était de nuire aux plaignants et de les punir, et il a eu l'intention de les persécuter ultérieurement en ne leur permettant de travailler nulle part, ce qui n'était pas le désir des hommes ou de leur union. Sa conduite était non autorisée et il a présenté sous un faux jour aux employeurs et les vœux des hommes et leurs objets, et il a agi en dehors du cercle de son autorité comme délégué de district de l'union.

C'est pourquoi je conclus en adoptant pour mon propre compte le dernier paragraphe de l'opinion du juge Hawkins sur la question proposée aux juges par vos Seigneuries : « Etant convaincu que le droit des plaignants est établi par la loi, je pense qu'il y a ici abondance de preuves propres à être soumises au jury que sans excuse ou justification, et non dans l'exercice d'un « privilège » (1) ou la défense d'un de ses droits ou de ceux des ouvriers en chaudières, le défendeur volontairement, illégalement, injustement et tyranniquement a envahi et violé le droit des plaignants en intimidant et contraignant leurs employeurs à les priver de leur emploi présent ou futur ».

C'est pourquoi je suis d'avis que le jugement de Kennedy J., qui a été unanimement confirmé par la Cour d'appel, doit être confirmé par cette Chambre.

(1) Le sens que prend ici le mot « privilège » est défini plus loin, notamment dans l'opinion de lord Watson.

CHAPITRE III

Les opinions des membres de la majorité

La doctrine qui refuse la protection de l'action ex delicto aux victimes des mises à l'index ouvrières ou des autres mesures de proscriptions syndicales a eu pour elle dans *Allen v. Flood*, en même temps que le nombre, la valeur et le poids des autorités judiciaires. Si les plaidoyers prononcés en faveur de la thèse adverse par Lord Ashbourne et Lord Morris étaient en eux-mêmes d'une fort belle venue, ils n'avaient pas la prétention de traiter à fond la matière et abandonnaient la défense principale de la jurisprudence inaugurée par *Bowen v. Hall* et *Temperton v. Russell*, et suivie dans l'espèce en discussion par la Cour d'appel, au chancelier Halsbury. Ce dernier, absorbé sans doute par ses multiples occupations d'homme d'Etat, n'avait pas toujours pu mettre son argumentation véritablement au point. Les imperfections de forme, que nous avons plutôt cherché à dissimuler dans la traduction, et qui donnent parfois à son jugement l'allure libre et quelque peu indécise de l'improvisation, sont l'indice que la pensée n'y est pas toujours arrivée à sa parfaite maturité. En s'arrêtant avec trop d'insistance et surtout trop d'exclusivisme à l'étude d'arrêts anglais remontant au XVIII^e ou même

à des temps beaucoup plus reculés, et en citant avec trop de complaisance une série de précédents américains qui se rattachaient à une phase de la lutte judiciaire contre le développement du trade-unionisme dont le *Trade Union Act* de 1871 (1) et le *Conspiracy and Protection of Property Act* de 1875 (2) avaient déjà depuis longtemps marqué la clôture en Angleterre, il imprimait une teinte d'archaïsme et faisait prendre une allure quelque peu rétrograde à une doctrine qu'il eut été aisé de justifier par des arguments moins vieillis. La thèse préconisant l'abstention des juges dans ces conflits du travail fut défendue en 1897 au sein de la Chambre des Lords, avec plus de réelle habileté, et aussi avec plus de réflexion et de ténacité. Des six membres de la majorité quatre seulement, les lords Macnaghten, Shand, Dawsey et James of Hereford, se tinrent, comme l'avaient fait dans l'autre clan les lords Ashbourne et Morris, en quelque sorte en réserve et prirent comme eux l'attitude volontaire de combattants de seconde ligne. L'attaque principale contre la jurisprudence esquissée dans *Bowen v. Hall* et *Temperton v. Russell* fut menée à fond, avec la même énergie et avec une égale science de la discussion juridique, par les lords Watson et Herschell.

SECTION I

L'OPINION DE LORD WATSON (3).

Le conflit de compétence ouvrière entre les trade-unions et ses rapports avec les manœuvres incriminées. — Consta-

(1) 34 et 35 Victoria, c. 31.

(2) 38 et 39 Victoria, c. 86.

(3) *L. R.* ; 1898, *A. C.*, p. 90-109.

tation par le jury que ces manœuvres ont provoqué le renvoi des charpentiers. — Renvoi licite de la part du patron. — La provocation à un acte licite n'est pas illicite. — Suffit-il, pour qu'elle le devienne, qu'on démontre que le provocateur a agi « malicieusement » ? — Ambiguïté du mot « malicieusement ». — Sens populaire : malveillance. — Le mobile d'action n'est pas un élément du délit civil. Hypothèses exceptionnelles où la loi des torts en tient compte : cas de privilège. Le motif sert alors d'excuse à un acte en lui-même délictueux. — Il ne saurait rendre illicite un acte par ailleurs licite. — Le sens juridique du mot « malice » : commission intentionnelle d'un acte par lui-même délictueux. — La provocation d'un tiers à faire acte illicite n'est délictueuse que si elle est accomplie par des moyens illicites. — Le recours à la grève n'est pas un moyen illicite. C'est l'usage d'un droit. — La menace d'exercer ce droit ne saurait constituer la violence ou « intimidation » au sens légal du mot. — La doctrine de *Temperton v. Russell* et la prétendue aptitude du mauvais motif à faire dégénérer un acte licite en acte illicite. — La critique par le point de vue des conséquences sociales. — La réfutation par le point de vue des traditions juridiques anglaises. — La véritable signification des arrêts anciens sur lesquels on prétend la fonder. Ils visent des cas de violation du droit d'autrui, et non d'abus du droit. — Origines récentes de cette doctrine de la Cour d'appel. — Nécessité de barrer par un arrêt de principe un courant de jurisprudence à la fois nouveau et dangereux.

My Lords, cet appel, dans lequel les litigants sont membres de deux associations rivales d'ouvriers, enregistrées en vertu du Trade Union Act de 1871, soulève quelques questions importantes sur lesquelles il me paraît y avoir champ pour de considérables divergences d'opinion. L'appelant est membre et délégué pour Londres de la société

des constructeurs de chaudières , association qui restreint le travail de ses membres aux œuvres du fer, alors que les deux répondants (demandeurs à l'action originelle) appartiennent à la société des charpentiers maritimes qui permet à ses membres de travailler et le bois et le fer — alternative qui, à tort ou à raison, n'est pas regardée avec faveur par les chaudronniers.

Dans le mois d'avril 1894 environ quarante hommes de la société des ouvriers en chaudières étaient engagés au Regent Dock de Millwall, à la réparation d'un navire en fer, au service de la Glengall Iron Co. Les répondants (demandeurs initiaux) étaient au même moment employés par la compagnie à exécuter des réparations aux œuvres du bois du bateau. Les constructeurs de chaudières ayant appris que les répondants, quoiqu'ils fussent à ce moment engagés dans un travail de charpentiers, avaient, dans des occasions antérieures, entrepris et exécuté des travaux du fer dans d'autres chantiers maritimes, décidèrent qu'ils ne continueraient pas à travailler en commun avec des ouvriers qui se livraient aux œuvres du fer aussi bien qu'à celles du bois. Et, en conséquence, ils se préparèrent à quitter le Regent Dock en corps aussitôt qu'expirerait leur engagement avec la Glengall Iron, engagement qui était simplement de jour en jour. Dans la crainte, toutefois, de ne pas pouvoir obtenir de salaires de grève de leur union s'ils venaient à quitter leur travail sans l'approbation de quelques-uns de ses titulaires d'office (office-bearers), ils télégraphièrent le 12 avril à l'appelant qui, en réponse à leur requête, se rendit au chantier le matin du jour suivant. Il y fut reçu par l'ouvrier qui lui avait télégraphié et qui, au nom de ses camarades, l'informa qu'ils s'opposeraient à ce que les répondants, qui avaient

fait ailleurs le travail du fer, travaillassent avec eux et qu'ils entendaient en conséquence abandonner le travail ce même jour après l'heure du dîner. L'appelant leur fit savoir que, à son avis, les hommes n'étaient pas justifiés à faire grève, comme ils l'avaient envisagé, avant qu'une tentative eût été faite pour régler la question autrement. Il eut alors une entrevue avec le directeur technique de la Glengall Iron Co à laquelle assista le contre-maître du chantier et dont le résultat fut que, dans l'après-midi du même jour, les répondants furent remerciés par la compagnie et que les ouvriers en chaudières restèrent à leur travail.

La présente action fut portée contre l'appelant au commencement de juillet 1894, et en février 1895 elle fut jugée devant Kennedy J. et un jury qui répondit affirmativement à ces deux questions : 1^o le défendeur Allen a-t-il malicieusement « induit » la Glengall Iron Co à décharger les plaignants ou l'un d'eux de leur emploi ? 2^o Le défendeur Allen a-t-il malicieusement « induit » la Glengall Iron Co à ne pas engager les plaignants ou l'un d'eux ? et qui fixa les dommages de chacun des répondants à 20 livres.

L'appelant (défendeur initial) prétend que le jugement doit être rendu en sa faveur, étant donné que les déclarations du jury, exactement interprétées, ne révèlent aucune cause d'action contre lui, et, alternativement (1), que, ces déclarations étant contre le poids de la preuve, le cas doit être renvoyé pour nouveau jugement du fait (2). Je n'ai pas jugé nécessaire d'examiner la seconde de ces propositions,

(1) On dirait plus exactement dans notre style procédural français « subsidiairement ».

(2) Réclamation subsidiaire d'un nouveau *trial*, c'est-à-dire de la soumission des faits à un second jury.

étant arrivé à la conclusion que la première est bien fondée.

La substance du verdict peut être ramenée à ces trois déclarations : premièrement que la Glengall Iron Co a congédié les répondants de leur emploi et ne les a pas réengagés ; secondement que la compagnie a été amenée à le faire par l'appelant, et troisièmement, que l'appelant a malicieusement provoqué l'action de la compagnie. Il n'y a pas la moindre expression dans le verdict qui puisse être tenue attaquer directement ou implicitement la légalité de la conduite de la compagnie en congédiant les répondants. De la part de l'employeur, les seuls faits de congédier ou de refuser d'employer un ouvrier n'impliquent point le dépassement des limites de ses droits légaux et l'on ne songera même pas à suggérer qu'il ne lui soit pas permis d'accomplir comme bon lui semble l'un ou l'autre de ces actes (1). Il est vrai que la compagnie n'est pas partie à cette action ; mais il est aussi évident que le caractère légal ou illégal de l'acte provoqué peut avoir une signification sur la responsabilité légale du provocateur. Toute la moelle du verdict, en tant qu'il concerne directement l'appelant, est contenue dans le mot « malicieusement », un mot qui est susceptible de bien des significations différentes. L'expression « induire malicieusement », telle qu'on la rencontre sur la face du verdict, est ambiguë. Elle est susceptible de signifier que l'appelant a sciemment provoqué un acte qui par lui-même constitue un délit civil, ou elle peut signifier simplement que l'appelant a provoqué avec l'intention de nuire aux répondants un acte qui, en dehors du

(1) Nous avons dû modifier assez profondément la teneur littérale de cette phrase du texte anglais pour en rendre l'esprit et la signification réelles plus compréhensibles au lecteur français.

motif, ne constituerait pas un délit civil. Et il est, à mon avis, important de vérifier dans lequel de ces sens il a été employé par le jury.

Quoique la règle puisse être autre au regard des crimes, la loi d'Angleterre, à mon sens, ne prend point en compte le motif comme constituant un élément du délit civil. Toute invasion des droits civils d'une autre personne est en soi un délit civil (legal wrong) entraînant obligation d'en réparer les conséquences nécessaires ou naturelles, en tant qu'elles sont dommageables pour la personne dont le droit est violé, que le motif qui l'inspire soit bon, mauvais ou indifférent. Mais l'existence d'un mauvais motif, dans le cas d'un acte qui n'est pas en lui-même illégal, ne convertit pas cet acte en un délit civil dont réparation soit due. Un acte injuste et nuisible, fait sciemment, et en vue de ses conséquences dommageables, peut dans le sens de la loi être malicieux, mais cette malice dérive son caractère essentiel de la circonstance que l'acte commis constitue une violation de la loi. Il y a une catégorie de cas à laquelle on s'est parfois référé pour prouver qu'un mauvais motif peut être un élément dans la composition d'un délit civil. Mais, dans ces cas, le délit doit prendre sa racine dans un acte que la loi regarde d'une façon générale comme illégal, mais dont elle excuse la perpétration dans certaines circonstances exceptionnelles pour des considérations d'ordre public. Ce sont les cas bien connus sous le nom de *cas de privilège*, où la protection que la loi donne à l'individu, qui rentre dans le champ de ces considérations, consiste en ceci, — qu'il peut avec immunité commettre un acte qui est un délit civil (legal wrong) et qui, sans son privilège, apporterait une bonne cause d'action contre lui, tout ce qui est requis pour faire naître le privilège et

lui donner droit à sa protection étant qu'il agisse honnêtement dans l'accomplissement de quelque devoir que la loi reconnaît et ne soit pas mû par le désir de nuire à la personne qui est affectée par cet acte. Dès lors, dans une action portée par la personne ainsi affectée, il est d'usage pour elle d'alléguer et il est nécessaire pour elle de prouver l'intention de nuire, afin de détruire le privilège du défendeur. Mais aucun de ces cas ne tend à établir qu'un acte qui ne constitue pas un délit civil, et par conséquent n'a pas besoin de cette protection, puisse être lié à un « privilège » ; et encore moins qu'un acte qui est en lui-même licite soit converti en un délit civil quand il est fait dans un mauvais motif.

Lord Bowen (à cette époque Bowen L. J.), dans le cas de *Mogul Steamship Co v. M'Gregor*, proclame que, pour constituer la malice légale, l'acte fait doit, en dehors du mauvais motif, constituer une violation de la loi. Le savant juge, avec son exactitude et son bonheur d'expression habituels, dit : (1) « Nous sommes invités par le conseil des plaignants à accepter la position, d'où il fait sortir toute son argumentation, qu'une action existe quand un homme malicieusement et injustement se conduit de façon à nuire à un autre dans son commerce. Il y a beaucoup d'obscurité naturelle dans le langage employé pour exposer cette proposition. Les termes « malicieusement », « injustement » et causer injustement dommage (*injure*), sont des mots qui ont un sens exact, bien connu de la loi, mais qui ont aussi une signification populaire et moins précise, vers laquelle il est nécessaire de voir que l'argumentation a glissé d'une façon qui n'est certes pas imperceptible.

(1) *L. R.* ; 23, *Q. B. D.*, 612.

L'intention *to injure* au sens strict ne signifie rien de plus que l'intention de faire du mal. Mais cela éveille en même temps l'idée accessoire de faire, de causer un mal injuste (*wrongful*). Et, de même, « malicieusement » signifie et implique l'intention de faire un acte qui est fautif (*wrongful*) au détriment d'autrui. Le terme « *wrongful* » (délic-tueux) comprend dans son contenu la violation de quelque droit ».

Les mots que j'ai cités sont en accord substantiel avec le langage employé par Bailey J, dans *Bromage v. Prosser* (1), pour exprimer que « malice dans l'acception commune signifie malveillance à l'égard d'une personne, mais dans son sens légal signifie un acte délictueux fait intentionnellement sans juste cause ou excuse ». D'après le savant juge, pour constituer malice légale, l'acte accompli doit être « *wrongful* », ce qui visiblement signifie un acte illicite soumettant son auteur à la responsabilité de ses conséquences, et la commission intentionnelle de cet acte délictueux en fera un tort malicieux au sens de la loi. S'il est vrai qu'aucun acte licite en soi ne requiert d'excuse, il est également vrai que quelques actes, en eux-mêmes illégaux, admettent une excuse légale, et c'est à ceux-là évidemment que se réfère Bailey J.

La racine du principe est que, dans toute question légale, la malice dépend, non du mauvais motif qui influence l'esprit de l'auteur, mais du caractère illégal de l'acte qui est envisagé et commis. A mon avis, la raison et le sens commun indiquent également que quand l'acte accompli est, en dehors des motifs qui l'inspirent, licite, on n'a pas à prendre connaissance de son motif.

(1) 4 Barnewald et Creswell, 255.

Il ne me paraît pas comporter de doute que le jury, en déclarant que l'action de la compagnie a été malicieusement obtenue par l'appelant, affirme simplement que celui-ci était influencé par un mauvais motif, à savoir l'intention de nuire aux répondants dans leur travail et métier de charpentiers maritimes. Au cours de la procédure de vérification des faits, le cas du plaignant fut conduit et soumis par le savant juge au jury d'après les lignes posées par le Maître des Rôles et Lopes L. J. dans *Temperton v. Russell* (1). Quand le présent cas vint devant la Cour d'appel, la même doctrine fut répétée par le Maître des Rôles et Lopes L. J. et fut exposée longuement par Lord Esher. Rigby L. J. s'inclina, mais sans exprimer son approbation personnelle, devant l'autorité de *Temperton v. Russell*, qu'il accepta comme le liant. Cette doctrine est ainsi exposée par le Maître des Rôles (2). « Il est clair que le seul fait de persuader à une personne qui a contracté de rompre son contrat ne donne nullement lieu à une cause d'action. Mais, quand c'est fait malicieusement dans le but de causer dommage à la personne à qui l'avis est donné ou dans le but de nuire à quelque autre, la personne contre laquelle la malice est dirigée et exercée a une cause d'action, non sur le fondement de la persuasion de rompre le contrat, mais sur le fondement de la malice dirigée contre elle. A mon avis le résultat est le même que la persuasion soit de rompre ou de ne pas faire un contrat. Une personne a parfaitement le droit de conseiller à une autre de ne pas faire un contrat particulier et cette autre a la complète liberté de suivre cet avis. Mais, si la personne use de cette persuasion avec l'intention de nuire à

(1) *L. R.* (1893) ; 1, *Q. B.*, 715.

(2) *L. R.* (1895) ; 2, *Q. B.*, 37.

l'autre ou de nuire à celui avec qui cet autre individu était sur le point de contracter, alors l'acte est malicieux et rend illicite ce qui autrement aurait été licite ». En présence de cet état de la loi, tel qu'il a été exposé dans la Cour d'appel, il n'est pas surprenant de constater que Kennedy J, tout en ne suggérant pas au jury que l'action de l'appelant, en dehors de ses motifs, constituât un délit civil, lui ait donné comme instruction d'examiner si l'appelant avait agi malicieusement et ait expliqué que par ce mot il entendait « avec l'intention et dans le but de causer un préjudice aux plaignants dans leur affaire ».

Je ne conteste pas que la loi posée dans ce cas par le juge président, et défendue par la Cour d'appel, ne justifîât le verdict du jury. Elle se ramène simplement à ceci : qu'amener une autre personne à commettre un acte qui est dans son droit légal ne fournit pas par soi-même une cause d'action, mais que la personne qui provoque cet acte d'autrui se rend coupable d'un délit civil, quand elle est mue par l'intention de nuire, et est obligée à réparation envers ceux contre qui sa mauvaise intention est dirigée. Les mots que j'ai déjà cités révèlent clairement la doctrine qui domine le jugement de Lord Esher. Si la seule « persuasion » ou le simple « avis » engagent la responsabilité de la personne qui en use, cela me paraît être une question spéculative qu'il serait sans profit de discuter, et c'est pourquoi j'admettrai que ces mots se réfèrent aux moyens employés par une personne qui, au sens de la loi, *procure* l'acte d'une autre. Une rupture de contrat est en elle-même un délit civil et dans *Lumley v. Gye* (1) il a été dit par Erle J (depuis chief justice Erle) : « Il est clair que

(1) 2 Ellis et Blackburn, p. 232.

le *procurement* de la violation d'un droit est une cause d'action dans tous les cas où la violation est un délit donnant prise à action ». Dans ce même cas il fut tenu par la majorité des savants juges que le défendeur était exposé à des dommages-intérêts sur le fondement exprès que, en provoquant sciemment un acte illégal, il avait commis un tort que la loi regardait comme malicieux. Ils regardaient le mot « malice » comme signifiant en droit, non pas que le défendeur avait été poussé par un mauvais motif, mais qu'il avait provoqué la commission d'un acte qu'il savait être illégal.

Il n'y a à mon avis que deux fondements sur lesquels une personne qui provoque l'acte d'une autre puisse être rendue responsable de ses conséquences. En premier lieu, elle encourra responsabilité si sciemment et pour ses propres fins elle induit une autre personne à commettre un tort générateur d'action. En second lieu, quand l'acte provoqué est dans les limites du droit de l'auteur immédiat, et par conséquent n'est pas délictueux en ce qui le concerne, il peut pourtant être au détriment d'une tierce personne et dans ce cas, d'après la loi posée par la majorité dans *Lumley v. Gye*, le provocateur peut encore être tenu responsable si l'on peut montrer qu'il a obtenu le résultat visé par l'emploi de moyens illégaux dirigés contre la tierce partie.

La question soumise par cette Chambre à l'avis des savants juges qui nous ont favorisé de leur assistance était : « En admettant que la preuve fournie par les témoins des plaignants fut correcte, y avait-il preuve d'une cause d'action propre à être laissée au jury ? ». Les termes dans lesquels la question a été formulée fournissaient une occasion, que quelques-uns des savants juges ont été

prompts à saisir, de se reporter aux témoignages des témoins des plaignants pour y rechercher quelque fait qui puisse donner sa signification légale, et non conventionnelle, à la « malice » dont le jury avait affirmé l'existence dans son verdict. Mais, à mon sens, il n'était pas entendu, — et il ne serait pas légitime — que, dans la poursuite de cette investigation, ils pussent s'écarter des conclusions des plaignants et de la direction suivie par le conseil de ceux-ci au cours de la procédure de vérification des faits de la cause en première instance. Traiter le cas d'une autre façon serait soulever ici pour la première fois des « issues » que les répondants eux-mêmes n'avaient jamais soulevées avant d'arriver à la barre de cette Chambre et appliquer à ces moyens nouveaux une preuve qui avait été destinée, non pas à leur établissement, mais à celui d'autres points. C'est pourquoi je trouve nécessaire d'exprimer une opinion sur diverses questions qu'on nous a sollicités d'accueillir au cours des argumentations développées devant nous.

Avant tout, quoique l'acte de présentation de la demande allègue que l'appelant a induit la Glengall Iron Co à « rompre ou refuser d'accomplir son contrat » avec les répondants, l'allégation n'est pas soutenue par leur propre témoignage. L'un d'eux (Taylor) a dit seul avec insistance que « quand un homme a été une fois embauché, il est autorisé à revenir jour par jour jusqu'à ce que la besogne soit finie ou qu'il soit renvoyé », et l'autre, Flood, a exposé en substance la même chose en ajoutant qu'il y a pas de règle, quant au moment où le congé doit être donné. Puis, dans la suite de l'enquête, leur contre examen pour le compte de l'appelant au sujet de la matière du contrat fut arrêté par le juge président avec cette observation : En fait, il

ne peut pas y avoir eu de rupture du contrat, puisque l'engagement avait lieu jour par jour et se terminait à la fin de chaque jour. Et, en traçant sa tâche au jury, le savant juge, se référant à l'offre de preuve (averment) d'une violation (de contrat) faite dans l'acte de présentation de la demande, observe de nouveau, sans qu'une opposition ou une exception soit présentée par le conseil des répondants, « qu'elle a complètement échoué parce qu'il est parfaitement clair qu'il n'y avait pas de contrat existant que les défendeurs ou l'un d'eux puissent avoir induit la Glengall Iron Co à rompre avec le plaignant ».

Partant de ce point de départ que la Glengall Iron Company, en se passant des services ultérieurs des répondants, n'était coupable d'aucun tort, je suis disposé à admettre qu'une personne qui provoque l'acte de cette compagnie peut encourir responsabilité envers ceux qu'il affecte dommageablement, si elle a employé des moyens illicites pour atteindre ce but. D'après la décision de la majorité dans *Lumley v. Gye*, que j'ai déjà citée, une personne qui par des moyens illégaux, c'est-à-dire qui par eux-mêmes ont la nature de délits civils, en amène une autre à accomplir un acte licite, mais qui est de nature à nuire et nuit effectivement à un tiers, commet un délit dont elle peut être rendue responsable. Tant que le mot « moyens » est entendu dans son sens naturel et propre, cette règle me paraît tout à fait intelligible. Mais je me sens tout à fait incapable d'apprécier la logique par trop lâche qui confond les sentiments internes avec les actes extérieurs et traite le motif de l'auteur comme un des moyens employés par lui.

On a soutenu, et quelques-uns des savants juges qui ont prêté leur assistance à la Chambre ont été favorables

à cet argument, que l'appelant avait usé de contrainte comme moyen de forcer la Glengall Iron Co à rompre ses rapports avec les répondants ; mais cette conclusion ne m'apparaît pas comme un clair résultat de la preuve. Si la contrainte, dans le seul sens légal du mot avait été employée, c'eût été un tort fait tout autant à la compagnie Glengall qu'aux parties qu'on dit avoir été contraintes ; aux répondants. Son résultat peut être préjudiciable aux répondants ; mais son efficacité dépend entièrement de ce qu'elle a été dirigée contre et a opéré sur la compagnie. Il ne faut pas perdre de vue que la question de savoir ce qui constitue une contrainte délictueuse au sens légal implique les mêmes considérations que j'ai discutées par rapport aux éléments du délit civil en tant que commis par l'auteur immédiat. Selon mon opinion, la contrainte, quelle que soit sa nature, doit, pour entraîner la responsabilité légale de celui qui l'emploie, être intrinsèquement, et indépendamment de ses motifs, un acte délictueux. Suivant la doctrine formulée dans *Temperton v. Russell* et dans le cas présent (par la Cour d'appel) il n'est pas nécessaire qu'elle constitue un tort, mais elle devient illicite quand elle est provoquée par un mauvais motif.

C'est, à mon avis, le droit absolu de tout ouvrier d'exercer sa propre option au regard des personnes dans la société desquelles il consentira à travailler ou à continuer de travailler. Il peut être déplorable que les sentiments de rivalité entre diverses associations de travailleurs puissent se développer assez fortement pour faire que les membres d'une union s'opposent sérieusement à continuer leur travail en compagnie des membres d'une autre trade-union. Mais, tant qu'ils ne commettent pas de délit civil et n'usent pas de moyens qui sont illégaux, ils ont parfaite

liberté d'agir d'après leurs propres vues. Que les ouvriers en chaudières qui étaient employés au Regent Dock de Millwall aient ressenti sérieusement la présence parmi eux des répondants, cela ressort clairement du témoignage des répondants eux-mêmes, et qu'ils auraient certainement abandonné le dock si les répondants avaient continué à y être employés, cela me paraît être un fait non douteux du cas. Ils n'avaient aucun engagement encore en cours de durée avec leurs employeurs et, s'ils avaient quitté le travail et fait grève, ils auraient agi dans leur droit, quoiqu'on puisse penser de la valeur morale du procédé. Et ce n'est pas tout ; ils étaient à mon avis en droit d'informer la Glengall Iron Company de la mesure qu'ils envisageaient aussi bien que des raisons par lesquelles ils étaient influencés, et cela soit par leur propre bouche, soit, comme ils l'ont préféré, par l'intermédiaire de l'appelant comme leur représentant. Si les ouvriers avaient fait la communication eux-mêmes et avaient été influencés par de mauvais motifs envers les répondants, alors, d'après la loi qui a généralement été acceptée par les cours inférieures, ils auraient individuellement et collectivement encouru responsabilité envers les répondants. Mais il était clairement de l'intérêt des employeurs qu'ils sachent quel serait le résultat du maintien à leur service d'hommes à l'emploi desquels s'opposait la majorité de leurs ouvriers, et le fait de donner cette information ne constituait pas, à mon avis, une contrainte des employeurs, qui n'ont nullement été au sens propre contraints, mais ont simplement suivi la marche qu'ils estimaient la meilleure pour leurs propres intérêts.

Je pense qu'il est juste d'observer que, même si, dans mon opinion, les témoignages avaient contenu des articu-

lations suffisantes pour supporter une accusation de contrainte, j'aurais décliné dans les circonstances du cas présent de lui donner effet. Il est parfaitement vrai que, dans le 5^e « conte » de l'acte de présentation de la demande, l'intimidation et la contrainte ont été alléguées ; mais il est également vrai que, depuis le moment où cet acte procédural a été déposé jusqu'à la seconde audition sur le présent appel le mot « contrainte » ou ses équivalents n'ont été prononcés qu'une seule fois. Il ne se rencontre même pas dans l'argumentation du répondant. L'exception que j'ai rappelée se trouve dans les instructions du savant juge qui, sans soulever de contestation de la part du conseil du répondant, a fait cette observation au jury : « Naturellement il n'y a pas preuve ici de quelque chose qui constitue l'intimidation ou la contrainte en aucun sens légal du mot. » Les éléments de preuve actuellement invoqués comme démontrant l'intimidation ou la contrainte ont été produits pour prouver, et ont été présentés au jury comme prouvant, le malus animus de l'appelant, et rien de plus. J'éprouve peu de doute sur l'incompétence et n'en éprouve aucun sur l'inopportunité pour cette Chambre de connaître et décider d'une « issue » de fait qui, si elle n'a pas été formellement abandonnée, n'a pas été produite à l'enquête ni soumise au jury, — et cela sur un matériel de preuve qui n'avait pas été fourni à cette fin, — dans le but de rapiécer un verdict qui est attaqué sur des points de droit.

La doctrine formulée par la Cour d'appel dans ce cas et celui de *Temperton v. Russell* en ce qui concerne l'aptitude du mauvais motif à rendre — pour reprendre les mots de Lord Esher — « illégal ce qui autrement aurait été légal » — est formulée en termes larges et compréhensifs ;

mais la majorité des juges consultés qui approuvent cette doctrine ne se sont occupés que de son application au cas d'intervention dans le commerce ou l'occupation d'autrui. Même dans cette application très limitée elle mènerait dans quelques cas à des résultats singuliers. Celui qui commet un acte qui n'est pas en soi illégal, mais qui entraîne des conséquences dommageables pour diverses autres personnes, encourrait responsabilité envers ceux auxquels il est prouvé qu'il a entendu nuire, et le reste des gens auxquels il a nuï n'aurait pas de remède. Un maître qui renvoie un serviteur engagé à la journée ou dont le contrat de service est expiré, et se refuserait à lui donner un nouvel engagement parce qu'il le voit d'un mauvais oeil, et désire le punir, serait exposé à une action pour tort. Et *ex paritate ratione*, le serviteur serait exposé à dommages-intérêts envers le maître qu'il déteste s'il abandonne sa situation à l'expiration de son engagement et refuse de se réengager en sachant que son maître sera mis et avec l'intention qu'il soit mis dans de considérables embarras, dépenses et pertes avant de pouvoir lui trouver un remplaçant. Si c'est là l'état de la loi, il est bien remarquable qu'il ne se trouve aucun cas dans les livres (1) où pareille action ait triomphé. L'autorité qui est principalement invoquée comme appuyant la doctrine des décisions récentes est *Keeble v. Hickeringill* (2) qui fut décidé par la Cour du Banc de la Reine il y a environ deux siècles. Je suis très loin de suggérer que l'antiquité d'une décision fournisse une bonne

(1) C'est-à-dire dans les recueils d'arrêts. Déjà, dans les parties les plus récentes des *Year Books*, l'expression française « livres » désignait techniquement les recueils de *reports*. C'est avec ce sens qu'est encore habituellement pris son substitut moderne anglais « books » dans la langue des « opinions » judiciaires.

(2) 11 East, 574 n.

objection à son poids. Mais c'est une circonstance qui certainement invite à un attentif examen à moins que la décision ne cadre pas clairement avec l'espèce en cause et que son principe n'ait depuis été reconnu et appliqué.

Dans *Keeble v. Hickeringill* le plaignant poursuivait pour le trouble apporté à une canardière qu'il avait créée sur sa propriété dans le but de capturer des oiseaux de passage et de les envoyer au marché. Le défendeur qui était un propriétaire limitrophe avait tiré des coups de feu sur sa propre terre, non en vue de tuer du gibier, mais dans le seul but d'effrayer les oiseaux et de les écarter de l'étang servant de canardière ou de les empêcher de s'y poser. L'acte incriminé consistait en substance à faire du tapage (noise) assez près de la terre du plaignant pour être pour lui une « nuisance » (1). En envisageant le cas sous cet aspect, je ne trouve pas nécessaire d'exprimer une opinion sur la conduite du défendeur, mais il est fort clair qu'aucun propriétaire n'a le droit absolu de faire des bruits sur sa propre terre, parce que chacun des droits que la loi lui donne est limité par la condition qu'il ne l'exercera pas de façon à créer une « nuisance » à ses voisins ou au public. S'il viole cette condition, il commet un délit civil et, s'il le fait intentionnellement, il est coupable d'un tort malicieux au strict sens légal du mot. Le Chief Justice Holt, qui délivra l'opinion de sa cour, traita le cas comme un cas d'atteinte

(1) La doctrine anglaise des « nuisances », du mot français nuire, touche à la fois, et au droit pénal par son chapitre des « *public nuisances* », et au droit privé, en apportant des limites à l'exercice du droit de propriété immobilière dans l'intérêt des bons rapports de voisinage, par le chapitre des « *private nuisances* ». C'est ce dernier qui est en jeu ici. La loi anglaise dresse la liste des « nuisances » en tenant compte uniquement de la nature des faits rangés dans cette catégorie, et de leur destination individuelle. Les « nuisances » constituent des limitations objectives au droit de propriété.

au commerce du plaignant, commerce consistant dans la capture et la vente du gibier. Il le distingue du cas d'invasion d'une « franchise » (1) qui, à ce que j'entends, constituerait par lui-même un délit civil et expose ainsi la loi qui lui est applicable. « Quand un acte violent ou malicieux est fait contre l'occupation d'un homme, sa profession ou ses moyens de gagner sa vie, il y a action dans tous les cas. » Je ne vois pas de raison de douter que par un « acte violent » le savant juge ait eu en vue un acte de violence fait dans les circonstances qui lui donnent la nature d'un délit civil, et je vois aussi peu de raisons pour que, en parlant d'un « acte malicieux », il ne doive pas être entendu comme employant le mot « malicieux » dans son propre sens légal, et comme se référant aux autres délits, non accompagnés de violence, mais commis intentionnellement, et, par conséquent, aux yeux de la loi, malicieusement. L'objet d'un acte, c'est-à-dire les résultats qui nécessairement ou naturellement découleront des circonstances dans lesquels il est commis, peut lui donner un caractère délictueux, mais cela ne doit pas être confondu avec les motifs de l'auteur. Faire partir un fusil chargé est en maintes circonstances un procédé parfaitement inoffensif ; tirer sur la grande route en face d'un cheval rétif peut être une chose tout à fait différente.

Le savant Chief Justice donne ensuite des illustrations variées de la règle qu'il a formulée. Il note d'abord un cas dans lequel il a été admis qu'un maître d'école n'avait pas de cause d'action contre un défendeur qui avait attiré ses élèves et avait nui à son école en ouvrant un établis-

(1) Privilège conféré par le roi ou élément de la prérogative de la couronne passé par concession royale ou prescription dans le patrimoine d'un particulier.

sement rival, procédé qui est évidemment dans le cours ordinaire de la concurrence, et il ajoute : « Mais supposons que M. Hickeringill se place sur la route avec ses fusils et détourne en les effrayant les enfants d'aller à l'école et que leurs parents ne veuillent pas leur permettre d'y retourner, il est sûr que le maître d'école peut avoir action pour la perte de ses élèves ». C'est là une observation que je ne vois aucune raison de contester ; car, dans mon opinion, effrayer un enfant avec un fusil de façon à l'empêcher d'aller à l'école est en soi un acte violent et illicite dirigé à la fois contre l'enfant et contre son maître d'école. Le savant juge se réfère ensuite à trois exemples où le défendeur serait sujet à une action *upon the case* : 1^o Quand il barre la route à un individu qui se rend au marché et, en l'empêchant ainsi d'y parvenir, prive le propriétaire du marché de la perception de ses redevances, 2^o quand, au détriment d'un propriétaire, il emploie la menace pour amener les « tenant-at-will » de celui-ci à le quitter, et 3^o quand, en frappant un serviteur, il l'empêche d'encaisser les taxes fiscales dues à son maître. Il faut observer que, en dehors de toute question de motif, tous ces cas impliquent l'usage de moyens en eux-mêmes illégaux : obstruction, contrainte par le moyen de menaces et « assault » contre une personne.

Mais, si l'on admet, ce qui n'est nullement clair dans mon esprit, que *Keeble v. Hickeringill* ait entendu décider que le mauvais motif rend illégal l'acte qui autrement serait légal, il est nécessaire d'examiner dans quelle mesure ce principe anormal a été reconnu dans les décisions subséquentes. Si on laisse de côté les décisions récentes qui sont soumises à notre révision dans cet appel, on ne peut nous citer qu'un seul cas où la Cour ait professé qu'elle était

guidée par le raisonnement du Chief Justice Holt. Cet exemple se trouve dans *Carrington v. Taylor* (1), décision que, je m'aventure à le penser, aucune Cour anglaise n'aurait aujourd'hui souci de reproduire. Les faits de ce cas ne ressemblaient à ceux qui s'étaient présentés dans *Keeble v. Hickeringill* qu'à ce seul point de vue que le plaignant était propriétaire d'une canardière. Le défendeur possédait un bateau et s'en servait pour gagner sa vie en chassant le gibier à plume pour le vendre au marché, ce qu'il était légalement qualifié à faire. Mais quelques-uns des coups tirés par lui dans la poursuite de cette occupation eurent pour effet d'effrayer des oiseaux qui autrement auraient été attirés ou auraient pu être attirés vers les appeaux du plaignant, et, à raison de ce trouble, il fut tenu être soumis à des dommages-intérêts envers le plaignant. Quelque interprétation qu'on puisse donner au jugement de Holt C. J., il ne me paraît pas contenir une seule expression qui justifie ce résultat. Je ne suis pas surpris de constater qu'un éminent juge, à l'opinion duquel je ne saurais dans l'ensemble concourir, a eu le courage d'exprimer sa désapprobation du jugement de *Carrington v. Taylor*, parce qu'il ne réussissait pas « à voir quel délit le défendeur avait commis dans ce cas » (2). A mon sens le cas est d'une importance considérable, parce qu'il montre qu'en l'an 1809, la Cour du Banc de la Reine ne regardait pas *Keeble v. Hickeringill* comme établissant la doctrine qu'un acte licite, fait avec l'intention de nuire, put fournir une cause d'action. Dans le cas qui lui était soumis il n'y avait ni allégation, ni preuve d'une intention

(1) 11 East, 571.

(2) Renvoi à la consultation d'Hawkins J. (le tutor lord Brampton. (*L. R.*, 1898 ; *A. C.*, p. 20.

de nuire à la canardière du plaignant. Le seul motif du défendeur en tirant son coup de feu était de gagner sa vie en tuant du gibier pour le vendre. Je ne puis éviter cette conclusion que les savants juges ont accepté *Keeble v. Hickeringill* comme une autorité en ce sens que, en dehors de toute question de motif, le trouble apporté au fonctionnement d'une canardière, qu'il était licite d'établir, était une invasion illégale du droit privé de son propriétaire.

Une variété de cas bien connus, englobant même *Lumley v. Gye*, a été invoquée par les répondants comme montrant que le principe dit de *Keeble v. Hickeringill* a été de temps à autres appliqué par les cours anglaises depuis la date de ce jugement. En dehors du cas de *Carrington v. Taylor*, que j'ai déjà cité, je suis incapable de découvrir dans ces autorités, que je ne crois pas nécessaire d'examiner dans le détail, une trace quelconque de la doctrine invoquée par les répondants, jusqu'à ces dernières années, quand elle s'est pour la première fois annoncée dans un dictum qui se rencontre dans *Bowen v. Hall* (1) et a été sub-séquemment développée dans *Temperton v. Russell* (2) ainsi que dans le présent cas. Les autorités antérieures à *Bowen v. Hall*, ainsi que cette décision elle-même, sont toutes des cas rentrant dans l'une ou l'autre de ces trois classes : 1° « cas de privilège » (3) où l'auteur d'un acte qui par lui-même constituait un délit civil était protégé contre ses conséquences usuelles dans l'hypothèse où il serait prouvé que cet acte avait été accompli en fait

(1) *L. R.* ; 6, *Q. B. D.*, 333.

(2) *L. R.* (1893) ; 1, *Q. B.*, 715.

(3) La définition des « cas de privilège » a été déjà donnée par lord Watson dans une partie antérieure de son jugement, p. 169.

dans le désir honnête de remplir un devoir public ou privé ;
2° cas où l'acte, était par lui-même une violation évidente
d'un droit privé et 3° cas où un acte préjudiciable à autrui,
mais ne donnant pas de remède contre l'auteur immédiat,
avait été provoqué (par un tiers) par des moyens illégaux.

L'ancien cas de *Garret v. Taylor* (1) fournit une excellente
illustration de la troisième classe. D'après le report, qui
est très bref, un carrier se plaignait que le défendeur eût,
par menaces de leur porter des coups et blessures graves (2),
de les tracasser par des procès, induit ou contraint quelques-
uns de ses clients à cesser de lui acheter des pierres de sa
carrière. Jugement fut donné par défaut et le cas fut réen-
tendu sur un appel porté par le défendeur en opposition au
jugement sur le fondement que la « déclaration (3) » ne révé-
lait aucune cause d'action. La déclaration (4) révélait des
faits qui, s'ils étaient vrais, comme ils étaient nécessairement
supposés l'être, constituaient des moyens illégaux employés
pour influencer l'action des clients du plaignant. Un savant
juge (5) a admis que le jugement fût basé sur le principe

(1) Croke Jac., 567. Cas de l'année 1620.

(2) « Mayhem », c'est-à-dire coups et blessures entraînant soit la
mautrition, soit la perte de l'usage d'un membre.

(3) La « déclaration » tient dans l'ancienne procédure du xviii^e siècle
la place qu'occupe dans la procédure actuelle le « statement of claim ». C'est la présentation en forme de la demande. Sur ses origines : HOLDS-
WORTH, *History of English Law*, II, 435 ; III, 474, n.

(4) 2 Rolle's Reports, 162.

(5) C'est là un renvoi à la consultation du juge Cave (*L. R.*, 1898 ;
A. C., p. 30), qui, pour expliquer la décision de *Garret v. Taylor*,
distingue deux branches dans l'incrimination soulevée par le deman-
deur : celle qui concerne l'éloignement de ses ouvriers, et celle qui
concerne l'éloignement de ses futurs acheteurs. « On peut dire, en tant
qu'il s'agit des serviteurs, que le plaignant a un droit d'action de la
nature d'un droit de propriété, naissant de la relation personnelle
existante entre maître et serviteur, et des services qui lui étaient assu-
rés par cette relation ; mais comment le plaignant aurait-il un droit

que tout homme « a un droit à se livrer à son commerce sans trouble », proposition qui n'était point impliquée dans le cas, mais contre laquelle je ne souleverai pas de contradiction si elle signifie trouble « illégal ». La décision découla en réalité des termes même de la « déclaration » qui me paraît révéler un cas très clair d'emploi de moyens illégaux. Je ne suis pas préparé pour l'instant à admettre que les menaces de vexations par voie de la litigation, qui peuvent causer une appréhension anxieuse dans l'esprit de beaucoup, ne constituent en aucune occasion une « influence illégale » ; mais je n'éprouve aucun doute que ces manœuvres, accouplées à de sérieuses menaces de violence personnelle, allant jusqu'à la mutilation ou la perte de l'usage des membres, quand la partie menacée est subjuguée par eux et leur cède, constituent la contrainte au sens de la loi.

Tarleton v. M. Gawley (1) est un cas de la même complexion. Deux navires britanniques, l'*Othello* et le *Bannister* se trouvaient l'un près de l'autre sur la côte de Calabar, engagés dans la même sorte d'entreprise, l'échange de leur cargaison contre de l'huile de palmes et d'autres produits ouest-africains. Un canot conduit par des indigènes désirant commercer s'approchait du *Bannister* dans ce but, quand le patron de l'*Othello* pointa contre lui et tira un canon chargé à poudre et frappa et tua l'un des hommes du canot, outrage qui occasionna une telle panique parmi les

d'action contre un autre pour avoir menacé de mutilations et des tracasseries de procès les tiers qui venaient acheter chez lui, mais qu'il n'alléguait pas avoir déjà conclu avec lui des contrats pour lui acheter ses pierres ? Mais, si nous admettons que le common law reconnaît à tout homme un droit à exercer son commerce sans trouble, la difficulté disparaît. »

(1) 1 Peake, N. P. C., 270. Arrêt de 1794.

tribus indigènes que la saison commerciale du *Bannister* fut perdue. Le maître de l'*Othello* fut tenu responsable de ce résultat qui était la conséquence directe et naturelle de son acte délictueux et criminel. Le cas était exactement le même que si quelque personne avait tiré avec persistance des balles sur tous ceux qui étaient sur le point d'entrer dans une boutique avec l'effet d'en chasser les clients et de ruiner l'affaire du boutiquier. Un tel acte ne peut pas être défini comme étant licite en dehors du motif par lequel il a été dicté.

J'ai déjà indiqué que, dans mon opinion, aucune lumière n'est jetée sur la décision du cas présent par *Pitt. v. Donovan* (1) et autres cas de cette classe. Le défendeur avait dans ce cas présenté contrairement aux faits le plaignant comme se trouvant en état de démence au moment où il signait et scellait un acte sous le sceau (2). La communication était faite à une personne envers laquelle le défendeur aurait eu le devoir légal de faire la révélation si elle avait été vraie, et le défendeur était d'après la loi absous des conséquences ordinaires d'avoir fait circuler une affirmation (3) fausse et injurieuse s'il avait en toute honnêteté cru qu'elle était vraie. La loi applicable aux cas de cette nature est, je pense, hors de tout doute. Mais la règle, par laquelle la loi dans certains cas exceptionnels excuse la perpétration d'un délit civil à raison de l'absence

(1) 1, Maule et Selwyn, 369. Arrêt de 1813. Ce précédent avait été invoqué dans la consultation de Hawkins J. (*L. R.*, 1898 ; *A. C.*, 16) pour essayer d'établir que la simple expectative de droit, « probable expectation », est protégée aussi bien que le droit acquis, « vested legal interest », contre les atteintes de tiers par l'action *ex delicto*.

(2) *Deed*: Acte instrumentaire solennel et formaliste.

(3) *Libel*. L'un des deux mots techniques qui entrent dans la dénomination légale du délit de diffamation.

de mauvais motifs, est insuffisante pour établir et supporter la proposition inverse et très différente que la présence d'un mauvais motif peut convertir un acte licite en un acte légalement délictueux. *Lumley v. Gye* (1) est une puissante autorité dans cette branche de la loi, mais ne fournit aucun appui à l'argumentation des répondants. C'était une action en dommages-intérêts contre un défendeur qui avait induit une chanteuse professionnelle à rompre son engagement avec le plaignant au préjudice de celui-ci ; et la défense contre cette action était principalement tirée de cette affirmation que l'engagement rompu ne constituait pas la relation de maître et serviteur entre les parties contractantes. Ce moyen fut écarté et le défendeur déclaré responsable. Le principe de la décision (que Coleridge J. fut seul à repousser) fut clairement expliqué par M. Justice (plus tard Chief Justice) Erle, dont l'opinion est en complet accord avec les vues exprimées par les autres savants juges qui constituèrent la majorité de la Cour. Il dit : « Les autorités sont nombreuses et uniformes en ce sens qu'une action existe contre toute personne qui « procure » (c'est-à-dire est cause) qu'un serviteur abandonne illégalement son service. Le principe impliqué dans ces cas englobe le cas présent, car le droit d'action du maître y naît de l'acte délictueux que commet le défendeur en « procurant » (c'est-à-dire en obtenant par ses faits et gestes ce résultat) que la personne louée brise son contrat en mettant fin à la relation d'employeur et d'employé, et le présent cas est le même ». Puis le savant juge en vient à dire, dans un langage que j'ai déjà cité : « Il est clair que le « procurement » de la violation d'un droit

(1) 2, Ellis et Blackburn, 216.

est une cause d'action dans tous les cas où cette violation elle-même est un délit générateur d'action. » Ces considérants expriment un principe intelligible et salulaire et contiennent une pleine explication de la loi sur laquelle le cas fut décidé. Celui qui volontairement induit une autre personne à faire un acte illégal qui, sans sa persuasion, n'aurait pas été, ou aurait pu ne pas être commis, est justement tenu responsable du délit qu'il a causé. Aucun des savants juges n'a fait de référence au cas de *Keeble v. Hickeringill* et on ne trouvera pas une seule expression dans leurs opinions qui tende à suggérer qu'un motif « injurieux » (1) puisse imprimer un caractère délictueux à un acte licite ou à sa provocation (procurement) par des moyens qui ne sont pas en eux-mêmes illégaux.

Dans *Bowen v. Hall* (2) le délit dont on se plaignait était la provocation (inducing) intentionnelle de la rupture d'un contrat au détriment du plaignant, moyen qui était évidemment qualifié pour réussir si *Lumley v. Gye* avait été bien décidé. D'après l'opinion émise par Erle C. J. et les autres juges dans ce dernier cas, le défendeur à l'action de *Bowen v. Hall* s'était rendu coupable d'un délit qui était « malicieux » au sens légal du mot, parce qu'il avait sciemment « procuré » la commission d'un acte illégal. Le jugement de *Lumley v. Gye* fut suivi par le comte Selborne et par Lord Esher (alors Lord Justice Brett), tandis que le Chief Justice Coleridge se rangea à la vue opposée qu'il avait déjà développée (dans *Lumley v. Gye*), alors qu'il n'était encore que le juge Coleridge. Lord Esher en délivrant le jugement du comte Selborne

(1) C'est-à-dire se ramenant à l'intention de nuire à autrui en infligeant un dommage causé sans droit.

(2) *L. R.* ; 6, *Q. B. D.*, 333.

et le sien, réaffirme en substance le raisonnement de la majorité dans *Lumley v. Gye* ; mais il y a une ou deux sentences dans son jugement qui sont relatives à des points dont les savants juges qui décidaient ce cas n'avaient pas à s'occuper et qui n'étaient suscitées ou provoquées ni par les faits de *Lumley v. Gye* ni par ceux du cas qui lui était alors soumis. Sa Seigneurie dit : « Le seul fait de persuader à un homme de rompre son contrat peut n'être délictueux ni en droit ni en fait, comme dans le second cas posé par Coleridge J. Mais, si la persuasion est employée dans le but indirect de nuire au plaignant ou de procurer un bénéfice au défendeur aux dépens du plaignant, c'est un acte malicieux qui est en droit et en fait un acte délictueux, et par conséquent générateur d'action, si dommage s'ensuit. Nous pensons qu'il est impossible de douter qu'un acte malicieux, comme celui qui est décrit ci-dessus, est un acte délictueux en fait et en droit. » Ces mots sont évidemment susceptibles des deux interprétations très différentes suivant qu'on les entend comme se référant au *procurement* d'un acte illégal ou se référant au « *procurement* » d'un acte licite. *Prima facie*, ils me paraîtraient se référer au « *procurement* » d'un acte illégal, parce que la supposition initiale sur laquelle tout le passage est bâti est qu'il y a eu une persuasion — et qui a réussi — de rompre un contrat, et, dans ce cas, il y aurait le délit malicieux, qui est défini dans *Lumley v. Gye*. Mais ces mots ont été depuis expliqués par leur auteur signifier, non pas seulement que le « *procurement* » d'un acte illicite avec intention de nuire est un tort malicieux donnant une bonne cause d'action, mais que la présence d'une intention malfaisante chez le provocateur donne une bonne cause d'action, quoique l'acte provoqué soit en lui-même

légal. Sous cet aspect, les mots (de Lord Esher) ne peuvent être regardés que comme des *obiter dicta* (1), parce que nulle question de ce genre n'était soulevée par les circonstances du cas.

Je ne pense pas nécessaire de citer longuement *Temperton v. Russell* (2) dans lequel les mêmes raisons essentielles ont été données par le Maître des Rôles et par Lopes L. J. que dans le cas présent. Il est à mon sens très douteux que dans ce cas se posât à la Cour la question de savoir si l'*animus* de l'auteur peut rendre illégal ce qui autrement aurait été légal. Les seules déclarations du jury que la Cour eut à examiner étaient : 1^o que les défendeurs avaient malicieusement induit certaines personnes à rompre leurs contrats avec les plaignants et 2^o s'étaient malicieusement coalisées (*conspired*) pour induire et avaient effectivement induit certaines personnes à ne pas faire de contrats avec les plaignants. Comme il y avait eu ici des ruptures indiscutées de contrats par les personnes déclarées par le jury avoir été poussées par d'autres à le faire, la première de ces déclarations soulevait la même question qu'avait déjà tranchée *Lumley v. Gye*. D'après la seconde déclaration (3), les personnes induites (ou provoquées) avaient simplement refusé de faire des contrats, ce qui n'était pas un délit civil de leur part. Mais les défendeurs, qui avaient provoqué ce refus, étaient déclarés par le jury avoir accompli leur objet — nuire aux plaignants, par les moyens d'une coalition (*conspiracy*) illicite : — un clair

(1) C'est-à-dire des opinions sans valeur réellement obligatoire, parce qu'ayant été émises sans nécessité pour le jugement de la question précise soumise aux juges, et, par conséquent, sans avoir été éclairées par une discussion contradictoire suffisante.

(2) *L. R.*, 1893, 1 ; *Q. B.*, 715.

(3) *Finding*. Élément du verdict.

fondement de responsabilité d'après *Lumley v. Gye* si, comme le dit la Cour, il y avait des témoignages pour le prouver.

Je suis très frappé du fait que la question que nous avons à résoudre est une question d'importance et qu'elle n'a jamais été antérieurement examinée par cette Chambre. Etant arrivé à la conclusion, avec la majorité de celles de vos Seigneuries qui ont entendu cet appel, que la doctrine avancée par les répondants n'est, ni saine au point de vue des principes, ni fondée sur les autorités, je demande que l'ordre dont est appel soit renversé et jugement donné pour l'appelant...

SECTION II

L'OPINION DE LORD HERSCHELL (1)

Les origines syndicales de l'affaire et les causes du renvoi des charpentiers. — Les communications faites par le délégué de l'union au patron et la signification du verdict du jury en ce qui les concerne. — Les voies concurremment suivies dès le début pour justifier l'action des ouvriers boycottés. —

I. Provocation malicieuse de tiers à ne pas renouveler leurs contrats et théorie de l'abus des droits. — Déviation récente des traditions du common law. — Elle est née d'une interprétation erronée de Lumley v. Gye. — Sa condamnation par le Bradford Corporation Case. — Elle se heurte aux autorités anciennes de la loi. — La définition technique de la « malice » élimine le motif. — Cas exceptionnels

(1) *L. R.*, 1898 ; *A. C.*, p. 114-143. Lord Herschell avait, on le sait, occupé antérieurement le siège de Chancelier d'Angleterre et pris, à ce titre, une part importante à l'orientation donnée à la politique commerciale de la Chambre des Lords par la décision du *Mogul Case* (*L. R.*, 1894 ; *A. C.*, p. 538 et s.).

où le motif est pris en considération. — Ils illustrent et expliquent la règle. — Les répercussions économiques de la théorie de l'abus des droits sont mises en pleine lumière par l'application qu'en fait Lord Esher au cas où un acte, par ailleurs licite, est accompli en vue de se procurer un avantage au détriment d'autrui. — Les conséquences de sa généralisation : insécurité du commerce ; règne de l'arbitraire du juge et du jury. — Nécessité de couper les derniers rejets de cette doctrine.

II. — Obtention du renvoi des charpentiers par l'emploi de la violence ou de la contrainte morale à l'égard du patron. — Les conditions requises pour que la violence ou l'« intimidation » deviennent des éléments de délit civil. — Sens légal et sens populaire des mots « menaces », « contrainte », « intimidation ». — L'employeur n'a pas agi sous l'empire de la contrainte ; son attitude a été dictée par une juste appréciation de ses intérêts. — L'affirmation de la volonté d'exercer éventuellement un droit, comme le droit de grève, n'est pas en elle-même délictueuse. — Le but visé par l'exercice éventuel du droit de grève ne l'est pas davantage. — Idées inexactes éveillées par l'emploi du mot « peines » pour qualifier les mesures prises par les métallurgistes contre les charpentiers. — Les « peines économiques syndicales » sont appliquées, non par esprit de vengeance, mais dans un but d'intérêt personnel, pour protéger les travailleurs du fer contre la concurrence d'ouvriers non qualifiés.

III. — Le fondement d'action retenu par la majorité des juges consultants. — L'entrave au libre exercice du commerce ou du métier d'autrui considérée comme un délit sui generis. — L'assimilation du droit à la liberté du travail ou du commerce aux droits privatifs et exclusifs au point de vue de la protection par l'action ex delicto. — L'essai de justification par le précédent de Keeble v. Hickeringill. — Vieux de deux siècles, ce précédent est passé inaperçu dans la littérature postérieure. — Il n'a pas été suivi dans la pratique. — Les quelques arrêts invoqués comme en

découlant s'expliquent tout autrement. — Méconnaissance de la nature du droit au travail. — Accordé à tous, il est limité pour chacun par le concours des droits similaires d'autrui. — L'autorité du *Mogul Case*. — Les règles qu'il applique à la concurrence commerciale régissent aussi la concurrence ouvrière.

IV. — Tentative de la dernière heure pour porter le débat sur le terrain de la théorie du dol (false représentation) : — Allen aurait trompé la compagnie en présentant les ouvriers du fer comme prêts à faire la grève alors que la plupart n'étaient pas résolus à passer de la menace à l'exécution. — Obstacles de procédure et obstacles de fond.

La défense de la liberté individuelle. — Cette liberté serait plus gravement compromise par des recherches arbitraires et aléatoires d'intentions de la part des juges qu'elle ne peut l'être par le jeu, même brutal, de la libre concurrence ouvrière.

My Lords dans ce cas les répondants, qui ont été les plaignants dans l'action initiale, sont membres de l'union des charpentiers de navires. L'appelant est un officier — le délégué du district de Londres — de l'*United Society of Boilermakers and Iron Shipbuilders*. Il apparaît, qu'avant le moment où se sont produites les circonstances qui ont donné cours à cette action, une controverse a existé entre ces unions et les membres dont elles se composaient respectivement. L'Union des constructeurs de chaudières affirmait avec insistance que ce n'était pas une partie légitime du travail des charpentiers d'exécuter le travail du fer sur les navires et qu'ils devaient se confiner dans les travaux du bois. D'autre part, l'union des charpentiers prétendait que le travail du fer aussi bien que le travail du bois rentrait dans son champ de compétence professionnelle. En avril 1894 les répondants furent engagés...

sur le Sam Weller... par la compagnie Glengall. Ils ne s'y livraient qu'à l'œuvre du bois. Mais immédiatement avant cet engagement ils avaient travaillé à la construction des navires en fer pour une autre firme. Les métallurgistes engagés avec eux sur le Sam Weller en avaient eu connaissance... A la suite du sentiment de mécontentement qui en était né, l'un des ouvriers en chaudières télégraphia à l'appelant de se rendre sur le navire. A son arrivée, Allen apprit que les métallurgistes... étaient déterminés à abandonner le travail... Il prend alors l'initiative d'une conversation avec le directeur et le contremaître de la compagnie Glengall. Il y a quelque conflit de témoignages sur ce qui s'est passé au cours de cette conversation : — si l'appelant a fait savoir que les métallurgistes engagés sur le bateau seraient rappelés si les répondants étaient autorisés à y continuer à travailler, ou s'il a simplement exposé que les hommes appartenant à son union cesseraient de travailler pour la compagnie si l'engagement des répondants était maintenu... Il est, en tous cas, clair que le directeur de la compagnie Glengall est arrivé à la conclusion que, s'il continuait à employer les répondants, les constructeurs de chaudières cesseraient de travailler pour lui. C'est pour cette raison qu'il se décida à ne pas garder les répondants. Il dit qu'ils ont été « discharged » (où renvoyés) en conséquence de l'action du défendeur. Cela est vrai en ce sens qu'ils n'ont plus été employés désormais ; mais c'est inexact si on entend impliquer par là qu'un droit contractuel ou autre a été violé par leur renvoi.

En conséquence de la mesure prise par la compagnie Glengall, cette action fut introduite. A côté de l'appelant, Jackson et Knight, le président et le secrétaire de l'union, furent faits défendeurs. Kennedy J, devant qui le cas fut

vérifié, posa au jury les questions suivantes. 1^o Le défendeur Allen a-t-il malicieusement induit la Glengall Iron C^o à renvoyer les plaignants de leur emploi ? 2^o A-t-il malicieusement induit la dite compagnie à ne pas engager les plaignants ou l'un d'eux ? Le jury a répondu aux deux questions par l'affirmative et fixé les dommages à 20 livres pour chaque plaignant. Il a aussi trouvé que les autres défendeurs n'avaient pas autorisé Allen à agir comme il l'avait fait, et que le règlement de la dispute était une matière rentrant dans les pouvoirs discrétionnaires d'Allen. Sur ces déclarations le savant juge donna jugement pour les plaignants contre l'appelant, mais mit hors cause les autres défendeurs.

Ce jugement fut confirmé par la Cour d'appel. Mais, toutefois, le Lord Justice Rigby n'y concourut que parce qu'il regardait la question comme pratiquement réglée dans *Temperton v. Russell*.

On a plaidé à la barre pour les répondants que le jury doit être tenu avoir adopté la vue que les témoignages fournis pour les plaignants étaient corrects et que l'appelant avait fait savoir qu'il rappellerait les ouvriers en chaudières si la compagnie continuait à employer les répondants. A mon avis, il est sans intérêt réel pour la cause que ce soit le récit de la conversation donné par l'appelant ou celui du directeur des travaux du fer qui soit exact. Mais je ne puis adhérer à la prétention des répondants que le jury doive être considéré comme s'étant approprié la seconde de ces versions.

Sans doute le savant juge (Kennedy) a indiqué (dans ses instructions au jury) qu'il importerait pour déterminer si l'appelant a induit la compagnie à se refuser à employer les répondants, et aussi pour la question de malice, de

savoir lequel des deux récits de la conversation était le bon. Mais il n'a pas posé ceci comme une matière de droit ; il l'a laissé à décider au jury. Dans ces conditions, je ne pense pas que le cas puisse proprement être traité en partant de la supposition que la déclaration du jury implique la constatation que la version que les témoins des plaignants ont donnée de ce qui s'est passé soit la version correcte. J'ai dit que je ne partage pas l'opinion soutenue par le savant juge que le point sur lequel il y a eu un conflit de témoignages ait une signification pour la question de savoir si la compagnie a été induite par l'appelant à cesser d'employer ou se refuser à employer les répondants. Ce qui l'a amenée à agir ainsi est évident : c'est sa croyance que, si elle employait les répondants, les ouvriers du fer cesseraient de travailler pour elle et le sentiment des inconvénients que cela lui causerait. Il est certain que cette croyance a été engendrée par l'exposé que l'appelant lui a fait. Elle aurait été également induite à accomplir cet acte, et induite précisément dans le même sens, que l'allégation présentée par Allen fût que les ouvriers quitteraient d'eux-mêmes le travail, ou qu'elle fût qu'ils seraient rappelés. Et le motif n'aurait pas été différent, quelque fût celle de ces deux présentations de choses qui ait été faite. A mon avis il ne peut y avoir aucune différence dans l'effet légal de ces deux sortes de communications. Si l'une donne une cause d'action, l'autre, dans mon opinion, la donnera également.

La question est donc de savoir si les déclarations du jury qualifient les plaignants pour obtenir jugement en leur faveur. Après un examen attentif et prolongé des argumentations adressées à Vos Seigneuries quand le cas se présenta pour la première fois à la barre de cette Cham-

bre, j'arrivai à la conclusion que la question devait être résolue par la négative. Les raisons qui m'amenaient alors à cette conclusion sont en substance celles sur lesquelles je vais attirer maintenant l'attention de Vos Seigneuries. J'ai depuis attentivement examiné à nouveau la matière à la lumière des opinions qui ont été exprimées par les savants juges qui ont été convoqués à l'occasion de la seconde discussion à la barre ; mais je n'ai vu aucun fondement pour changer l'opinion à laquelle j'étais antérieurement arrivé. J'ai toutefois ajouté quelques observations sur les vues présentées par les savants juges.

Il faut observer, en premier lieu, que la compagnie en déclinant d'employer les plaignants n'a violé aucun contrat et n'a rien fait d'illégal. L'attitude qu'elle a prise était dictée par l'intérêt personnel ; elle était anxieuse d'éviter les inconvénients qu'aurait pour son affaire la cessation du travail par les ouvriers du fer. Il n'a pas été prétendu à la barre que le seul fait de l'induire à prendre cette attitude puisse constituer un délit civil ; mais on y a dit que ce fait avait pris le caractère délictuel par ce que le provocateur avait agi malicieusement. Le Maître des Rôles a refusé dans le cas présent de définir ce qu'il entendait par malicieusement ; il a estimé que c'était là question à trancher par le jury. Mais, si des actes sont ou ne sont pas illicites et générateurs d'action selon que cet élément de malice est présent ou absent, je pense qu'il devient essentiel de déterminer ce qu'il faut entendre par là. Je n'imaginerai pas de plus grand danger pour la communauté que de laisser le jury libre d'imposer la pénalité de payer des dommages-intérêts pour des actes qui sont par ailleurs licites parce qu'il lui plaît, sans aucune définition légale du terme, de dire qu'ils sont malicieux. Personne ne sau-

rait quels sont ses droits. Le résultat serait de mettre toutes nos actions à la merci d'un tribunal particulier dont les vues en ce qui concerne leur convenance et leur légitimité peuvent différer de la nôtre propre. Alors même que l'on pourrait définir la malice, si le motif en reste un ingrédient, à mon sens le danger ne sera pas diminué.

Le danger est, je pense, mis en lumière par les opinions même de quelques-uns des savants juges (1). Dans un cas que nous rencontrerons tout à l'heure, le Maître des Rôles avait englobé dans sa définition des actes malicieux la persuasion employée dans le but « de procurer un avantage au défendeur aux dépens du demandeur ». Le juge Wills (2) pense que c'est « aller beaucoup trop loin » et que l'acte incriminé n'est malicieux que si le défendeur, en poursuivant ses propres intérêts, « l'a fait par des moyens et avec un manque d'égards pour ses voisins tels qu'un homme honnête et bien élevé ne peut pas se les permettre ». Ici il semble bien que la malice n'est plus rendue dépendante du motif. Le motif supposé est un motif légitime : la poursuite de son propre intérêt. La malice découle des moyens employés et de la méconnaissance du respect dû aux voisins et le critère de son existence est celui-ci : ces moyens et cette attitude à l'égard des voisins sont-ils, ou non, tels qu'un honnête homme doit s'en abstenir ? Il y a place ici pour d'infinies différences d'opinions. Certains, je crois pouvoir le dire, en appliquant ce critère, considéreraient qu'une grève par les ouvriers à un moment dommageable pour l'employeur ou un lock-out par un employeur en des temps particulièrement durs pour les ou-

(1) C'est-à-dire des juges appelés en consultation dans la seconde audition d'*Allen v. Flood*.

(2) *L. R.* (1898) ; *A. C.*, p. 51.

riers sont des moyens de cette nature et manifestent cette absence de respect du voisin qu'un honnête homme ne doit pas se permettre. D'autres seraient d'avis contraire. La vérité est que le critère proposé fait dépendre la responsabilité des hommes pour leurs actions des opinions fluctuantes du tribunal, devant lequel la chance fait venir le cas, sur ce qu'un homme à l'esprit droit doit ou ne doit pas se permettre dans la poursuite de ses propres intérêts. De son côté, le défunt juge Cave (1) (dont je ne puis prononcer le nom sans déplorer sa perte), a exprimé l'idée que l'action de l'appelant aurait pu être justifiée sur les principes de la compétition de travail, si elle s'était limitée au temps où les ouvriers charpentiers se livraient au travail du fer, mais qu'elle était « sans juste cause ou excuse, et conséquemment malicieuse », vu que les répondants n'étaient pas alors engagés dans les œuvres du fer. D'autre part, il appert, du raisonnement de quelques-uns des savants juges, qui ont pensé que les répondants sont qualifiés à réussir dans leur action, qu'ils n'étaient pas disposés à accepter cette distinction, et regardaient l'acte comme malicieux dans les deux cas.

Le présent cas a été traité dans la Cour inférieure comme gouverné pratiquement par les décisions antérieures dans *Bowen v. Hall* (2) et *Temperton v. Russel* (3). Le premier de ces cas était une action portée contre le défendeur pour avoir malicieusement induit une personne qui avait conclu un contrat de service avec le plaignant à rompre ce contrat. Il souleva pour la première fois dans la Cour d'appel

(1) *L. c.*, p. 37.

(2) *L. R.* ; 6, *Q. B.*, 333.

(3) *L. R.* (1893) ; 1, *Q. B.*, 715.

la question de savoir si *Lumley v. Gye* (1) avait été justement décidé. Le Maître des Rôles (alors Lord Justice Brett), délivra le jugement de la Cour, auquel défunt Lord Selborne concourut, et contre lequel se prononça le défunt Lord Chief Justice. La loi fut ainsi posée dans le jugement de la majorité de la Cour. « Le simple fait de persuader à une personne de rompre son contrat peut n'être pas délictueux en fait et en droit, comme dans la seconde hypothèse prévue par Coleridge J. Mais, si la persuasion est employée dans le but indirect de nuire au plaignant ou de procurer un avantage au défendeur aux dépens du plaignant, c'est un acte malicieux, et par conséquent un acte délictueux, et par conséquent un acte qui ouvre action quand dommage s'ensuit. Nous pensons qu'on ne peut pas douter qu'un acte malicieux, comme celui qui est décrit ci-dessus, est un acte délictueux en droit et en fait ».

Ce cas fut suivi et la vue de la loi qui y est présentée fut réaffirmée par le Maître des Rôles dans *Temperton v. Russell*. On verra que « malicieux » y est défini comme le dessein indirect de nuire au plaignant ou de procurer un bénéfice au défendeur aux dépens du plaignant. Il y est dit que l'acte malicieux ainsi défini est en droit et en fait un acte mauvais, et, par conséquent, délictueux. Je ne suis pas bien sûr de comprendre ce qu'on entend en disant qu'il est « en fait » un acte mauvais pour distinguer cette tare de celle qui consiste à être mauvais en droit ; et que, parce qu'il est mauvais il est délictueux. Je ne puis comprendre cela que comme signifiant qu'il est un acte moralement mauvais. La loi certainement ne prétend pas traiter comme un délit civil tout acte qui peut être désap-

(1) 2, Ellis et Blackburn, 216.

prouvé au point de vue de la moralité. Mais, en outre, je ne puis admettre que toute persuasion, dont l'objet est de bénéficier à la personne qui use de cette persuasion aux dépens d'une autre, soit moralement mauvaise (ou condamnable). D'innombrables exemples peuvent être donnés où cette persuasion, qui est d'une constante occurrence dans les affaires de la vie, ne sera regardée par personne comme reprehensible. Le jugement est fondé presque entièrement sur la présence de cet élément : que le but de la provocation est de nuire au plaignant ou de procurer à ses dépens un bénéfice au défendeur. Le fait que l'acte, qui est provoqué par la persuasion, est la violation d'un contrat avec le plaignant est traité comme une matière subordonnée qui, sans cet élément ne serait pas un acte mauvais ou un acte délictueux, et par conséquent générateur d'action. Le motif de la personne qui fait l'acte incriminé est traité comme le nœud de l'action. Dans *Temperton v. Russell* un nouveau pas fut fait par la majorité de la Cour, — le Lord Justice Smith réservant son opinion sur ce point — en affirmant qu'il était sans importance essentielle que l'acte provoqué ne fut pas la rupture d'un contrat, mais seulement la non conclusion d'un contrat, pourvu que le motif tiré du désir de nuire au plaignant ou de procurer à ses dépens un bénéfice au défendeur fut présent. Cela me semble avoir été regardé comme ne constituant qu'une faible avance d'une décision à l'autre, et il fut dit qu'il ne semble pas y avoir de bonnes raisons pour que, alors qu'il existe une action pour provocation malicieuse de la violation d'un contrat, il n'en existe pas, également pour provocation malicieuse d'une personne à ne pas conclure un contrat. Bien loin de penser qu'il n'y a qu'un faible pas d'une décision à l'autre, je pense qu'il y a un

abîme entre elles. La raison de distinguer entre ces deux cas me paraît être ceci : que, dans un cas, l'acte provoqué (procuré) est la violation d'un droit légal, à raison de laquelle la personne qui fait l'acte lésant le plaignant peut être poursuivie aussi bien que la personne qui le provoque ; tandis, que dans l'autre cas, aucun droit légal n'a été violé par la personne qui fait l'acte dont le plaignant souffre, et cette personne n'est pas susceptible d'être poursuivie au sujet de l'acte accompli alors que la personne qui l'a induite à faire cet acte serait exposée à une action.

Je pense que c'est là une orientation (departure) entièrement nouvelle. Une étude du cas de *Lumley v. Gye* m'a prouvé que, dans ce cas, la majorité de la Cour regarda la circonstance que le défendeur avait provoqué une rupture de contrat comme l'essence de la cause d'action. Il est vrai que le mot « malicieusement » se trouvait dans la « déclaration » (1) dont la validité était en discussion ; mais je ne pense pas que les savants juges aient regardé cette allégation comme impliquant la nécessité de prouver un mauvais motif de la part du défendeur, mais simplement comme impliquant que le défendeur avait volontairement et sciemment provoqué une rupture de contrat. Et même Crompton J. me paraît l'indiquer en termes formels. Il dit : « on doit maintenant considérer comme étant clairement la loi qu'une personne qui injustement et malicieusement ou, ce qui est exactement la même chose, en connaissance de cause, interrompt la relation existante entre maître et

(1) Le mot est pris ici dans son sens technique ancien, comme synonyme du « statement of claim » actuel et désigne l'acte de présentation de la demande, les conclusions et articulations initiales du plaignant.

serviteur en amenant le serviteur à quitter le service de son maître ou en l'hébergeant et le prenant comme serviteur après son départ, et pendant le temps stipulé comme période de service, en causant ainsi un dommage au maître, commet un acte délictueux dont il est responsable en droit. » Et il passe à l'examen de la question de savoir si la même loi est applicable à un contrat pour services à venir dans le cas d'un chanteur de théâtre.

Erle J. dit : « Les autorités sont nombreuses et uniformes en ce sens qu'une action existe au profit du maître contre la personne qui amène un serviteur à quitter illégalement son service. Le principe mis en œuvre dans ces cas embrasse le cas présent ; car ici le droit d'action du maître naît de l'acte délictueux que commet le défendeur en amenant la personne qui s'est louée à violer son contrat en mettant fin à la relation d'employeur et d'employé ». Pas un mot, observons-le, n'est dit du motif comme élément constitutif de l'acte délictueux. Ceci est encore rendu plus clair, si possible, par la réponse que le savant juge fait à l'objection que cette classe d'action pour provocation de la rupture d'un contrat de louage ne repose sur aucun principe et ne doit pas être étendue en dehors des cas jusque-là décidés qui ont trait au commerce, à la manufacture ou au service domestique. « La réponse, dit le savant juge, me paraît être que la catégorie de cas cités repose sur le principe que le « procurement » de la violation d'un droit est une cause d'action et que, quand ce principe est appliqué à la violation d'un droit naissant d'un contrat de louage, la nature du service contracté est sans importance. »

Je pense que la vue de Wightman J. était substantiellement la même. Il s'appuie beaucoup sur le cas de *Wins-*

more v. Greenbank (1). Au sujet de ce cas il dit : « C'était *prima facie* un acte illégal de la femme de vivre à part de son mari, et il était illégal, et par conséquent délictueux, pour le défendeur de la persuader de faire un acte illégal ; et, comme un dommage avait été par là causé au plaignant, une *action on the case* était soutenable. Ce cas me paraît être une autorité extrêmement forte en faveur du plaignant. C'était indubitablement *prima facie* un acte illégal de la part de Miss Wagner de rompre son contrat, et par conséquent un acte délictueux de la part du défendeur de l'amener à le faire ».

Il est vrai que le savant juge emploie ici le mot « malicieusement » ; mais je pense qu'il ne lui donne pas d'autre sens que celui-ci : « volontairement et sachant qu'il provoquait un acte illicite ». L'essence du délit était manifestement regardée par le savant juge comme résidant dans la provocation d'une personne à faire un acte illégal au préjudice d'autrui. Dans *Winsmore v. Greenbank* que le savant juge invoque comme une forte autorité en faveur du cas du plaignant, il n'y avait pas même allégation de malice dans le premier « conte » (2). L'articulation était que le défendeur « illégalement et injustement » avait amené une femme à ne pas retourner chez son mari, par quoi il avait causé dommage à ce dernier. Le Chief-Justice Willes dans son jugement dit, en réponse aux « objections » qui étaient

(1) Willes, 577. Arrêt de 1745, intervenu dans un cas où une femme avait spontanément quitté son mari, et où le défendeur, qui était intervenu pour la persuader et avait réussi à la persuader de ne pas répondre aux démarches tentées pour lui faire réintégrer le domicile conjugal, fut déclaré responsable de sa démarche envers le mari abandonné. Cf. la consultation de MATTHEW dans *Allen v. Flood*, l. c., p. 27.

(2) C'est-à-dire dans la première des articulations ou le premier des chefs de la demande.

soulevées contre le premier *conte* (1) : « Il faut qu'il y ait « procurement » illégal ; mais il n'est pas besoin qu'on montre dans les conclusions (pleadings) comment il est illégal. On a dit qu'il était nécessaire pour le plaignant d'ajouter « par de fausses insinuations » ; mais il est sans importance que les insinuations soient vraies ou fausses. Si elles sont vraies, et que par leur moyen le défendeur ait persuadé à la femme du plaignant de faire un acte illégal, l'acte est aussi illégal de la part du défendeur ».

Ainsi, par l'examen du jugement de *Lumley v. Gye*, je me suis prouvé à moi-même que la provocation à une chose qui est décrite comme un acte illicite — à savoir, la rupture d'un contrat — y a été regardée comme le nœud de l'action. Je pense que le jugement aurait été exactement le même si, au lieu du mot « malicieusement », les mots « volontairement et en connaissance du contrat » s'étaient trouvés dans la « déclaration ». Chaque mot du raisonnement des trois savants juges serait également applicable à ce cas. Je n'ai plus aujourd'hui à rechercher si la décision dans *Lumley v. Gye* était juste. J'admets la force des raisons données par les savants juges pour tenir qu'une action existe, non seulement contre la personne qui rompt un contrat, mais contre quiconque provoque la violation du contrat au détriment du plaignant. Il y a, toutefois, des arguments en sens contraire et je ne dois pas être compris comme exprimant une opinion dans un sens ou dans l'autre sur la question de savoir si cette action peut être soutenue.

C'est certainement une règle générale de la loi qu'un acte *prima facie* licite ne peut pas être illicite et généra-

(1) Le mot est pris dans son sens technique procédural.

teur d'action à raison du motif qui l'a dicté. Je mets de côté le cas de « conspiration » qui est anormal à plus d'un égard.

Il a été récemment proclamé par cette Chambre dans le cas de *Bradford Corporation v. Pickles* (1), que les actes faits par le défendeur sur sa propre terre ne sauraient ouvrir d'action contre lui quand ils sont dans les limites de ses droits légaux, alors même que son motif serait de causer préjudice au voisin. Le langage des nobles et savants lords est net. Le lord Chancelier dit (2) : « Ce n'est pas là un cas où l'état d'esprit de la personne qui fait l'acte puisse affecter le droit. Si l'acte était licite, quelque mauvais qu'aient pu être ses motifs, il avait le droit de le faire. Si l'acte était illégal, quelque méritoire qu'ait pu être le motif, il n'avait aucun droit à le faire ». Sans doute cet exposé de la loi se limitait à la catégorie de cas alors soumise à la Chambre ; mais je pense que ce qui a été dit n'est pas applicable seulement aux droits de propriété, mais l'est également à l'exercice par un individu de ses autres droits.

La loi commune sur ce sujet a été fortement exprimée par le Baron Parke en délivrant le jugement de la Cour dans *Stevenson v. Newnham* (3). Dans ce cas la question était la suivante : pouvait on considérer comme bonne la « déclaration » qui articulait et offrait de prouver que le défendeur avait « malicieusement » pratiqué saisie pour une somme supérieure à celle qui lui était due. Il fut tenu

(1) *L. R.*, 1895 ; *A. C.*, 587-594.

(2) Cette citation des jugements émis dans le *Bradford Corporation's Case* est empruntée à lord Halsbury lui-même (*L. c.*, p. 594) et prend ainsi, vis-à-vis du principal champion de la thèse adverse, l'allure d'un argument *ad hominem*.

(3) Arrêt de 1853, reporté dans . 13 *C. B.*, 285-297.

que l'allégation de malice ne la rendait pas bonne. Parke B. dit : « Un acte qui ne constitue pas un délit civil (1) ne peut pas être générateur d'action parce qu'il est fait dans une mauvaise intention ».

Plusieurs des savants juges qui ont été convoqués (à cette barre) ont cité avec approbation la définition de la « malice » par le juge Bayley dans *Bromage v. Prosser* (2). « Le mot malice dans l'acception commune du terme signifie malveillance envers une personne ; mais dans le sens légal il signifie un acte délictueux fait intentionnellement sans juste cause ou excuse. » Il y a lieu d'observer que cette définition élimine complètement le motif. Elle ne comprend que les actes « délictueux » faits intentionnellement. Je puis remarquer en passant que je suis tout à fait incapable de voir comment cette définition aide les répondants. Elle me semble parler dans l'autre sens. Dans le cas présent ce qu'on prétend c'est que le motif malicieux rend « délictueux » ce qui autrement ne le serait pas.

Il conviendra peut-être de se reporter ici à *Green v. London General Omnibus Co* (3) qui est invoqué comme montrant qu'un motif malicieux peut ouvrir action contre des actes qui par ailleurs seraient innocents. A mon avis, il n'apporte aucun support à cette proposition. Les actes quotés et incriminés dans la « déclaration » entravaient manifestement le plaignant dans le libre usage de la grande route auquel il avait droit. La « déclaration » offrait de prouver qu'il s'était vu barrer l'accès de cette grande route. Il fut arrêté par un *demurrer* (4) fondé sur

(1) *Legal injury* : littéralement un dommage causé sans droit.

(2) Arrêt de 1825 ; 4, Barnewall et Creswell, 247, 255.

(3) Arrêt de 1859 dans 7 C. B. (N. S.), 290.

(4) Incident de procédure barrant l'issue de fait et aiguillant la cause sur une question préjudicielle de droit.

l'allégation qu'une « corporation » ne pouvait pas se rendre coupable de « malice » et que la « malice » était de l'essence de l'action. Tout ce qui fut décidé, c'est seulement que la « déclaration » était bonne. Il ne fut nullement proclamé qu'un motif malicieux était essentiel. Le Chief Justice Erle, en délivrant le jugement de la Cour, exposa comme fondement du « demurrer » que la déclaration articulait « un tort volontaire et intentionnel » et que les défendeurs étant une personne morale ne pouvaient être coupables d'un tel tort (ou délit). Il donna évidemment à l'articulation de « malice » la signification qui lui avait été attribuée par le juge Bayley dans le cas que nous venons de citer, à savoir que des actes délictueux avaient été faits intentionnellement.

On a à cette barre attribué une grande importance à la circonstance que, dans une action pour avoir malicieusement et sans cause raisonnable ou probable mis en mouvement une procédure légale, le mauvais motif est un ingrédient essentiel. J'ai toujours entendu, — et je pense que telle a toujours été la compréhension générale, — que c'est là un cas exceptionnel. La personne, contre qui des procédures légales ont été commencées sans cause raisonnable ou probable, est *prima facie* lésée. On aurait fort bien pu admettre qu'une action existe toujours pour avoir ainsi mis la loi en mouvement. Mais j'imagine que la personne qui engage ces procédures est exonérée de responsabilité quand elle agit de bonne foi, parce qu'on a pensé que sans cela les particuliers seraient trop souvent découragés de mettre la loi en force et que cela serait désavantageux au public. Quelques-uns des savants juges citent les actions en diffamation comme des exemples où la responsabilité légale dépend de la présence ou de l'absence de malice. Je

pense que c'est une erreur. L'homme qui diffame une autre personne par de fausses allégations est sujet à une action, alors même que son motif serait bon et qu'il croirait honnêtement aux affirmations qu'il a émises. Il est vrai que, dans une classe limitée de cas, la loi, dans certaines circonstances, regarde l'occurrence comme privilégiée et exonère la personne qui a présenté les affirmations diffamatoires si elle les a faites de bonne foi. Mais, quand il n'y a pas ce devoir ou cet intérêt qui d'après la loi crée le « privilège », alors, quoique la personne qui a émis les affirmations ait agi sous l'empire des meilleurs motifs et ait senti que c'était son devoir de le faire, elle n'en est pas moins responsable. L'action git dans ce fait que les affirmations propagées par le défendeur sont fausses et diffamatoires. Parce que, dans une classe strictement limitée de cas, la loi autorise la « défense » que les allégations incriminées ont été émises de bonne foi, il me semble, avec toute déférence, illogique d'affirmer que la « malice » constitue l'un des éléments des *torts* (ou délits civils) connus par la loi, sous le nom de diffamations (*libel and slander*). Mais, même s'il pouvait être établi que, dans des cas tombant dans certaines catégories bien déterminées, c'est une loi fixée qu'un mauvais motif fait naître action contre des actes qui autrement sont innocents, cela serait sûrement loin de montrer que ce motif rend générateurs d'action tous les actes préjudiciables à autrui qui sans cela seraient licites, ou qu'il a cet effet dans des cas, comme le présent, qui sont complètement dissemblables de ceux tombant dans les catégories que l'on cite.

La question soulevée par la décision frappée d'appel est une question de vaste importance et dont les conséquences sont de nature à se répercuter très loin. Dans *Tem-*

perton v. Russell, il a été tenu que le principe de *Lumley v. Gye* et de *Bowen v. Hall* ne se confinait pas aux ruptures de contrats de louage de services, mais s'appliquait à la rupture de tous contrats. La loi posée dans *Bowen v. Hall* par ses termes s'applique à tout contrat, et j'admets entièrement que la nature du contrat ne peut faire de différence.

Si le jugement soumis à cet appel devait être maintenu et si le fait que l'acte provoqué est illégal comme constituant une rupture de contrat devait être traité comme accessoire, il s'ensuivrait que toute personne qui persuade à une autre de ne pas conclure un contrat avec un tiers pourrait être poursuivie par ce tiers, si son objet était de se procurer un bénéfice à elle-même aux dépens de cette tierce personne. Pareil cas rentre, en effet, dans les mots même qui ont été employé dans *Bowen v. Hall*, tels qu'ils ont été appliqués dans le présent jugement. Mais je ne pense pas qu'il soit possible de soutenir cette proposition. Elle s'appliquerait évidemment quand un commerçant en induit un autre à ne pas contracter avec un tiers avec lequel cet autre commerçant est en négociations, et à passer de préférence le contrat avec lui-même: procédé qui se rencontre chaque jour et dont personne ne contestera la légitimité. Pourtant c'est le langage même qui est employé dans *Bowen v. Hall*. Le commerçant en question induit une personne à ne pas entrer en rapports contractuels avec un tiers et son objet est de se procurer à lui-même un avantage au détriment de la personne qui sans cela aurait obtenu le contrat et il lèse ainsi nécessairement le tiers en le privant de ce contrat. Il a été dit à la barre par le savant conseil des répondants, en réponse à cette objection, qu'il y a exception en faveur de la compétition

commerciale. Je ne connais pas de fondement pour dire que cet exercice d'un droit individuel (la concurrence) est traité avec une faveur exceptionnelle par la loi. Je revien-
drai sur ce point en connexion avec une autre branche de l'argumentation des répondants. Mais il est possible de donner (immédiatement) bien des exemples de cas auxquels cette réponse ne saurait s'appliquer. J'en donne un : un propriétaire foncier persuade à un autre de lui vendre la pièce de terre pour laquelle un voisin était en négociation. Elle est située de telle façon qu'elle augmentera la valeur de la propriété de celui qui l'obtiendra. Son motif est de se procurer à lui-même un bénéfice aux dépens du voisin ; il induit le propriétaire de ce lopin de terre à ne pas contracter avec son voisin. Le cas rentre dans les termes de *Bowen v. Hall*. Serait-il possible de prétendre qu'il existe une action dans ce cas ? Si le nœud de l'action contre celui qui a causé et provoqué qu'un acte soit fait au préjudice d'un autre est la malice, et non pas la circonstance que l'acte causé ou provoqué est un acte illicite comme étant une violation de contrat ou à un autre titre, je ne vois pas de motif possible de limiter l'action aux cas où la chose qui est provoquée est le refus de conclure un contrat. Il me semble qu'elle doit également exister dans le cas de tout acte licite qu'un homme induit un autre à faire quand son objet est de nuire à un voisin ou de se procurer un bénéfice au détriment de celui-ci. Je ne puis admettre que pareille proposition soit défendable en principe et aucune autorité ne saurait être trouvée en sa faveur. Je serais le dernier à suggérer que le fait qu'il n'y a pas ici de précédent est en tous cas concluant contre le droit d'élever une action. C'est la fonction des cours d'appliquer les principes établis du droit aux circonstances et conditions

changeantes de la vie humaine. Mais le motif de nuire à un voisin ou de se procurer un bénéfice à ses dépens est un motif aussi vieux que la nature humaine. Il a dû, depuis des siècles, pousser les hommes dans d'innombrables cas à persuader d'autres personnes de faire ou de s'abstenir de faire bien des actes particuliers. Le fait que, dans de telles conditions, aucune autorité en faveur d'une action fondée sur ces éléments n'ait été découverte, contribue puissamment à montrer que cette action ne saurait être soutenue. Je crois que ces considérations (sous réserve d'un point que je vais discuter maintenant), sont suffisantes pour montrer que l'action présente ne saurait être admise.

On a invoqué que le fait par le défendeur d'avoir dit qu'il rappellerait les ouvriers, s'il a bien tenu ce propos, constituait une menace. Il est évident que cet aspect du cas a grandement influencé quelques-uns des savants juges. Le juge Hawkins dit (1) que le défendeur, sans excuse ou justification, « volontairement, illégalement, injustement et tyranniquement, a envahi les droits des plaignants en intimidant et contraignant leurs employeurs à les priver de leur engagement présent et futur » et que les plaignants sont de ce chef qualifiés à soutenir cette action. Mais une excuse ou une justification ne sont nécessaires que quand un acte est *prima facie* délictueux. Si l'acte du défendeur a ce caractère : c'est précisément la question à déterminer. Dire que le défendeur a agi « illégalement », c'est résoudre par une pétition de principe la question qui est précisément de savoir s'il l'a fait ou non. Décrire son acte comme injuste et tyrannique ne prouve rien, car ces

(1) *L. R.* ; 1898, *A. C.*, p. 24.

épithètes peuvent être et sont dans le langage populaire constamment appliquées à des actes qui rentrent dans les limites des droits de leur auteur et sont indiscutablement licites. A mon avis, ces épithètes ne nous avancent point d'un pas vers la réponse) de la question à résoudre. La proposition (du juge Hawkins) est par conséquent réduite à ceci, que l'appelant a envahi le droit des plaignants, en intimidant et contraignant leurs employeurs. Dans un autre passage de son opinion le savant juge dit qu'il n'y a pas d'autorités en faveur de la proposition que, pour rendre les menaces, l'intimidation ou la contrainte utilisables comme éléments d'une cause d'action, il faut qu'elles soient de nature à créer une crainte de violence personnelle (1). Je suis complètement d'accord sur ce point. La menace de violence à la propriété est également une menace aux yeux de la loi. Et beaucoup d'autres exemples pourraient être donnés. Mais, d'autre part, il est indéniable que les termes « menaces », « contrainte » et même « intimidation » sont souvent appliqués dans le langage populaire à des émissions de paroles qui sont tout à fait licites et ne donnent cours à responsabilité, ni civile, ni criminelle. Ils ne signifient rien de plus que ceci que la dite menace fait pression, et peut-être une pression excessive, sur la personne à qui elle est adressée pour l'amener à prendre une attitude particulière. De cela encore de nombreux exemples peuvent être donnés. Même si l'on pouvait dire, sans abus de langage, que les employeurs ont été « intimidés et contraints » par l'appelant, même si c'était vrai en un certain sens, il ne s'ensuivrait nullement qu'il a commis un délit civil ou qu'il est soumis à une res-

(1) C'est-à-dire de violence exercée sur la personne même de l'individu victime des menaces.

ponsabilité légale à raison de cet acte. Tout dépend de la nature des présentations de faits ou des affirmations par lesquelles la pression a été exercée. La loi ne peut pas traiter l'acte d'une façon différente, parce qu'il vous plaît de l'appeler « menace » ou « contrainte » au lieu de « communication de renseignements » ou « avertissement ».

Je relève qu'il a été admis à la barre et qu'il a été finalement constaté par l'un des sçavants juges de la Cour d'appel qu'il aurait été parfaitement licite pour les travailleurs du fer de quitter leur emploi et de ne pas accepter un engagement subséquent de travailler en la compagnie des plaignants. En tous cas je ne puis pas personnellement douter qu'ils eussent été en droit de le faire. Je ne puis pas douter non plus que l'appelant ou les autorités de l'union auraient également agi dans les limites de leur droit s'ils avaient « rappelé les ouvriers ». Ces derniers étaient membres de l'union. C'était à eux qu'il appartenait de décider s'ils se comporteraient comme tels et s'ils suivraient ou ne suivraient pas les instructions de ces autorités, quoique sans doute, s'ils avaient refusé d'obéir aux instructions qu'en vertu des règlements de l'union ces autorités avaient compétence pour leur donner, ils auraient pu perdre les bénéfices qu'ils tiraient de leur participation à l'union. Il n'appartient pas à nos Seigneuries d'exprimer une opinion sur la politique des trade-unions qui par l'intégration dans leurs cadres peuvent indubitablement exercer une influence sur l'action de leurs adhérents. Elles sont effectivement reconnues par la loi. Elles peuvent être des coalitions d'employeurs aussi bien que d'employés. Les membres de ces unions, à quelque classe qu'ils appartiennent, agissent dans l'intérêt de leur classe. Si elles recourent à des actes illégaux, elles peuvent être poursuivies

au criminel ou au civil. Si elles ne recourent pas à des actes illégaux, elles sont qualifiées à poursuivre leurs intérêts de la façon qui leur semble la meilleure et avoir le plus de chance d'être efficace.

Dès lors, si les ouvriers avaient cessé de travailler pour la compagnie de leur propre mouvement ou avaient été rappelés, et si la compagnie pour assurer leur rentrée avait jugé expédient de cesser d'employer les plaignants, ceux-ci n'auraient certainement pas pu soutenir d'action. Pourtant le dommage subi par eux aurait été exactement le même. Les employeurs auraient été soumis précisément à la même « contrainte » et « intimidation », sauf qu'elles seraient résultées de l'acte lui-même, et non de la perspective de l'acte. Ils auraient cédé exactement de la même manière à la pression exercée sur eux et auraient été poussés par le même motif. Et les visées de ceux qui auraient exercé la pression auraient été exactement les mêmes. La seule différence aurait été le résultat additionnel que la compagnie aurait pu subir une perte. Je suis complètement incapable de concevoir comment les plaignants pourraient avoir une cause d'action, parce qu'au lieu que les travailleurs du fer abandonnent le travail, soit de leur propre mouvement, soit sur un ordre de l'union, il y a eu avertissement préalable que l'une ou l'autre de ces mesures seraient prises. Les ouvriers du fer sont employés à la condition qu'ils pourront quitter à la fin de chaque journée et que, d'autre part, les employeurs pourront, s'ils le jugent bon, les renvoyer à ce même moment. La compagnie a employé les ouvriers, sachant qu'ils étaient membres de l'union et elle a eu une occasion au moins de traiter avec l'appelant comme délégué de cette union. Elle n'a pas de raison de se plaindre si les ouvriers quittent, comme ils sont qualifiés

par contrat à le faire, soit qu'ils partent de leur propre mouvement, soit qu'ils suivent les instructions des dirigeants de leur union. On a dit que la compagnie était au pouvoir des ouvriers à raison de la perte d'affaires à laquelle l'aurait exposée le débauchage des ouvriers. Mais à quoi cela était-il dû, sinon à l'acte de la compagnie elle-même en employant ces ouvriers en vertu d'un contrat auquel l'une et l'autre des parties pouvait chaque jour mettre fin ? Dans ces conditions, comparer l'acte de la compagnie à celui du voyageur qui, parce qu'on lui met le pistolet sous la gorge, tend sa bourse au voleur de grand chemin, me paraît « grotesque » (1).

L'objet que l'appelant et les ouvriers du fer ont eu en vue était de se libérer de la présence d'ouvriers avec lesquels il leur déplaisait de travailler ou d'empêcher ce qu'ils estimaient être un empiètement déloyal sur leurs droits par des gens qui n'étaient pas qualifiés par leur métier pour faire une besogne à laquelle eux seuls (en leur qualité de métallurgistes) étaient entraînés. Que nous approuvions ou désapprouvions les restrictions à la liberté du travail ainsi tentées, il rentrait entièrement dans les limites du droit des ouvriers du fer de prendre toutes les mesures, non illégales, pour empêcher qu'une partie quelconque de la besogne, qu'ils regardaient comme étant légitimement leur, fût confiée à d'autres mains...

(1) Cette épithète n'a pas, sans doute, en anglais, la signification brutale qu'elle a prise dans notre langue française contemporaine. Elle y garde son sens initial et éveille seulement l'idée de bizarrerie. Elle n'en implique pas moins, sur la bouche de l'ancien chancelier, une critique de la conclusion du discours de son successeur à la chancellerie, lord Halsbury (*l. c.*, p. 89) tout aussi vive que celles que présentent d'ordinaire ces précautions oratoires : « Je dis avec respect » ou « avec déférence » précédant la réfutation de thèses soutenues par des collègues ou d'autres membres de la magistrature.

Quelque importance a été attachée dans la Cour inférieure au fait que les plaignants n'étaient pas, à l'époque en question, engagés dans le travail du fer, quoique immédiatement avant ce moment ils y eussent été employés ailleurs. Ceci, a-t-on dit, montre que le motif du défendeur et des ouvriers en chaudières était d'infliger une « punition » aux plaignants à raison de ce qu'ils avaient fait ailleurs. Je pense que l'emploi fait de ce mot « punition » a montré qu'il est de nature à provoquer des méprises. Ce mot n'implique pas nécessairement qu'une vengeance est exercée pour un acte déjà fait, quoique sans doute il soit souvent employé dans ce sens. Quand une Cour de justice, par exemple, prononce une punition pour une violation de la loi, l'objet n'en est pas la vengeance. Le but est de détourner la personne qui a violé la loi de répéter son acte et aussi de détourner d'autres personnes de commettre de semblables violations de la loi.

Dans le cas présent il a été admis que le défendeur n'avait aucune haine personnelle contre les plaignants. Son objet était de les empêcher, dans la mesure du possible, de travailler dans l'avenir à une besogne qui, estimait-il, n'était pas dans leur domaine, mais dans celui des métallurgistes. S'il avait agi exactement de la même manière qu'il l'a fait au moment où les plaignants étaient engagés dans le travail du fer, son motif aurait été exactement le même qu'il a été dans le cas présent et le résultat pour les plaignants n'aurait été en aucun sens différent. Et, dès lors, je ne puis voir qu'il y ait une différence quelconque, aussi bien au point de vue de la morale qu'au point de vue du droit, entre les deux cas. Les métallurgistes n'étaient pas plus obligés de travailler avec ceux dont la présence leur était désagréable que les plaignants n'étaient obligés de

refuser de travailler parce que les ouvriers du fer estimaient que tel était leur devoir. L'objet que le défendeur et ceux qu'il représentait ont eu en vue a été ce qu'ils croyaient être l'intérêt de la classe à laquelle ils appartenaient ; la mesure prise était un moyen en vue de cette fin. L'acte qui a causé dommage aux plaignants a été l'acte fait par la compagnie Glengall en refusant de les employer. La compagnie n'a pas voulu subordonner ses intérêts à ceux des plaignants. On concède qu'elle pouvait prendre cette attitude avec impunité. Pourquoi, alors, le défendeur serait-il responsable, parce qu'il n'a pas subordonné les intérêts de ceux qu'il représentait à ceux des plaignants ? C'est également l'intérêt personnel qui a dicté l'acte de ceux qui ont causé le dommage et l'acte qui est déclaré les avoir amené à le causer.

Je me suis suffisamment occupé du fondement sur lequel la Cour inférieure a procédé. Le savant conseil des répondants a, toutefois, établi principalement son argumentation sur une autre base. Et c'est ce fondement, et non celui qui a été adopté par la cour inférieure, qui a trouvé le plus de faveur près des savants juges (consultants) qui pensent que le jugement doit être rendu en faveur des plaignants.

On a prétendu que le défendeur, par l'attitude qu'il a prise, a entravé les plaignants dans leur commerce ou leur métier et que cela est par soi-même un délit générateur d'action. Pour appuyer cette très large proposition, on s'est fié principalement au cas de *Keeble v. Hickeringill* (1). La « déclaration » accusait le défendeur d'avoir tiré un coup de fusil dans le dessein de causer un dommage au

(1) 11, East, 574 n.

plaignant et de faire fuir le gibier attiré par sa canardière. Dans l'un des reports (1) il est exposé que le plaignant était seigneur d'un manoir où il avait une canardière et que le défendeur (2) avait aussi une canardière sur son propre fonds, canardière qui se trouvait près de la limite du fonds du plaignant (3), sur lequel celui-ci avait placé des appeaux pour une chasse dont il tirait profit pécuniaire. Il fut tenu que l'action existait. Dans un autre report (4) cette observation est attribuée à Lord Holt : « Supposé que le défendeur ait tiré sur son propre fonds quand il avait l'occasion de tirer, ç'aurait été une chose (légitime) ; mais tirer dans le but de causer un dommage au plaignant, c'est une autre chose et un délit. » Dans un autre report encore (5), Lord Holt est présenté comme disant : « L'action existe ; car tout d'abord se servir d'une canardière ou en créer une est licite ; et secondement l'emploi de son fonds à cet usage est profitable au plaignant. » On plaide que cette décision repose sur le principe que l'intervention intentionnelle pour entraver le commerce d'autrui est délictueuse. Si la décision a entendu tracer une distinction entre le fait par le défendeur de tirer sur sa propre terre alors que les appeaux étaient placés par le plaignant dans un but de profit commercial et le fait d'accomplir le même acte alors que la canardière avait été créée dans un but de plaisir, je ne puis voir de fondement à pareille distinction.

(1) Holt, 14 ; 11, East, 573, n.

(2) Le texte donné par les *Law Reports*, l. c., p. 132 porte « the plaintiff », le plaignant. Mais c'est là le résultat évident d'une erreur d'impression ou d'un *lapsus calami* du reporter.

(3) Le texte porte : du « *defendant* ». Mais il s'explique certainement par les inexactitudes matérielles d'expression ci-dessus relevées. Cette partie du report est visiblement brouillée.

(4) 11, *Modern*, 74. Report tiré d'une collection datant de 1699-1700.

(5) 11, East, 574, n.

Le défendeur, en tirant sur sa propre terre de façon à faire fuir le gibier de la terre du plaignant, se trouvait agir soit dans les limites, soit en dehors des limites de ses propres droits. S'il n'avait pas été dans ces limites, il aurait sûrement été responsable, que le plaignant usât de sa terre pour son plaisir ou qu'il en usât pour son profit. S'il était dans les limites de ses droits, il ne devait être responsable ni dans un cas ni dans l'autre, et je ne vois pas comment ses droits pouvaient dépendre de la circonstance que le plaignant faisait le commerce des canards et ne se servait pas seulement de sa canardière dans un but de sport, ou de ce qu'il ne les vendait pas et s'en servait seulement pour la consommation de sa maison. Je ne puis penser que le droit d'action ait dépendu de la circonstance que le plaignant se livrait au commerce des canards sauvages ou qu'il n'y aurait pas eu de droit d'action, toutes les autres circonstances restant les mêmes, s'il n'en avait pas été ainsi. La solution peut être justifiée et l'observation précitée de Lord Holt peut être expliquée par la circonstance que, si le défendeur avait simplement tiré sur sa propre terre dans l'usage ordinaire de celle-ci, son voisin n'aurait pas pu former de plainte, tandis que s'il ne tirait pas pour un objet légitime, lié à l'usage ordinaire de la terre, il pouvait être tenu commettre une « nuisance » (1). Dans cette façon de l'envisager, *Keeble v. Hickeringill* n'a naturellement aucune signification pour le cas présent.

Il est, toutefois, traité dans leurs opinions par la majorité des savants juges comme la proposition générale et à

(1) Sur le sens du mot « nuisance » nous renvoyons aux explications données dans les pages du présent travail consacrées à l'analyse sommaire du cas de la Bradford Corporation.

conséquences extrêmement étendues que chaque homme a le droit de poursuivre son commerce et son métier sans molestation ou obstruction et que quiconque, par un acte même n'étant pas par ailleurs illégal, le trouble ou l'entrave, se rend coupable d'un délit civil, à moins qu'il ne puisse montrer une justification ou excuse légales pour agir ainsi.

Le cas de *Keeble v. Hickeringill* fut décidé il y a environ deux siècles, et pourtant je ne puis constater qu'il ait jamais été traité, à moins que ce soit tout récemment, comme établissant la proposition générale alléguée. On ne trouvera cette proposition formulée, autant que je le sache, ni comme fondement d'aucune décision, ni dans aucun des livres classiques de la loi anglaise. Dans les *Leading Cases* de Smith, qui ont été choisis et annotés par un des plus éminents légistes de son temps, le cas de *Keeble v. Hickeringill* n'a pas même été mentionné. Et les premiers éditeurs de cette œuvre, après la mort de M. J. W. Smith, les juges Willes et Keating, juristes sur l'éminence desquels il n'est pas nécessaire de s'étendre, l'ont également passé sous silence. Si l'interprétation donnée à cette décision par la majorité des savants juges qui ont donné leurs opinions à cette barre était correcte, *Keeble v. Hickeringill* aurait dû y être traité en lui-même comme un arrêt fondamental (*leading case*).

Cet arrêt n'a pas été, à ce que je crois, une autorité sur laquelle de subséquentes décisions aient été basées, sauf dans les cas relatifs à la dispersion par des coups de feu du gibier attiré vers une canardière. Néanmoins, il est suggéré par les savants juges qu'il donne corps au principe sur lequel maints cas subséquents ont été décidés, quoique sans s'y référer, et quoique les juges qui ont prononcé ces

jugements soient en apparence inconscients de l'autorité que l'on prétend qu'ils ont suivie.

Il est remarquable que, parmi ces cas, sont *Lumley v. Gye* et *Bowen v. Hall* que j'ai déjà discutés. Ils sont présentés par plusieurs des juges (consultants) comme reposant sur le principe établi dans *Keeble v. Hickeringill*. Quelques-uns de ces juges critiquent même et combattent les fondements sur lesquels ces cas ont été (en réalité) décidés et laissent entendre qu'ils ne peuvent être étayés que sur le fondement adopté par Lord Holt dans *Keeble v. Hickeringill*. Et pourtant ce cas ne fut pas même cité par les conseils qui plaident *Lumley v. Gye* ou *Bowen v. Hall* ou par aucun des juges qui les décidèrent. S'il établit la proposition en faveur de laquelle ou l'invoque, il est surprenant que ces très savants et très distingués juges n'aient pas eu connaissance de cette proposition légale et, qu'au lieu de suivre ce chemin le plus court pour arriver à leur décision, ils l'aient basée sur un raisonnement compliqué entièrement indépendant de cette prétendue autorité.

Une grande confiance a été placée par les répondants sur certains *dicta* du Chief Justice Holt dans *Keeble v. Hickeringill*. Ce savant juge est « reporté » avoir dit que, quand un acte violent ou malicieux est fait « contre l'occupation d'un homme », sa profession ou ses moyens de gagner sa vie, une action existe en tous cas. Et il donne les illustrations suivantes : « Si H. se mettait en travers de la route avec son fusil et empêchait en les effrayant les enfants d'aller à l'école et que leurs parents ne les y laissent plus revenir, le maître d'école aurait action pour la perte de ses écoliers. Un homme a un marché sur lequel il perçoit des redevances pour les ventes de chevaux et un homme est en train de mener son cheval au marché pour l'y ven-

dre ; un étranger l'arrête et l'empêche d'aller au marché ; une action existe, parce que cela entraîne des dommages. De même aussi l'action *on the case* existe contre celui qui par ses menaces fait fuir les *tenants at will* (tenanciers à tenures précaires) d'autrui. » Dans tous ces cas, je pense que le Chief Justice se référerait à des actes en eux-mêmes délictueux. Tirer des coups de fusil de manière à terrifier les gens qui passent, comme ils en ont le droit, le long d'une route, j'estime que c'est là une infraction pénale (offence). Et les autres illustrations données impliquent, je pense, que l'obstruction et la mise en fuite sont de nature à être illicites d'une façon tout à fait indépendante des motifs qui ont inspiré les actes.

Le cas de *Carrington v. Taylor* (1) a été aussi invoqué par les répondants. C'est, je crois, le seul cas qui ait été expressément basé sur *Keeble v. Hickeringill*. Le plaignant ici possédait une canardière établie depuis longtemps, et le défendeur cherchait à gagner sa vie en chassant le gibier d'eau d'une embarcation munie d'un petit armement pour laquelle il avait de l'amirauté une autorisation de pêcher et caboter le long des rivages de l'Essex. La canardière était près d'une petite crique que la marée laissait tantôt couverte, tantôt découverte. La seule preuve d'un trouble apporté au fonctionnement de la canardière consistait en ce que, étant dans son bateau et chassant le gibier d'eau sur une partie découverte de la crique, il avait tiré son canon de chasse, d'abord à un quart de mille de la canardière, et ensuite à environ 200 yards d'elle, et avait tué quelques canards sauvages. Le juge soumit ces faits au jury en tant que preuve d'un trouble volon-

(1) 11, East, 571 (1809). C'est le second des *decoy cases*.

tairement apporté à la canardière du plaignant par le défendeur. Le jury rendit un verdict pour 40 sh. de dommages et la Cour, sur une demande de soumission du jugement des faits à un nouveau jury (1) refusa de « troubler » le verdict (2). Je ne vois pas de raison pour ce jugement. A moins que la canardière ne possède quelques privilèges particuliers aux yeux de la loi, je confesse que je suis tout à fait incapable de comprendre pourquoi le défendeur s'exposait à une action ou n'était pas dans son droit en chassant le gibier d'eau à l'endroit où il le faisait dans le but de gagner sa vie, ce qu'on constatait avoir été son objet. En tous cas, la décision n'apporte aucun appui à la prétention actuellement examinée. Car il n'était pas articulé dans l'espèce que le plaignant se livrât au commerce du gibier à plumes. « Grands profits et avantages » en langage de plaideur professionnel (3) auraient aussi bien pu lui advenir sans qu'il le fit. Quoique quelques-uns des savants juges (consultants), qui appuyent le jugement de la Cour inférieure, se réfèrent à ce cas (4), l'un d'eux (5) au moins pense qu'il fait fausse application de la loi. Le cas est important pour montrer, comme je crois qu'il le

(1) Motion for a new trial.

(2) C'est-à-dire d'arrêter ou modifier les conséquences naturelles du verdict en se refusant à en tenir compte pour l'application du droit, ou en convoquant un nouveau jury.

(3) C'est-à-dire, dans la phraséologie conventionnelle, longtemps purement française et très tardivement transcrite en anglais, des *pleadings* ou conclusions marmottées à la barre par les conseils des parties. Cf. LAMBERT, *L'enseignement du droit comparé. Sa coopération au rapprochement entre la jurisprudence française et la jurisprudence anglo-américaine*, p. 31.

(4) HAWKINS, *L. R.*, 1898 ; *A. C.*, 20 ; CAVE, *L. C.*, p. 31 ; LAWRENCE, p. 59.

(5) HAWKINS, Cf. *L. R.*, 1898 ; *A. C.*, 20.

fait clairement, que les juges de la Cour du Banc du roi en 1809 ne régardaient pas le jugement de *Keeble v. Hickeringill* comme fondé sur une entrave au commerce ou dépendant de la présence de la malice.

Je passe maintenant aux autres cas qui sont invoqués par les savants juges à l'appui de la supposition sur laquelle ils fondent leur conclusion en faveur des répondants et qu'ils disent avoir été décidés sur le principe contenu dans *Keeble v. Hickeringill*. Parmi les plus anciens de ceux-ci est *Garret v. Taylor* (1). La « déclaration » alléguait que le plaignant était un maître maçon, se livrant à la vente des pierres, et employait dans sa carrière des ouvriers « al queux, — je cite d'après la reproduction intégrale des conclusions (pleadings) dans le tome 2 des Reports de Rolle, p. 162, — le défendant *tantas et frequentas minas de vita et de mutilatione membrorum suorum et bonorum devastatione per diversas sectas legis dedit* », par suite de quoi les ouvriers du plaignant le quittèrent et il fut hors d'état de s'en procurer d'autres. Après jugement cette « déclaration » fut tenue révéler une cause d'action. On suggère qu'il est difficile d'expliquer cette décision autrement que sur le fondement que la loi reconnaît chez tout homme un droit à exercer son commerce sans trouble. Je suis incapable de voir (où réside) la difficulté et de penser que la décision repose sur quelque principe ayant trait spécialement au commerce. Si, au lieu d'être un commerçant, le plaignant avait été le propriétaire d'une maison et que les mêmes menaces aient été proférées contre ceux qui venaient de temps à autre le visiter, je ne puis pas ne pas penser qu'il aurait également eu une cause d'action. Il

(1) *CROKE Jac.*, 567. Arrêt de 1620.

aurait été affecté préjudiciablement dans l'occupation et la jouissance de sa propriété par des actes en eux-mêmes délictueux. Autre cas encore : dans *Tarleton v. Mc Gawley* (1), un coup de canon fut tiré contre un canot venant vers le bateau du plaignant, coup qui tua l'un des indigènes du canot, et ainsi les indigènes furent détournés par la frayeur de s'approcher du bateau pour commercer. On dit que l'essence du délit civil dans ce cas était que le plaignant avait été troublé dans son commerce. Je ne le pense pas. Peut-on douter que, si le propriétaire du navire avait désiré la présence de personnes à bord de son navire pour un autre objet, et que le même acte délictueux les ait détournées d'approcher du bateau, le propriétaire du navire aurait pu élever une action semblable pour recouvrer des dommages-intérêts à raison des pertes ou des inconvénients qu'il aurait subis du chef de l'acte délictueux du défendeur ?

Je ne veux pas importuner Vos Seigneuries en parcourant tous les cas qui ont été invoqués. D'une façon générale, je crois que des actions auraient été également soutenues si un acte délictueux similaire avait causé dommage aux, ou affecté les droits légaux d'une personne étrangère au commerce. Dans tous ces cas l'acte incriminé était de sa nature délictueux : violence, menaces de violence, fausses déclarations. Dans aucun d'eux la proposition actuellement avancée n'était posée, ni même esquissée, et ils pouvaient tous être soutenus sans recourir à ce principe. Sans doute dans quelques-uns des cas cités le tort était de nature telle qu'il est difficile d'imaginer des circonstances où le même tort précisément aurait pu

(1) 1, Peake N. P. C., 270 (1794).

causer dommage à une personne qui n'est pas dans le commerce ; mais l'acte n'y était pas délictueux uniquement parce qu'il atteignait un homme dans son commerce, quoique ce fût cette circonstance qui lui occasionnât une perte. Parmi les autorités invoquées se trouvent celles qui sont relatives au fait de diffamer quelqu'un, non dans sa personne même, mais dans son commerce. On a encore rattaché cette action au principe que le commerce de chaque individu ne doit pas être entravé par autrui. Il est vrai que diffamer un homme par rapport à son commerce ouvre action sans preuve d'un dommage spécial. Mais, sur quoi que puisse porter la diffamation, partout où elle existe, le délit est exactement le même, quels que soient les mots diffamatoires qui aient été proférés. Et diffamer un homme au sujet de son « office », que ce soit un office rapportant des avantages pécuniaires (office de profit) ou que ce soit un office ne rapportant que des honneurs (office de dignité), s'il s'agit d'un office dont l'occupant peut être déposé, fait naître action sans preuve d'un dommage spécial exactement de la même manière que le fait de diffamer un homme au sujet de son commerce.

Je passe maintenant à l'examen, au point de vue de son principe, de la proposition avancée par les répondants dont je viens de discuter les prétendus fondements d'autorité. Je ne doute pas que chacun a le droit de poursuivre son commerce ou son occupation sans « molestation » ou « obstruction », si ces mots sont employés pour désigner quelque acte en soi-même délictueux. Ce n'est là qu'une branche d'une beaucoup plus large proposition, à savoir que chacun a le droit de faire tout acte licite qui lui plaît sans molestation ou obstruction. Mais, si par là on entend affirmer qu'un acte, qui n'est pas délictueux par ailleurs,

le devient toujours quand il met obstacle au commerce ou à l'engagement d'une autre personne, et a alors besoin d'être excusé ou justifié, je dis que cette proposition ne trouve en raison aucun solide fondement sur lequel elle puisse s'établir. Le droit qu'a chaque homme de ne pas travailler ou de ne pas poursuivre un commerce ou un métier particuliers, ou de déterminer quand et avec qui il travaillera, est aux yeux de la loi un droit d'exactly même nature et comportant exactement la même protection que le droit de tout homme à commercer ou travailler. Ce ne sont que des exemples de ce plus large droit dont j'ai déjà parlé. Ce droit plus étendu embrasse aussi le droit de parler librement. Tout homme a le droit de dire ce qu'il lui plaît, d'inciter, exhorter, commander, pourvu qu'il n'emploie ni la diffamation, ni le dol, et ne commette aucun autre des délits civils reconnus par la loi dont le langage peut être le médium. A moins qu'il ne soit démontré à son encontre qu'il a ainsi (par l'un de ces délits civils) abusé de son droit, pourquoi serait-il appelé à se justifier ou s'excuser, parce que ses paroles peuvent entraîner une autre personne dans l'exercice de sa profession ?

Au cours des discussions des conseils à la barre une de Vos Seigneuries a demandé au savant conseil des répondants si, dans le cas où un sommelier, à raison d'une querelle avec le cuisinier, aurait dit à son maître qu'il quitterait son service si le cuisinier y restait, et où le maître, préférant garder le sommelier, aurait mis fin à son contrat avec le cuisinier, ce dernier pourrait intenter une action contre le sommelier. Un des savants juges répond sans hésitation par l'affirmative (1). Comme son opinion est

(1) Le juge Cave avait énergiquement soutenu l'affirmative dans sa consultation, *l. c.*, p. 36.

que l'action présente existe, je pense qu'il est dans la logique en donnant cette réponse. Mais pourquoi, demanderai-je, le sommelier dans le cas supposé n'aurait-il pas été qualifié à subordonner la continuation de son service à la condition que le cuisinier cesserait d'être employé ? Et, s'il en est ainsi, pourquoi n'était-il pas en droit de faire connaître d'avance les conditions qui seules l'amèneraient à rester et de mettre ainsi l'employeur en demeure de faire son choix ? Supposons que, à la suite de la querelle, chacun des domestiques ait fait de la terminaison du contrat avec l'autre la condition pour rester au service du maître, et que celui-ci choisisse de garder l'un des deux, son choix donnera-t-il une bonne cause d'action au serviteur qui s'en va contre l'autre ? A mon avis, un homme ne peut pas être appelé à justifier un acte ou un mot uniquement parce qu'ils entravent le commerce ou la profession d'un autre, pas plus qu'il n'est tenu à justifier son acte ou son mot dans aucunes autres circonstances, à moins qu'il ne soit démontré que ceux-ci sont par leur nature délictueux et par là requièrent justification.

La notion qu'il peut y avoir une différence à cet égard entre les actes qui affectent le commerce ou l'occupation ouvrière et les autres actes semble être d'une façon générale fondée sur certains *dicta* du Lord Justice Bowen dans le cas de la *Mogul Steamship Company*. Il faut se rappeler que ce ne sont là que des *obiter dicta* ; car la décision fut que les défendeurs n'étaient pas responsables (1). Le passage

(1) La question que la Cour d'appel avait à trancher dans le *Mogul Case* était, en effet, la question de savoir si les compagnies, qui avaient établi le *ring* autour du commerce du fret de Chine en Europe pendant la saison du thé, avaient ou non encouru une responsabilité civile envers la compagnie exclue de ce commerce. Et lord Bowen a pro-

peut-être le plus invoqué est le suivant : « Faire intentionnellement ce qui est de nature dans le cours ordinaire des événements à causer dommage, et cause en fait dommage à un autre dans sa propriété ou son commerce, est générateur d'action, si fait sans juste cause ou excuse. Cette action intentionnelle, quand elle est faite sans juste cause ou excuse, est ce que la loi appelle un tort malicieux » (1). Il faut noter que le savant juge ne fait point ici de distinction entre les actes qui entravent l'exercice de la fortune acquise (property) et ceux qui entravent l'exercice du commerce. Pour la destination qu'il avait alors à envisager, cet exposé de la loi pouvait être exact ; mais, s'il signifie que chacun est obligé en droit à justifier ou excuser tout acte volontaire qui peut causer dommage à autrui dans sa propriété ou son commerce, alors je dis avec le plus grand respect que la proposition est beaucoup trop large ; tout dépend de la nature de l'acte et de la question de savoir s'il y a ou non un tort malicieux.

Quelque puisse être l'effet des *dicta* de quelques-uns des juges dans le cas de *Mogul Steamship Co v. Mc Gregor*, je regarde cette décision comme une autorité justifiant les conclusions de l'appelant. Certains propriétaires de navires avaient formé une association ayant pour objet de leur assurer exclusivement l'exercice d'un commerce particulier. Ils accordaient un rabais sur les frêts à tous les expéditeurs qui ne confiaient leurs expéditions qu'aux seuls membres de l'association. Ils avaient envoyé aussi des

clamé avec une particulière énergie leur irresponsabilité. Le dictum discuté au texte n'était donc pas nécessaire à la solution du problème tranché par cet arrêt et rentre incontestablement à ce titre dans la catégorie des *obiter dicta*, n'ayant qu'une valeur doctrinale, et non autorité judiciaire.

(1). *L. R.* ; 23, *Q. B. D.*, p. 613.

bateaux aux ports où les plaignants cherchaient à obtenir des cargaisons pour y pratiquer des taux de frêts non rémunérateurs afin de s'assurer le commerce pour eux-mêmes. Une circulaire fut envoyée par un agent des défenseurs rappelant aux expéditeurs d'un de ces ports particuliers que toute expédition pour Londres par un des steamers des plaignants, faite d'un des ports de Chine, excluerait la firme qui ferait cette expédition de toute participation aux restitutions (ou ristournes) de frêts, pendant la période entière de six mois au cours de laquelle elle aurait été faite, alors même que la firme aurait eu par ailleurs une fidélité absolue aux steamers de la coalition. Il fut admis par cette Chambre que les plaignants n'avaient pas de cause d'action. Et cela, il convient de l'observer, quoique l'action fut relative à une conspiration (coalition) qui était intervenue en exécution d'une marche commune d'action concertée entre divers armateurs (1).

Dans ce cas l'objet des défenseurs était bien d'amener les expéditeurs à contracter avec eux, et à ne pas contracter avec les plaignants, et ainsi de se procurer à eux-mêmes un bénéfice aux dépens des plaignants et de leur nuire en les empêchant de prendre part à l'exploitation du commerce en question. Leur but ouvert était de molester les plaignants et les entraver dans l'exercice de leur industrie. On a dit que cela avait été tenu légitime parce que la loi sanctionne les actes qui sont faits en poursuite de la concurrence commerciale. Je ne pense pas que la décision repose sur une base aussi étroite, mais plutôt sur ceci que les actes, par lesquels la compétition avait été poursuivie, étaient tous des actes licites, qu'ils ne constituaient pas

(1) *L. R.* ; 23, *Q. B. D.*, 598.

en eux-mêmes des actes délictueux, mais le simple exercice du droit de contracter avec qui, quand, dans quelles circonstances et sous quelques conditions il leur plairait. Je n'ai pas connaissance d'un motif quelconque qui puisse permettre de dire que la concurrence est regardée avec une faveur spéciale par la loi ; en tous cas, je ne vois pas de raison pour qu'elle le soit. Elle peut souvent opprimer tout aussi rudement des individus que les actes du défendeur sont allégués l'avoir fait dans le cas présent. Mais, si l'exception alléguée pouvait être établie, pourquoi le cas présent n'y rentrerait-il pas ? Quel était l'objet du défendeur, et des ouvriers qu'il représentait, sinon de leur apporter à eux-mêmes une aide dans leur concurrence avec les charpentiers ? Un ouvrier est en droit de prendre des mesures pour poursuivre dans les conditions qui lui soient les plus avantageuses la compétition pour le placement de son travail et supprimer, s'il le peut, ce qu'il regarde comme une concurrence déloyale, tout aussi bien que s'il exerçait le commerce d'armateur. Le moyen de persuasion que l'appelant a employé (près de la compagnie Glengall) pour arriver à cette fin a été la perspective que les membres de son union ne travailleraient pas en compagnie de gens qu'ils regardaient comme les concurrençant déloyalement dans leur propre profession. Quelle différence y a-t-il entre ce cas et celui d'une union d'armateurs qui induit les marchands à ne pas conclure de contrats avec les plaignants par la perspective que, si à un moment quelconque ils emploient les bateaux des plaignants, ils subiront la pénalité d'être contraints à payer des frêts plus élevés que leurs voisins à l'époque où les navires des défendeurs desserviront seuls les ports ? A mon avis, il n'y a pas de différence de principe entre ces deux cas.

Un autre point auquel je n'ai pas encore fait allusion a été soulevé par le conseil en second (junior) des répondants au cours de la première audition à la barre. Et il a été développé avec énergie par les deux savants conseils (conseils principaux) lors de la seconde audition. On a dit que l'appelant s'était rendu coupable d'une fausse présentation des faits (misrepresentation), qui avait induit la compagnie à prendre le parti qu'elle a pris. Ce moyen n'a pas même été suggéré dans les conclusions (pleadings) ; il n'a pas été soulevé devant le juge du fait ou dans la Cour de première instance ou avant le moment où le conseil en second (junior) des répondants a pris la parole devant vous. Le jury n'a pas été invité à répondre à la question de savoir s'il y avait eu fausse présentation des faits (misrepresentation) et il n'a par conséquent pas été déclaré qu'elle existât dans ce cas. Et l'existence n'en est certainement pas avouée par l'appelant. Dans ces conditions il serait à mon avis sans justification et contraire aux précédents que Vos Seigneuries prissent maintenant en considération ce moyen nouveau. Mais je pense qu'il est juste d'ajouter que ce moyen ne me paraît pas d'ailleurs avoir été justifié au point de vue des faits. On prétend, si je ne me trompe, que l'appelant a présenté tous les travailleurs du fer de l'union comme devant quitter le travail si les plaignants continuaient à être employés, alors que quelques-uns seulement avaient dit qu'ils le quitteraient. Je pense que cette prétention repose sur un malentendu. Il est vrai que quelques-uns seulement paraissent avoir dit qu'ils allaient partir immédiatement ; mais je pense que ceci ne se référerait qu'à un départ immédiat sans attendre jusqu'à la fin de la journée, ou en tous cas sans attendre le résultat de la conversation entre l'appelant et les employeurs. Le témoin

Elliot, dont on invoque le témoignage, dit lui-même que les « gars » étaient mécontents, et qu'il n'y avait qu'un seul moyen de résoudre le conflit qui fut en concordance avec les vœux de leurs camarades, ces vœux étant que les plaignants ne continuent pas à travailler sur le même bateau qu'eux. Même si une fausse présentation des faits par l'appelant à la compagnie Glengall pouvait suffire en pareille circonstance pour fournir un droit d'action aux plaignants, je pense qu'il pourrait difficilement être contesté que, pour qu'elle le fit, il faudrait au moins que cette fausse présentation (misrepresentation) fût volontaire et intentionnelle. Et de ceci il n'y a pas, à mon avis, ombre de preuve. L'appelant peut fort bien avoir retiré, des rapports qui lui ont été faits, la conviction que, si les plaignants continuaient à travailler sur le bateau, tous les métallurgistes cesseraient le travail. Et, par l'examen de l'ensemble des témoignages, j'arriverais sans hésitation à cette conclusion qu'ils l'auraient fait.

Pour les raisons que je viens de donner je suis d'avis que le jugement doit être réformé et que jugement doit être donné dans cette action en faveur du défendeur avec les dépens.

Je n'ai eu que très récemment l'occasion de connaître les vues adoptées par mon noble et savant ami le Chancelier au sujet de ce cas. Pour en tenir compte, je crois juste d'ajouter les observations suivantes. Je suis tout aussi soucieux que mon noble et savant ami de préserver la liberté individuelle. Mais je pense qu'elle n'est jamais en plus grand danger que quand un tribunal est incité à restreindre la liberté d'action parce que la façon dont elle a été exercée dans un cas particulier peut être déplaisante.

Il m'est impossible de regarder comme tout à fait exacte

l'affirmation de mon noble et savant ami que, jusqu'au moment où cette espèce est venue devant la Chambre de Vos Seigneuries, il y a eu un consensus unanime d'opinion. Je pense qu'il a perdu de vue les faits suivants. Quand la Cour d'appel, dans *Bowen v. Hall* (1), admit qu'il naît action du fait d'avoir malicieusement induit une autre personne à rompre son contrat, le défunt Lord Chief Justice, se séparant de ses deux collègues, fut d'avis que même en pareil cas une action ne pourrait être soutenue. Quand, dans *Temperton v. Russell* (2), Lord Esher et le Lord Justice Lopes firent faire un nouveau pas à cette doctrine et admirent qu'une action serait ouverte à raison de la provocation malicieuse d'autrui à ne pas conclure un contrat, le Lord Justice A. L. Smith, malgré la forte expression d'opinion de ces deux savants juges, réserva d'une façon significative son opinion personnelle sur ce point. Et quand, dans le présent cas, Lord Esher et Lopes L. J. réaffirmèrent les opinions qu'ils avaient antérieurement formulées, Rigby L. J. ne concourut au jugement frappé d'appel que par déférence aux opinions exprimées dans le cas antérieur.

A mon avis, la conclusion à laquelle je suis arrivé n'est en conflit avec aucune décision, ni même avec aucune des opinions « prononcées », (c'est-à-dire émises dans l'exercice de leurs fonctions), par des juges en dehors de celles qui ont été énoncées dans les cas récents actuellement soumis à notre examen. Au contraire, je crois, sans vouloir manquer à la déférence envers mon noble et savant ami le Chancelier, que toute autre conclusion irait à l'encontre

(1) *L. R.* ; 6, *Q. B. D.*, 333.

(2) *L. R.* (1893) ; 1, *Q. B.*, 715.

de principes du common law qui sont depuis longtemps bien établis.

Je regrette d'avoir si longtemps abusé du temps de Vos Seigneuries. Mon excuse sera que j'ai regardé la décision frappée d'appel comme une décision absolument nouvelle et qui ne peut être soutenue qu'en affirmant des propositions fort étendues dans leurs répercussions et à mon avis dangereuses et erronées.

SECTION III

L'OPINION DE LORD MACNAGHTEN (1)

Les origines économiques du conflit. — Attitude respective des trade-unions qui financent le procès. — Le rôle d'Allen au cours des démarches qui ont provoqué le renvoi de charpentiers. — En quoi serait-il délictueux ? — Allen n'a été près du patron que l'intermédiaire d'ouvriers qui avaient le droit de quitter leur travail. — On ne démontre ni violence, ni conspiracy. — Reste l'accusation d'avoir « induit malicieusement » le patron à ne pas continuer à employer les charpentiers. — Imprécision et ambiguïté de ces mots. — Le patron a été « induit » à agir, non par la crainte d'Allen, mais par un désir naturel de paix et la connaissance de l'état d'esprit régnant sur ses chantiers. — Absence de « malice » au sens légal du mot. — Le provocateur ne peut encourir de responsabilité qu'autant que l'acte provoqué est lui-même illicite. — Le mobile d'action est sans influence sur la responsabilité du provocateur aussi bien que de l'auteur direct de l'acte. — La thèse contraire mènerait à des inquisitions insupportables. — Réserve de liberté d'opinion pour le cas de conspiracy. — Discussion des autorités judiciaires.

(1) L. R. ; 1898, Appeal Cases, 143-154.

My Lords, je suis fâché de dire qu'il me faut commencer par une récapitulation des faits du cas. Car les déclarations (findings) du jury, prises en elles-mêmes, ne comportent à mon sens aucune signification définie. Le jury a « trouvé » que l'appelant Allen a « malicieusement induit » la Glengall Iron Co à renvoyer les plaignants de son service et il a arbitré des dommages en conséquence. Je ne sais pas ce que le jury entend par le mot « induced » (a induit) ; et je ne suis pas bien sûr de savoir ce qu'il entend par le mot « malicieusement ». Parfois, d'ailleurs, j'en arrive à douter si moi-même je comprends tout à fait cette malheureuse expression. C'est pourquoi je suis forcé de chercher aide dans le matériel de preuves fourni devant le juge du fait, en acceptant, comme je suppose que le jury doit l'avoir fait, l'exposé des choses présenté par les répondants de préférence à celui qui est offert par l'appelant, toutes les fois qu'il y a quelque ombre de différence entre eux.

Il y a à Millwall une cale sèche appelée le Dock du Régent. Elle appartient à la Glengall Iron Co et est employée par elle pour la réparation des navires. Au commencement d'avril 1894 un navire appelé le *Sam Weller* s'y trouvait en réparation. Sur ce bateau se trouvaient en même temps au travail vingt charpentiers et un beaucoup plus grand nombre de constructeurs de chaudères ou d'ouvriers du fer, comme on les appelle. Dans la soirée du 11 avril la besogne (c'est-à-dire les réparations du *Sam Weller*) était arrivée vers son milieu. Jusque-là il n'y avait pas eu de difficulté entre les hommes. Charpentiers et métallurgistes travaillaient ensemble et apparemment en bons termes.

Les charpentiers maritimes dans le port de Londres apprennent et s'exercent à travailler le fer aussi bien que

le bois. Et dans ce port, à la différence, jé crois, de ce qui se passe ailleurs, les charpentiers dans quelques chantiers sont mis au travail du fer. Les constructeurs de chaudières ou ouvriers du fer, d'autre part, n'apprennent à travailler que le fer ou sur les bateaux en fer seulement. Ils n'ont aucune expérience des travaux du bois. Les charpentiers maritimes de Londres ont une trade-union appelée la *Shipwright's Provident Union*. Les gens du fer ont aussi une trade-union beaucoup plus vaste et plus puissante que celle des charpentiers de navires, et qui ne se confine pas au port de Londres. Elle est généralement connue sous le nom de *Boilermakers' union*. Le siège central de la société est à Newcastle sur Tyne. C'est là que se réunit le Conseil exécutif ; mais il y a aussi des délégués de district et des comités de district dans diverses parties du pays.

Au cours de ces derniers temps il y a eu pas mal de jalousie entre les deux unions. A tort ou à raison, les métallurgistes affirment que la seule besogne pour laquelle les charpentiers soient qualifiés est le travail du bois et que tout charpentier qui s'aventure à travailler le fer empiète sur leur domaine. Cet homme, semble-t-il, « n'a pas de principes » ; — au moins telle paraît être la façon de voir exprimée par un métallurgiste intelligent qui a atteint la situation de délégué de district pour Londres.

Le matin du 12 avril les répondants Flood et Taylor, deux charpentiers, qui avaient déjà été occupés autrefois par la compagnie Glengall, et qui étaient membres de l'union des charpentiers maritimes, sont embauchés pour travailler sur le *Sam Weller*. Ils sont affectés aux travaux du bois en même temps que les autres charpentiers dans la besogne de réparations. La compagnie Glengall emploie environ trois fois autant d'ouvriers du fer que de char-

pentiers et elle se fait une règle de ne jamais mettre les charpentiers au travail du fer. Mais malheureusement Flood et Taylor arrivaient directement d'un chantier de Messieurs Mills et Knight où, à raison d'une querelle qui s'était produite quelques années avant au sujet précisément de cette question, les charpentiers étaient seuls actuellement employés, et y faisaient à la fois le travail du fer et le travail du bois... Leur présence y avait été observée et l'on savait ce qu'ils y avaient fait. Ils étaient d'excellents ouvriers, expérimentés, et de bonne conduite. Mais aux yeux des métallurgistes ils avaient commis un délit impardonnable.

Dès qu'ils furent entrés à Regent's Dock et que l'histoire de leur dernier engagement y fut colportée, il se produisit une fermentation parmi les métallurgistes. A leurs moments de repos, à l'heure du déjeuner et de nouveau à l'heure du dîner, ils se formèrent en groupes parlant entre eux et regardant les nouveaux venus d'un œil dur comme s'ils pensaient à « mal. Je pus voir qu'ils nous voulaient du mal », dit Flood dans son principal interrogatoire, et Taylor confirme ce que dit Flood.

Dans l'après-midi l'un des métallurgistes appelé Elliott, qui semble avoir été le premier ou l'un des premiers à reconnaître Flood et Taylor et avoir pris une part prépondérante « à l'agitation », comme on l'a appelée, télégraphia à l'appelant Allen, qui était délégué à Londres de la *Boilermakers' Union*. Allen se rendit au Regent's Dock la matinée suivante et vit Elliott quelques minutes, juste au moment où les hommes retournaient au travail après le déjeuner. Elliott lui dit que le trouble était devenu général et que les ouvriers parlaient de jeter leurs outils au moment du dîner. Allen avertit Elliott que les hommes devaient être prudents;

s'ils se faisaient justice de leurs propres mains et quittaient sans l'autorisation de l'union, il userait de son influence pour les faire priver des bénéfices de leur société et les faire mettre à l'amende ; ils devaient rester au travail jusqu'à ce que l'affaire fût réglée. Alors Allen vit Edmonds, le contremaître des charpentiers, qui paraît avoir plutôt accueilli avec résistance l'intervention d'Allen en la matière.

Dans l'intervalle le Directeur technique de la compagnie, M. Halkett, avait été prévenu et mandé. Il connaissait Allen comme le délégué de l'union des ouvriers en chaudières et avait réglé avec lui quelques difficultés antérieures. Il se rendit au Dock et eut une conversation avec Allen au bureau de l'entreprise. Edmonds y fut appelé. Il y a vraiment peu de conflit entre les témoignages sur ce qui s'est passé dans cette conversation. En tous cas, le compte rendu qui en est donné par M. Halkett, qui a été cité comme témoin par Flood et Taylor, peut être accepté comme exact. Allen montra à M. Halkett le télégramme d'Elliott et lui dit que les hommes appartenant à son union se sentaient blessés d'avoir à travailler avec Flood et Taylor ; que ce sentiment était sérieux ; que si Flood et Taylor continuaient la besogne, les gens du fer quitteraient le travail ou seraient rappelés. M. Halkett ne peut pas dire quelle est celle de ces expressions qui a été employée. Il pense qu'elles reviennent au même et je dois dire que je le pense aussi. M. Halkett dit que c'était très dur pour sa compagnie. Sur ce, Edmonds semble avoir pris la défense des deux charpentiers et des mots assez vifs ont été échangés entre lui et Allen. Allen estima qu'Edmonds était excité. Edmonds se plaignit qu'Allen fit acte d'arbitraire. Pourquoi, demanda-t-il, les péchés de Mills et Knight seraient-ils re-

cherchés chez nous ? Allen répliqua qu'il n'avait pas de mauvais sentiments envers la compagnie Glengall ou envers Flood et Taylor personnellement ; mais les hommes de l'union étaient déterminés à mettre fin à la pratique des charpentiers d'empiéter sur leur travail ; il était trop difficile de réparer les délinquants ; toutes les fois qu'on arriverait à en identifier, la même chose se produirait sur tout chantier de la Tamise. M. Halkett semble avoir pris après tout la chose assez paisiblement. Il ne se préoccupa que de ses employeurs. Il n'y a pas lieu, se dit-il, de laisser arrêter le travail uniquement pour le bien de deux hommes. Il dit à Edmonds de renvoyer Flood et Taylor et de ne plus les réemployer jusqu'à ce que l'affaire fût réglée. En même temps l'ordre fut donné de ne pas embaucher de charpentiers qui soient connus avoir travaillé ailleurs aux œuvres du fer, « dans l'intérêt, dit M. Halkett, de notre paix et de notre tranquillité ». Ce même matin Flood et Taylor furent renvoyés et ils restèrent sans travail pendant quelques jours.

En congédiant Flood et Taylor, comme il l'a fait, M. Halkett n'a rompu aucun contrat avec eux. Ils étaient engagés au travail de réparation et étaient susceptibles d'être renvoyés à la fin de chaque jour, quoique dans la marche ordinaire des choses un homme engagé à cette besogne soit gardé jusqu'à ce que la besogne soit finie ou jusqu'à ce que la diminution du travail rende ses services inutiles.

A la suite de leur renvoi, Flood et Taylor ont porté cette action contre Allen. Chaque partie à l'appui financier de son union. Les plaignants ont joint comme co-défendeurs Jackson et Knight, le président et le secrétaire de la Boilermakers'Union. Jackson et Knight n'ont pas plus à faire en la matière que l'une quelconque de Vos Seigneu-

ries. Le jury a déclaré qu'ils n'avaient pas autorisé Allen à agir comme il l'a fait. Après plus ample examen, l'action fut rejetée en ce qui les concerne et ce rejet fut confirmé en appel. Je n'ai donc besoin de rien dire de cette partie du cas, si ce n'est toutefois que je ne puis m'empêcher de penser que le fait que le juge a posé une question au jury au sujet du président et du secrétaire de l'union doit avoir plutôt tendu à créer une confusion sur le véritable objet (issue) du procès entre les plaignants et Allen. Quoique le savant juge ait indiqué qu'il n'y avait pas preuve de conspiration, il doit avoir donné (par là) quelque couleur à la suggestion qu'une coalition oppressive fut l'un des éléments à examiner, — alors que dans le cours des débats de première instance le cas s'était en fait, à ce qu'il me semble, réduit à une action contre Allen à raison de ce qu'il avait fait en sa capacité individuelle.

Maintenant, avant de passer à l'examen des fondements légaux sur lesquels le juge Kennedy a décidé le cas contre Allen, il me semblerait bon de nous demander : qu'y a-t-il donc eu de délictueux dans la conduite d'Allen ? Il n'a rien fait pour déclencher originairement le mouvement de malveillance contre Flood et Taylor. Il n'a rien fait pour l'accroître. Il s'est rendu au dock uniquement parce qu'il y avait été appelé par un des hommes de son union. Il me semble qu'il faut considérer comme le devoir d'un délégué de district de prêter l'oreille aux griefs des membres de son union qui appartiennent à son district et de régler la difficulté si possible. Le jury a déclaré que le règlement de cette dispute était une matière rentrant dans les pouvoirs discrétionnaires d'Allen. La seule façon qu'il eut de la régler était de se rendre chez le directeur et de le voir. Il n'y avait sûrement rien de délictueux à cela. Et il ne faisait rien

de délictueux en disant au directeur que les ouvriers du fer quitteraient le travail si les deux charpentiers auxquels ils gardaient rancune n'étaient pas renvoyés, s'il croyait réellement que c'était là ce que ses hommes avaient l'intention de faire. En ce qui concerne leurs rapports avec leurs employeurs les métallurgistes étaient parfaitement libres de quitter leur travail pour n'importe quelle raison, ou sans raison, ou même pour une mauvaise raison. Chacun d'eux aurait pu aller trouver isolément le directeur, et ils auraient pu également aller le trouver tous ensemble (pourvu qu'ils le fissent pacifiquement) et lui dire qu'ils ne resteraient plus sur son chantier du moment où Flood et Taylor y travailleraient avec eux.

S'il en est ainsi, il est difficile de voir comment une faute pourrait être relevée contre Allen, pour être allé à leur place et pour leur compte chez le directeur et lui avoir dit ce qu'ils lui auraient dit eux-mêmes. Alors est-ce qu'Allen a dit ou fait quelque chose au cours de sa conversation avec M. Halkett qui, dans les circonstances qui se sont produites, donne à Flood et Taylor un droit d'action contre lui ? Ceci m'amène au cas présenté au jury.

Dans l'acte de présentation de la demande il fut avancé de très sérieuses allégations, mais qui, comme l'épreuve l'a démontré, manquaient de tout fondement de fait. Il y était allégué que Allen et ses codéfendeurs avaient induit la compagnie à rompre ses contrats avec les plaignants. C'était une erreur. Il n'y avait pas de contrat à rompre. Il y était allégué que Allen et ses codéfendeurs avaient conspiré contre les plaignants. C'était encore une erreur ; il n'y avait pas, comme le dit le savant juge, « le moindre bout de preuve d'une conspiration ». Alors venait une accusation d'intimidation ou de contrainte.

Cette accusation s'évanouit aussi. La seule référence que le savant juge y ait faite a consisté à dire : « Il n'y a preuve ici, naturellement, de rien qui constitue l'intimidation ou la contrainte au sens légal du terme ». Le procès, tel qu'il avait été lancé, se trouvait ainsi brisé.

Le savant juge, toutefois, sauva deux questions du naufrage et les posa au jury. Ces questions étaient les suivantes : 1^o Allen a-t-il malicieusement induit la compagnie à renvoyer les plaignants ? 2^o Allen a-t-il malicieusement induit la compagnie à ne pas engager les plaignants ? En posant ces questions le savant juge expliqua que le mot « malicieusement » est dans le domaine du droit un terme technique (*term of art*), — proposition qui, tout au moins, n'est pas universellement vraie. « Dans sa liaison avec le mot « induire », dit-il, il signifie que l'acte en question n'a pas été inspiré par le seul objet de défendre et promouvoir les propres intérêts d'Allen, mais par le motif indirect de causer un méfait (ou dommage) aux plaignants dans leur « affaire » qui est une affaire licite. » Ceci se rapproche singulièrement de la signification ordinaire de « malice » si « méfait délibéré » est pris dans son sens ordinaire. Et il convient d'observer que dans les cas qui sont ouvertement fondés sur *Lumley v. Gye*, — je citerai particulièrement *Bowen v. Hall*, *Temperton v. Russell* et le présent cas dans la Cour d'appel, — le mot « malice » semble être employé dans un sens qui n'est pas très éloigné de sa signification ordinaire et populaire.

En ce qui concerne la signification du mot « induire » (*induce*) je ne pense pas que le jury fournisse beaucoup d'assistance. J'en aurais plutôt à tirer du résumé où le juge a donné à entendre au jury que, s'il estimait qu'Allen avait simplement présenté l'état de choses, — et les sen-

timents des métallurgistes de Regent's Dock — tels qu'ils étaient, il serait libre de répondre aux questions relatives à Allen par la négative. Mais la réponse, disait ce résumé, devait être en sens opposé s'ils pensaient qu'Allen était allé plus loin et avait assumé de représenter l'union et avait parlé comme il l'a fait avec le pouvoir de l'union derrière lui ; ce serait alors une menace et cela constituerait l'acte de persuasion, « inducing ». Eh bien, je dois déclarer que je ne pense pas qu'on puisse dire qu'Allen ait « induit » la compagnie à congédier les plaignants. Certainement on ne peut pas sans trahir la vérité affirmer qu'il a « procuré » leur renvoi. Ce n'est pas son acte qui a empêché la compagnie de continuer à les employer. Si toute l'histoire avait été une fiction et une invention de sa part, j'aurais pu comprendre le verdict du jury. Mais je ne pense pas qu'il y ait eu fausse présentation des faits de la part d'Allen. Je ne pense pas qu'il y ait même eu exagération. Et d'ailleurs aucun point de ce genre n'a été articulé en première instance. Les témoignages des plaignants eux-mêmes prouvent que les ouvriers du fer étaient de fort mauvaise humeur. Ils croyaient que les métallurgistes pensaient à mal. Allen évidemment pensait qu'ils penchaient à faire grève ; car il a dépensé tout le temps de sa conversation avec Elliott en avis et exhortations contre cette mesure. J'ai tout lieu d'inférer que Edmonds, le contremaître, jugeait la situation très critique ; car, dans la soirée, quelque temps après l'entrevue entre Allen et M. Halkett, quand Flood et Taylor furent renvoyés, il leur dit de revenir prendre leurs outils de façon à permettre aux métallurgistes de les voir, donnant ainsi à ces derniers une sorte de triomphe qui, j'en suis persuadé, est la dernière des choses qu'il aurait faites s'il avait pu l'éviter.

Edmonds dit même qu'il pense qu'Allen « n'avait qu'à lever la main et tous les ouvriers auraient quitté ». Mais il tirait cette déduction de la situation morale et de l'activité syndicale habituelle d'Allen, et non de ce qu'il avait dit...

Mais, après tout, quoique ce soit qu'Edmonds ait pu déduire de l'attitude habituelle et du crédit d'Allen, ce ne fut pas Edmonds qui renvoya les plaignants. Ce fut M. Halkett et il le fit sans consulter Edmonds. M. Halkett ne dit rien qui puisse montrer qu'il ait eu peur d'Allen. Il doit en avoir su beaucoup trop sur les trade-unions pour avoir supposé un instant qu'un fonctionnaire subordonné dans la situation d'Allen ait pu prendre sur lui de rappeler les hommes. Il ne saurait exister aucun doute sur ce qui a induit M. Halkett à renvoyer les plaignants. Ce n'est pas une chose qui tirât son origine d'Allen. Ce n'était pas une fausse présentation des faits de sa part. Ce n'était pas la crainte personnelle de son influence. C'était uniquement un bien naturel désir de paix et de tranquillité. M. Halkett ne voulait pas que son chantier fût bouleversé. Il ne souhaitait pas une querelle entre deux groupes d'ouvriers qui presque sûrement se terminerait par une grève.

Nous voyons maintenant à quoi aboutissent les déclarations du jury si on les traite de façon à les mettre d'accord avec le matériel de preuve. Elles doivent signifier qu'Allen a induit la compagnie à renvoyer les plaignants, en faisant connaître (representing), au directeur, sans s'écarter en rien de la vérité, l'état d'esprit du chantier et les intentions des ouvriers, et qu'il l'a fait « malicieusement », parce qu'il a dû savoir quelle serait l'issue de sa communication au directeur et que naturellement peut-être il n'était pas fâché de voir faire un exemple à l'égard

de personnes désagréables à son union. Mais sa conduite est-elle génératrice d'action ? Il serait bien singulier qu'elle le fût. Il n'existe point d'action contre la compagnie pour avoir congédié les deux charpentiers. Il n'existe point d'action contre les métallurgistes pour avoir fait grève contre eux. Il n'existe point d'action contre les fonctionnaires de l'union pour le cas où ils auraient sanctionné cette grève. Mais, si les répondants avaient le droit pour eux, la personne qui pourrait être poursuivie en dommages-intérêts, ce serait l'homme qui s'est trouvé être le médium de communication entre les métallurgistes et la compagnie — la plus innocente des trois parties en cause ; car il n'a ni mis l'agitation sur pied, ni rien fait pour l'accroître, et ce n'est pas un ordre émanant de lui qui a mis fin à la relation entre employeur et employé. Il me semble que le résultat aurait été exactement le même si Edmonds avait dit à M. Halkett ce qui se passait sur le chantier, ou si M. Halkett l'avait appris de Flood et Taylor eux-mêmes.

Même si j'avais tort dans ma façon d'envisager les témoignages et le verdict, si le verdict constituait une déclaration que la conduite d'Allen a été malicieuse en tout sens du mot et qu'il a « procuré » le renvoi de Flood et d'Allen, c'est-à-dire que ce soit son acte et sa conduite seuls qui aient causé leur renvoi, et si ce verdict était justifié par les témoignages, je serais encore d'avis que le jugement a été donné à tort en faveur des plaignants. Je ne pense pas qu'on puisse trouver un fondement, soit dans le bon sens, soit dans l'autorité, pour la proposition qu'une personne qui souffre une perte à raison de ce qu'une autre fait ou ne fait pas quelque acte qu'elle est en droit de faire ou s'abstenir de faire à sa guise et selon son bon plaisir, quelque puisse être son motif réel, ait un remède contre une tierce

personne qui, par persuasion ou par d'autres moyens qui ne sont pas en eux-mêmes illégaux, a amené l'acte ou l'omission d'où vient la perte, alors même qu'il pourrait être prouvé que cette personne a été poussée par la « malice » à l'égard du plaignant, et que sa conduite apparaîtrait à l'examen sans justification ou excuse.

Le cas peut être différent quand l'acte lui-même d'où dérive initialement la perte implique quelque violation de contrat ou la violation de quelque devoir et constitue une entrave à des droits légaux. Alors l'agent immédiat est responsable, et il se peut fort bien que la personne qui à l'arrière-plan tire les ficelles le soit aussi, quoiqu'il ne soit pas nécessaire dans le cas présent d'exprimer une opinion sur ce point.

Mais, quand l'agent immédiat ne peut pas être rendu responsable, quoiqu'il sache ce qu'il est en train de faire et quelles seront les conséquences de son action, il est difficile de voir sur quel principe une personne moins directement liée à l'affaire pourrait être rendue responsable, à moins que la malice n'ait l'effet de convertir un acte qui en lui-même n'est pas illégal ou illégitime en un délit générateur d'action. Mais si tel est l'effet de la malice, pourquoi l'agent immédiat y échappera-t-il ? Et surtout pourquoi va-t-il y échapper quand il n'y a personne autre à blâmer et personne autre de responsable ? Et pourtant on peut signaler bien des cas de mal fait par malice sans qu'aucun remède soit fourni par le common law. Supposons, par exemple, qu'un homme se fait céder une créance qui ne se lie à aucun de ses intérêts dans le but de ruiner le débiteur, et ainsi provoque sa faillite par pure haine ; ou encore qu'il lui cause la perte de quelque avantage provenant d'un testament ou d'un règlement de famille, — qu'un

homme refuse de délivrer un certificat à un serviteur parce qu'il est offensé du départ de ce serviteur ; ou encore qu'une personne de condition supérieure retire sa clientèle à un commerçant local dans quelque petit village uniquement pour lui nuire à raison de quelque grief imaginaire sans lien avec leurs relations de vente et d'achat ; personne, je pense, ne suggérera qu'il puisse exister un remède légal dans aucun de ces cas. Mais supposons qu'un client, non content de retirer sa propre clientèle, dise quelque chose qui en soi-même ne constitue ni une diffamation, ni un autre acte générateur d'action ou inconvenant en soi pour induire un ami à ne plus employer le commerçant. Ni l'un ni l'autre n'est responsable pour avoir retiré sa clientèle. Est-il possible que l'un d'eux puisse être rendu responsable pour avoir induit l'autre à ne pas employer la personne contre laquelle il a une rancune ? S'il en est ainsi ; un tailleur mondain pourra, je me le figure, être un jour ou l'autre plaignant dans un bien intéressant procès. La vérité est que les questions de cette sorte appartiennent au domaine de la morale plutôt qu'au domaine de la loi. Contre le dépit et la malice les meilleures sauvegardes doivent être cherchées dans l'intérêt personnel et l'opinion publique. On ferait beaucoup plus de mal que de bien en encourageant ou permettant des enquêtes sur les motifs quand l'acte immédiat, qui est allégué avoir causé la perte dont on cherche réparation, est en lui-même d'une nature innocente ou neutre et est l'un de ceux que chacun peut faire ou s'abstenir de faire sans crainte des conséquences légales. Pareille inquisition serait, je pense, intolérable, sans parler de la probabilité des injustices qui seraient commises par les jurys dans une catégorie de cas où il y aurait ample place à la spéculation et vaste champ d'action au préjugé.

Afin de prévenir toute erreur possible d'interprétation du langage dont je me suis servi, je juge bon d'ajouter que, dans mon opinion, la décision de cette affaire ne peut avoir de signification pour les cas où se rencontrerait l'élément de coalition oppressive. Le vice de la forme de terrorisme communément connue sous le nom de « boycottage » et des autres formes de coalition oppressives, me semble, dépendre de considérations qui sont, je pense, dans le cas présent remarquablement absentes.

En ce qui concerne les autorités, il y a, me semble-t-il, fort peu de chose à dire. Il n'est guère nécessaire de remonter au delà de *Lumley v. Gye* (1) en 1853. Il n'y a pas grand secours à trouver dans les cas plus anciens qui ont été cités à la barre, ni même, je pense, dans le grand cas de la canardière, quelque puisse être l'explication véritable de cette décision. Dans *Lumley v. Gye* il fut tenu qu'il y a lieu à action à raison de la provocation d'une personne à rompre un contrat de service personnel. Les cas subséquents de *Bowen v. Hall* (2) et *Temperton v. Russell* (3) sont des autorités pour la proposition que le principe ne se confine pas aux contrats de services personnels. Il y a sans doute beaucoup à dire sur cette proposition. Mais le jugement dont est appel ne dépend ni de *Lumley v. Gye*, ni d'aucune autre décision antérieure ou postérieure à ce cas. Il repose seulement sur certains dicta qu'on trouve pour la première fois dans *Bowen v. Hall* et qui ensuite ont été répétés dans *Temperton v. Russell*. Ces dicta sont de grand poids, à raison de l'éminence des juges par qui ils ont été prononcés ; mais ils n'étaient certainement pas

(1) 2 ; Ellis et Blackburn, 216.

(2) *L. R.* ; 6, *Q. B. D.*, 333.

(3) *L. R.*, 1893 ; 1, *Q. B.*, 715.

nécessaires pour la décision dans l'un ni dans l'autre cas (1). *Lumley v. Gye* fut plaidé et entendu sur un *demurrer* (2). Les contes (3) (ou articulations) qui furent l'objet du *demurrer* alléguaient que le défendeur connaissait « les lieux », c'est-à-dire l'existence du contrat invoqué dans la « déclaration » et avait « malicieusement visé à nuire au plaignant ». M. Willes, pour le défendeur, en réplique, constatant que la malice n'avait jamais été mentionnée parmi les faits qu'on doit offrir de prouver dans les actions pour séduction de serviteurs, plaida que l'articulation (averment) de malice ne pouvait faire de « différence » et ce semble avoir été l'opinion de la majorité de la Cour, qui pensa qu'il y avait lieu à action. Le juge Crompton traite l'allégation de malice comme ne signifiant rien de plus que l'allégation d'action en connaissance de cause (notice) et le juge Erle indique que le principe sur lequel l'action doit reposer est que le « *procurement* de la violation d'un droit, — c'est-à-dire du droit que le plaignant tient du contrat — est une cause d'action ». S'il en est ainsi, il semble s'ensuivre que, pourvu que la violation ait été commise sciemment, il importe peu si la chose est faite malicieusement ou non. Et c'est pourquoi, avec toute déférence à l'opinion de Blackburn J. qui, si j'entends exactement ses mots dans *Cattle v. Stockton Waterworks* (4) semble dire que « l'intention malicieuse » était le point essentiel de l'action, je serais disposé à admettre que, quand un droit a été violé sciemment, l'allégation de malice est

(1) Ce qui les relègue au rang de simples *obiter dicta*, sans force d'autorité.

(2) Sur la définition de cet incident de procédure, voir *supra*, p. 130.

(3) Cf. *supra*, p. 129.

(4) *L. R.* (1875) ; 10, *Q. B.*, 458.

superflue et, quand il n'y a eu aucune violation d'un droit, la malice par elle-même n'est pas une cause d'action. C'est pourquoi je ne puis m'accorder avec le défunt Maître des rôles pour penser que l'acte incriminé était « délictueux », parce qu'il était « malicieux » et que, quand il y a acte malicieux, et perte résultant de cet acte, il importe peu s'il y a eu ou non violation d'un droit.

Je suis donc d'avis que jugement doit être donné pour l'appelant.

SECTION IV

L'OPINION DE LORD SHAND (1)

L'engagement à la journée pour une besogne n'engendre pas de droit acquis à la continuation du travail. — Les plaignants n'ont été privés que de la perspective de la continuation de leur emploi, non d'un droit à sa continuation. — Ni les métallurgistes du Sam Weller ni Allen n'ont agi par esprit de haine. — Leur but ultime d'action est la défense des intérêts de leur union. — Il ne saurait être regardé comme malicieux même au sens populaire du mot. Malentendus provoqués par l'emploi des mots « peines », « contrainte » et « menaces ». — Les lois naturelles de la concurrence. — Leur illustration par une hypothèse simple ; celle du sommelier qui met son maître en demeure de choisir entre lui et le cuisinier. En cas de renvoi, le cuisinier a-t-il action en dommages-intérêts ? Réfutation des vues de la majorité des juges consultants. — Le droit de l'ouvrier à travailler sans empêchements est conditionné par les droits similaires d'autrui. — Le droit à la compétition. — Sa légitimité n'est pas subordonnée à la nature du mobile qui suscite son exercice. — L'affirmation que

(1) L. R. ; 1898, Appeal Cases, 160-169.

la provocation malicieuse à accomplir un acte licite puisse constituer un délit est incompatible avec le Mogul Case et le Bradford Corporation Case. — Réserve de liberté d'opinion en ce qui concerne l'existence réelle du délit de provocation malicieuse à violer un contrat. — Ce n'est pas par l'appel à la protection judiciaire que les victimes des activités nouvelles des conditions du travail peuvent se défendre, mais en recourant de leur côté à la force du groupement syndical.

My Lords, je suis d'avis que le jugement attaqué doit être réformé et jugement donné pour le défendeur avec frais.

Certains faits ont, par référence aux témoignages et au verdict du jury, été clairement établis. En premier lieu, il est clair que les plaignants n'ont pas de contrat avec leur employeur, la Glengall Iron Co, qui leur donne droit à la continuation de leur engagement. Ils sont embauchés pour travailler à la journée, ont la faculté de quitter leur emploi à la fin de chaque journée et sont, d'autre part, soumis au risque que leur employeur puisse en tous temps cesser de continuer à les employer. Mais, s'il en est ainsi, il y a toutefois lieu d'observer qu'il résulte d'une claire inférence, et même de quelque preuve directe, qu'ils auraient été gardés sensiblement plus longtemps qu'ils ne l'ont été si l'employeur n'avait été induit à interrompre leurs services.

Il est encore clair, à mon avis, que l'engagement a été interrompu par l'employeur, la compagnie Glengall, à cause des exposés de situation (representations) qui leur ont été faits par le défendeur Allen. Ceci a, je pense, été prouvé et d'ailleurs a été expressément affirmé par le verdict du jury.

Il n'y a pas de controverse réelle quant à l'exposé de

faits présenté par le défendeur qui a induit l'employeur à se passer des services des répondants. Le défendeur, en effet, a exposé que, si les plaignants étaient conservés comme ouvriers, même uniquement au travail du bois, sur le bateau alors en cours de réparation, les ouvriers en chaudières engagés aux œuvres du fer cesseraient le travail et apporteraient ainsi un arrêt à l'achèvement des réparations.

Il y a une considérable discussion critique par quelques-uns des savants juges consultés de l'exposé de choses fait à ce sujet par le défendeur Allen en sa qualité de représentant des constructeurs de chaudières. Il a été dit, et il a même été soutenu dans l'argumentation (définitive), que le défendeur avait exagéré l'état de choses existant sur le chantier de réparations de navires au regard des métallurgistes, qu'il a trop fortement coloré sa description des sentiments de mécontentement des ouvriers en chaudières contre les plaignants qu'ils considéraient comme s'étant introduits sans qualification dans un département du travail qu'ils regardaient comme exclusivement leur, au moins en ce qui concerne leurs rapports avec les charpentiers. Je confesse que je n'attache pas la moindre importance à ce genre de considérations, et ceci pour deux raisons. Je ne trouve pas de preuves d'exagération ou de fausse présentation des faits (misrepresentation) de la part du défendeur ; et, en outre, aucun moyen de ce genre n'a été quoté ni n'a été présenté par le savant juge à l'examen et au verdict du jury. Il me semble impossible de tirer de la lecture du matériel de preuve une autre conclusion que celle-ci : que les chaudronniers avaient résolu de ne pas continuer à travailler sur le même navire que les plaignants. Que les chaudronniers aient arrêté une réso-

lution sur la marche qu'ils suivraient, c'est ce qui résulte clairement de leurs réunions et de leur conduite avant leur appel au défendeur pour le faire venir sur le chantier, et du fait que ce sont eux qui l'ont demandé et l'ont prié de faire la communication qu'il a faite à l'employeur. Je pense que les témoignages prouvent que dans ses communications il ne s'est point livré à de fausses présentations de faits, mais a simplement informé l'employeur du véritable état des choses. Mais il est suffisant (pour écarter ce moyen) qu'aucun point de ce genre n'ait été soumis au jury. Si le conseil des plaignants entendait soutenir que le défendeur avait usé de moyens impropres, dans le sens de présentation de faux exposés des choses quant à l'attitude des métallurgistes ou à la résolution à laquelle ils étaient arrivés, il était tenu de l'articuler distinctement dans ses conclusions finales. Des preuves auraient dû être spécialement fournies sur ce sujet et une question spéciale aurait dû être posée au jury. Rien de tout cela n'ayant eu lieu, la question ne peut plus, à mon avis, être soulevée actuellement.

Dès lors, le cas reste donc sur ce point : — que le plaignant a perdu la perspective, — on pourrait même fort bien dire la certitude, — que son emploi soit continué par suite des présentations de choses (representations) faites par le défendeur Allen quant à la résolution des métallurgistes, mais que ces présentations de choses étaient vraies en fait. Les plaignants ont prouvé ce point de leurs conclusions (issue) que le défendeur par ses « représentations » a induit leur employeur à cesser de les employer; mais ceci doit être pris avec la qualification qu'il ne l'a pas fait par des moyens *impropres*, par quoi j'entends qu'il n'a employé ni la fraude ni la violence, mais simplement exposé à l'em-

ployeur le véritable état des choses sur le chantier de constructions maritimes. Néanmoins, le jury a déclaré que le défendeur a malicieusement induit les employeurs à cesser d'employer les plaignants.

Ceci nous amène à noter la seule autre matière de fait qui doit être gardée en vue pour la détermination de la question de droit à résoudre. Ce fait est que le défendeur n'a été poussé par la malice à l'égard des plaignants à rien de ce qu'il a dit ou fait dans ses communications avec l'employeur, en prenant le mot dans son sens populaire, comme signifiant malveillance personnelle. Il ne connaissait même pas les plaignants. Il n'est venu sur la scène que parce qu'il avait été appelé par les constructeurs de chaudières, et il n'a agi qu'en sa qualité officielle comme leur délégué et représentant. Tout ceci est parfaitement clair ; mais en outre le passage suivant des instructions du savant juge montre que le verdict ne peut pas être pris comme la constatation d'une malice personnelle. « Le mot malice est dans la loi un terme technique (*word of art*), et il ne doit pas être pris dans ce cas dans le sens d'aversion personnelle — d'un sentiment personnel de ressentiment contre les deux plaignants. Il ressort clairement des témoignages des hommes et de leurs employeurs qu'il n'existait aucun sentiment personnel de ce genre dans le cas présent. ».

Le jury a cependant déclaré expressément par son verdict que le défendeur a « malicieusement induit la *Glen-gall Iron Co* à ne pas engager les plaignants » et d'après les instructions du savant juge arbitré des dommages-intérêts pour lesquels sa Seigneurie a accordé un « décret ». Avec la plus grande déférence pour les opinions de ceux qui pensent autrement, je suis encore incapable, comme je l'ai été depuis le début des discussions à l'audience, de

trouver un fondement légal (et la question est uniquement une question de droit) sur lequel ce verdict puisse être justifié. L'explication de ce verdict doit être cherchée dans le passage suivant des instructions du savant juge qui suit immédiatement celui que j'ai déjà cité : « Vous recevrez de moi l'indication que ici « malicieusement » signifie avec l'intention de causer un dommage injuste aux plaignants dans leur affaire, et en sachant que ce qu'ils faisaient leur infligerait ce dommage...; et que ce n'était pas dans le simple but de promouvoir favorablement les propres intérêts d'Allen, mais dans le motif indirect de faire subir un mal aux plaignants dans leur affaire (occupation) licite. » Et, dans une phrase subséquente, sa Seigneurie explique que : « alors qu'il y a des actes que chacun peut faire légalement sans susciter de plainte (judiciaire), le même acte, s'il est fait dans le but de priver ou empêcher une autre personne à notre connaissance de faire quelque chose qu'elle a le droit de faire ou de jouir de quelque chose dont elle a le droit de jouir », peut être malicieux et, dans la théorie à laquelle se range sa Seigneurie, peut fonder une demande de dommages-intérêts.

Le savant juge était probablement tenu à présenter la loi dans les termes dont il s'est servi, à raison des jugements délivrés par la Cour d'appel dans le cas de *Temperton v. Russell* qui, dans l'opinion de Rigby L. J., gouvernait la décision de ce cas.

Je confesse que, même si la direction donnée (au jury) eût été saine au point de vue du droit, — et j'estime qu'elle ne l'était pas, — les faits du cas étaient tels que j'aurais pensé qu'ils auraient dû exclure que ce verdict soit donné, si ces faits, avec l'assistance du savant juge, s'étaient vu attribuer par le jury l'importance exacte à laquelle ils

avaient droit. Si quelque chose ressort clairement de l'ensemble des témoignages, il me semble que c'est ceci : que le défendeur a visé, et visé exclusivement, l'objet de promouvoir les intérêts de ceux qu'il représentait dans tout ce qu'il a fait ; — que c'était là son motif d'action, et non le désir, pour employer les mots du savant juge, « de faire du mal aux plaignants dans leur métier licite ».

Ce cas est un cas de concurrence pour le travail qui, dans mon opinion, est à tous les points de vue essentiels analogue à la concurrence pour le commerce, et auquel les mêmes principes doivent s'appliquer ; et je me demande ce qu'il faudrait penser de l'application du mot « malicieux » à la conduite d'un commerçant qui induirait le client d'un autre commerçant à cesser de faire ses achats chez celui qui était depuis longtemps son fournisseur, pour traiter désormais avec lui, rival commercial. Le cas soumis au jury n'était, à mon avis, différent en aucune façon, sauf que dans un cas il y avait compétition pour le travail, tandis que dans l'autre il y aurait compétition pour le commerce.

Quelques-uns des savants juges consultés parlent de la conduite d'Allen comme ayant été causée par le désir d'infliger une « punition » aux charpentiers pour leurs actes passés et indiquent que, si les charpentiers s'étaient livrés effectivement au travail du fer sur le bateau où ils se trouvaient pour l'instant, le cas aurait été différent. Je ne puis partager cette vue. Le mot « punition » dans un sens vague et populaire peut, peut-être, être employé, quoique incorrectement, pour définir l'action des chaudronniers ; mais il est clair que ce qu'ils avaient résolu de faire, et ce qu'ils ont fait effectivement —, tout en marquant

leur sens de l'injure » (1) qu'ils pensaient (à tort ou à raison, ce n'est pas la question) que les charpentiers leur faisaient en empiétant sur leur propre ligne d'affaires, — c'était de prendre une mesure pratique pour leur propre défense. Leur objet était de se procurer un bénéfice à eux-mêmes dans l'exercice de leur propre industrie d'ouvriers métallurgistes, et d'empêcher le retour dans l'avenir de ce qu'ils considéraient comme une invasion inadmissible dans leur département spécial de travail. Comment ceci pourrait-il être regardé comme « malicieux », même en aucun des sens secondaires qui pourraient être raisonnablement attribués à ce terme, je ne puis le voir.

En outre, l'expression a été à plusieurs reprises employée dans les plaidoiries, et a même été adoptée par quelques-uns des savants juges (consultants), que les hommes, ou plutôt leur représentant Allen, ont usé de « menaces » dans les communications de ce dernier avec les employeurs, menaces qui sont considérées comme inadmissibles et qui apportent une preuve en faveur de l'opinion que leur action était malicieuse. En quoi ont consisté ces menaces ? Simplement en ceci : que, si les plaignants étaient maintenus dans leur emploi, ils — les ouvriers en chaudières — quitteraient le travail. Les menaces peuvent, comme les fausses ou frauduleuses présentations de faits (representations), être de nature, quand on en use, à constituer des moyens inadmissibles et illicites employés pour amener une action qui peut être injuste pour d'autres, en leur causant perte et dommage, et pas un instant je ne songerai à dire que des dommages-intérêts ne puissent pas être obtenus dans les cas de menaces de ce genre. Mais ceci ne peut s'appli-

(1) Au sens technique de dommage causé sans droit : *injury*.

quer qu'aux menaces de violence, intimidation, obstruction ou choses semblables — menaces qui peuvent être définies des menaces qui affectent d'une façon inadmissible (improperly) la liberté d'action de la personne qui est induite à agir ou à s'abstenir d'agir. Les métallurgistes étaient parfaitement libres de décider qu'ils ne travailleraient pas, pour l'instant ou dans l'avenir, sur le même navire ou sur le même chantier, que les plaignants. Personne ne contestera leur droit à prendre cette résolution. Ils étaient parfaitement libres, ayant arrêté cette résolution, d'informer leurs employeurs qu'ils l'avaient prise ; et même je dirai que le défendeur Allen n'a fait que ce qui était juste et convenable en communiquant cette résolution aux employeurs, au lieu de permettre aux hommes de partir sans donner aux employeurs une notification préalable de ce qui certainement leur causerait grands inconvénients et pertes. Il n'y avait pas là une menace ayant la nature des menaces qui constituent l'usage de moyens illicites pour induire les employeurs à agir, — c'est-à-dire menace de faire quelque chose qui fût en dehors de l'exercice de leur droit légal. Un maître qui prévient son serviteur que la répétition de certaines fautes entraînera un renvoi peut être dit user de menace ; mais il n'agit pas seulement licitement ; dans la plupart des cas on ne peut que le louer d'avoir agi ainsi au lieu de donner un congédiement immédiat.

L'un des savants juges — le défunt Cave J. — a exprimé l'opinion que si un sommelier, qui pour une raison ou une autre s'est mis dans l'esprit de ne plus continuer à servir avec le cuisinier (1), avec qui il était employé, fait con-

(1) *L. R.* ; 1898, *A. C.*, p. 36. Le juge Cave avait été amené lui-

naître sa résolution à l'employeur et si, à la suite de cette communication, le cuisinier est renvoyé, le cuisinier aura d'après la loi une action en dommages-intérêts contre le sommelier. Si cette vue était saine, les plaignants dans notre cas pourraient être en mesure d'obtenir gain de cause. Et même j'ai toujours pensé pendant tout le cours de la discussion à la barre que le cas posé par le savant juge est peut-être la forme la plus simple sous laquelle la véritable question actuellement en discussion puisse être présentée. Mais, avec la plus grande déférence pour l'opinion du savant juge, aucune action de ce genre ne pourrait naître en pareille circonstance, parce qu'on ne peut pas dire avec exactitude que de la part du sommelier il y ait eu un acte illicite ou qu'il ait employé des moyens illicites en faisant un acte licite. Un serviteur est toujours libre, pour toute raison qu'il juge suffisante, ou je dirai même par simple caprice, de décider qu'il ne restera plus, après l'expiration de son engagement en cours, en service avec un autre domestique dans le même emploi. Ceci étant indiscutable, la seule limitation à son droit d'agir est qu'il ne doit pas user de moyens illicites pour induire son employeur à renoncer aux services de son compagnon de travail. Si son maître lui demandait la raison pour laquelle il donne sa démission, il serait sûrement en droit de donner la véritable raison, laissant le maître agir comme bon lui semble pour déterminer quel est celui de ses serviteurs dont il se séparera ; et l'idée même d'une action en dommages-intérêts par son compagnon de service serait extravagante. Et je ne saurais faire de différence pour le cas où

même à examiner la question sous cet aspect simple et théorique par une question posée au cours des argumentations par l'un des membres de la Chambre des Lords.

il juge bon de prendre l'initiative d'informer son maître de la résolution qu'il a arrêtée et je dois ajouter, me référant à ce que je viens de dire immédiatement, que, son action étant licite et aucuns moyens illicites n'ayant été employés pour la réaliser, le motif, même quand il consiste dans la malveillance à l'égard d'une autre personne, ne peut créer fondement à une action en dommages-intérêts.

En arrivant maintenant à l'examen direct du fond même de la question qui est objet de controverse dans ce cas, l'argumentation des plaignants et les raisons des opinions de la majorité des juges consultés me semblent échouer, parce que, quoiqu'il soit sans doute vrai que les plaignants sont en droit de poursuivre leur métier d'ouvriers sans « empêchement », leur droit de le faire est conditionné par un droit égal, et plus précisément par le même droit, au profit des autres ouvriers. L'empêchement (possible de ce chef) doit ne pas être d'une nature illicite. Il faut qu'il ne résulte pas d'une action illicite. Au nombre des droits qui appartiennent à tous les ouvriers est le droit de compétition. Exactement de la même manière et dans la même mesure que l'ouvrier a le droit de poursuivre son ouvrage ou son travail sans empêchement, le commerçant a un droit à commercer sans empêchement. — Ce droit est subordonné au droit pour les autres de commercer également et de le soumettre à la concurrence — concurrence qui en soi est licite et ne peut donner ouverture à une plainte tant qu'il n'a pas été employé de moyens illicites (au sens que j'ai déjà expliqué). La matière a été réglée, en tant qu'il s'agit de la concurrence en matière de commerce, par le jugement de cette Chambre dans le cas de la *Mogul Steamship Co* (1). Je ne vois aucune raison

(1) *L. R.* (1892) ; *Appeal Cases*, 25.

de dire qu'un principe différent doit s'appliquer à la concurrence en matière de travail. Alors qu'il agit dans le cours de cette compétition et en vue de s'assurer un avantage à lui-même, je ne vois pas de raison de dire qu'un ouvrier sort des limites de ses droits légaux en disant qu'il se refusera à travailler à un même service avec certaines autres personnes et en faisant part de cette résolution à ses employeurs.

Il faut en outre observer, — distinguant le cas présent de celui où il aurait pu exister entre les plaignants et leurs employeurs un contrat en cours pour une période définie, ou pour la durée des réparations à accomplir sur un navire particulier (cas où le refus de continuer à fournir du travail constituerait une rupture de contrat) —, qu'on ne rencontre point ici de rupture de contrat. L'acte des employeurs mettant fin aux services des plaignants à la fin d'une des journées était un acte licite de leur part. Le défendeur les a seulement induits à faire ce qu'ils avaient aptitude à faire, et, en l'absence de fraude ou d'autres moyens illicites employés pour arriver à cette fin, l'action doit échouer.

Comme je l'ai déjà abondamment expliqué, aucun cas de malice au sens ordinaire du terme, entendu comme signifiant malveillance à l'égard d'une personne, n'a été ici présenté au jury ; mais je suis d'accord avec celles de nos Seigneuries qui tiennent que, même si ce motif avait existé dans l'esprit du défendeur, cela n'aurait pas créé une obligation à dommages-intérêts. Pour les motifs déjà exposés, je pense que le défendeur ne faisait qu'exercer un droit légal en faisant savoir que les ouvriers en chaudières quitteraient le travail si l'on gardait les plaignants ; il n'usait ni de fraude ni d'autres moyens illégaux dans l'affirma-

tion de ce droit ; et l'exercice par une personne d'un droit légal ne devient pas illégal parce que le motif d'action est « impropre » ou « malicieux » : *Bradford Corporation v. Pickles* (1) et le *Mogul Case* déjà cité. Dans le premier de ces cas mon noble et savant ami Lord Watson dit : « Aucun usage de la propriété qui serait légal, s'il était dû à un motif convenable (proper), ne peut devenir illicite parce qu'il est inspiré par un motif « impropre » ou même malicieux ». Il me semble, en argumentant aussi du jugement dans le second de ces cas au sujet des droits de la concurrence commerciale, que, du même principe, on peut conclure que l'exercice d'aucun droit légal dans le cours de la concurrence aussi bien en matière de travail qu'en matière de commerce ne devient illégal parce qu'il est inspiré par un motif « impropre » ou même malicieux.

Mes nobles et savants amis Lord Herschell et Lord Macnaghten ont réservé leurs opinions quant à la loi applicable au cas où le fondement de l'action est que le défendeur a induit un employeur à commettre une violation de contrat comme dans les cas de *Lumley v. Gye* (2), *Bowen v. Hall* et la première branche de *Temperton v. Russell*. Je désire aussi réserver mon opinion sur ce dernier cas. La personne qui a commis une violation de contrat est naturellement sujette de ce chef à dommages-intérêts. S'il n'a pas jusqu'ici été décidé par cette Chambre qu'une tierce partie qui a, sans user de fraude ou d'autres moyens illi-

(1) *L. R.* (1895) ; *Appeal Cases*, 587.

(2) 2, *Ellis et Blackburn*, 216. Lord Shand transforme quelque peu l'hypothèse de ce cas en supposant, pour la commodité du raisonnement, qu'il est intervenu à l'occasion d'une violation de contrat commise par un employeur. Il s'agissait, au contraire, on se le rappelle, d'une violation de contrat commise par un employé ; en fait une chanteuse, au détriment de l'employeur.

cites, induit la partie contractante à rompre son contrat, encoure elle-même l'obligation à dommages-intérêts, la question me semble digne d'être discutée et examinée à fond. L'application « propre » et usuelle de la maxime « qui *facit per alium facit per se*, dans les cas où un acte délictueux a été accompli, consiste à tenir la personne qui a commis le délit, — c'est-à-dire dans le cas supposé la personne qui a rompu son contrat — responsable, quoique son acte ait été fait par l'intermédiaire d'une autre agissant pour elle ; et il est au moins ouvert à discussion si la maxime s'appliquerait à celui qui n'est pas lui-même l'auteur matériel de la rupture de contrat, mais qui a seulement persuadé un autre de commettre cette rupture.

Je n'ai pas grand'chose à ajouter à ce que j'ai déjà dit pour donner les raisons et fondements de mon jugement. Le cas n'a pas été présenté par le savant juge au jury comme un cas de « conspiration » et ne soulevait aucune question de ce genre. La coalition de différentes personnes pour la poursuite d'un légitime objet de commerce s'est rencontrée dans le cas de la *Mogul Steamship Co* et y a été tenue être licite. Une coalition qui n'aurait plus cet objet, mais poursuivrait en réalité le but malicieux de ruiner une autre personne ou de lui nuire, serait, je m'empresse de le dire, clairement illégale ; mais ce cas ne soulève aucune question de ce genre.

Quant aux autorités plus anciennes invoquées au cours des argumentations, je partage les vues de mes nobles et savant amis Lord Herschell et Lord Watson et je m'accorde aussi avec eux et mon noble et savant ami Lord Macnaghten à penser que *Lumley v. Gye* n'a point été décidé sur une question de malice.

Il a été invoqué par le conseil du répondant que la désap-

probation de la loi formulée dans *Temperton v. Russell* et reproduite dans ce cas (par la Cour d'appel) entraînerait de dangereuses conséquences en étendant le pouvoir des unions et coalitions du travail au-delà des limites que ces cas avaient posées, et je ne suis pas insensible à ce qu'il y a de vrai dans cette observation qu'une certaine mesure de limitation (à ce pouvoir), que ces cas avaient introduite, va être écartée. Mais, si cette mesure de limitation n'était pas fondée — et je crois qu'elle ne l'est pas — sur un sain principe de droit, il n'est que juste, que, par une décision légale de cette cour de dernier ressort, elle soit écartée. Et, si la force de la coalition vient à être employée brutalement et d'une façon oppressive — s'il en est fait usage dans des circonstances où des hommes d'esprit équilibré déploieraient son usage, — il faut observer que ceux contre qui la coalition est dirigée ont précisément la même liberté d'action pour résister aux mesures oppressives et amener ceux qui y recourent à se désister de cette méthode d'action.

SECTION V

L'OPINION DE LORD DAVEY (1)

Les juges inférieurs se sont crûs liés par la doctrine de Temperton v. Russel. — Son caractère erroné. — Acceptation de la doctrine de Lumley v. Gye et de Bowen v. Hall qui traite comme délictueuse la provocation malicieuse à rompre un contrat existant. — Elle se concilie avec la définition légale de la malice, l'acte provoqué étant illicite. — Mais persuader à une personne de faire ce qu'elle a le droit de faire ne saurait être illicite. — Indifférence du motif. — Fausses analogies tirées de l'action pour pour-

(1) *L. R.*, 1898 ; *A. C.*, 169-175.

suites malicieuses. — Existe-t-il une cause générale d'action pour violation du droit qu'a tout homme de poursuivre librement son commerce ou son métier ? — Les arguments d'autorité invoqués en ce sens. — Leur réfutation. — La valeur du moyen tiré de l'allégation d'une fausse présentation des faits.

My Lords, dans ce cas le jury a déclaré, 1^o que le défendeur Allen a malicieusement induit la Glengall Iron Co à renvoyer les plaignants de leur emploi ; 2^o que le défendeur Allen a malicieusement induit la compagnie à ne pas engager les plaignants ; et 3^o que des dommages montant à 20 livres pour chaque plaignant avaient été subis de ce chef.

Le savant juge avertit le jury dans ses instructions qu'il n'y avait pas preuve qu'une violation de contrat fut impliquée par le fait que les plaignants avaient été congédiés par la compagnie ; qu'il n'y avait pas ombre de preuve d'une conspiration ; et qu'il n'y avait preuve de rien qui pût constituer intimidation ou contrainte au sens légal du terme. Aucune réserve n'a été apportée, et à mon sens ne pouvait être apportée, à ces « directions ». Nous devons, par conséquent, prendre la déclaration du jury comme signifiant que la compagnie a été « induite » par la persuasion et les présentations de fait (representations) d'Allen à renvoyer les plaignants, c'est-à-dire à ne pas continuer à les employer. Le sens dans lequel le verdict a voulu employer le mot « malicieusement » est démontré, par le passage du résumé (du juge) qui a déjà été lu et commenté par vos Seigneuries, être le sens populaire de viser à faire du mal aux répondants. La principale question qui a été discutée devant vos Seigneuries est celle de

savoir si les plaignants étaient qualifiés à obtenir jugement malgré les déclarations (findings) du jury.

Le savant juge dans son jugement, sur un nouvel examen de l'affaire d'après le verdict, suivit la décision de la Cour d'appel dans *Temperton v. Russell* (1) et donna jugement pour les plaignants. La Cour d'appel confirma cette décision. Le Maître des Rôles considéra que *Temperton v. Russell* était une autorité de nature à lier cette cour; — qu'une chose que l'on peut faire licitement au détriment d'autrui, quand on la fait sans malice, est rendue illicite et ouvre un droit d'action si on la fait avec malice. Le savant juge fournit en faveur de sa décision des raisons additionnelles, au cours desquelles il affirma que, soit que l'avis fût de rompre un contrat, soit qu'il fût de ne pas en conclure un, son effet était exactement le même et que, quand on conseille à quelqu'un de ne pas conclure un contrat avec l'intention de causer préjudice à la personne qui s'apprêtait à passer le contrat avec lui, alors la malice est un élément qui rend illicite cette intervention qui, sans la malice, aurait été chose licite. Lopes L. J. dit aussi qu'il ne pouvait voir de distinction entre induire une partie à un contrat à le rompre et induire une partie à renvoyer un serviteur, comme dans le cas présent. Rigby L. J. a simplement suivi *Temperton v. Russell*.

J'ai exposé un peu longuement les vues exprimées par la Cour d'appel parce qu'elles expriment exactement les points sur lesquels je suis contraint de m'écarter d'elles. La proposition de ces savants juges, une fois analysée, me semble se ramener à ceci : que le *damnum absque injuria*, quand il est accompagné d'une intention malicieuse, donne

(1) *L. R.* (1893), 1 ; *Q. B.*, 715.

un droit d'action ou qu'un motif malicieux constitue *per se*, ou peut dans certains cas, constituer une *injuria*. Je ne saurais donner mon assentiment à aucune de ces deux propositions. « Malice, dans l'acception commune du mot, dit Bayley J. dans le cas bien connu de *Bromage v. Prosser* (1), signifie malveillance à l'égard d'une personne ; mais dans son sens légal ce mot signifie un acte délictueux fait intentionnellement sans juste cause ou excuse. » S'il en est ainsi, ce me semble être un cercle vicieux de dire qu'un acte qui par ailleurs n'est pas délictueux le devient s'il est malicieux. Et je ne puis pas non plus admettre qu'il n'y a pas de différence légale entre la persuasion de rompre un contrat et la persuasion de ne pas conclure un contrat. Dans le premier cas, si la persuasion réussit, l'autre partie est privée du bénéfice de l'exécution intégrale de son contrat. Dans le dernier cas elle ne perd rien auquel elle ait droit légalement, et elle n'a pas de motif de plainte contre la personne qui refuse de contracter avec elle. Dans un cas il y a une violation d'un droit ; dans l'autre il n'y en a pas.

J'accepte pour le présent objet sans commentaire la doctrine posée dans *Lumley v. Gye* (2) et *Bowen v. Hall* (3) que le fait d'induire malicieusement quelqu'un à rompre un contrat de services personnels exclusifs avec un employeur au préjudice de cet employeur donne naissance à action. Mais la lecture des jugements délivrés par les savants juges dans *Lumley v. Gye* montre que, dans leur opinion tout au moins, il était vital pour la demande du plaignant qu'il

(1) 4, Barnewall et Creswell, p. 247.

(2) 2, Ellis et Blackburn, 216.

(3) *L. R.*, 6 ; *Q. B. D.*, 333.

y eût un contrat de services en cours. Crompton J. dit (1) qu'une personne, qui malicieusement interrompt la relation existante entre maître et serviteur pendant le temps stipulé comme période de service, commet un acte délictueux dont elle est responsable d'après la loi. Et, répondant à l'argument que la règle ne s'applique pas quand le service n'a pas commencé, quoiqu'il y ait un contrat existant, le savant juge dit : « Je pense que la relation de maître et serviteur existe suffisamment pour l'objet de cette action pendant le temps où il y a en existence un contrat obligatoire de louage de services entre les parties. » Erle J., expose le principe général ainsi : (2) « Celui qui malicieusement provoque (procure) un dommage à autrui par la violation de son droit doit être obligé à réparation, et cela qu'il provoque un délit générateur d'action ou qu'il provoque la violation d'un contrat. »

Un employeur peut renvoyer un ouvrier (avec lequel il n'a pas de contrat) ou peut se refuser à en employer un pour les motifs les plus erronés, capricieux, malicieux, ou même moralement répréhensibles qu'on puisse concevoir, et l'ouvrier n'a pas de droit d'action contre lui. Il me semble étrange de dire que l'agent principal qui fait l'acte échappe à responsabilité, mais que l'agent accessoire qui lui a donné le conseil de le faire, sans accompagner ce conseil d'actes délictueux par ailleurs, est soumis à responsabilité.

Persuader à une personne de faire ou de s'abstenir de faire ce que cette personne est entièrement libre de faire ou de s'abstenir de faire est licite et dans quelques cas méritoire, quoique le résultat de l'avis donné puisse être de causer

(1) 2, Ellis et Blackburn, p. 224.

(2) *L. c.*, p. 233.

dommage à un autre. Ceci, je tiens à le rappeler à vos Seigneuries, n'est pas un cas de « conspiration ». Je ne dirai pas, si dans l'hypothèse où c'en serait un, il en résulterait ou non une raison essentielle de traitement différent. Mais je dirai que je n'ai connaissance d'aucune autorité obligeant cette Chambre à admettre, et en toute humilité je pense qu'il serait contraire aux bons principes d'admettre, que l'ingrédient additionnel d'un motif malicieux puisse donner un droit d'action contre un individu pour un acte qui, s'il était fait sans malice, ne serait pas délictueux, quoiqu'il en résulte un dommage pour une tierce personne. Le cas de la diffamation dans une hypothèse où il y a « privilège » (1) est, cela va de soi, complètement différent. Le libelle est tenu être excusable quand les mots incriminés ont été employés dans une occasion « privilégiée ». Mais cette excuse peut être combattue par la preuve d'une malice expresse ou d'un abus du « privilège ».

A mon avis, l'action, quelque peu anormale, du chef de « poursuites malicieuses » (2) est basée sur le même principe. Pour des motifs de police publique, la loi donne protection aux personnes qui engagent des poursuites judiciaires, même quand il n'y a pas de cause raisonnable ou probable de poursuite. Mais, si la personne qui saisit la justice abuse de son « privilège » en le mettant au ser-

(1) Sur la signification de cette notion du « privilège » dans le domaine des actions en diffamation ; cf. *supra*, p. 169.

(2) Cet emploi de l'action *ex delicto* comme moyen de protection contre les poursuites judiciaires purement vexatoires avait déjà été invoqué dans le *Mogul Case* et dans le cas de la Corporation de Bradford pour tenter, sans succès d'ailleurs, de faire admettre l'existence dans le common law anglais de l'équivalent de notre théorie de l'abus des droits.

vice de ses rancunes personnelles, elle perd cette protection et est exposée à action, non pour la malice, mais pour le tort fait à un autre en le soumettant aux ennuis, aux dépenses, et à la perte possible de réputation qui résultent d'une poursuite injustifiée.

Il a, toutefois, été argué que l'acte de l'appelant dans le cas présent était une violation du droit que tout homme a de poursuivre un commerce ou un métier licite, et que la violation de ce droit ouvre action. Je remarque en passant que, s'il en était ainsi, le droit d'action devrait être indépendant de la question de malice, sauf au sens légal (de ce mot). Le droit, que chaque homme a de poursuivre son commerce ou son métier, est conditionné par le droit égal des autres de faire de même et d'entrer en concurrence avec lui, quoique à son détriment. Et il est évident qu'un droit général abstrait de cette nature se tient sur un pied très différent de celui d'un droit privé particulier, comme le droit à l'exécution d'un contrat qu'on a conclu. Un homme n'a pas le droit d'être employé par un employeur particulier et il n'a droit à aucun emploi particulier quand cet emploi dépend de la volonté d'un autre.

Mais existe-t-il une cause générale d'action de ce genre indépendamment des moyens employés et du mode d'intervention (contre la liberté du commerce ou du travail) ? Je pense superflu de commenter tous les cas qui ont été cités par le conseil et auxquels se sont reportés les savants juges. Je les ai lus attentivement et j'ai pu me convaincre que dans aucun d'entre eux n'a été décidé quelque chose qui soit une autorité en faveur de la proposition abstraite soutenue. Dans chacun d'eux vous trouvez qu'il y avait violence ou menace de violence, obstruction d'une grande route ou de l'accès des lieux du plaignant,

nuisance ou d'autres actes illicites faits au dommage du plaignant. Et il ne me paraît pas que le nœud de l'action dans ces cas fût dans la circonstance que le plaignant était un commerçant ou exerçait une profession rémunératrice. Cette circonstance, sans doute, fournissait la preuve d'un dommage. Mais je suppose que, si une personne obstruait l'accès de ma maison ou de mon navire en molestant ou en écartant par des coups de feu les gens qui y sont attirés par des occasions légitimes, je pourrais avoir mon action contre elle, quoique je ne tiennne pas une école ou ne sois pas un commerçant, mais que je navigue sur mon yacht pour mon propre plaisir. Ou, si une personne me ferme le libre usage d'une grande route et si je subis par là dommage, j'ai un droit d'action, quoique ma voiture ne soit pas destinée à un service de location et ne serve qu'à mon propre usage. Il est étrange que, s'il existe un pareil droit d'action pour trouble apporté au commerce (*interference with the trade*), on ne rencontre pas quelque claire autorité en sa faveur dans les livres de droit (*law books*) (1). Comme l'a remarqué l'un des savants juges (consultants), si ceux qui ont plaidé et ceux qui ont décidé le cas de *Lumley v. Gye* avaient eu connaissance d'une telle doctrine générale, ils auraient résolu ce cas sans avoir besoin de se livrer à l'étude approfondie qu'on trouve dans leurs jugements. Je ne pense pas que la fameuse action pour « diffamation atteignant un commerçant dans ses marchandises » (2) justifie la proposition plus large que l'on cher-

(1) *Law book* est pris ici dans le sens — sens habituel dans les textes du reportage de loi — qu'avait déjà son modèle français « les livres » dans la langue des derniers *Year Books*, c'est-à-dire dans le sens de recueils de jurisprudence ou de reports.

(2) *Slander of a trader's goods*, littéralement la diffamation des marchandises d'un commerçant. Cette application assez spéciale de

che à fonder sur elle. Blackstone traite cette action comme un exemple particulier de paroles diffamatoires. Et ce me paraît être un sophisme évident d'arguer de l'existence de quelque cause consacrée et bien connue d'action, pour en déduire une plus large et plus générale proposition, dont la cause d'action en question pourrait être traitée comme une application particulière, si la proposition plus large avait été généralement reconnue.

L'autorité qui est surtout invoquée à l'appui de la proposition soutenue par les répondants est le cas célèbre de *Keeble v. Hickeringill*, ou plus exactement les *dicta* de Lord Holt reportés dans 11 East. Le cas était une ac-

l'action civile en diffamation était assez difficile à qualifier et définir d'un mot. La pensée de lord Dawey ne peut être comprise qu'en se reportant aux passages des consultations des juges Cave (*L. R.*, 1898 ; *A. C.*, p. 33) et Lawrence (*l. c.*, p. 59) qu'il discute et combat. Les deux juges consultants avaient invoqué, pour établir que le droit de commercer est garanti par l'action *ex delicto* contre les entraves de tiers, un arrêt de 1876, le cas de *Riding v. Smith* (*L. R.*, 9, Exchequer, 218), où une condamnation à dommages-intérêts avait été prononcée, à l'encontre de l'auteur de bruits malicieux d'adultère colportés au sujet de la femme d'un commerçant qui l'assistait dans son commerce, pour avoir par ces commérages amené les clients à désertir la boutique de commerçant et nuï ainsi à la vente de ses marchandises. La diffamation avait été exercée contre la femme du commerçant. Mais elle avait pratiquement atteint ce dernier dans l'achalandage de son fonds de commerce ; des clients pudibonds l'ayant abandonné par crainte d'être soupçonnés, s'ils continuaient à fréquenter sa boutique, de rechercher les faveurs de la femme du marchand. Il faut se rappeler combien vif est en pays anglo-saxon le souci de la façade extérieure de moralité pour comprendre qu'on ait pu songer à interpréter la décision de *Riding v. Smith*, comme une protection donnée au mari contre les risques de destruction de son commerce par l'effet des accusations de légèreté de mœurs lancées contre sa femme et auxiliaire commerciale. Cette interprétation est incontestablement repoussée ici par la majorité de la Chambre des Lords ; car le silence des autres membres de la majorité à l'égard de cette partie de la consultation des juges Cave et Lawrence n'est pas moins significatif que la critique de lord Davey.

tion par le propriétaire d'un étang servant de canardière contre un défendeur qui avait écarté le gibier de la canardière en tirant des coups de feu dans l'intention de causer dommage au plaignant. Il paraît avoir été plaidé deux fois, et il en existe quatre reports distincts, qui ne concordent pas entièrement quant aux motifs du jugement. Mais je pense qu'il fut décidé sur le fondement que l'acte du défendeur était un trouble volontairement apporté à la jouissance par le plaignant de sa propre terre dans un but licite et profitable, ce qui s'appelle en droit une « nuisance ». Les cas reportés où ce précédent a été suivi, *Carrington v. Taylor* (1) et *Ibbotson v. Peat* (2) supportent cette façon de voir. Si c'est là une interprétation correcte de la décision, celle-ci n'est pas une autorité pour la proposition plus large que les répondants cherchent à fonder sur elle ; et les *dicta* de Lord Holt, quoiqu'ils méritent beaucoup de respect, sont inaptes à justifier le poids qu'on prétend leur attribuer.

Un autre point a été soulevé à la barre de vos Seigneuries. On a prétendu qu'Allen s'est rendu coupable de déformation (misrepresentation) volontaire des faits dans ce qu'il a dit à Halkett : — que les hommes n'avaient jamais entendu réellement faire grève et qu'Allen sciemment avait excédé ses instructions ou ce que les hommes l'avaient autorisé à dire, en affirmant qu'ils se mettraient en grève. C'est là une question de fait à résoudre d'après les documents de la preuve et qui aurait dû être soumise au jury. A mon

(1) C'est, on se le rappelle, le second *decoy case*, celui à l'occasion duquel a été donné en note, en 1809, dans 11, East, 571, le report le plus développé, et le seul qui soit en général directement cité, du cas de *Keeble v. Hickeringill*.

(2) 3, H. et C., 644. Arrêt rendu en 1865.

avis un pareil état de faits équivalant à une articulation de fraude aurait constitué un délit civil et aurait été de l'essence de l'action. C'est pourquoi le point, à mon sens, aurait dû être plaidé. Mais il ne se rencontre pas dans les conclusions (pleadings) et il n'y a pas trace qu'il ait été soulevé en première instance (at the trial). Pas la moindre référence à cette question n'apparaît dans le très complet « résumé » du savant juge. A la fin du « résumé », le juge, après avoir lu les questions qu'il propose de soumettre au jury, a demandé aux savants conseils s'il y avait quelque autre question que l'un ou l'autre d'entre eux désirât suggérer, — à quoi ceux-ci répondirent par la négative. Le point n'a pas été soulevé par le principal conseil des répondants à la première audition à la barre de vos Seigneuries ; il l'a été pour la première fois par le conseil en second (junior counsel), M. Isaacs. Il a, toutefois, été adopté par M. Lawson Walton (le leading counsel) à la seconde audition. Autant que je puis le comprendre, la prétention des conseils des répondants en première instance (1) a été exactement contraire, puisqu'ils ont alors cherché à obtenir condamnation contre les autres défendeurs, les représentants de l'union. Ce n'est pas la pratique de nos Seigneuries, quand il y a eu une épreuve (trial) par le jury de permettre de soulever à la barre une nouvelle « issue » (2), ou question qui aurait pu et dû être, mais n'a pas été soumise au jury

(1) Nous ne pouvons traduire que par à peu près ce mot : *at the trial*, qui originellement désigne le jugement des faits et l'ensemble de l'administration de la preuve et qui, dans la procédure contemporaine, a pris une signification plus souple et plus vague.

(2) Encore un terme technique de terminologie française de la vieille procédure anglaise des brefs qui est passé en s'assouplissant et se popularisant dans le vocabulaire juridique de l'Angleterre contemporaine.

pour examen au point de vue de la preuve. Le faire serait usurper la fonction du jury. C'est pourquoi je ne trouve pas nécessaire d'exprimer une opinion sur ce point.

Je suis d'opinion que le jugement de la Cour d'appel doit être renversé et jugement donné pour l'appelant.

SECTION VI

L'OPINION DE LORD JAMES OF HEREFORD (1)

La nature des communications faites par Allen à la compagnie Glengall. — Leurs effets. — Il n'y a pas eu de rupture de contrat. — Les patrons ont été amenés à renvoyer les charpentiers, non par l'« intimidation » ou la « contrainte », mais par la sollicitation et la persuasion. — Parts respectives de responsabilité des métallurgistes du Sam Weller, d'Allen et des représentants de la compagnie dans le renvoi des charpentiers. — L'incitation d'un tiers à ne pas conclure des contrats peut-elle être rendue délictueuse par le mobile qui l'inspire ? — Non. — Réfutation de la doctrine de Temperton v. Russel par l'examen de ses conséquences sociales. — L'effort pour fonder l'action en dommages-intérêts sur une entrave (interference with) au commerce ou au métier d'autrui. — Examen critique de cette notion d'entrave (interference with) à la liberté du commerce ou du travail d'autrui. — Elle repose sur la méconnaissance des conditions actuelles de la concurrence économique. — Les hésitations de Lord James. — Son ralliement final aux vues de la majorité.

My Lords, cette action est portée par certains charpentiers de navires, membres d'une trade-union, qui étaient

(1) L. R., 1898 ; A. C., p. 175. Jugement lu en l'absence de lord James par lord Shand.

en avril 1894 employés par la Glengall Iron Company aux réparations d'un bateau appelé le Sam Weller. Le défendeur Allen était délégué de district de l'union des constructeurs de chaudières : également une trade-union. Des ouvriers appartenant à cette dernière union étaient également au service de la compagnie Glengall, et objection fut faite par ces ouvriers à l'occupation des plaignants par la compagnie. Cette opposition était fondée sur le fait que peu avant cet embauchage les plaignants avaient, alors qu'ils étaient au service d'une autre firme, exécuté certains travaux du fer — sorte de travail que l'union des chaudronniers prétend ne devoir être exécutée que par les chaudronniers.

Pour faire respecter cette opposition, l'un des ouvriers appartenant à la *Boilermaker's Union* télégraphia au défendeur de se rendre sur le bateau en réparation. Celui-ci répondit à cette requête et, en sa qualité officielle de délégué de district, eût une entrevue avec les métallurgistes travaillant sur le navire. Il apprit d'eux que leur mécontentement à raison de l'emploi des charpentiers par la compagnie était si grand qu'ils (les métallurgistes) avaient décidé de cesser immédiatement le travail. Contre la mise à exécution de cette résolution le défendeur, — le présent appelant — protesta énergiquement et avec succès. Il prit alors l'initiative d'une entrevue avec les représentants de la compagnie et les informa que, s'ils continuaient à employer les plaignants — les répondants actuels, — les métallurgistes cesseraient de travailler pour la compagnie. Il y a conflit de témoignages quant aux mots exacts qui ont été employés par l'appelant pour communiquer cette information. L'impression d'ensemble de ces témoignages la plus favorable aux répondants doit pré-

valoir. Mais les mots exacts qui ont été employés ne me paraissent pas affecter la décision à donner dans ce cas.

En conséquence de cette communication faite par l'appelant, les représentants de la compagnie se déterminèrent à cesser d'employer les plaignants. Cette détermination fut prise afin d'éviter les inconvénients qui se seraient produits, si les chaudronniers avaient cessé le travail sur le navire en réparation. C'est un fait important que, en mettant cette résolution à effet, la compagnie n'a commis aucun acte illicite; aucun contrat n'a été rompu; il y a eu simplement refus de renouveler un louage de services, — c'est-à-dire de conclure un nouveau contrat.

Sur cet état de faits, les répondants ont porté leur action contre le présent appelant et d'autres, la cause d'action dans le 5^e paragraphe de la demande étant ainsi articulée : « Le défendeur a malicieusement et injustement et avec l'intention de nuire aux plaignants, intimidé et contraint la compagnie Glengall à rompre ses contrats avec les plaignants au préjudice de ceux-ci et a, en outre, intimidé et contraint la Compagnie Glengall et autres à ne pas passer de nouveaux contrats avec les plaignants, par quoi ceux-ci ont subi dommage ».

Il a été admis au cours des débats de première instance (Trial) que le premier chef de cette demande ne pouvait être soutenu; car, comme je l'ai dit, la compagnie Glengall n'a rompu aucun contrat. La question, dès lors, se limite donc à la seconde cause d'action alléguée. Ainsi vos Seigneuries ont à déterminer si des preuves suffisantes ont été fournies dans la procédure de vérification des faits (at the trial), pour supporter l'allégation que l'appelant a « intimidé et contraint la compagnie Glengall » à ne pas employer les répondants; et, secondement, il conviendra d'examiner si,

de quelque façon que l'on envisage la conduite de l'appelant, il y a des preuves pour justifier une cause d'action.

L'examen des faits m'amène à la conclusion que l'on ne peut pas dire que l'appelant ait intimidé ou contraint (avec la signification légale qui est donnée à ces mots) la compagnie Glengall. Il est vrai qu'il a informé le représentant de la compagnie de l'intention existante des ouvriers en chaudières ; mais cette intention de cesser le travail, si les répondants continuaient à être employés, ne s'était pas formée en conséquence de paroles ou d'actes de l'appelant. Il avait appris que cette intention avait été arrêtée par les constructeurs de chaudières avant son arrivée sur le bateau. Pour lui, communiquer cette intention à la compagnie n'était pas nuire aux plaignants. Les ouvriers en chaudières l'auraient mise à exécution que la compagnie eût connaissance ou qu'elle fût dans l'ignorance de leur résolution. Car ils étaient sur le point de désertier le travail quand l'appelant, par ses menaces, les empêcha de le faire et les décida à lui laisser l'opportunité de communiquer avec les représentants de la compagnie.

Pour mon compte, je crois que l'appelant n'a communiqué qu'une intention déjà formée des métallurgistes ; mais, même s'il a dit que l'union rappellerait les ouvriers en chaudières si les répondants continuaient à être employés, je présume qu'il n'a fait que communiquer ce qu'il savait devoir se produire et qu'il n'a fait par là que prévenir les représentants de la compagnie de ne pas suivre une route qu'il savait devoir être préjudiciable aux intérêts de leur firme.

L'appelant, sans doute, désirait que la vue que les ouvriers en chaudières se faisaient de leur droit à se livrer seuls aux travaux du fer prévalût, et, par conséquent, que

des mesures fussent prises pour leur assurer le succès de cette revendication et, tout naturellement, il a employé la sollicitation et la persuasion près des représentants de la compagnie dans l'intention d'amener le congédiement des répondants. Et ainsi il me paraît que la question à résoudre par vos Seigneuries peut être ramenée à ceci : A ouvre-t-il action contre lui en sollicitant et persuadant B. de ne pas passer de contrat avec C ?

Avant d'étudier la réponse à donner à cette question, il convient d'observer qu'il y a trois acteurs dans les événements qui ont conduit à la non continuation de l'emploi des répondants : 1^o les ouvriers en chaudières qui ont refusé de travailler avec eux, 2^o l'appelant qui a communiqué ce refus à la compagnie Glengall, 3^o les représentants de la compagnie qui, en conséquence de l'intention exprimée par les constructeurs de chaudières, ont décidé de ne plus employer les répondants.

Si l'on va au fond des choses, le préjudice infligé aux répondants vient en première ligne de l'action des métallurgistes, et en seconde ligne de l'action de la compagnie en cédant à la demande de ces métallurgistes. Que l'appelant ait pris part à l'opération c'est vrai, mais il n'y a joué qu'un rôle secondaire et, s'il n'était jamais entré en scène, le préjudice subi par les répondants aurait été finalement le même ; car la compagnie aurait également exercé son option et aurait refusé d'employer les répondants afin de s'assurer les services des constructeurs de chaudières. Dans ces circonstances, il semble étrange qu'il ne soit point allégué qu'une action existe contre les ouvriers en chaudières et qu'il soit franchement admis qu'aucune cause d'action ne peut être soutenue contre la compagnie.

Si les principes posés par Lord Esher dans le cas de

Bowen v. Hall et dans le cas de *Temperton v. Russell* étaient appliqués aux affaires ordinaires de la vie, il en résulterait de grands inconvénients aussi bien que de grandes injustices. Tout concurrent pour un contrat qui allègerait qu'il est la personne la mieux qualifiée pour le remplir serait sujet à action. Qu'on prenne le cas d'un architecte qui cherche à se faire employer à l'exclusion de ses rivaux. Il dit : « mes plans sont les meilleurs ; en les suivant vous obtiendrez la meilleure maison au meilleur marché. Employez-moi donc, et non A ou B. » S'il est employé dans ces conditions, l'architecte serait, d'après les *dicta* de *Bowen v. Hall*, sujet à action sur la poursuite de ses rivaux. Car il a induit une personne à ne pas passer un contrat avec un tiers, et son objet a clairement été de se procurer un bénéfice à lui-même au détriment de ce tiers. Et même, si l'opinion délivrée par le défunt juge Cave qu'un cuisinier ouvre action contre lui en disant à son maître « congédiez le sommelier ou je vous quitte », est correcte, l'ingrédient de « être désireux de se procurer à soi-même un bénéfice aux dépens d'un tiers » n'est pas nécessaire. Car l'opposition du cuisinier peut fort bien venir d'un motif qui ne représente aucun gain pour lui-même.

Mais je n'ignore point qu'il a été soutenu à la barre que, même si les vues que j'ai exprimées à vos Seigneuries sont correctes, il y a une exception aux principes généraux en faveur de ceux dont le commerce ou l'occupation ouvrière ont été entravés (*interfered with* » (par des tiers). Je ne puis approuver cette façon de voir. Avant de discuter la question il est nécessaire de donner quelque définition des termes « *interfered with* » (1) dans leur sens légal. Tout

(1) Les mots *interfere with*, *interference with* (littéralement : inter-

homme est exposé à être *interfered with* (entravé ou gêné) par l'action d'un autre et pourtant n'a pas d'action à raison de cette intervention (*interference*). La compétition représente une « *interference* » et pourtant il est de l'intérêt de la communauté qu'elle existe. Une nouvelle invention qui détruit complètement un vieux commerce, entrave certainement (*interfere with*) ce commerce. Si cette façon vague de s'exprimer devait être tenue représenter une définition légale de la responsabilité, de bien graves conséquences s'en suivraient. Il va de soi que la conduite des chaudronniers dans le cas soumis à vos Seigneuries constitue une entrave (*interference with*) à l'affaire (ou au métier) des plaignants, et pourtant, comme il a déjà été noté, il n'a jamais été dit qu'une action puisse exister contre eux. Tout organisateur d'une grève, en vue d'obtenir de plus hauts salaires, s'ingère dans (*interfere with*) la conduite de son affaire par l'employeur ; et de même tout membre d'une fédération d'employeurs, qui persuade à son co-employeur de mettre à la porte (*lock out*) ses ouvriers, doit entraver ou troubler (*interfere with*) ces ouvriers. Mais, quelque soit la signification qui puisse être attachée aux mots *interfere with*, je ne vois pas le moindre fondement pour dire qu'une règle différente doive être appliquée aux cas d'entraves à la libre action d'un homme

venir dans, se mêler de, intervention dans), qui se retrouvent à chaque pas, avec une signification technique, dans les arrêts anglais et américains relatifs aux *restraints of trade*, sont difficilement transposables en termes français qui puissent en rendre exactement la portée scientifique et le contenu légal. Nous les avons traduits selon les cas par des à peu près, comme entraver, troubler, envahir, entrave, trouble, invasion, etc. Les observations de lord James n'aideront évidemment que fort peu le lecteur à saisir les contours en eux-mêmes assez fuyants et mobiles de cette importante notion technique de la jurisprudence anglo-américaine contemporaine.

(*interference with a man*) quand il exerce son commerce et son affaire ou quand il est engagé dans une autre poursuite. Dans le cas de la *Mogul Steamship Co* (1), s'est présenté un cas extrême d'entrave à (*interference with*) l'affaire des plaignants par des méthodes qui directement causaient dommage aux plaignants dans leur commerce dans le but manifeste de procurer par là un bénéfice aux défendeurs. Il n'était pas contesté que cette entrave (*interference*) ait été réalisée par plusieurs défendeurs au moyen d'une coalition, qui en un certain sens constituait une « conspiration », et pourtant il fut tenu par cette Chambre qu'aucune action ne pouvait être soutenue, parce que les actes faits n'étaient pas illicites et que la coalition n'était pas une conspiration criminelle.

My Lords, je m'abstiens de passer en revue les cas plus anciens qui se réfèrent à l'intervention (*interference*) dans le commerce ou l'affaire (d'autrui) ; car ils ont déjà été recensés et discutés d'une façon vraiment complète. Je me contente de dire que je ne pense pas qu'ils établissent plus que ceci : que l'intervention (*interference*) qui est en elle-même illicite constitue une cause d'action. Il me semble quelque peu contraire au sens commun qu'une intervention, qui est légitime quand elle s'applique à des sujets généraux, devienne délictueuse quand c'est un commerce ou une affaire industrielle qui y est soumis.

Pour ces raisons, après quelque hésitation, j'en suis venu à la conclusion que, puisque l'appelant n'a pas employé de moyens illégaux pour produire un résultat, et que le résultat produit ne présente rien d'illégal, cette

(1) *L. R.*, 23 ; *Q. B. D.*, 598 ; et (1892), *A. C.*, 25.

action ne peut pas être soutenue. C'est pourquoi je pense que la décision de la Cour d'appel doit être renversée et que jugement doit être donné pour l'appelant.

Vu : Le Président de la thèse,
ED. LAMBERT

Vu : Le Doyen,
L. JOSSE RAND

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université
JOUBIN

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

CHAPITRE PREMIER

Origines et précédents d'Allen v. Flood

<i>Section I.</i> — Les faits de la cause.....	16
<i>Section II.</i> — Les précédents favorables à la demande des ouvriers boycottés.....	25
<i>Section III.</i> — Les précédents défavorables à l'admission de la demande	48
<i>Section IV.</i> — L'attitude des juges inférieurs à l'égard de la demande de Flood et Taylor.....	62
§ 1. — La sentence de la Division du Banc de la Reine.	63
I. — Le cas d'Allen.....	63
II. — Le cas du président et du secrétaire de la Trade-union	73
§ 2. L'arrêt de la cour d'appel.....	80
Le jugement du Maître des Rôles Lord Esher.....	81
Le jugement du lord Justice Lopes.....	86
Le jugement du lord Justice Rigby.....	89
§ 3. — Les consultations des juges convoqués devant la Chambre des Lords.....	90

CHAPITRE II

Les opinions des membres de la minorité

<i>Section I.</i> — L'opinion du chancelier lord Halsbury.....	110
<i>Section II.</i> — L'opinion de lord Ashbourne.....	145
<i>Section III.</i> — L'opinion de lord Morris.....	154

CHAPITRE III

Les opinions des membres de la majorité

<i>Section I.</i> — L'opinion de lord Watson	164
<i>Section II.</i> — L'opinion de lord Herschell	193
<i>Section III.</i> — L'opinion de lord Macnaghton.....	238
<i>Section IV.</i> — L'opinion de lord Shand	254
<i>Section V.</i> — L'opinion de lord Davey	268
<i>Section VI.</i> — L'opinion de lord James of Hereford I.....	279

